

ORIGINES, CAUSES ET CONSÉQUENCES DE LA GUERRE DES CAMISARDS

(Suite et fin¹.)

V.

Le lundi 24 juillet 1702, l'abbé du Chayla, subdélégué de Basville, fut tué au Pont-de-Montvert². De longue date il avait excité la haine des nouveaux convertis qu'il traitait avec rigueur, ne cessant de les persécuter. Des caves de sa demeure, maison enlevée à l'une de ses victimes, il avait fait une prison où, précisément à cette date, se trouvaient enfermées plusieurs personnes arrêtées pour cause de religion et qu'il soumettait à de cruelles tortures.

On peut se demander si la vengeance ne fut pas l'inspiratrice de ce meurtre et conclure à sa préméditation. De même plusieurs historiens ont prétendu qu'il donna le signal de la guerre des Camisards. Il est donc indiqué de s'en rapporter à la documentation historique.

Si Antoine Court a pu recueillir, de la bouche même de plusieurs des prisonniers de l'abbé du Chayla, les récits des souffrances qu'ils durent endurer et les a reproduits dans son *Histoire des troubles des Cévennes*³, les écrivains catholiques ont été contraints de reconnaître, mais sans insister, la vérité de ces accusations. « Il n'avait pas assez ménagé des vaisseaux fragiles », a écrit Brueys dans son style trop imagé. « Son zèle

1. Voir plus haut, p. 1.

2. Pont-de-Montvert, Lozère, arrondissement de Florac.

3. Court, t. I, p. 25 et suiv. Voir aussi N. Weiss, *Précisions documentaires sur l'histoire des Camisards*. Bulletin de la Société du protestantisme français, 1909, p. 243, et Roschach, *Histoire du Languedoc*, t. XIV, p. 1582 et suiv.

avait été mêlé de trop d'amertume et cette conduite avait révolté les esprits et porté les religionnaires à secouer un joug qu'il ne leur rendait pas assez léger¹. »

Le conseiller La Baume est obligé de déclarer « que l'on se plaignait surtout de la sévérité de l'abbé du Chayla et qu'il traitait avec trop de rigueur et de dureté ceux qui ne remplissaient pas leur devoir² ». Louvreleuil ne peut nier que les prisonniers fussent mis « dans des ceps, instruments faits de deux pièces de bois entaillées³ ». Ainsi les trois historiens catholiques, contemporains des événements, reconnaissent que le zèle d'un prêtre, dont ils louent le mérite, avait cependant dépassé la mesure. Mais il est un témoignage de ses violences d'autant plus important qu'il est dû au comte de Peyre, lieutenant général et commandant le deuxième département du Languedoc. Il écrivait en effet à Chamillart, le 19 août 1702 : « L'attroupement fut résolu en vue de délivrer sept personnes que l'abbé du Chayla avait en prison chez lui, supposant qu'elles devaient quitter le royaume, auxquelles il donnait lui-même chaque jour les étrivières, et avait inventé un supplice qu'il leur faisait souffrir, leur mettant les pieds au milieu d'un gros poutre qui les obligeait à dormir debout. M. de Basville a écrit à Messieurs du Présidial de lui envoyer toutes les procédures qu'il voulait connaître de la suite de cette affaire et voudrait bien qu'on n'en eût pas tant connu. L'on persiste à dire que, si le commandement des Cévennes pouvait changer, que tout serait tranquille et en repos, la dureté avec laquelle on les a gouvernés ayant tout gâté⁴. »

Libérer les prisonniers, était en effet le seul but que poursuivaient les conjurés. Cavalier, qui assista à l'assemblée où, sur la demande instante d'Esprit Séguier, cette résolution fut prise, le déclare dans ses *Mémoires* de la manière la plus précise. « Esprit Séguier et sa troupe se rendirent directement à la maison de l'abbé du Chayla, qu'ils entourèrent, et demandèrent les

1. Brueys, *Histoire du fanatisme*, t. I, p. 303.

2. La Baume, *Relation historique*, p. 28.

3. Louvreleuil, *le Fanatisme renouvelé*, t. I, p. 27. Il est à remarquer que Fléchier se borne à écrire, sans aucun commentaire : « L'affaire de M. l'abbé du Cheila arriva ce temps-là. Environ quarante ou cinquante de ces mutins s'attroupèrent et vinrent fondre sur sa maison et le massacrèrent ». *Lettres de Fléchier*, t. I, p. 199.

4. A-G, 1614, p. 47.

prisonniers, déclarant que, s'ils étaient remis paisiblement en liberté, nul désordre ne serait commis¹. »

Abraham Mazel, un des prophètes cévenols, rapporte « que l'Esprit l'avertit de prendre les armes pour la cause de Dieu et qu'il se joignit à la troupe de Séguier afin d'aller délivrer ceux de nos frères que les persécuteurs détenaient prisonniers au Pont-de-Montvert, dans le château de M. Dandré, que l'abbé du Chayla occupait² ».

Mais il est une déclaration qui confirme les dires du comte de Peyre, avec une autorité d'autant plus grande que Basville en est l'auteur. Après avoir pris toutes les informations nécessaires, quinze jours après les événements, le 4 août 1702, il écrivait en ces termes à Chamillart : « Il n'y a point d'étrangers parmi ces gens-là ; ce n'était qu'un petit nombre de vagabonds nés dans le pays, que le phanatisme avait rassemblés. Il est certain même que leur dessein n'était pas d'abord de faire les meurtres et incendies qu'ils ont commis. Ils voulaient sauver un d'entre eux qui était malheureusement prisonnier dans la même maison où était l'abbé du Chayla. Un de ses valets tira un coup de fusil et en tua un. Cela les irrita et, étant entrés en fureur, ils tuèrent l'abbé du Chayla. Le même mouvement les porta à assassiner deux curés les plus voisins ; ils ne voulaient aussi que prendre des armes dans le château du sieur La Devèze. Mais, ayant tiré et tué l'un d'entre eux, ils brûlèrent sa maison et, par une barbarie inconcevable, tuèrent la mère, deux garçons, une fille et un oncle qui avait près de quatre-vingts ans et tous les valets qui s'y trouvèrent³. » Nul témoignage ne saurait dépasser celui de Basville, mieux averti que personne des affaires du Languedoc et en possession des renseignements les plus précis et les plus autorisés. Pour que l'intendant ait pu affirmer que les Cévenols n'avaient d'abord conçu aucun dessein de meurtre et d'incendie, il a fallu qu'il en possédât la preuve décisive. Basville écarte toute idée de préméditation dans le drame du Pont-de-Montvert ; ses déclarations à cet égard ne laissent place à aucun doute. De cette conformité étroite entre les affirmations de Basville et celles

1. Cavalier, *Mémoires*, p. 43.

2. *Théâtre sacré des Cévennes*, p. 78. — L'Esprit, c'est-à-dire l'inspiration prophétique.

3. A-G, 1614, p. 189.

de Cavalier et de Mazel se dégage cette conclusion nette et précise que nulle accusation de préméditation dans le meurtre de l'abbé du Chayla ne peut être maintenue. En est-il de même de l'affirmation que ce crime donna le signal de l'insurrection des Cévennes? Là encore il faut s'en référer à la correspondance de l'intendant et à celle de Broglio. La crainte d'une révolte n'aborda pas un instant l'esprit de Basville. Dès le 28 juillet, il écrivait à Versailles : « Vous pouvez bien juger que nous n'obmettrons rien de ce qu'on pourra faire pour la punition d'un si grand crime; il n'y a pas d'apparence qu'il soit suivi d'un soulèvement du pays et on prend toutes les mesures pour l'empêcher¹. » Il y avait en effet si peu d'apparence que deux jours plus tard il mandait : « Cette affaire me paraît finie maintenant; tout le reste du pays me paraît tranquille. » Plus tard, il ajoute : « La punition exemplaire qui sera faite sur les lieux va achever de remettre le pays dans une parfaite tranquillité. » Le 13 août, il peut annoncer que les attroupements des Cévennes ont cessé².

Pour l'intendant, l'affaire du Pont-de-Montvert rappelait, mais avec plus de gravité, l'enlèvement du prédicant Roman, prisonnier à Boucoiran³, par une quarantaine de jeunes gens. Il avait instruit le procès, condamné deux d'entre eux à être roués vifs, envoyé trente aux galères et tout était rentré dans l'ordre. Il ne doutait pas qu'il en serait de même dans les Cévennes, d'autant plus que le pays avait été alarmé plus que de raison par le petit nombre de ces gens attroupés; « il n'y a jamais eu », écrivait-il à la date du 4 août, « que trente-cinq de ces scélérats ensemble. » Déjà neuf avaient été pris et neuf autres avaient été tués par le sieur Poul.

Si Chamillart, informé des événements, avait paru éprouver quelques inquiétudes, elles s'étaient promptement dissipées. On ne relève dans sa correspondance aucune allusion à la possibilité d'une insurrection et plusieurs mois s'écouleront avant qu'il se décide à demander à Basville des informations précises sur les affaires des Cévennes⁴. Le 13 août, il lui fait connaître que

1. A-G, 1614, p. 184.

2. A-G, 1614, p. 189.

3. Boucoiran, Gard, arrondissement d'Alais, canton de Lédignan.

4. Ce fut, en effet, par sa lettre écrite le 26 février 1703, alors que le maréchal de Montrevel venait d'être désigné pour commander dans les Cévennes,

« le roi avait été bien aise d'apprendre que le mouvement avait été entièrement apaisé et qu'il s'attendait à ce que l'on fit bonne et entière justice des coupables¹ ».

Mais ce n'était pas « une bonne et entière » justice que rendit Basville, encore qu'il eût reconnu que le meurtre de l'abbé du Chayla n'était pas prémédité. Broglio, son beau-frère, commandant des troupes royales en Languedoc, s'était rendu immédiatement au Pont-de-Montvert, accompagné du capitaine Poul, pour rétablir l'ordre. Hautain, cruel, il n'était que l'exécuteur des volontés de Basville². Pour se rendre compte de la répression qu'il exerça, il faut, en se souvenant que la bande du Pont-de-Montvert ne comptait que trente-cinq hommes, se reporter à sa correspondance avec le ministre de la Guerre. Le 3 août 1702, il écrit : « On en tue, on en arrête tous les jours, en sorte que cette troupe de bandits est, selon toute apparence, dissipée pour cette fois ; mais, comme le pays est plein de gens de cette sorte, il faut se résoudre à les détruire à mesure qu'ils peuvent tomber entre nos mains. Le roi sera heureux de la promptitude avec laquelle j'ay étouffé ce commencement de mutinerie et dissipé la frayeur qui avait déjà fait un grand progrès dans les villes et les campagnes, quoiqu'il n'y eût aucun fondement pour cela, car la troupe n'était pas considérable et on tomba dessus dès le second jour³. » Le 17 septembre, Broglio mande : « Je n'ay pu vous donner des nouvelles, ayant toujours été dans les montagnes et les bois à la poursuite des religionnaires depuis que je les ay sceu assemblés. Si nous pouvions une fois les surprendre, il n'en resterait pas un en vie⁴. » Basville, quelques jours plus tard, le 23 septembre, avertit le ministre qu'« on a rassemblé toutes les troupes qui sont dans ce canton pour trouver ces gens-là. S'il est possible, on les suivra », dit-il, « comme des loups enragés⁵. » Broglio,

que Chamillart demanda à l'intendant au nom du roi « de faire un détail juste et exact du véritable état auquel est la province du Languedoc » et que la connaissance parfaitement, il fit un plan de tout ce qu'il croirait être nécessaire pour retenir les peuples qui jusqu'à présent n'avaient pris aucun parti et pour faire rentrer les autres dans le devoir (A-G, 1639, p. 270).

1. A-G, 1614, p. 196.

2. Saint-Simon dit que « Broglio, d'ailleurs incapable, ne fut qu'un petit garçon devant son beau-frère ». *Mémoires*, t. XI, p. 81.

3. A-G, 1614, p. 38 et 39.

4. A-G, 1614, p. 61.

5. A-G, 1616, p. 214.

du reste, avait donné ordre de ne leur faire aucun quartier¹. Le 25 octobre, il pouvait faire connaître à Chamillard les résultats de cette chasse aux « loups enragés ». « Il y en a déjà plus de soixante de tués et vingt d'exécutés. J'en ay encore quinze auxquels on va faire le procès avec toute la sévérité qu'ils méritent. On en arrête tous les jours qui, croyant n'être pas reconnus, rentrent dans les lieux de leur demeure². »

Le 26 octobre de cette même année, jour du marché à Anduze, Broglio fit exposer « sur une espèce d'échafaud à l'entrée de la ville, après avoir passé le pont, treize têtes de ces misérables qui avaient été tués à l'action qui s'était passée à la côte de Tremelac, en montant à Barre³ ». Le même jour, il écrivait à Chamillard : « J'avais ordonné que, si on les trouvait, on leur coupât la tête et qu'elles me fussent apportées pour les faire exposer et désabuser le public qui n'avait pas, jusqu'à présent, voulu croire que l'on en eût tué dans les autres rencontres⁴. »

Dans sa correspondance avec le premier ministre, Broglio ne cesse de réclamer les mesures les plus violentes. « Les affaires des Cévennes », dit-il, « demandent des remèdes violents si on veut voir la fin... Il semble que, quand est tué un prêtre ou un ancien catholique, il conviendrait qu'aussitôt, sans forme ni figure de procès, on fit tirer au billet les nouveaux convertis de la communauté où le prêtre aurait été tué et que l'on en fit pendre deux pour un. Je suis persuadé que si S. M. ne prend des résolutions semblables ou que l'on ne dépayse sept ou huit des communautés qui de tout temps ont été rebelles il ne sera pas possible d'arrêter le cours de ces désordres...⁵ »

Le seul fait de se réunir pour célébrer un culte constituait un de ces désordres que Broglio réprimait avec cruauté. « On prêchait en plein jour », écrivait-il le 23 novembre 1702, « et quasi partout ; il était temps de remédier, de mettre fin à ces désordres. Je fis assembler les habitants d'Aigues-Vives⁶ sous le prétexte de leur vouloir parler et les fis tous enfermer dans l'église. J'appris

1. A-G, 1614, p. 55.

2. A-G, 1614, p. 79.

3. *Les Camisards en action*, p. 24. — Anduze est dans le Gard, arrondissement d'Alais ; La Barre, dans le canton d'Anduze.

4. A-G, 1614, p. 79.

5. Lettre du 2 novembre 1702, A-G, 1614, p. 88.

6. Aigues-Vives, Gard, arrondissement de Nîmes, canton de Sommières.

par des gens dignes de foi que dans l'espace de deux jours on s'était assemblé quatre fois, qu'on avait prêché en plein jour et chanté les psaumes. Ils étaient dans un état insolent. Je fis instruire les procès contre les coupables suivant des dénonciations qui m'avaient été faites et je donnais mes soins à faire trouver des preuves. On a jugé quatre de ces coquins à être pendus, trois aux galères, un petit prédicant à être fouetté par le bourreau et plus amplement informé contre douze ou quinze... J'espère que cet exemple va produire un effet merveilleux dans toute la Vau-nage¹. »

De même que Basville, dès les premiers jours d'octobre, il avait complètement rassuré Chamillart en lui disant, non sans quelque vanité, « qu'avec toutes les mesures qu'il avait prises il ne saurait rien arriver de considérable² ». L'intendant, qui, dans son grand mémoire de 1698, disait : « Il faut attaquer les cœurs, c'est où la religion réside; on ne peut l'établir solidement sans les gagner », ne demandait plus qu'à la terreur le moyen de mettre fin à l'insurrection. La fin de l'année approchait et cette révolte, dont si souvent il avait annoncé la défaite, devenait de plus en plus menaçante. Versailles commençait à s'étonner et il fallut se résoudre à donner des explications plutôt exigées que demandées, reconnaître que les désordres des Cévennes ne faisaient que grandir et que l'on se trouvait en présence d'une insurrection des plus dangereuses. « Il faut considérer », écrivait Basville, « que la mort des chefs qui ont été tués avec plus de cent cinquante de ces gens-là, que la mort de vingt-cinq au moins qui ont été jugés et exécutés avec la dernière rigueur n'ont pu ni arrêter ni diminuer le zèle; au contraire, il semble que les fanatiques ne pensent qu'à faire des représailles et à tuer autant d'anciens catholiques qu'ont fait mourir par la justice des gens de leurs troupes, ce qui marque un esprit de révolte venu à l'excès³. » Basville devait reconnaître trop tard la gravité de la faute commise par sa politique terroriste à l'égard de Français dont le seul crime était de revendiquer, les armes à la main, la liberté de conscience qui, au mépris du plus solennel des édits,

1. A-G, 1614, p. 105. — La Vau-nage, plaine entre Saint-Cézaire et Som-mières, Gard.

2. A-G, 1614, p. 61.

3. A-G, 1614, p. 293, Mémoire du 22 décembre 1702.

leur avait été enlevée. Si Broglio, comme nous l'avons montré, fut le ministre des violences de l'intendant, les généraux qui lui succédèrent ne se montrèrent pas moins cruels et barbares.

Le brigadier Julien, que les Camisards appelèrent Julien l'Apostat, car, petit-fils d'un pasteur d'Orange, il avait renié sa foi protestante, écrivait, le 14 janvier 1703, des Cévennes où il avait été appelé à commander : « On me conte des faits si horribles que, tout humain que je suis, je prendrai un cœur de tigre pour exterminer ces scélérats sans en laisser aucune graine¹. » Au lendemain d'un combat livré à Vagnas², il soumit une trentaine de prisonniers aux plus affreuses tortures, écrivant à Chamillart : « Je pris la peine de leur faire casser la tête à mesure qu'on me les conduisait et qu'ils avouaient être au nombre des rebelles ; ce sont des serpents dangereux dont il est bon d'écraser la tête le plus tôt qu'il est possible³. »

Plus tard il dira : « J'enverrais au fond des Indes les mâles et les femelles si j'en étais le maître ; il faudra certainement que Sa Majesté en vienne à un enlèvement général de tous les paysans des quatre diocèses. Si cette diabolique révolte finit par un autre moyen, excepté que Dieu fasse un miracle, je consens de passer pour le plus grand fou et le plus visionnaire de l'Europe⁴. »

Julien, exécuter des basses œuvres de Basville, devint l'incendiaire des hautes Cévennes, faisant d'une contrée de la France un désert, crime aussi odieux qu'inutile, resté au dés-honneur de l'intendant qui l'inspira et du général qui l'exécuta.

Le brigadier Planque, fouetteur de femmes, montrait la brutalité la plus révoltante et s'en vantait ouvertement. A Ardaillers⁵, après avoir fait casser la tête à deux Camisards, « je fis en même temps », ajoutait-il dans sa lettre à Chamillart, « passer

1. A-G, 1614, p. 16.

2. Vagnas, Ardèche, arrondissement de Largentière, canton de Canton.

3. A-G, 1707, p. 69.

4. A-G, 1708, p. 33. Julien disait : « J'ai conclu selon mon petit génie qu'il fallait écraser une partie de ces peuples pour faire rentrer les autres dans le devoir, sans quoy, je ne sais ma foi ce qui en arrivera. Il faut des remèdes sensibles et éclatants. » A-G, 1707, p. 296. Il écrivait à Chamillart : « J'ose vous dire comme un très zélé et très fidèle serviteur du Roy que cette guerre peut s'assoupir mais non pas finir à moins qu'on ne fasse de vives exécutions et qu'on ne coupe deux ou trois membres pour sauver le reste du corps. Je mets en fait qu'il n'y en a pas quarante de convertis. » Affaires étrangères, France, 1640, fol. 103.

5. Ardaillers, Gard, arrondissement du Vigan, canton de Vallerange.

par les verges jusqu'au sang quatre femmes ou filles qui avaient été plusieurs fois entendre la Blonde, fameuse prophétesse parmi les rebelles¹ ».

Le maréchal de Montrevel n'était pas moins cruel que les généraux sous ses ordres. L'homme qui, dans sa correspondance officielle, ne cessait de multiplier les injures les plus grossières à l'endroit des Camisards, les traitant de scélérats et de canailles, n'avait aucune disposition à la clémence. « Si j'en croyais le bon goût que j'ai pour tous ces honnêtes gens », écrivait-il à Basville, « j'en engraisserais tous les poiriers de ce pays². » Il ne montrait aucune pitié pour les vieillards et pour les femmes, comme le prouva son ordre d'incendier un moulin de Nîmes où périrent même des enfants coupables de chanter des psaumes³.

Il devait appartenir au maréchal de Villars de comprendre que la terreur n'amènerait pas la soumission des Cévenols. « C'est la raison », disait-il, « qui m'a déterminé aux voies de persuasion et de douceur plutôt que les rigneurs. Elles me réussissent, cela va bien, mais pas si vite que je voudrais⁴. » Dès son arrivée en Languedoc, il avait écrit à Chamillart : « Je songe jour et nuit à ce que je pourrai dire pour calmer et ramener les esprits égarés. Nous gagnerons quelque chose par la douceur, sur laquelle, pour dire la vérité, je compte plus que sur la force⁵. »

VI.

Au terrorisme de Basville, comme aux cruautés de Broglio, de Montrevel, de Planque, de Julien, s'unissait l'action de l'épiscopat, qui, dès les premiers jours de l'insurrection, réclama les mesures les plus dures de répression, ne cessant pas de les provoquer comme d'y applaudir. Au lieu de rester étranger à cette cruelle guerre, il s'y jeta avec passion.

Au lendemain de la révocation de l'Édit de Nantes, par centaines, des Cévenols, hommes et femmes, dont le seul crime était

1. A-G, 1798, p. 12. Il n'avait pas craint d'écrire le 27 mai 1703 : « Il faut enlever tous les plus suspects tant hommes que femmes et les envoyer périr sur mer. » A-G, 1707, p. 294.

2. Bibl. de l'Arsenal, ms. 3854, p. 99.

3. Sur cette exécution, voir *infra*, p. 218-219.

4. Lettre à La Feuillade, 10 juin 1704.

5. Lettre du 16 avril 1704.

de ne pas vouloir apostasier, furent déportés, disait-on, aux Antilles et au Canada. Le seul souvenir de ces enlèvements remplissait de terreur les nouveaux convertis, si attachés à la terre natale, dans la persuasion que les infortunés, dont jamais ils n'avaient reçu de nouvelles, avaient péri en mer. Or, Basville, le 17 novembre 1702, écrivait à Chamillart en ces termes : « Le fanatisme a fait tant de progrès dans ce pays qu'il faut certainement des remèdes pour le guérir et tout ce qu'il y a ici d'évêques croit, comme moi, qu'il n'y en aurait pas de plus efficace que de faire quelques charrettes pour les îles ou le Canada. Je sçay que la crainte d'être transplantés est le seul mobile qui les peut retenir. Je ne propose cet expédient qu'avec peine, sachant qu'il n'a pas été agréé, mais peut-être la continuation du mal fera trouver ce remède plus nécessaire qu'il n'était quand je l'ai proposé ; du moins je suis si pressé par tous les prélats qui sont ici de le proposer que je n'ai cru pouvoir m'en dispenser¹. » Si la demande de l'intendant ne fut pas accueillie, l'odieux de la mesure proposée n'en fut pas la cause. « Je ne crois pas », lui répondit Chamillart, « que Sa Majesté soit du sentiment d'envoyer les séditieux aux îles, parce qu'ils infecteraient ce pays-là de leurs entêtements. » Les prélats du Languedoc, alors qu'ils demandaient la déportation des Cévenols, ne se doutaient pas que Louis XIV, en refusant de l'accorder, leur ferait comprendre qu'en répondant à leur désir ils seraient devenus ainsi les propagateurs de cette hérésie qu'ils voulaient détruire.

Tel était l'état d'esprit des évêques aux premiers temps de la guerre, tel il se manifesta pendant toute sa durée. Sans doute il est facile de trouver dans la correspondance de Fléchier des paroles de commisération. « A Dieu ne plaise », dira-t-il, « que je veuille attirer des peines sur qui que ce soit ; la douceur et la charité doivent adoucir notre zèle. » Mais trop souvent ses actes ont démenti ses paroles. Alors même qu'il accuse, sans en donner une seule preuve, les nouveaux convertis de Nîmes de publier qu'ils auront le plaisir de tremper leurs mains dans le sang des catholiques, il n'en est pas moins vrai qu'après un horrible massacre ordonné par Montrevel, loin de manifester des regrets, il n'hésita pas à l'approuver. « Les nouveaux catholiques », écrit-il, « le dimanche des Rameaux 1702,

1. A-G, 1614, p. 248 et 255.

osèrent tenir une assemblée dans un moulin sans aucune précaution à la porte de la ville et, dans le temps que nous chantions vêpres, chanter leurs psaumes et faire leur prêche. Monsieur le maréchal sortit de sa maison, rassembla quelques troupes, fit passer au fil de l'épée hommes et femmes qui composaient cette assemblée, au nombre de plus de cinquante personnes, et réduire en cendres la maison où elle se tenait. Cet exemple était nécessaire pour arrêter l'orgueil de ce peuple¹. »

Il importait peu qu'après avoir justifié la cruauté de Montrevel, Fléchier déclarât que ses entrailles « étaient bien émues en voyant verser d'un côté le sang des catholiques et de l'autre celui des méchants, qui, tout méchants qu'ils sont, faisaient une partie de son troupeau ». En rapport constant avec Basville, il travaillait efficacement à l'envoi des troupes, alors même qu'il déclarait à Montrevel « qu'il ne lui appartenait pas de faire de la politique ». Mais il s'étonnait « que l'on n'eût pas encore usé de représailles à l'égard de ces scélérats et de leurs adhérents, du moins par des enlèvements qui en diminuent la force et le nombre ». Lorsque les cadets de la Croix blanche commencèrent leur campagne de meurtres et de brigandage, l'évêque prit leur parti ouvertement et se fit le défenseur de l'un de leurs chefs aux États du Languedoc. « Il faut donner du courage », disait-il, « au frère Gabriel ; on tâche de le décrier lui et sa troupe, mais nous l'avons bien soutenu. Je ne sais quelle est sa destinée, mais je voudrais bien qu'il fit quelque coup d'éclat. » Si étrange que puisse paraître sa prière, il demande à Dieu « qu'il brise les têtes cruelles de ces rebelles ». Sa haine des Camisards était si violente qu'en apprenant que Cavalier s'était embarqué dans la flotte anglaise, il écrivit : « Son vaisseau périra sans doute, étant chargé de tant de crimes. Quelque orage imprévu se lèvera et le brisera contre quelque effroyable rocher ; aussi bien ce scélérat serait-il venu périr ici sur une roue². »

L'évêque d'Alais³ n'était pas animé de sentiments moins hostiles. Dès le commencement d'octobre, il s'était empressé de prévenir Chamillart « des mouvements de cette canaille », comme il se plaisait à appeler les insurgés « qui avaient pillé quatre

1. *Lettres de Fléchier*, t. I, p. 214.

2. *Ibid.*, t. I, p. 203, 224, 227 ; t. II, p. 87.

3. François de Saulx, premier évêque d'Alais, bien que ce diocèse ait été créé en 1588.

églises sans néanmoins aucune violence pour la personne des ecclésiastiques¹ ».

Le 24 décembre 1702, il avait été le témoin de la déroute du chevalier d'Aiguines, gouverneur d'Alais. Jamais ville ne parut plus alarmée. Le général Julien pouvait écrire : « Cela est inconcevable, surtout les chanoines qui faisaient faire des réduits à l'église cathédrale pour s'y défendre². »

Sous l'impression de ces événements, François de Saulx ne pensa pas à persuader ses prêtres de chercher par leur ministère à pacifier les esprits, mais se préoccupa de leur procurer des armes³. L'approbation du Saint-Siège était nécessaire et, pour l'obtenir, le 14 janvier 1703, il adressa une lettre au cardinal de Forbin-Janson, où, après avoir parlé « des entreprises de cette canaille », il ajoutait : « Votre Éminence croit-elle que nous puissions avoir recours aux armes et voudrait-elle bien me faire la grâce de m'apprendre quelle doit être la conduite que je dois garder sur cet article sans blesser la règle de l'Église ? La voie de faire ses fonctions à l'apostolique est sans contredit celle que nous devons tenir communément parlant. Il n'est question que de savoir s'il faut uniquement la prendre dans les conjonctures présentes ou s'il est expédient d'employer celle des armes. »

Le pape Clément XI donna l'autorisation sollicitée ; elle répondait parfaitement aux désirs du premier évêque d'Alais, qui, remerciant Chamillart de lui avoir fait connaître la décision du Saint-Siège, lui écrivait : « M. le maréchal de Montrevel fait tout le bon effet qui était possible. Je crois qu'en diverses rencontres, depuis quinze jours, on a tué plus de quinze cents de cette canaille fanatique ou, pour mieux dire, séditeuse, mais elle n'est point encore humiliée ni soumise⁴. » Il n'est pas surprenant que le colonel de Courten, commandant un régiment suisse en garnison à Alais, ait ouvertement reproché à l'évêque son attitude pendant l'insurrection⁵. Le général de Paratte était de ce même

1. A-G, 1614, p. 65.

2. A-G, 1707, p. 25.

3. Broglio écrivait le 18 octobre 1702 : « Je me vois si persécuté par MM. les évêques d'Alais et d'Uzès, de montrer des troupes dans leurs diocèses en plus grand nombre qu'il se pourra, ayant des frayeurs qui ne se peuvent exprimer, que je me suis laissé aller à faire venir deux bataillons de milice d'Agde, Béziers et Nîmes. » A-G, 1614, p. 76.

4. *Archives des affaires étrangères*, Rome, 436, 51 et 121.

5. « Je ne saurais m'empêcher de dire ici que M. Court — *alias* Courten — colonel suisse, dit un jour au prélat que c'étoit lui et ses semblables qui avoient

sentiment, car il ne craignait pas d'écrire à Chamillart : « Si j'osais encore vous dire, Monseigneur, qu'il serait à propos pour le bien de la religion et le service du Roy de retenir M. l'évêque d'Uzès à Paris, où il est, c'en serait encore un d'y attirer l'évêque d'Alais. Ces deux prélats sont en partie cause du désordre de cette province par leur dureté et injustice. Je sais le respect que l'on doit avoir en public pour MM. les évêques, mais, en particulier, je leur dis mes sentiments sans aucun déguisement. »

Le général de Paratte ne calomniait pas l'évêque d'Uzès, car il pouvait affirmer « que les anciens catholiques formaient un parti qui, du moins, était aussi dangereux que celui des nouveaux, puisqu'ils égorgaient, brûlaient et pillaient indifféremment les anciens comme les nouveaux. Connaissant le malheur que cela pouvait attirer, j'ai travaillé de toutes mes forces pour l'éteindre, quoique j'eusse des ordres verbaux de n'y point faire attention. C'est vous dire la vérité que ce détestable projet, qui avait été fomenté par le clergé d'icy, a fait augmenter de moitié le parti des rebelles ! ».

L'évêque d'Uzès avait, en effet, écrit à Chamillart : « Si les anciens catholiques, appelés les cadets, estoient en liberté d'agir, ils seroient un puissant secours aux troupes du Roy. Mais, comme ils profitent de quelque butin qui donne lieu à des plaintes, ils sont mortifiés et châtiés un peu trop vivement. Je vous supplie », ajoutait-il, « que ma lettre ne soit que pour vous seul ? » L'évêque de Viviers, loin d'encourager le maréchal de Villars à continuer à user de grâce envers les insurgés, lui conseillait d'employer la rigueur à leur égard. Il lui écrivait en propres termes : « Comme

causé tous les malheurs de la province en mettant les gens au désespoir par des persécutions outrées. La colère qui transporta notre missionnaire lui fit faire un tel vacarme qu'il donna lieu à un très grand nombre d'officiers de s'approcher et d'entendre une conversation où les rieurs ne furent pas du parti de l'évêque. La franchise de M. Court fut fort applaudie. » *Souvenirs de la guerre des Camisards*, par d'Aigaliers, édit. Frosterus, professeur à l'Université de Helsingfors (p. 38).

1. A-G, 1798, p. 158. D'Aigaliers a rendu ce témoignage à M. de Paratte : « C'est un homme d'un caractère fort vif et si zélé pour le service du Roy qu'il croyait d'être obligé en conscience de haïr tous ceux qu'il ne croyait pas portés de son esprit à cet égard là. » *Souvenirs de la guerre des Camisards*, p. 31.

2. A-G, 1798, p. 60. Le général de Paratte écrivait à Villars en parlant des Cadets de la croix qui avaient été arrêtés : « L'on craint avec beaucoup de raison que ces malheureux ne soient mis à la question, où ils ne pourront s'empêcher de nommer ceux qui les font agir. Il y a encore quelqu'un qui les appuie par des voies souterraines. » Lettre du 13 juin 1704.

il n'y a à mon avis que la terreur et la crainte qui puissent les ramener et dissuader les nouveaux convertis de la folie du phanatisme et de la ridicule espérance du rétablissement de l'édit de Nantes, peut-être, Monsieur, que faire sans délai un grand exemple de ceux qu'on vous mène prisonniers pourrait non seulement ramener ces mauvais esprits et leur faire entendre qu'autant que votre bonté a produit de douceur pour ceux qui reviennent à vous de bonne foi, autant aussi le mépris qu'ils en font rend votre justice formidable. Ils sont fort orgueilleux, fols, cruels, insolents, sans foi ni honneur ni parole, et par conséquent ils ne peuvent être subjugués ni dominés que par la crainte¹. »

Si les évêques du Languedoc préconisaient ainsi les mesures de violence contre les nouveaux catholiques, leurs diocésains, leurs prêtres en usaient de même à l'égard de leurs paroissiens. La Baume, si hostile aux Camisards, a dû en faire l'aveu. « Il est vrai », a-t-il écrit, « et c'est un fait qu'on ne saurait dissimuler, qu'il y eut plusieurs ecclésiastiques de ceux qui étaient chargés de tenir la main aux instructions générales qui leur avaient été données qui abusèrent de cette espèce d'autorité qu'on leur avait confiée. Ils les traitèrent — les nouveaux catholiques — avec si peu de charité, et quelquefois même avec tant de rigueur, qu'ils leur fournirent un des prétextes dont ils se servirent pour se soulever². »

On aurait pu croire que du moins, pendant l'insurrection, ils resteraient étrangers aux actions de la guerre et ne penseraient qu'à exercer un ministère de paix et de conciliation. Mais des prêtres, autorisés par leur évêque à s'armer, ne pouvaient que difficilement résister à la tentation de se servir de leurs armes. Il en est qui périrent dans des rencontres avec les Camisards. D'autres, comme Terrien, curé de Montpezat³, devinrent les chefs d'un habile espionnage. Lorsque fut donné l'ordre de dépeupler et d'incendier les hautes Cévennes, plusieurs prêtres de ces contrées dressèrent des listes de suspects dont les demeures devaient être détruites; ces listes furent remises à Julien, qui commandait l'expédition incendiaire⁴.

1. Archives de Vaux, *Papiers Villars*, p. 173.

2. La Baume, *Relation historique*, p. 19.

3. Montpezat, Gard, arrondissement de Nîmes, canton de Saint-Mamert.

4. Plusieurs de ces listes de « personnes les plus infectées de phanatisme », avec cette note significative : « tous les exemptés produiront des billets du curé

Ils se passionnaient pour la guerre. « Il n'y a pas d'homme d'Eglise ni de robe », écrivait Montrevel, « qui ne décide sur tous les mouvements de guerre avec bien plus de liberté que n'aurait osé M. de Turenne. Et pourvu qu'ils parlent sans ménagement et qu'ils écrivent de même, ils sont contents comme des rois. Pour moi, ils me feraient tourner la tête à force de m'écrire si je n'avais pris le party de ne faire attention qu'aux choses qui en valent la peine¹. »

Le maréchal de Villars, qui avait étudié en homme d'État une situation aussi difficile que celle des Cévennes, pouvait dire : « Je compte beaucoup sur les voies de douceur; elles sont plus utiles pour rendre la raison que la violence dans une occasion où toute la raison est de notre côté et presque tous les torts du côté des rebelles. Quand je dis presque, c'est que je trouve que les prêtres et quelques évêques en ont eu de grands et qu'ils ont abusé du trop de liberté qu'on a donné, je ne dis pas à leur zèle, mais aux vices de plusieurs curés. Leur avarice et leurs petits intérêts ont mis le désespoir dans des cœurs que l'on forçait au sacrilège². »

Le général de Paratte avait déjà écrit à Chamillart, le 3 mai 1703 : « Je me suis informé d'où pouvait venir le mal; tout le monde assure qu'il vient du traitement du clergé; cela est croyable, puisque toute la noblesse s'en plaint aussi bien que le peuple. Pour moi, je sais que, depuis le commencement de la conversion, les prêtres sont plus passionnés que charitables et que Messieurs les curés se regardent comme souverains et les curés comme seigneurs de leurs paroisses, se donnant les noms de terre les uns aux autres, de même que les évêques s'appellent Monseigneur. Il est encore bien certain qu'on a relégué bien des

conformes à l'état que M. Julien a en mains », sont conservées aux archives des Affaires étrangères. *France*, 1640.

1. A-G, 1708, p. 196. Montrevel s'est plaint plusieurs fois dans sa correspondance, et non sans raison, de cette ingérence ecclésiastique; car, pour en donner un exemple, le curé Terrien avait envoyé à Versailles un véritable réquisitoire contre le maréchal, l'accusant « de faire l'amour au lieu de faire la guerre ». — Montrevel écrivait le 20 novembre 1703 : « Il est vrai que je n'ay pas cru devoir me livrer à consentir aveuglément que chacun, dans son canton, suivit les projets extraordinaires de tous les curés et prestres de la province qui passent leur vie à en proposer à M. de Basville et à moy et qui veulent tous commander une armée. » A-G, 1708, p. 265.

2. Archives de Vaux, *Papiers Villars*, p. 13.

gens injustement en confondant l'intérêt particulier au bien de la religion¹. »

Rien ne prouve mieux la grande responsabilité du clergé dans les événements des Cévennes que ces jugements portés sur sa conduite par les généraux qui commandaient en Languedoc. Lorsque le maréchal de Villars quitta la province, il estima de son devoir d'écrire à Chamillart pour lui signaler un grave danger à éviter. « Je vous assure, Monsieur », disait-il, « que vous pouvez compter cette province pour la plus tranquille du royaume. La seule chose à laquelle on doit tenir la main, c'est à rendre les curés plus sages. L'autorité qu'on leur avait donnée était bien au-dessus de leur état. Ils étaient accoutumés à faire trembler toute leur paroisse, leurs seigneurs même. Plusieurs se souviennent de ce pouvoir ; à peine reviennent-ils de la crainte qu'ils voudraient la rétablir. En un mot, Monsieur, les curés autorisés par leurs évêques, qui, comme vous le sçavez, sont les maîtres du Languedoc, l'étaient aussi de leurs paroisses². »

Cette souveraineté, dont parle l'illustre maréchal, s'exerça d'une manière si violente pendant la guerre des Cévennes à l'égard des nouveaux catholiques que, loin de les ramener à l'Eglise, elle les en écarta pour toujours.

Le récit des événements dont Pont-de-Montvert fut le théâtre, non seulement exclut toute idée de préméditation dans le meurtre de l'abbé du Chayla, mais donne la preuve que ce crime ne marque à aucun degré le commencement de la guerre des Camisards. Est-il possible d'affirmer que nulle influence étrangère ne poussa les Cévenols à venir délivrer les prisonniers de l'abbé du Chayla ?

VII.

« Pour faire voir que les rebelles agissaient de concert avec nos ennemis et n'attendaient que de nous voir aux prises avec eux pour arborer l'étendard de la révolte, je dois faire remarquer ici que la France avait déclaré la guerre le second du mois de juillet de l'an 1702 et que ce fut précisément vingt-deux jours après que ce soulèvement arriva, comme si le choc des armées qui allait commencer au dehors de ce royaume eût été le signal des

1. A-G, 1707, p. 245.

2. A-G, 1906, p. 10. Lettre du 4 janvier 1705.

troubles qu'ils voulaient exciter au dedans¹. » A en croire Brueys, les Camisards ont donc été de connivence avec les étrangers et, à leur instigation, ont donné le signal de l'insurrection par le meurtre de l'abbé du Chayla. Cette accusation est-elle justifiée? Basville put la croire fondée en se rappelant la révolte de Vivent en 1690² et il ne cacha pas ses soupçons à cet égard. « On ne peut pas douter », disait-il, « que les ennemis du roi pensent de toutes leurs forces à faire révolter ce pays où il y a plus de cinquante mille religionnaires en état de porter les armes. Il est encore évident que la disposition y est tout entière de la part de ces peuples. » Plus tard, en 1698, il devait reconnaître que « les nouveaux convertis avaient eu quelque retenue dans le temps de l'irruption du duc de Savoie, soit fidélité, soit faiblesse, et que l'on devait leur savoir bon gré d'être demeurés dans leur devoir³ ».

En 1702, les nouveaux convertis étaient-ils « demeurés dans leur devoir » ou bien avaient-ils entretenu des négociations avec les ennemis du roi? A cette question répondront les déclarations mêmes de leurs ennemis.

Il est important de constater que Basville a reconnu qu'il n'avait pas été possible de signaler la présence d'un seul étranger dans la troupe qui attaqua la demeure de l'abbé du Chayla. Une remarque non moins importante est cette déclaration de l'intendant, que nous avons déjà citée : « Il est certain qu'il n'y a jamais eu que trente-cinq de ces scélérats ensemble », déclaration que confirme presque exactement le camisard Abraham Mazel. « Nous nous rencontrâmes », dit-il, « au nombre d'environ quarante au lieu marqué; nous n'avions que quelques épées, des faux, de vieilles hallebardes et peut-être vingt fusils ou pistolets⁴. »

Un si misérable armement et une troupe si peu nombreuse donnent la preuve que l'affaire de Pont-de-Montvert eut un caractère essentiellement local. Si les ennemis de Louis XIV

1. Brueys, *Histoire du fanatisme de notre temps*, t. I, p. 304.

2. Ch. Bost, *les Prédicants protestants*, t. I, p. 401 et suiv.

3. Lemoine, *op. cit.*, t. VIII.

4. *Théâtre sacré des Cévennes*, p. 77. Le capitaine Poul, qui se trouvait alors dans les Cévennes, écrivait aussi à Basville : « Cette canaille n'était composée que de trente-cinq hommes armés et il n'y en a pas d'autres dans toute la Lozère. » A-G, 1614, p. 187.

eussent voulu fomenter une insurrection, ils eussent pris les mesures nécessaires pour fournir armes et munitions aux Cévenols. Par leurs soins, des officiers, dès le début de la révolte, seraient venus se mettre à la tête des insurgés. Ce danger, il est vrai, parut si grand à Basville qu'il écrivit à Chamillart, le 27 mars 1703 : « Il y a icy des gens mal intentionnés en si grand nombre qu'ils n'ont besoin que d'officiers capables de les diriger pour composer une ou deux armées telles qu'ils le voudront¹. » Devant les progrès de l'insurrection, alors que les Camisards arrivèrent jusqu'aux portes de Nîmes, l'intendant ne put s'empêcher de croire à la présence d'étrangers dans leurs rangs. « Tout ce que ces gens-là entreprennent », écrivait-il au ministre le 19 février 1703, « m'a paru si bien concerté que j'ai toujours cru qu'il y avait d'autres têtes que celles qui paraissent qui conduisent leurs projets². »

L'intendant rapportait même que le bruit s'était répandu que deux des chefs les plus connus des Vaudois du Piémont, le ministre Arnauld et Malet, se trouvaient dans les Cévennes, mais ce bruit était sans fondement ; les Camisards n'eurent jamais de chefs étrangers. Chamillart, sous l'impression des lettres de Basville, désireux de connaître la vérité, fit demander au général de Paratte de lui donner les renseignements les plus précis à cet égard. « Je n'ai rien oublié sur ce sujet », répondit-il au ministre le 4 mai 1703 ; « la noblesse, les bourgeois, les gens de commerce m'ont assuré qu'il n'y a aucun étranger. Il est bon que vous soyez informé que ces troupes se forment comme des estournaux et se débandent de même³. »

On ne trouve dans la correspondance officielle aucune trace de négociations des Camisards avec l'étranger antérieures au soulèvement de 1702 dans le dessein d'en préparer comme d'en favoriser la réussite⁴. Cavalier, dans ses *Mémoires*, ne fait aucune allusion à des démarches dont les insurgés auraient eu l'initiative pour demander l'appui des puissances ennemies au moment où ils prirent les armes. La vérité qui se dégage des

1. A-G, 1707, p. 159.

2. A-G, 1707, p. 46.

3. A-G, 1707, p. 245.

4. La Closure, résident de France à Genève et l'un des meilleurs agents du ministère, écrivait à la date du 21 mars 1703 : « Je ne découvre rien icy des ennemis de S. M. par rapport aux troupes des Cévennes. » *Affaires étrangères, Genève*, 22, p. 246.

documents contemporains est que la guerre des Cévennes, à l'origine, a été provoquée par le terrorisme de Basville et de Broglio et par les persécutions cléricales.

Les Camisards ne sollicitèrent donc jamais le secours de l'étranger; il leur fut offert et, si ce secours fut accepté, ils ne le reçurent pas, malgré des promesses répétées. L'insurrection, à ses débuts, fut jugée au dehors comme un mouvement sans importance. Plusieurs mois se passèrent avant que l'attention des alliés fût mise en éveil par quelques Français réfugiés en Hollande et en Angleterre qui, les premiers, parlèrent ouvertement de la nécessité de secourir les Camisards.

Cavalier rapporte que Roland lui demanda de se rendre à son camp, ayant à lui faire une communication des plus importantes. Il trouva à Saint-Félix, près de La Salle¹, les autres chefs camisards qui avaient reçu le même message. « Après les compliments d'usage », écrit-il, « Roland me dit qu'il avait reçu d'Angleterre une lettre du marquis de Miremont, où il annonçait que la reine Anne, mise au courant de notre malheureuse situation, s'était résolue à nous envoyer quelques secours et que lui-même viendrait à notre aide, mais qu'il désirait de notre part une conduite prudente jusqu'à son arrivée. Il est aisé de comprendre la joie que ces bonnes nouvelles nous causèrent, bien que nous ne connussions le marquis que de réputation. Très exaltés, nous primes la résolution de nous tenir en état de défense². »

Le 12 juin 1703, Montrevel reçut avis de Chamillart que le général de Belcastel, natif des Cévennes, devait venir se mettre à la tête des révoltés³. Quelques mois plus tard, trois émissaires des États-Généraux de Hollande étaient arrêtés à Pont-Saint-Esprit et Montrevel écrivait à Chamillart, à la date du 9 septembre 1703 : « Cette capture donne un éclaircissement sur ce qui regarde les États-Généraux et l'Angleterre, qui ne peut plus laisser douter de l'envie qu'ils ont d'augmenter la révolte de

1. La Salle, Gard, arrondissement du Vigan.

2. Cavalier, *Mémoires*, p. 154. — C'est seulement à la date du 11 novembre 1703 que le Parlement d'Angleterre se prononça en faveur de l'intervention par la motion suivante : « L'heureuse déclaration du duc de Savoye pour la cause commune fournit à Votre Majesté une occasion favorable pour faire sentir les effets de votre compassion aux Protestants des Provinces méridionales de la France qui gémissent sous la plus rude persécution et oppression. » *L'Europe esclavie si les Cévenois ne sont promptement secourus*, Liège, 1704, p. 95.

3. A-G, 1707, p. 328.

cette province et de la soutenir, mais on voit en même temps qu'elle n'a pas été suscitée en dernier lieu par eux et qu'elle a recommencé par le pur mouvement des gens du pays, sur lesquels cela achève de justifier que l'on ne peut trop tost ni avec trop de sévérité prendre toutes les mesures imaginables pour les chastier et leur oster les moyens de profiter de la mauvaise intention des ennemis du dehors¹. »

Il est nécessaire de retenir l'affirmation si précise de Montrevel que la révolte n'avait pas été fomentée par l'étranger, mais s'était produite, comme il l'écrit, « par le pur mouvement des gens du pays ». Déjà le 10 juillet 1703, Julien, connaissant les Cévennes de longue date, avait mandé à Chamillart : « Je vous conjure de me donner la liberté de vous assurer que les rebelles ne comptent aucunement sur les secours des ennemis du roi, desquels ils n'en recevront aucuns, et les personnes qui sont dans ce préjugé se trompent et ne connaissent point du tout la nature de cette révolte, laquelle n'a besoin pour se soutenir d'aucune sorte de secours étrangers². »

Basville était trop averti de la politique des ennemis de Louis XIV pour ne pas douter qu'il fût de leur intérêt de favoriser l'insurrection des Cévennes. Après avoir annoncé à Versailles qu'il avait conjuré tout péril, il avait été contraint d'avouer que le régime de terreur qu'il faisait régner en Languedoc n'avait eu d'autre résultat que de faire grandir la révolte. Dans l'important mémoire qu'il adressa à Versailles à la fin de décembre 1702, il écrivait : « Il y a plus de quarante mille nouveaux convertis en état de porter les armes. Qui peut répondre que l'on ne jettera pas parmi eux des officiers religieux ? Leurs dispositions paraissent trop mauvaises pour que les ennemis ne pensent pas à en profiter³. »

Cette réflexion de Basville apporte une preuve non moins décisive de l'erreur commise par les historiens qui ont voulu attribuer une origine étrangère à la guerre des Camisards. La vérité est que les ennemis devaient naturellement chercher à soutenir les insurgés, mais que, s'ils entendaient profiter de leur

1. A-G, 1708, p. 98. Les mesures imaginables, dont parle Montrevel, étaient l'ordonnance demandée avec instance par Basville du dépeuplement et de l'incendie des Hautes-Cévennes, qu'exécuta Julien d'octobre à décembre 1703, réduisant la contrée en désert.

2. A-G, 1708, p. 25.

3. A-G, 1614, p. 294.

révolte, du moins ils ne l'avaient pas provoquée. De même que Louis XIV était venu en aide aux Hongrois, leur envoyant des officiers et fournissant des subsides, de même ses ennemis voulaient apporter des secours aux Camisards¹.

Du reste, Basville demandait l'envoi en Languedoc d'un régiment irlandais « pour réduire les scélérats » et Broglio le réclamait en disant : « Cette nation ne sait ce que c'est de lâcher pied et est ennemie déclarée des protestants ; il n'en coûtera pas plus à la province que pour une autre compagnie de fusiliers français et sera beaucoup meilleure². »

Des troupes irlandaises furent envoyées dans les Cévennes et prirent part à de nombreux combats, mais les ennemis ne parvinrent pas à donner des renforts aux Camisards. Par leurs promesses répétées, mais jamais réalisées, ils réussirent cependant à prolonger la résistance des insurgés. Si les négociations de Villars avec Roland, au lendemain de la reddition de Cavalier, se trouvèrent rompues, l'arrivée de Rocayrol, émissaire des alliés, apportant la nouvelle promesse de l'envoi imminent de puissants secours, en fut la cause³.

« Il est très certain », écrivait à Chamillart Puysieux, ambassadeur de France en Suisse, « que c'est Rocayrol qui empêcha le nommé Roland de mettre bas les armes et d'accepter l'amnistie du Roy que M. le maréchal de Villars lui proposait⁴. »

Les puissances étrangères, dé l'aveu même de Basville et d'après les déclarations de Montrevel et de Julien, furent donc dans l'ignorance la plus complète des origines du soulèvement des Cévennes et n'y prirent aucune part. L'accusation de complicité ne repose sur aucun fondement et nulle preuve historique digne de ce nom ne peut l'appuyer.

1. Louis XIV avait reçu de Rakoczy « une lettre pour marquer combien les Hongrois avaient eu de joie de l'espérance de sa protection royale. Il pria S. M., par une instruction particulière, de prendre des mesures avec la Pologne et avec la cour ottomane et de lui envoyer des officiers, mineurs et ingénieurs. La France fit répondre qu'il y serait pourvu. » *Mercurie historique*, juin 1703, p. 208.

2. A-G, 1614, p. 145 et 258.

3. Cavalier dans ses *Mémoires*, p. 158, a précisé les avantages que la guerre des Cévennes apporta aux alliés qui, en fait, ne leur firent que des promesses. « Si », dit-il, « les 20,000 hommes qui furent envoyés contre nous eussent été employés, soit en Italie, en Allemagne ou en Espagne, ils auraient pu arrêter les progrès des alliés. »

4. A-G, 2031, p. 324.

VIII.

Les explications les plus simples sont, pour l'ordinaire, les plus véridiques. Cavalier, dans ses *Mémoires*, a précisé les origines de l'insurrection par cette seule réflexion : « La cruauté de Basville et de Broglio lassa notre patience. » Le désespoir arma les Cévennes, telle est la vérité historique. Le chef camisard a raconté que, poursuivis par la milice et traqués comme des bêtes féroces, les fugitifs avaient perdu tout espoir. « Nous fûmes », écrit-il, « dix à douze jours dans une grande consternation, passant notre temps en prières, et jamais marin dans la tempête ne pria avec plus de ferveur, ne songeant qu'à préparer et à faire réussir une évasion qui nous mît à l'abri de nos ennemis¹. » Mais à ce moment même, Laporte, un homme énergique et résolu, leur démontra qu'une pareille tentative était inutile et que, plutôt que de mourir roués ou brûlés vifs, plus honorable était de succomber les armes à la main. Ce n'était pas assez de se défendre, il fallait attaquer. Se procurer des armes et des munitions en les enlevant aux anciens catholiques dans les villages fut le premier acte des Camisards ; surprendre et battre des petits détachements ennemis en fut le résultat.

Assurés des sympathies ardentes d'une population exaspérée par de longues années de persécution, les premiers insurgés ne tardèrent pas à voir de nombreux volontaires venir les rejoindre². Trois mois ne s'étaient pas écoulés que de la montagne, descendue dans la plaine, l'insurrection avait gagné toute la province. Si elle prit dès ses commencements un caractère atroce, la responsabilité doit en retomber sur Broglio, alors que, par un acte odieux de barbarie et par son ordre exprès, furent clouées sur le pont d'Anduze, le 26 octobre 1702, les têtes des Camisards tués dans un combat. Cavalier a raconté que, devant cet horrible spectacle, ses soldats et lui jurèrent que désormais ils ne feraient

1. Cavalier, *Mémoires*, p. 46.

2. Julien écrivait le 12 mai 1703 : « Jamais révolte n'a été plus opiniâtre, plus enracinée. Les habitants sont dans une continuelle correspondance avec les attroupés, les aident de tout ce qui leur manque, se privent de la moitié d'un pain pour la leur donner la nuit, feraient dix lieues pour les avertir du moindre mouvement des troupes du roi et, en un mot, ils ont la fureur dans le sang et sont plus camisards que les rebelles attroupés. Voilà la véritable situation des communautés. » A-G, 1707, p. 272.

aucun quartier à leurs ennemis et le serment fut tenu avec une extrême rigueur¹.

Si Basville considérait comme légaux les condamnations et les supplices qu'il multipliait, les insurgés ne leur reconnaissaient pas ce caractère et, à sa surprise indignée, usaient de représailles, s'autorisant de la loi mosaïque : œil pour œil, dent pour dent. Le cruel massacre de Nîmes ordonné par Montrevel le dimanche des Rameaux de l'année 1702 devait rendre la guerre encore plus cruelle, les Camisards ayant décidé de venger la mort des innocentes victimes brûlées vives dans le moulin de l'Agau. Lorsque le maréchal de Villars, l'année suivante à pareille époque, arriva à Nîmes, il put se convaincre de la grandeur de la faute commise par Montrevel, qui avait autorisé les plus violentes représailles. Chamillart en fut averti. « La confiance était entièrement perdue pour Monsieur le Maréchal de Montrevel », lui écrivait-il, « et le premier massacre de tant de femmes et d'enfants avait aigri les esprits². »

Lorsque Cavalier fut reçu en audience par Louis XIV, à son reproche des violences des Camisards, il répondit en rappelant le massacre de Nîmes, se déclarant prêt à souffrir le plus cruel supplice s'il était convaincu de ne pas avoir dit la vérité.

Si l'insurrection, à son origine, ne fut qu'une tentative désespérée de résistance, quelques mois plus tard elle présenta un autre caractère et devint une guerre de religion. Du jour où les insurgés, toujours plus nombreux, virent qu'ils pouvaient combattre avec succès les troupes royales, ils résolurent, décidés à se délivrer de la contrainte d'assister à la messe, qui leur était odieuse, de revendiquer la liberté de conscience.

Dès le commencement de novembre 1702, Broglio constatait ce grand changement. « Quand on aurait trente mille hommes », disait-il, « on n'empêcherait pas les meurtres et les incendies. Les désordres empêchent absolument l'exercice de la religion catholique, n'y ayant aucun prêtre qui ose aller aux églises sans une grosse escorte, ce qui donne aux religionnaires une grande

1. Cavalier, *Mémoires*, p. 119. Le *Mercur* historique de juillet 1703 a publié un extrait d'une lettre d'un lieutenant général — sans doute Julien — disant : « Nous avons ici la plus cruelle guerre qu'on ait jamais vue, car on ne se donne aucun quartier ni de part ni d'autre. »

2. A-G, 1795, p. 94.

espérance de venir à bout d'avoir la liberté de conscience¹. » Basville, dans les premiers jours d'octobre, ne se montrait plus aussi assuré de la prompte répression de ce qu'il avait appelé un désordre, car il faisait connaître à Versailles « que les peuples des Cévennes voyaient brûler les églises avec beaucoup d'indifférence et que l'on voyait évidemment qu'ils étaient bien aises de ces mouvements et qu'ils espéraient que c'était un commencement qui pourrait avoir des suites pour rétablir leur ancienne religion². »

Il ne lui fut plus possible de conserver le moindre doute à cet égard quand il prit connaissance d'une lettre adressée au comte de Broglie le 15 décembre 1702. Elle était conçue en ces termes : « Nous, généraux de l'assemblée des fidèles, avons bien voulu vous faire savoir ce que nous demandons : c'est nos précieuses libertés que nos pères ont achetées au prix de leur sang et que nous sommes plutôt prêts à mourir que de renoncer à une si bienheureuse croyance. C'est pourquoi, Monseigneur, ainsi que nos pères étaient de véritables sujets du Roy, nous le sommes aussi, que nos corps et nos biens et même notre pauvre vie dépendent de luy et nous sommes tous prêts pour son service de répandre notre sang par terre pour maintenir ses États. »

Ces généraux n'étaient que des paysans, car les insurgés n'eurent pour chefs que des gens du peuple, de là le caractère essentiellement populaire de la guerre des Camisards. Au lendemain du combat de Vagnas, lorsque Basville apprit que Cavalier commandait, il refusa de le croire, prétextant qu'il était le fils d'un simple paysan. Comme nous l'avons fait remarquer, il demeura longtemps persuadé que des officiers étrangers dirigeaient les troupes cévenoles, car, de son propre aveu, dans l'ancienne noblesse protestante du Languedoc, « il n'y avait personne qui fit grande figure ou qui pût être chef de parti ».

Montrevel ne pouvait admettre dans les premiers temps que des troupes qui combattaient avec tant de vaillance n'eussent pas à leur tête des chefs appartenant à la noblesse, et il décernait à Roland un titre de comte. Après la bataille de Pompignan³, il écrivit à Versailles : « Le bruit s'est répandu que le comte Roland a été trouvé parmi les morts⁴. »

1. A-G, 1614, p. 88. Lettre à Chamillart, 5 novembre 1702.

2. A-G, 1616, p. 217. Lettre du 6 octobre 1702.

3. Pompignan, Gard, arrondissement du Vigan, canton de Saint-Hippolyte.

4. Dans un livre publié à Londres en 1703 : *An account of the Theater of*

Il est certain que cette croyance s'accrédita aussi à l'étranger, où l'on suivait avec étonnement les progrès d'une insurrection dont on ne connaissait pas encore le véritable caractère. La revendication de la liberté de conscience était la justification pour les Camisards de leur prise d'armes. Lorsque Cavalier reçut du comte de Roure une demande d'explication sur les motifs de l'insurrection, il lui répondit « que les Cévenols n'avaient pas pris les armes pour attaquer, mais pour se défendre, et que la cruelle persécution depuis longtemps commencée contre eux et chaque jour grandissant les y avait forcés. Puisque l'on ne voulait pas les laisser en repos dans leurs demeures et les contraindre à abandonner leur religion, qui, dans leur persuasion, était la seule vraie, et les forcer à se courber devant des images de bois et de pierre, contre la lumière et la conviction de leur conscience, ils préféreraient plutôt mourir l'épée en main que de se rendre à la messe. Mais qu'ils étaient prêts à déposer les armes et à les mettre aussi bien que leur vie au service du roi aussitôt que la liberté de conscience leur serait accordée et que leurs pères, mères, amis seraient libérés des prisons et des galères¹. »

Le chef camisard ne devait jamais désertir cette grande cause. « Je vous envoie en original une lettre qu'il a plu à Cavalier de m'écrire », mandait Montrevel à Chamillart, « vous verrez que ce n'est point une révolte de quatre ou cinq mille coquins, mais un dessein déterminé de tous les religionnaires de profiter de la circonstance présente pour parvenir au rétablissement de leurs temples. De là vient qu'on a beau en tuer, en prendre, en rouer, la cabale soutient toujours ceux qui restent en grand nombre. » « Nous ne demandons que servir Dieu », lui avait dit Cavalier, « en le priant qu'il veuille nous accorder la liberté de conscience où tant de bonnes âmes soupirent », ajoutant : « Nous souffrirons la mort plutôt que d'abandonner notre religion². »

Quelques mois plus tard, il s'adressait encore au maréchal pour lui dire : « Si l'on veut nous laisser cette liberté de servir Dieu selon la pureté de son Évangile, voilà sitôt la guerre finie. » Villars, à son arrivée en Languedoc, reçut une lettre de Cavalier qui le suppliait « d'accepter cette demande pour le bien et la pros-

War in France, on lit : « L'un de leurs chefs est Roland auquel plusieurs donnent le titre de comte. » Il en est de même du *Mercure historique*, où se retrouve cette affirmation de la noblesse de Roland.

1. Cavalier, *Mémoires*, p. 90.

2. A-G, 1708. Lettre du 18 juillet 1703.

périté du royaume, qui est la liberté de conscience et la délivrance des prisonniers et de tant de galériens qui souffrent injustement pour avoir voulu soutenir la vérité¹ ».

Son compagnon d'armes, Roland, la veille du jour où, victime d'une infâme trahison, il fut tué au château de Castelnau², écrivait au marquis de Ganges : « J'ai l'honneur de vous prier de faire connaître que mon but n'est autre que celui de soutenir jusqu'au soupir de ma vie la gloire de Dieu en soutenant ma chère religion et patrie, bien loin d'attenter aucune mauvaise action qui puisse troubler l'État, à Dieu ne plaise, mais de suivre la trace de mes anciens pères qui n'ont jamais été suspects en rien. J'ai eu l'honneur d'écrire à Monseigneur le maréchal de Villars. Je me flatte que, si le Roy estoit pleinement informé de ma demande respectueuse, il voudroit de sa clémence m'accorder et à mes frères la liberté de rendre à Dieu ce qui lui est dû sous sa juste domination³. »

Cavalier et Roland donnaient à l'insurrection cévenole son vrai caractère, celui d'une guerre de religion; d'autant plus violente que le prophétisme la rendait plus populaire. Villars le reconnaissait et nul témoignage plus autorisé ne saurait être cité pour en prouver la vérité. Dans une lettre à La Feuillade en date du 10 juin 1704, il écrivait : « C'est une révolte assurément très dangereuse par la folie outrée de ceux qui sont armés et plus grande encore parmi les peuples, car le plus petit garçon ou petite fille qui se met à trembler et assure que le Saint-Esprit lui parle, tout le peuple le croit et, si Dieu avec tous ses anges venait leur parler, il ne les persuaderait pas mieux. Il faut voir ces choses pour les croire et tout un pays raisonne sur ces mêmes principes, c'est-à-dire dans lequel on ne trouve pas ombre de raison. » Parlant des Camisards, il ajoute que « la peine de mort ne leur fait pas la moindre impression et qu'ils remercient dans le combat ceux qui la leur donnent. Ils marchent au supplice chantant les louanges de Dieu et exhortent les peuples de manière que l'on a été obligé d'environner les criminels de tambours pour empêcher le pernicieux effet de leurs discours. Ce sont les raisons qui m'ont déterminé aux voies de persuasion et de douceur plutôt que les rigueurs⁴ ».

1. A-G, 1796, p. 104.

2. Castelnau, commune de Nîmes.

3. A-G, 1798, p. 194. Lettre du 13 août 1704.

4. Archives du château de Vaux. *Papiers Villars*, p. 68.

Si le maréchal de Villars marquait son étonnement de cette exaltation religieuse, il n'en discernait pas la cause profonde qui n'était que la violation légale de la liberté la plus sacrée, la liberté de conscience. La Déclaration royale du 13 décembre 1698, ordonnant aux nouveaux convertis « d'adorer à genoux le très Saint-Sacrement de l'autel pendant la célébration de la sainte messe », apparaissait aux Cévenols comme le plus intolérable attentat à la liberté de leurs croyances et suffisait pour justifier leur insurrection. Les récits du temps montrent les nouveaux catholiques décidés partout à la plus énergique résistance plutôt que de céder à cette odieuse contrainte. Sur les galères du roi, on vit les infortunés forçats, condamnés pour avoir assisté aux assemblées du Désert, se laisser rouer de coups pour avoir refusé de lever leur bonnet au moment de l'élévation. A Alger, des captifs auxquels le rachat était offert s'ils déclaraient vouloir assister à la messe demeurèrent en esclavage plutôt que d'y consentir. Cavalier, enfant, déclarait à son père qu'on pourrait le mettre en prison, mais que jamais il n'irait à la messe¹. Le caractère religieux de la guerre des Cévennes est indéniable et suffit à expliquer ce mépris absolu de la mort dont parlait Villars de la part des Camisards, qui, disait-il, « ont la valeur naturelle à notre nation et, défaits, au lieu de demander quartier, ce qui n'est encore arrivé à aucun, remerciaient ceux qui leur donnaient la mort, sans que les géhennes les plus cruelles leur aient fait jamais révéler le moindre secret² ».

De l'examen des faits, il résulte que l'insurrection n'a pas été complotée par les Cévenols et encore moins fomentée par l'étranger; les déclarations de Montrevel, de Julien, de Paratte ne laissent aucun doute à cet égard. L'assertion si souvent répétée du meurtre de l'abbé du Chayla donnant le signal de la révolte doit être définitivement écartée.

Basville, en effet, a reconnu que ce meurtre ne fut pas prémédité et que les Cévenols voulaient seulement délivrer les prisonniers que l'abbé soumettait à de cruelles tortures. Aussi la supposition d'une véritable révolte n'aborda pas son esprit, mais la terrible répression qu'il ordonna la fit éclater. Désespérés, les montagnards prirent les armes, préférant mourir les armes à la main plutôt que de périr sur la roue ou sur les bûchers. L'insur-

1. Cavalier, *Mémoires*, p. 27.

2. Archives des Affaires étrangères, France, 1640, 1217.

rection, dès lors ouvertement déclarée, ne tarda pas à gagner la province, soutenue par les nouveaux convertis qui, depuis plus de vingt ans, étaient les victimes des persécutions religieuses. La guerre des Cévennes ne s'inspirait d'aucun dessein politique. Les Camisards, prêts à sacrifier leur vie pour le service du roi, sans chefs frondeurs, ne réclamaient que la liberté de conscience. Aussi, vouloir la considérer comme une jacquerie est une erreur historique.

Cavalier a nettement défini le caractère de cette guerre alors qu'il a écrit : « Éviter d'aller à la messe, échapper à la persécution, obtenir la liberté de servir Dieu comme il nous le commande, telles furent les principales raisons de notre prise d'armes¹. »

Il est donc justifié d'affirmer que la guerre des Camisards fut une insurrection populaire et religieuse contre la tyrannie royale et cléricale.

IX.

La guerre des Camisards est un événement dont les historiens n'ont pas toujours apprécié l'importance ni entrevu toutes les conséquences.

Basville et les évêques du Languedoc savaient, comme nous l'avons dit, que cette province était le centre de la résistance protestante, aussi voulaient-ils en devenir maîtres, persuadés que l'existence d'une minorité religieuse était un danger redoutable pour l'Eglise et pour l'État. Ainsi se trouvait justifiée l'obligation pour les nouveaux convertis d'assister à la messe. « S'ils s'accoutument à aller à l'église », écrivait l'intendant à Pontchartrain, « ils y seront insensiblement instruits et il n'y aura plus dans l'État une espèce de corps qui vit d'une manière singulière, sans aucune profession de religion. » Ce devait être « la voie la plus courte pour voir finir ce grand ouvrage des conversions qui, sans cela, serait toujours imparfait² ». A maintenir inflexiblement une telle contrainte, Basville était assuré que la lassitude, avec le cours des années, amènerait fatalement la désagrégation des églises du Désert et, par le fait même, la ruine définitive du protestantisme français. Jamais, en effet, il n'avait considéré les revendications de la conscience comme un obstacle insurmontable à la réussite de ses desseins.

Lorsque Brousson lui avait écrit : « On ose dire, Monseigneur,

1. Cavalier, *Mémoires*, p. 111.

2. Lemoine, *op. cit.*, p. 297. Lettre du 2 février 1698.

et l'événement le justifiera, qu'il faut que l'État périsse ou que la liberté de conscience soit rétablie », ces paroles prophétiques n'avaient été pour Basville que les rêveries d'un illuminé¹.

Le drame vital de la liberté de conscience qui avait passionné le xvi^e siècle, et dont la promulgation de l'Édit de Nantes avait été l'admirable dénouement, ne troublait plus que les persécutés. L'absolutisme royal avait créé une nouvelle religion, la religion du roi qui ne pouvait tolérer aucune hérésie. Au nom de l'Assemblée générale du clergé de France, le 17 août 1675, il avait été dit à Louis XIV : « La liberté de conscience est regardée par tous les catholiques comme un précipice creusé devant leurs pieds, comme un piège préparé à leur simplicité et comme une porte ouverte au libertinage. Otez-leur, sire, ôtez-leur cette funeste liberté et mettez-les dans l'heureuse nécessité d'être toujours fidèles². »

Jurieu avait fait entendre une protestation indignée : « Le jour est venu où les rois ont étendu leur empire sur la chair et le sang, ils veulent régner sur nos cœurs et sur nos consciences. Et nous entendons avec frémissement ces superbes paroles : le roi vous ordonne de quitter votre religion et d'en prendre une autre, de laisser votre Dieu et de ne servir que son Dieu³. »

D'Aigaliers raconte qu'il s'était rendu à Versailles pour « obtenir de la cour un remède certain qui était de rétablir la liberté de conscience sur laquelle Dieu seul s'est réservé l'empire ». Mais lorsqu'il l'eut proposé à Chamillart, le ministre s'écria : « Gardez-vous bien de cela. Le roi verrait plutôt son royaume bouleversé⁴. » La guerre des Cévennes fit comprendre que les nouveaux convertis étaient décidés à résister, d'une manière invincible, à l'oppression des consciences. La révolte avait été vaincue mais au prix de tels sacrifices et en faisant redouter de si grands dangers que tout commandait d'en prévenir le retour⁵.

1. Bost, *les Prédicants*, t. I, p. 416.

2. *Procès-verbaux des assemblées générales du clergé de France*, t. V, p. 133.

3. Jurieu, *Réflexions sur la cruelle persécution*.

4. D'Aigaliers, *Souvenirs de la guerre des Camisards*, p. 56.

5. En 1719, le régent put croire que le cardinal Alberoni favoriserait une insurrection dans les Cévennes et si grande fut sa crainte que, par ses ordres, l'ambassadeur de France en Hollande alla prier le célèbre Basnage d'intervenir pour recommander aux protestants la soumission : celui-ci écrivit une lettre pastorale sur sa fidélité au souverain que le gouvernement fit imprimer et répandre par milliers dans le Languedoc. E. Hugues, *Antoine Court*, t. I, p. 145.

Ainsi le protestantisme français demeurerait irréductible. Une minorité religieuse se maintenait en France, malgré les plus violentes persécutions et devait remplir un rôle libérateur dans son histoire. En elle s'incarnait l'inflexible revendication de la liberté de conscience.

Villars en eut le pressentiment. Basville avait dû lui avouer que la violence n'avait eu d'autre résultat que d'exaspérer les nouveaux catholiques¹. Sous cette impression, le maréchal écrivit à Chamillart : « Comment veut-on faire avec ces gens-là pour leur mariage? Ils veulent bien se marier dans nos églises, tous les curés disent ne pouvoir leur donner le sacrement de mariage, si préalablement ils ne se confessent et ne communient. Aucun ne communiera, comptez sur cela. Ils veulent pourtant se marier. Il faut donc compter où que nos curés les marieront sans les obliger à communier, ou qu'ils auront des manières de prédicants cachés qui les marieront ou qu'ils demeureront dans un concubinage public. M. de Basville est persuadé que nos curés doivent les marier sans exiger qu'ils communient. Pour moi, Monsieur, je n'en scay pas assez sur cette matière. Mais vous pouvez compter sur ce que j'ay l'honneur de vous dire. Il n'y a qu'à faire examiner ce qui paraît le moins dangereux des trois partis qui sont, je le répète, mariage devant nos prêtres sans communion, autrement ils le contracteront devant quelque prédicant caché, ou libertinage entier ou concubinage sans mariage. Est-il possible que personne ne veuille mander ces vérités-là parce qu'elles ne sont pas agréables, quelque importante qu'il vous soit de le savoir? Je scay, Monsieur, aussi bien qu'un autre qu'un habile courtisan ne doit mander que ce qui plaît. Je pourrais très bien même me passer de vous parler de ces choses-là, car le Roy ne m'a pas fait l'honneur de m'envoyer icy pour convertir mais pour dissiper et calmer la révolte. C'a été, grâce à Dieu, sans donner aux rebelles aucune espérance du moindre changement dans les ordonnances du Roy sur la religion, mais il faut songer à l'avenir². »

De tout temps, les politiciens, ambitieux de victoires immédiates et sans souci de leurs conséquences lointaines, n'ont pas

1. « J'ai toujours compté que la seule violence n'était pas bonne pour finir cette révolte. M. de Basville est rebuté des supplices et convient que les exemples de sévérité n'ont avancé en rien. » Lettre à Chamillart, 12 juillet 1704.

2. A-G, 1797, p. 137. Lettre du 13 octobre 1704.

songé à l'avenir. L'illustre maréchal ne se trompait pas, la question des mariages du Désert devait passionner le XVIII^e siècle.

La guerre des Camisards avait fait comprendre à Basville que nulle puissance au monde n'était capable de réduire les nouveaux catholiques à l'obéissance de l'Eglise. Pour ne pas trahir leur conscience, ils se refusaient à laisser bénir leurs mariages par le prêtre et c'était au Désert qu'ils demandaient au prédicant de les consacrer, alors même que l'État, de par sa loi, ne voulut pas les reconnaître comme valables, législation qui condamnait des Français à vivre dans le concubinage et traitait leurs enfants de bâtards. L'Eglise, dépositaire des actes de l'état civil, maintenait impérieusement ses droits et se refusait à toute transaction.

Les années avaient passé et le jour vint où le mal se révéla dans toute son étendue. Les intérêts de l'État se trouvèrent en danger par la formation toujours plus nombreuse d'une population issue des mariages du Désert qui se trouvait sans état civil. Les scandales ne pouvaient manquer de se produire, portant la plus redoutable atteinte à la majesté de la justice. On vit, à maintes reprises, des collatéraux catholiques réclamer des héritages qui appartenaient de droit aux enfants de parents dont le mariage avait été béni au Désert; la loi en mains, ils forçaient les tribunaux à sanctionner ces iniquités. Il était impossible de maintenir un tel état de choses, une réforme s'imposait qui ne devait porter que sur un degré de priorité. C'était à l'État, se désintéressant du mariage religieux, et non à l'Eglise, que devait appartenir le droit de fixer les conditions du mariage devant porter tous ses effets dans l'ordre civil. Les mémoires sur cette question des mariages protestants, qui parurent, à cette époque, étaient signés des plus grands noms, Rippert de Monclar, Des Voisins, Elie de Beaumont, Turgot, Malesherbes, Portalis et tous concluaient à une réforme aussi justifiée que nécessaire. Il appartenait à Rabaut-Saint-Étienne d'en préciser le caractère dans un mémoire sur la situation des protestants à l'avènement de Louis XVI.

« La persécution n'est plus possible », disait-il, « mais une solution doit être donnée. On se plaint que les assemblées du Désert sont nombreuses. Qu'est-ce dire sinon que les protestants veulent accomplir leurs devoirs religieux. Sévir ou rétablir, voilà les deux alternatives. Que faut-il donc? L'état civil pour ceux

qui n'ont pas la religion de l'État. Les protestants sont français et sujets du roi, à ce titre ils doivent jouir des prérogatives attachées à ce nom. Il faut donc célébrer les mariages devant un magistrat nommé à cet effet après avoir publié les bans devant un tribunal de justice. » Le prédicant du Désert n'avait pas craint en réclamant cet acte de justice de dire : « Les souvenirs de la guerre des Cévennes sont-ils donc si lointains pour qu'on puisse en oublier les leçons ? »

Le clergé pouvait redouter le danger. Qui lui garantissait qu'une loi d'exception ne se transformerait en loi générale et que, si la tenue des registres de l'état civil lui était enlevée, une redoutable atteinte ne fût portée, dans l'ordre social, à son pouvoir ? Aussi, au nom de l'Assemblée générale du clergé, Loménie de Brienne adjurait-il Louis XVI de conjurer le péril. « Achevez », disait-il, « l'ouvrage que Louis le Grand avait entrepris et que Louis le Bien-Aimé avait continué ; il vous est réservé de porter le dernier coup au calvinisme dans vos États. » Ainsi le clergé entendait maintenir une situation devenue intolérable qui condamnait le protestant français n'ayant pas d'état civil à vivre sans nationalité et sans famille. Malgré sa résistance désespérée, l'Édit de tolérance de novembre 1787 mit fin au scandale en reconnaissant la validité des mariages célébrés au Désert. Sans doute, l'Église demeurait en possession des registres de l'état civil pour les catholiques ; l'édit marquait en effet que « la naissance, le mariage et la mort de ceux de nos sujets qui professent la religion catholique ne pourront dans aucun cas être constatés que suivant les usages et les rites de la dite religion. » Vaine défense, la brèche était ouverte et l'Église allait perdre un pouvoir auquel elle attachait tant de prix qu'aujourd'hui encore ses docteurs prétendent que seule la bénédiction de l'Église donne au mariage sa validité. Cinq années plus tard, la loi du 20 septembre 1792 enlevait pour toujours la tenue des registres de l'état civil au clergé pour la confier aux municipalités. Les protestants de France, acceptant pour eux la mort civile, pour leurs mariages une honte sans nom, pour leurs enfants la bâtardise, plutôt que de sacrifier les droits de la conscience, rendirent nécessaire cette grande réforme de l'état civil dont les bienfaits se sont étendus à toute la nation.

La Révolution française devait reconnaître les droits de cette minorité dont rien n'avait pu ébranler la résistance. Les forçats

pour la foi, les prisonniers de la tour de Constance, le martyr des prédicants du Désert, Jean Fabre, l'honnête criminel, prenant au bain la place de son père condamné pour avoir assisté à une assemblée, Calas, surtout, expirant sur la roue, si noblement défendu par Voltaire, avaient posé si tragiquement la question de la liberté de conscience que l'opinion publique allait désavouer pour toujours cette doctrine de la contrainte en matière de foi dont Basville, comme Bossuet, s'était fait avec les évêques du Languedoc l'apologiste¹.

Il est douloureux de constater, mais on ne saurait l'oublier, que ce sont moins les discours et les discussions qui assurent la victoire des plus nobles causes que les souffrances de ceux qui, pour les défendre, surent, comme les protestants de France, mourir pour laisser vivre leur conscience.

Aux États-Généraux, dans la mémorable séance du 28 août 1789, Rabaut Saint-Étienne, le prédicant du Désert, se déclarant le représentant des protestants de France, alors que tolérer leur existence paraissait devoir être la seule concession à leur accorder, réclama ouvertement la liberté religieuse. « Ce n'est pas la tolérance », s'écria-t-il, « que je réclame, c'est la liberté. La tolérance, le support, le pardon, la clémence, idées souverainement injustes envers les dissidents aussi longtemps qu'il sera vrai que la différence des religions ne sera pas un crime. La tolérance, je demande qu'il soit proscrit à son tour et il le sera ce mot injuste qui ne nous présente que comme des citoyens dignes de pitié. L'erreur n'est point un crime, celui qui la professe la prend pour la vérité. Il est obligé de la professer et nul homme, nulle société n'a droit de le lui défendre. » Sous l'impression de cette revendication d'un droit sacré, les États-Généraux déclarèrent « que nul ne peut être inquiété pour ses opinions religieuses, ni troublé dans l'exercice de son culte. »

Une minorité religieuse trop faible pour conquérir la liberté, par ses souffrances, la rendit si nécessaire que ses adversaires

1. « Je suis et j'ai toujours été du sentiment premièrement que les princes peuvent contraindre par des lois pénales tous les hérétiques à se conformer à la profession et aux pratiques de l'Eglise catholique; deuxièmement que cette doctrine doit passer pour constante dans l'Eglise, qui non seulement a suivi mais encore demande de semblables ordonnances des princes. Assurément je pousse au plus loin la doctrine des contraintes sauf à se régler dans l'exécution par des mesures de prudence. » Lettre à Basville, 12 novembre 1700. Œuvres, édition Lefevre, t. XI, p. 221.

durent enfin la lui accorder. Il est à remarquer que la loi du 3 ventôse an III, par laquelle la Convention sépara l'Église de l'État, eut pour rapporteur Boissy d'Anglas, membre d'une Église qui, depuis le XVII^e siècle, vivait séparée en fait de l'État. « Le cœur de l'homme », disait-il, « est un asile sacré où l'œil du gouvernement ne doit pas descendre. Les cultes, quels qu'ils soient, n'auront de vous aucune préférence. Vous n'adopterez point celui-ci pour persécuter celui-là. Vous ignorerez ses dogmes et vous laisserez à chaque citoyen la faculté de se livrer à son gré aux pratiques de la religion qu'il aura choisie¹. »

Lorsque Boissy d'Anglas déclarait que la seule règle à suivre à l'égard des divers cultes était de les soumettre au droit commun et que le droit commun était d'abord la liberté et ensuite l'ordre et le respect des lois, il posait les bases de la grande réforme qui ne devait s'accomplir que dans les premières années du XX^e siècle. Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle a ses origines dans l'existence de cette Église qui précisément ne demandait à l'État que d'être soumise au droit commun. Il est permis de croire que Boissy d'Anglas, par son attachement à une Église persécutée, déploya, pour défendre la séparation des deux pouvoirs, plus de zèle que les catholiques qui avaient vécu sous le régime de la religion d'État dominante et exclusive des autres cultes.

Dans la séance du 15 prairial an X, Portalis, devant le Corps législatif, prononça son célèbre discours sur l'organisation des cultes. Il dit, concentrant sa pensée : « Le catholicisme est en France, dans le moment actuel, la religion des membres du gouvernement, et non celle du gouvernement même, elle est la religion de la majorité du peuple français et non celle de l'État. Ce sont là des choses qu'il n'est pas permis de confondre et qui n'ont jamais été confondues. »

Paroles révolutionnaires, marquant la fin d'une des doctrines vitales de l'Ancien régime, celle de la religion d'État, mais paroles que Portalis n'aurait jamais pu prononcer si l'existence de l'Église protestante de France ne lui avait permis d'en prouver la vérité. A cette déclaration, célèbre dans l'histoire des idées politiques en France, il ajouta aussitôt l'affirmation des droits des protestants. Revenant sur le passé, il condamna solennellement la révocation de l'Édit de Nantes. « On défen-

1. E. de Pressensé, *l'Église et la Révolution française*, p. 379.

dit », dit-il, « aux protestants de sortir de France sous peine des galères. En les forçant à demeurer au milieu de nous, on les déclara incapables d'occuper aucune place et d'exercer aucun emploi ; le mariage même leur fut interdit : ainsi une partie nombreuse de la nation se trouva condamnée à ne plus servir ni Dieu, ni la patrie. Espérait-on pouvoir compter sur des hommes que l'on rendait impies par nécessité, que l'on asservissait par la violence et que l'on déclarait tout à la fois étrangers aux avantages de la cité et aux droits même de la nature...? »

Dans la Révolution, l'esprit de liberté a ramené l'esprit de justice ; les protestants, rendus à leur patrie et à leur culte, sont redevenus ce qu'ils avaient été, ce qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être, nos concitoyens et nos frères. La protection de l'État leur est garantie à tous égards « comme aux catholiques ». La tenue des registres de l'état civil enlevée au clergé, la liberté de conscience solennellement reconnue, la doctrine de la religion d'État ouvertement condamnée, telles furent les conséquences lointaines, mais certaines, de la guerre des Camisards ; elle sauva le protestantisme français d'une ruine qui paraissait inévitable et rendit ainsi nécessaires les réformes qui, en assurant son existence, s'étendirent aussi à toute la nation.

Si les conclusions de cette étude avaient besoin d'être justifiées, nous en appellerions à une réflexion de Portalis qui, visant la révocation de l'Edit de Nantes, n'est pas moins vraie de la guerre des Cévennes : « Je m'étonne », disait le célèbre homme d'État, « que nos écrivains, en parlant de la Révocation, n'aient présenté cet événement que dans ses rapports avec le préjudice qu'il porte à notre commerce, sans s'occuper des suites morales que le même événement a eues pour la société et dont les suites sont incalculables. »

Frank PUAUX.

MARSEILLE ET LES PHILHELLÈNES

EN 1821 ET 1822

Les relations entre Marseille et la Grèce n'ont jamais été interrompues. Depuis le jour où les Phocéens de Protis jetèrent l'ancre dans les eaux du Lacydon jusqu'à l'heure actuelle la communauté d'origine a toujours été reconnue et même revendiquée par la colonie et par la métropole. Tout récemment encore, quand on reçut à Marseille la nouvelle des massacres et des dévastations commis à Phocée par les Turcs, des secours furent immédiatement organisés et les maires des deux villes échangèrent des condoléances et d'affectueux remerciements.

Pourtant l'insurrection qui, dans les premières années du dernier siècle, donna naissance au royaume actuel de Grèce ne fut jamais populaire à Marseille. Non pas que les Marseillais éprouvassent à l'égard des Turcs de bien vives sympathies, mais ils redoutaient l'esprit d'entreprise des insurgés et, en négociants bien avisés, se défiaient d'une concurrence éventuelle à ces Échelles du Levant, qu'ils considéraient volontiers comme un domaine réservé à leur activité. Aussi, lorsque les Grecs se révoltèrent ouvertement et appelèrent à leur aide, comme pour une nouvelle croisade, les chrétiens disposés à les soutenir, lorsque commencèrent à affluer sur le littoral méditerranéen des volontaires et des aventuriers ne cachant pas leur intention de partir en guerre contre le Grand Seigneur, il n'y eut pas, comme on le croit trop volontiers, unanimité dans les manifestations sympathiques à l'égard des populations terrorisées. On est au contraire étonné de trouver, non pas précisément des répugnances, mais tout au moins des méfiances vis-à-vis de ces révoltés qu'une histoire conventionnelle considère à tort comme des protégés de la première heure. Afin de mieux étudier dans leur complexité l'expression de ces sentiments, il nous a paru intéressant de les rechercher dans les

archives de Marseille¹, qui, par sa situation géographique et ses antiques relations, demeura le principal port d'embarquement de ceux qu'on nomma un peu hâtivement les Philhellènes.

I.

Les premières victimes de la sauvagerie turque cherchèrent comme par instinct un refuge à Marseille. Isolément, il est vrai, mais en assez grand nombre, des négociants de la côte occidentale d'Anatolie et surtout des insulaires de l'archipel se transportèrent dans cette ville, eux et leurs familles, et s'efforcèrent d'y créer une nouvelle patrie. Ils y réussirent et leurs descendants comptent aujourd'hui parmi les négociants, les armateurs, les courtiers d'affaires les plus considérables et les plus estimés de la ville. C'est à leur bonne tenue, à leur esprit d'ordre et d'économie, à leur intelligence des affaires et aussi à leur esprit d'aventure qu'ils durent ce prompt rétablissement de leur fortune. Il faut d'ailleurs reconnaître que leurs malheurs immérités avaient excité la compassion et que volontiers on s'efforçait de leur venir en aide. Nous avons retrouvé aux archives de la préfecture des Bouches-du-Rhône une demande de renseignements adressée au préfet, le 19 juin 1821, par divers négociants grecs déjà établis à Marseille (Zizinia, Petrocochino, etc.), au sujet des bruits d'un massacre que les Turcs venaient d'exécuter à Smyrne. Le préfet était un excellent administrateur, Villeneuve-Bargemont, dont le souvenir est resté populaire à Marseille; il s'empressa d'écrire au préfet maritime de Toulon, amiral Missiessy, pour avoir des détails précis : « Je crois trouver dans l'intérêt que je porte à mes administrés un juste motif de

1. De ces archives, les unes, celles de la Municipalité et de la Chambre de commerce, ne contiennent que des renseignements purement économiques. Celles du département seules peuvent être consultées avec fruit. Un important dossier (M. G, 110), mais dont les diverses pièces n'ont pas encore été numérotées, est relatif aux premiers Philhellènes. C'est ce dossier qui nous a servi dans cette étude, mais nous ne l'avons consulté que sous toutes réserves, car il ne mérite pas une confiance absolue; d'abord parce qu'il a été constitué par un fonctionnaire, le préfet Villeneuve, qui ne pouvait approuver une révolte, et aussi parce que ses administrés, les négociants marseillais, étaient, dans leur égoïsme commercial, mal disposés pour des concurrents éventuels; mais les diverses pièces que nous analysons contiennent de curieux détails sur ce réveil d'un peuple qui a toujours rencontré en France de chaudes sympathies, et nous avons pensé que les lecteurs de la *Revue* y trouveraient quelque intérêt.

chercher à connaître les détails dont vous pourriez me faire part, si vous avez la même complaisance dans toutes les occasions où quelque grand événement serait de nature à produire des effets notables sur les mouvements de notre premier port marchand de la Méditerranée. » Il ajoutait dans une autre lettre datée du même jour : « Les relations commerciales que Marseille entretient avec cette Échelle (Smyrne) font attacher ici une grande importance à l'annonce dont il s'agit. Il en résulte même des alarmes auxquelles l'autorité ne peut rester indifférente. » Comme il n'existait alors de ligne télégraphique que de Paris à Toulon par Marseille, Villeneuve crut même devoir s'adresser à son collègue de Corse, espérant qu'il pourrait lui communiquer des renseignements particuliers. La réponse du préfet maritime ne se fit pas attendre. Dès le 20 juillet, l'amiral Missiessy annonçait qu'un combat naval avait eu lieu et que, grâce aux Grecs d'Ipsara, la victoire était restée aux insurgés. Il envoyait en même temps un rapport du commandant Robillard confirmant le succès. Aussitôt Villeneuve de rassurer les signataires grecs de la pétition et d'envoyer la bonne nouvelle aux membres de la Chambre de commerce (24 juillet).

Tout en prouvant ainsi sa bonne volonté aux Grecs réfugiés à Marseille, Villeneuve n'ignorait pas que le gouvernement ne s'était pas encore prononcé et que même il recommandait une surveillance spéciale s'étendant à tous les nouveaux débarqués. Le 25 septembre 1821, le ministre de l'Intérieur, Siméon, avait signalé un certain Thomas Balthazar, qui venait d'être expulsé de Constantinople, « où sa présence était devenue dangereuse », et un prêtre albanais, Carabot, qui « s'était expatrié pour ne pas être victime des horribles cruautés que se permettaient les Turcs », mais qui paraissait suspect et dont il fallait suivre de près les moindres démarches. Le directeur général de la police, Monnier, avait de son côté dénoncé (31 août 1821) un certain Thésée, qui « avait fait à Lyon des démarches pour engager des militaires à demi-solde. Il leur avait promis de l'avancement. On ajoute qu'il a même offert de les défrayer de leur voyage ». C'est un personnage équivoque, ajoutait-il, déjà condamné en 1819 à 400 fr. de dommages-intérêts pour violences contre une femme. Ainsi mis en garde, Villeneuve recommanda à ses agents une stricte surveillance et, dès le 29 septembre 1821, il envoya à Paris un long rapport d'où il résultait que ce Thésée

était bien réellement un recruteur pour les Grecs révoltés, mais que jusqu'à présent il s'était contenté de promesses sans engagement sérieux. « Il étale un grand luxe », ajoutait le préfet. « Il a un état de maison assez remarquable. On m'assure qu'il fait bâtir, disposition qui n'annoncerait pas qu'il eût le projet d'aller jouir de l'affranchissement de son pays, et il ne serait pas hors de vraisemblance que ce négociant ait trouvé plus à propos d'assurer ses intérêts avant ceux de la cause qu'il prétend servir. » Thésée paraît donc avoir été ce que de nos jours on appelle un « indésirable ».

Indésirables également paraissaient la plupart des Grecs qui cherchaient un refuge à Marseille. Ce n'est pas qu'on fût mal disposé à leur égard, ni qu'on leur eût refusé les secours nécessaires ; mais les Turcs étaient alors ou paraissaient être beaucoup plus puissants qu'ils ne l'étaient en réalité et le gouvernement, cette fois de plein accord avec le gros commerce, redoutait des complications politiques. La Chambre de commerce de Marseille se faisait en quelque sorte l'interprète de l'opinion publique lorsque, le 12 octobre 1821, elle s'adressait au préfet pour le prier de surveiller avec soin tous les Français allant au Levant, attendu que les uns étaient des négociants réguliers, c'est-à-dire ayant rempli toutes les formalités, s'occupant réellement de commerce et n'ayant par conséquent pas à être inquiétés, tandis que les autres, simples aventuriers sans cautionnement et souvent sans passeports, devraient être expulsés par nos consuls : autrement les Turcs protesteraient. Ils seraient en droit de le faire et nos bonnes relations pourraient être rompues. De notables commerçants, Decormis, Pierrefeu, de Campou, Straforello, Bouge, Aug. Roux, etc., n'avaient pas hésité à signer cette pétition et ils comptaient bien que le préfet les appuierait auprès du ministre.

En effet, Villeneuve envoya tout de suite au ministre de l'Intérieur la pétition de la Chambre de commerce et il la fit suivre d'un rapport explicatif très net, très concluant et en faveur des négociants marseillais (31 octobre 1821) : « Au sujet de ces expéditions, j'ai déjà eu l'honneur de faire remarquer, par rapport à nos relations commerciales avec l'empire ottoman, que Marseille, où est ouverte pour la France la porte des Échelles du Levant et qui a dû longtemps et peut encore devoir sa prospérité au commerce de Turquie, a été choisie pour place d'armes

par des étrangers qui ne cachaient pas leurs desseins contre les intérêts du Grand Seigneur. Cette circonstance paraît d'autant plus fâcheuse, qu'on assure que partout ailleurs les gouvernements se sont opposés à ce que leur territoire fût le théâtre des armements dont il s'agit et que l'Angleterre même écarte de tous les pays de sa domination dans la Méditerranée ce qui a la moindre apparence d'une faveur aux ennemis de la Porte. Telles sont les réflexions que font ici les négociants à l'appui des représentations que j'ai déjà transmises de la part de la Chambre de commerce. »

Aussi bien, Villeneuve avait déjà pris quelques mesures préventives. Il avait enjoint au directeur de la douane d'exécuter strictement les ordonnances, non seulement pour le paiement des droits d'entrée, mais surtout pour l'observation exacte des règlements sanitaires. Il avait même prié le maire de Marseille, Montgrand, de l'aider dans l'accomplissement de sa difficile surveillance, car « il est naturel de croire d'une part que des familles grecques, fuyant les horreurs de la guerre, pourront venir chercher en France un asile qui ne saurait leur être refusé, et de l'autre que des jeunes gens et d'anciens militaires, avides de nouveautés et ennemis du repos, pourront céder à des propositions qui leur seront faites d'aller se réunir aux Grecs révoltés. Pour les premiers, il n'y a qu'à observer les lois sanitaires; pour les seconds, il faut les surveiller et surtout empêcher l'exportation des armes ». Le ministre de l'Intérieur, Siméon, sanctionna aussitôt les mesures prises et recommanda la plus grande prudence. Voici la dépêche qu'il adressait à ce propos, le 25 novembre 1821, au préfet Villeneuve : « Je crois devoir vous représenter que les troubles de Turquie rendent plus indispensable que jamais la stricte exécution des mesures de police adoptées à l'égard des Français qui se disposent à passer dans les Échelles du Levant et de Barbarie. Il paraît résulter de la correspondance des consuls qu'un grand nombre de vagabonds nationaux affluent dans ces contrées, où leur turbulence peut compromettre la sécurité des négociants établis en vertu d'autorisations légales. »

La grande préoccupation du gouvernement paraît en effet avoir été de ménager les intérêts commerciaux et de ne pas provoquer par d'imprudentes manifestations le ressentiment et les représailles des Turcs. Voici comment s'exprimait Villeneuve

dans une lettre qu'il adressait, le 26 novembre 1821, à Latour-Maubourg, ambassadeur de France à Constantinople, lettre qui, dans sa pensée, devait être communiquée aux ministres turcs :

On a sagement apprécié chez nous la tendance et les résultats possibles de l'insurrection des Grecs. A Marseille surtout, on a vu l'entreprise de ceux qui se font leurs auxiliaires comme une sorte d'illusion digne de pitié. Les relations depuis si longtemps établies entre cette ville et les Échelles du Levant mettent chacun à portée d'apprécier le degré de confiance qu'on peut prendre dans les promesses ou les engagements des diverses nations qui les habitaient, et je crois pouvoir assurer que l'opinion générale est loin d'être à cet égard défavorablement prononcée sur le compte des Ottomans.

Plus explicite encore dans une dépêche qu'il adressait quelques jours plus tard, le 1^{er} décembre 1821, au ministre des Affaires étrangères, il n'hésitait pas à s'élever contre le système de tolérance qui semblait prévaloir :

Cette liberté ne paraît pas satisfaire entièrement les personnes que des intérêts commerciaux engagés dans les états du Grand Seigneur rendent très susceptibles de s'alarmer sur les mesures que peut prendre en représailles un gouvernement ombrageux et cruel à l'excès. Déjà, la Chambre de commerce m'a fait de vives représentations sur les conséquences possibles d'une tolérance que nos concurrents dans les marchés au Levant n'auraient qu'à présenter sous un faux jour pour exciter contre nos compatriotes la fureur d'une population barbare. Ce sont des hommes habitués au caractère des Ottomans par un long séjour au milieu d'eux qui partagent ces craintes, et, sans me permettre de juger à quel point elles sont fondées, je dois les signaler comme un fait qui mérite d'être pris en considération, n'eût-il d'autre intérêt que de rendre évidente, par une méfiance outrée, la ruine de nos établissements avec les Échelles.

Ainsi, encouragés par l'administration, les négociants marseillais se prononcèrent de plus en plus nettement contre toute intervention en faveur des insurgés grecs. Ils n'eurent que des paroles amères contre « l'engouement de commande et la froide exaltation des philanthropes ». Ils accablèrent de railleries ces « croisés d'une nouvelle sorte » et traitèrent volontiers de pirateries les glorieux exploits des Miaoulis et des Canaris. Lorsque plus tard ils apprirent la victoire de Navarin, cette nouvelle fut

presque considérée par eux comme un désastre national et la Chambre de commerce n'hésita pas à manifester au ministre de la Marine ses regrets et ses alarmes. Même quand fut décidée l'intervention, ils se prononcèrent avec énergie contre cette politique qu'ils qualifiaient de dangereuse. « Les puissances chrétiennes, la France notamment, auront peu à se louer d'avoir admis ce peuple dans la grande famille européenne et se repentiront peut-être trop tard d'avoir fait tant de sacrifices pour lui procurer son indépendance, dont il se montre si peu digne. » En tout cas, ils espéraient bien qu'on interdirait la piraterie et surtout qu'on s'opposerait aux progrès de la navigation hellénique. Ils proposaient même (note du 21 décembre 1827) un singulier moyen pour arrêter ces progrès. Ne demandaient-ils pas que « toute construction nautique leur fût entièrement interdite ». La mesure, en effet, aurait été radicale, mais combien odieuse ! Il est vrai que, mieux instruits sur leurs véritables intérêts, les négociants marseillais ne tardèrent pas à comprendre qu'ils avaient, au contraire, tout à gagner au développement de leurs relations commerciales avec la Grèce. Les Grecs sans doute étaient des rivaux, mais, par le fait même de leur présence dans des mers jusqu'alors non fréquentées par eux, ils pouvaient devenir d'utiles collaborateurs. Au lieu de s'opposer à eux, mieux valait donc utiliser leur activité et leur bonne volonté. Ces nouveaux sentiments devinrent bientôt ceux de la majorité et les Grecs finirent par être bien accueillis à Marseille. Comme aux jours de l'arrivée des Phocéens, Marseille redevint colonie grecque et les descendants de ces réfugiés prirent si bien racine dans leur patrie adoptive que bientôt ils y tinrent le haut du pavé, mais sans jamais oublier ce qu'ils devaient de reconnaissance à ceux qui avaient renoncé à de séculaires préventions pour ne plus voir en eux que des frères malheureux.

II.

Il n'en est pas moins vrai qu'à l'époque où les insurgés n'avaient pas encore conquis leur indépendance ces préjugés subsistaient. On s'en aperçut à l'accueil moins que cordial que reçurent tout d'abord à Marseille ceux qui s'y embarquaient pour aller secourir les révoltés. Les Philhellènes, en effet, qu'il s'agisse de Français ou d'étrangers, ne furent que tolérés et

quelques-uns d'entre eux furent même malmenés. Encore nous faut-il établir une distinction entre les Français, qui furent simplement surveillés et que l'on s'efforça de ramener dans le droit chemin, et les étrangers, auxquels on n'hésita pas à témoigner le peu de sympathie qu'ils inspiraient.

Il est certain que, parmi ceux de nos compatriotes qui s'enrôlèrent sous la bannière du Philhellénisme, il se rencontra des convaincus, mais plus encore des aventuriers et même des hommes de sac et de corde. Au début, quelques jeunes gens manifestèrent le plus grand enthousiasme pour ce qu'ils nommaient « la cause sacrée ». Ils partirent pour cette nouvelle croisade avec l'ardeur d'une conviction passionnée et l'espoir de grandes actions à accomplir. Le gouvernement regrettait leur départ, car il aurait aimé à se servir de ces énergies qui se perdaient; aussi surveillait-il leurs allées et venues, tout prêt à seconder les efforts des parents qui cherchaient à retenir leurs enfants. Voici la curieuse dépêche que, dès le 2 août 1821, le directeur général de la police, Monnier, adressait au préfet des Bouches-du-Rhône :

Je vous ai prévenu qu'il était question de l'embarquement de quelques jeunes gens pour la Grèce. Les renseignements que vous avez eu successivement occasion de me transmettre n'ont servi qu'à confirmer cette indication, qui est d'ailleurs commune à d'anciens militaires, mais il est bon d'observer que la situation des uns et des autres n'est pas la même. Si l'âge des premiers les laisse sous la dépendance de leurs familles, si dans l'intérêt du recrutement de l'armée il importe qu'ils ne puissent sortir de France sans autorisation et sans garantie, l'administration doit surveiller avec soin et prévenir les conséquences de démarches au moins très inconsidérées. Marseille étant le port choisi pour les embarquements, je viens d'appeler toute l'attention de M. le préfet de police sur la trop grande facilité avec laquelle des passeports seraient donnés pour cette destination à plusieurs jeunes étudiants. Déjà, plusieurs se sont mis en route, et je crois devoir, vous les signaler.

Ce sont trois étudiants en droit, Benjamin Constant, Archambault et Martin, qui sont partis ensemble et doivent déjà être rendus à Marseille. Le père de l'un d'eux, Martin, habitait Orléans. Il avait été navré du départ de son fils :

Je vous supplie d'ordonner aux bureaux de police de votre

dépendance d'en faire faire tout de suite la recherche, et de le laisser en pleine liberté, s'il se conforme aux lois, mais seulement d'empêcher qu'il ne s'embarque, ne voulant pas qu'il quitte sa patrie, ni qu'il s'engage militaire. C'est une étourderie excusable à son âge qui a donné lieu à son voyage. Voilà pourquoi mon intention est qu'on n'use pas de violence à son égard.

Nommons encore un autre étudiant, Freslon, originaire de La Bazoche (Eure-et-Loir), qui, pour mieux dissimuler son embarquement, s'était caché sous de la paille et des porte-manteaux; mais il fut découvert et le préfet ordonna de le débarquer¹. Il le fit même conduire à la préfecture, « où on ne manqua pas de le faire tomber sur le chapitre des Grecs, pour savoir quels ressorts on a pu faire jouer en France pour engager les jeunes gens à embrasser cette cause ». Freslon n'eut pas de peine à se défendre. Il était parti persuadé qu'il défendait une cause sacrée et, avec les généreuses illusions de son âge, n'avait même pas pris la précaution d'assurer son embarquement. Deux Parisiens, le fabricant Ternaux et le notaire Noël, lui avaient certifié qu'il lui suffirait de se présenter pour obtenir à titre gracieux son passage en Grèce.

Au mois de janvier 1822, arrivèrent à Marseille trois autres jeunes Philhellènes également poussés par ce désir de bien faire qui déjà, lors des croisades, avait jeté tant de Français en Orient. Ils se nommaient Laumonnier (d'Alençon), Guy et Vandière (de Mâcon). Ils s'étaient procuré des passeports de fantaisie et paraissaient déterminés à partir. « Toutes les tentatives faites pour les rendre à leurs familles ont été sans succès. Ils n'ont cessé de protester qu'ils étaient en âge de majorité et qu'on ne pouvait nullement user de contrainte à leur égard pour répondre aux réclamations de leurs parents². » Guy se montra particulièrement décidé à partir. « Ce jeune homme s'est fait une habitude d'éluder toutes les dispositions de l'autorité, car, après la vaine tentative d'embarquement qu'il fit avec son compagnon et Laumonnier, il trouva encore le moyen de rejoindre les Grecs³. » Laumonnier eut la sagesse d'écouter les prudents conseils du préfet, qui, après une verte semonce, le recommanda pour le rapatrier

1. Lettre au directeur général de la police, Franchet-Desperrey, 26 octobre 1821.

2. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 31 janvier 1822.

3. Lettre du 29 novembre 1822.

au directeur de la police, Franchet, qui se laissa toucher; « mais vous lui ferez sentir que c'est par une conduite désormais irréprochable qu'il doit reconnaître l'indulgence du gouvernement à son égard¹ ».

Il y eut encore une grâce d'État pour un autre étudiant, un futur médecin, Spiquette. Il est vrai que ce Philhellène d'occasion ne s'était décidé à partir que parce qu'il était criblé de dettes et nullement par enthousiasme. « Il s'est fait remarquer par un goût très vif pour le plaisir et la dissipation. La détermination qu'il avait prise de passer en Grèce semble avoir eu pour motif principal l'embarras de ses affaires pécuniaires. » Spiquette réussit à s'embarquer sur l'*Amitié*, non sans avoir emprunté à un capitaine une paire de pistolets et quelques doublons d'Espagne, mais le désenchantement fut prompt. Quelques semaines après son arrivée en Orient, il demandait à être rapatrié et le préfet, paterne et indulgent, écrivait en sa faveur au ministre de l'Intérieur (18 octobre 1822) « que, malgré des torts nombreux et de plus d'un genre qui peuvent lui être personnellement reprochés, on peut tolérer son retour dans son pays natal ».

Un autre enfant prodigue dont le retour fut également facilité fut le jeune Vidal, fils d'un banquier de Marseille honorablement connu. Il était signalé par le préfet au ministre de l'Intérieur, dès le 26 octobre 1821, « comme perdu de dettes et laissant peu de regrets dans sa famille, sérieusement affligée par son inconduite ». Mais les voyages forment la jeunesse; Vidal regretta bien vite la précipitation de son départ et rentra en France. Villeneuve mentionne son retour dans une dépêche du 30 mars 1822 au ministre de l'Intérieur, dans laquelle il donne de curieux détails sur l'accueil peu cordial que recevaient en Grèce les nouveaux débarqués et sur les difficultés matérielles contre lesquelles ils se heurtaient :

Le sieur Vidal de Marseille est de retour depuis peu avec un autre jeune homme. Ils se disposent à publier les détails de leur voyage, dans l'intention de faire ouvrir les yeux aux étourdis qui ont du penchant à être dupes de leurs brillantes conceptions sur les destinées des Grecs. Ces jeunes gens rapportent qu'ils ne furent pas plus tôt débarqués à Calamata qu'on les envoya dans la campagne, où ils furent contraints de passer les nuits en plein air, ne recevant

1. Lettre du 27 décembre 1822.

pour nourriture que du pain et quelques herbages. Les mieux recommandés aux premières maisons du pays obtinrent, comme une faveur insigne, la permission d'aller coucher sur des balles de coton dans des espèces de caveaux servant de magasins. La troupe d'auxiliaires, ayant demandé d'être introduite chez le commandant des troupes grecques du canton, fut conduite à quelque distance dans l'intérieur des terres, où elle trouva une réunion tumultueuse de 300 hommes environ, presque déguenillés, et dont la moitié n'avait encore pu se procurer d'armes. L'aspect de ces malheureux et les regards envieux qu'ils portaient sur l'équipement de leurs nouveaux hôtes étaient significatifs. Le sieur Vidal confirme ce qu'on savait déjà des excès horribles que ces insurgés se permettent envers les Turcs dans les occasions où ils sont les plus forts, et les circonstances qu'il ajoute aux relations connues laisseront décider laquelle des deux nations l'emporte sur l'autre en fanatisme et en actions barbares.

A côté de ces jeunes gens aveuglés par leur enthousiasme ou qui cherchaient, en s'expatriant, une occasion favorable pour faire oublier leurs fredaines, un certain nombre d'honnêtes commerçants s'étaient naïvement imaginé, sur la foi de récits mensongers, qu'il suffisait d'aller en Orient pour y faire fortune. Tel ce chapelier de Périgueux, Dumas, qui avait liquidé sa situation et s'était embarqué, nullement par conviction, mais uniquement, comme il l'avoue lui-même, pour « gagner de l'argent ». On a conservé de lui une lettre adressée à Villeneuve (4 octobre 1822), où il lui expose avec candeur son désir d'être rapatrié. Le préfet, sans doute touché par l'accent de sincérité de ce Philhellène inconscient, renvoya tout de suite avec un avis favorable sa supplique au ministre de l'Intérieur (9 novembre 1822), le présentant comme « corrigé de l'ardeur inquiète dont il a tant à se repentir et portant le caractère de la sincérité; il faut en juger par les maux et les privations qu'ont généralement endurés tous ceux qui s'étaient jetés dans cette funeste entreprise ». Réponse favorable fut accordée le 9 décembre 1822.

Avec ces volontaires de la première heure la tâche du préfet était vraiment difficile. Il ne pouvait qu'essayer de dissiper leurs illusions et ne pas faciliter leur départ, mais aucun moyen légal de les arrêter n'était à sa disposition. Il n'en était pas de même pour une autre catégorie de Philhellènes, pour les officiers et soldats, soit en demi-solde, soit encore au service, qui, trouvant

l'inaction incommode ou l'avancement trop peu rapide, avaient l'intention de chercher en Orient une occupation conforme à leurs goûts ou plutôt de nouveaux grades. Ces partisans de l'indépendance grecque tombaient sous le coup de la loi, puisqu'ils recevaient un traitement de l'État et n'avaient pas rempli leurs engagements militaires. On avait donc le droit de les surveiller et, au besoin, de s'opposer à leur départ. Seuls les officiers démissionnaires ou les retraités avaient les mains libres; encore était-on fondé à surveiller leurs allées et venues et même à contrecarrer leurs desseins.

On le pouvait d'autant mieux que si, parmi ces officiers, il se trouvait quelques fanatiques ou plutôt quelques enthousiastes convaincus et résolus, plusieurs d'entre eux, en offrant leurs services, avaient eu l'arrière-pensée de les vendre très cher; la plupart des autres n'étaient que de vulgaires aventuriers tout heureux de pouvoir occuper leur turbulente activité ou même, qu'on nous passe la vulgarité de l'expression, de pêcher en eau trouble. Ainsi, parmi ces Philhellènes calculateurs de la première catégorie, nous citerons un officier du génie, X^{***}, que les recruteurs grecs auraient bien voulu attirer à eux, car ils avaient besoin des armes spéciales; mais X^{***} marchandait son adhésion et finit par décliner les offres de l'embaucheur. De même un nommé Courant, dont le préfet Villeneuve parlait en ces termes dans une dépêche du 29 septembre 1821 au directeur de la police, Monnier :

Il arrive d'Ajaccio. C'était un ci-devant officier de quelque distinction auprès de Murat... S'il a traité avec les Grecs, il annonce qu'il n'en a pas été satisfait, et il met beaucoup de dissimulation dans ses démarches. Ce qu'il y a de certain, c'est qu'après quelque séjour ici, pendant lequel on a vainement recherché le motif de son voyage, il vient d'arrêter son passage pour retourner en Corse.

Moins soucieux de leurs intérêts immédiats, plutôt entraînés par l'esprit d'aventure ou même simplement désireux « de changer d'air », étaient déjà arrivés à Marseille bon nombre d'officiers que le gouvernement paraissait ne tenir qu'en médiocre estime : Fraisse, officier de cavalerie en non-activité, « d'un caractère inquiet, entreprenant et assez mal famé sous les rapports moraux et politiques¹ »; Gilbert, officier démissionnaire qui, « par l'irrè-

1. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, octobre 1822.

gularité de sa conduite, s'est aliéné l'activité (*sic*) de ses chefs et l'affection de ses camarades » ; Monnier, chef de bataillon en non-activité, « qui paraît être dans une position douteuse ». Il peut être intéressant de l'observer. On n'affirme rien, mais voici différents traits qui justifient le doute que l'on vient d'exprimer. Venu de Bordeaux à Marseille, dit-il, par curiosité, « il cherche à emprunter de l'argent et parle à tout propos de ses belles relations avec M. d'Autichamp, avec le duc de Damas, avec La Beyrie, secrétaire particulier du duc d'Angoulême, mais, en fait, il n'inspire aucune confiance. Bien qu'il prétende que ses effets ne sont pas encore arrivés, on ne lui connaît qu'une redingote déplorablement rapée, mais ornée d'un ruban gigantesque ». Bref, il a toutes les apparences d'un chevalier d'industrie et n'est peut-être qu'un agent provocateur que la police ne perdra pas de vue.

D'autres officiers philhellènes avouaient franchement qu'ils n'allaient en Orient que pour y chercher fortune. Tel cet ex-lieutenant Lefebvre¹, « qui avait quitté ses foyers, non seulement pour courir la grande aventure de la défense des Grecs, mais encore, comme il le disait lui-même, pour faire dans l'occasion le métier lucratif de cosaque ». Ce Lefebvre devait pourtant se distinguer en Grèce par d'autres exploits. C'est lui qui s'opposa au massacre de la garnison turque d'Athènes, que les Grecs s'apprêtaient à égorger malgré la capitulation. Quand il rentra en France, on eut pour lui quelques égards. L'amiral Robillard le recommandait spécialement au préfet Villeneuve et ce dernier le renvoyait à Lyon avec un mot en sa faveur qu'il adressait à son collègue du Rhône².

Moins scrupuleux paraît avoir été Mignac, ex-officier au 17^e de ligne, qui se donnait pour avoir été capitaine aux husards de la garde, dont il continuait à porter le brillant costume. Mignac avait fait le métier de recruteur en Suisse et arrivait tout à coup à Marseille en compagnie d'Allemands déguenillés, dont quelques-uns conservaient « l'habillement des anciens Germains » : larges braies, peaux de moutons, grand sabre à la ceinture et poignard sur le côté³. Les allures de Mignac et de ses auxiliaires parurent tellement suspectes que Villeneuve ordonna de les mettre en arrestation. Mignac paya d'audace et protesta

1. Lettre du préfet au directeur de la police, 6 octobre 1821.

2. Lettres du 28 septembre, du 5 et du 17 octobre 1822.

3. Cf. *infra*, p. 262-263.

contre cet abus de pouvoir. On a conservé sa lettre au préfet, datée de novembre 1821 :

M'étant transporté à Marseille dans l'intention de m'embarquer pour la Grèce, quelle fut ma surprise lorsque l'on vint m'avertir que vous aviez donné les ordres de mon arrestation ! Ignorant quel en était le motif, je renonçai au départ et me suis retiré en campagne chez un de mes amis. Ma position se trouvant très critique, vu que j'ai donné ma démission, je désirerais que vous eussiez la bonté, en qualité d'ami de mon défunt père, de me faire connaître les motifs qui vous y ont engagé et de me donner des conseils sur ce que je dois faire.

Comme le préfet n'avait, en fin de compte, aucun grief précis à alléguer, il rendit la liberté à Mignac et facilita même son embarquement. Au moins l'ancien hussard prouva-t-il que ce n'était pas le courage qui lui manquait. Il se distingua en Grèce par des exploits à la Murat et trouva une fin glorieuse en Morée. Un de ses compagnons d'armes raconta plus tard que, dans sa dernière bataille, il avait tué douze Turcs de sa main.

Deux autres officiers, Lhomme et Martel, furent également l'objet d'une surveillance particulière. Martel était un Grenoblois, de vingt-huit ans, qui avait été impliqué dans la conspiration de Didier, mais avait été acquitté. Quant à Lhomme, âgé de trente-cinq ans, ex-lieutenant à la légion de la Seine et décoré de la Légion d'honneur, il paraît avoir été d'un caractère inconstant. Ne pouvant tenir en place, il avait décidé son ami Martel à le suivre en Orient et tous deux avaient en effet été des premiers qui débarquèrent au secours des insurgés, mais leurs illusions tombèrent vite. Ils comprirent qu'il n'y avait pour eux à gagner que des coups ou des blessures et se hâtèrent à la première occasion de rentrer en France par Toulon. Leur retour fut aussitôt signalé par le préfet du Var à son collègue des Bouches-du-Rhône (17 septembre 1822) et par ce dernier au ministre de l'Intérieur (19 septembre). Comme leurs passeports n'étaient pas en règle, on les retint quelques jours à Toulon et ils usèrent de leur séjour forcé pour se livrer en plein café à des propos inconvenants. Martel surtout se signala par de tels actes d'incohérence qu'on le crut fou. Le sous-préfet de Toulon le fit arrêter et ne lui permit de se rendre à Marseille qu'après avoir soigneusement examiné ses papiers. On saisit un diplôme

de franc-maçon et une lettre « où il manifestait des espérances et des vœux contraires au gouvernement ». Aussi concluait-il en le présentant, ainsi que Lhomme, comme « des gens dangereux qu'il convient de ne pas perdre un instant de vue ». Villeneuve se le tint pour dit; comme Martel, dès son arrivée à Marseille, continua ses écarts de langage, il le manda dans son cabinet et se donna la satisfaction de le tancer vigoureusement, non sans profiter de l'occasion pour lui demander quelques renseignements précis sur la véritable situation des affaires en Grèce. Martel ne cacha pas sa déconvenue et le préfet s'empressa de communiquer au ministre de l'Intérieur tout ce qu'il venait d'apprendre¹ :

Ce que ces voyageurs rapportent des insurgés de la Morée est d'accord avec les récits qui nous ont déjà représenté ces troupes mal réglées comme incapables de conquérir et de soutenir l'indépendance du pays. Elles sont dépourvues des choses les plus nécessaires. On ne trouve pas même de quoi faire de la charpie, et la plupart des blessés périssent faute de secours.

Villeneuve aurait peut-être dû savoir gré à son informateur des détails qu'il lui apportait et qui cadraient si bien avec ses propres idées; il se contenta de donner à ces officiers les passeports nécessaires pour regagner, le premier, Martel, Grenoble, et le second, Lhomme, Paris; mais une note spéciale enjoignait à tous les agents de la force publique de « surveiller ces individus, d'éclairer leur position et d'en rendre compte ». Le commandant de la gendarmerie à Marseille, Paschalis, suivit ces instructions à la lettre et recommanda les voyageurs à l'attention toute particulière de ses collègues. Cette surveillance n'était pas inopportune, car Martel, sur son passage, jugea à propos de commettre, à Aix, de nouvelles folies. Ne s'avisa-t-il pas de pousser des cris séditieux? Le procureur du roi le dénonça aussitôt au préfet (10 octobre 1822) et le directeur de la police générale, Franchet-Desperrey, prévenu par Villeneuve, ordonna de traduire en justice cet intransigeant maladroït (24 octobre 1822). Nous ne savons comment se termina cet incident.

Moins bruyante, mais tout aussi surveillée, s'opéra la rentrée de deux autres Philhellènes de la première heure, Delorey et Ferrat. Ces deux officiers, partis pour l'Orient, avaient été

1. Lettre du 25 septembre 1822.

promptement déçus dans leurs espérances, car ils revenaient de Smyrne dès le mois d'août 1822. Delorey passait pour un adversaire irréductible de la Restauration. On épiait depuis longtemps ses faits et gestes, si bien que le directeur de la police, Franchet, faisait remarquer, non sans aigreur, au préfet Villeneuve (7 novembre 1821) qu'il fallait apporter plus de précision dans la liste des noms envoyés à la police, attendu que cet officier, dont il signalait la présence à Marseille, ne s'appelait pas Delozey, mais bien Delorey. Le cas de Ferrat était plus délicat à régler. Il avait amené avec lui une jeune Turque qu'il avait achetée pour une piastre, disait-il, à la prise de Tripolitza. L'envoyé du bey de Tunis à Marseille, résidant en cette ville pour y surveiller la construction de différents bâtiments de guerre, Hassan Morali, avait aussitôt manifesté l'intention de réclamer cette jeune fille pour la rendre à sa famille. Il offrait d'ailleurs de rembourser à son libérateur toutes les dépenses faites pour elle et demandait tout au moins qu'on la laissât s'expliquer sur ses intentions. Voulait-elle retourner auprès de ses parents ou rester avec Ferrat? Le préfet se trouva fort embarrassé et demanda les instructions au ministre. Nous ne savons comment se termina cette romanesque affaire, ni si cette autre Aïssé recouvra sa liberté ou écouta la voix de l'amour.

En résumé, qu'il s'agisse de jeunes étudiants entraînés par une ardeur irréfléchie ou d'officiers plus ou moins ambitieux, le préfet de Marseille était fort indécis. Autoriserait-il, au risque de mécontenter ses administrés, le mouvement généreux qui poussait vers le Levant ces nouveaux croisés ou bien chercherait-il à détourner ces imprudents et à empêcher des manifestations compromettantes? Il ne savait vraiment quelle conduite tenir. En vain réclamait-il de l'autorité supérieure des instructions précises; on lui répondait par de vagues conseils inspirés par la situation générale, mais qu'il n'était pas aisé d'appliquer aux divers cas qui se présentaient. Ainsi, le 18 octobre 1822, Franchet lui envoyait cette circulaire :

Il y a une distinction naturelle à établir entre les hommes qu'un dangereux besoin d'activité et l'absence de tout attachement pour leur pays a conduit en Orient et ceux qui, s'y étant rendus pour des motifs avoués et légitimes, reviennent en France avant les premiers.

Or, il était malaisé d'établir un départ entre ceux qu'avaient

appelés en Orient ou leurs affaires ou leurs convoitises. Le gouvernement n'hésitait pourtant pas à recommander une grande sévérité : « Il faut apprendre à ces esprits turbulents, toujours prêts à seconder la révolte sur quelque point qu'elle éclate, qu'on ne se joue pas impunément des lois qui ont prévu ce renoncement et ce retour imprévu à la patrie. » Pris entre ces instructions plutôt énergiques et son penchant à l'indulgence, Ville-neuve hésitait à se servir des pouvoirs dont on l'investissait. Voici comment il espérait sortir d'embarras en adressant cette lettre au maire de Marseille, Montgrand :

Il convient de ne pas perdre de vue ceux qui s'entremettent des embarquements pour la Grèce et pour Livourne, qui paraît le rendez-vous de beaucoup de passagers. Les recommandations que vous avez à faire à cet égard à tous les agents placés sous vos ordres auront pour motif l'importance qu'il faut attacher à ne pas permettre cette direction à des jeunes gens, sujets de Sa Majesté, que leur âge laisse encore sous la dépendance de leurs familles, car si, dans l'intérêt du recrutement de l'armée, il importe qu'ils ne puissent sortir de France sans autorisation et sans garantie, l'administration doit surveiller avec soin et prévenir les conséquences de démarches au moins très inconsidérées. Un autre motif de l'attention qu'il faut apporter à cette espèce d'embauchage, c'est la nécessité de bien recueillir les noms et de constater les positions des militaires Français qui prennent le parti de s'embarquer pour le nouveau théâtre des événements, où les entraîne leur inquiétude naturelle.

III.

Si le préfet des Bouches-du-Rhône cherchait à ménager tous les intérêts quand il s'agissait des Français, il se sentait beaucoup plus libre vis-à-vis des étrangers qui affluaient à Marseille et ne cachaient nullement leurs intentions belliqueuses à l'égard des Turcs. Ces étrangers étaient surtout des Allemands. L'insurrection grecque, en effet, avait été bien accueillie en Allemagne. Un des agents du promoteur de l'insurrection, Ipsilanti, le docteur Ipitiss, avait été de bonne heure envoyé dans l'Europe centrale pour y recruter des adhérents. Il n'avait pas réussi à Vienne, d'où l'avait expulsé la jalouse surveillance de Metternich, mais avait été bien reçu à Munich, Leipzig, Dresde, Göttingue, Iéna, Berlin, Hanovre, Hambourg et Kiel. Partout

s'étaient constitués des comités philhelléniques et des missionnaires de la première heure, d'autant plus ardents qu'ils étaient convaincus et désintéressés, organisaient des associations de secours, ouvraient des souscriptions et prêchaient ouvertement la croisade contre les barbares. Thiersch à Munich, Krug à Leipzig se faisaient remarquer par leur ardeur. Ce dernier, dès 1821, annonçait qu'il traiterait dans son cours de la régénération de la Grèce. Le vieux Voss, à Heidelberg, déclarait que, sur ses maigres ressources, il consacrerait 1,000 florins à cette cause sacrée, « comme une petite contribution à la grande dette à payer à la Grèce pour la civilisation reçue de la Hellade ». Un ancien capitaine de la landwehr, von Dalberg, proposait déjà la formation d'un corps franc à Offenbach et bientôt de véritables agences de recrutement fonctionnaient à Stuttgart, à Darmstadt, à Hambourg, à Francfort, à Heidelberg, etc.

Ces excitations portèrent leurs fruits. Non seulement dans les hautes classes de la société, plus accessibles, à cause de leur éducation, à l'entraînement de l'enthousiasme, mais même dans les rangs du peuple, de nombreux volontaires se présentèrent, annonçant leurs intentions de partir au secours des révoltés. C'est surtout à Marseille qu'ils se donnèrent rendez-vous, puisque c'était pour eux le port d'embarquement le plus commode. Ils arrivèrent d'abord isolément et avec leurs propres ressources, et c'étaient assurément les meilleurs et les plus dévoués des volontaires, car la plupart d'entre eux n'obéissaient qu'à leurs convictions. Il n'y avait qu'à les laisser passer en signalant leur passage¹. Mais bientôt on apprenait que les agences allemandes de recrutement étaient en pleine activité et que de véritables bandes de mercenaires étaient déjà en route pour s'embarquer à Marseille. Du jour au lendemain, la question changeait de face. Puisque nous étions en paix avec la Turquie, ne violait-on pas la neutralité en tolérant la formation en plein territoire français de rassemblements d'hommes armés, avouant leur dessein bien arrêté de secourir les insurgés grecs, et ne s'exposait-on pas à de fâcheuses représailles en leur permettant de se réunir et, très probablement, de s'équiper et de s'armer? D'un autre côté, si l'on s'opposait au départ de ces Allemands, comment

1. Rapports du commandant de gendarmerie Paschalis, 21, 29 novembre 1821, 3 janvier 1822. — Rapport du préfet au directeur de la police, 6 octobre 1821.

leurs gouvernements respectifs accepteraient-ils ces prohibitions, après tout contraires au droit des gens, puisque ces volontaires ne manifestaient aucune intention hostile à la France? L'autorité supérieure se trouva fort embarrassée. Elle espéra se tirer d'affaire en recommandant à ses agents une sage prudence et, tout en leur laissant la plus grande latitude, se contenta de les inviter à garder les formes, c'est-à-dire qu'elle autorisait les embarquements, mais à condition qu'ils ne présenteraient pas le caractère d'une expédition. Le ministre écrivait au préfet :

Je reçois à l'instant la dépêche télégraphique par laquelle vous m'annoncez qu'un grand nombre d'Allemands se rassemblent à Marseille, que des habits s'y confectionnent et que des armes y sont attendues pour être dirigées sur la Grèce. Déjà, j'ai donné des ordres sur la frontière de Suisse pour que les étrangers qui se présentent avec cette destination y soient provisoirement retenus. Pour ceux qui ont déjà pénétré en France et qui se trouvent dans votre département je ne puis que vous renouveler la recommandation de les surveiller avec la plus grande vigilance pour savoir s'ils n'iraient pas en Espagne¹, mais de ne pas vous opposer à leur embarquement, s'il paraît réellement s'effectuer pour la Grèce, ayant soin seulement d'empêcher qu'il ne prenne le caractère ostensible d'une expédition.

Pendant ce temps, bon nombre d'Allemands s'étaient déjà rassemblés à Marseille. Un certain Wohlgemuth, ex-officier de cavalerie, un aventurier polonais, Lasinsky, et deux Français dont nous avons déjà cité les noms, Mignac et Lefebvre, paraissent en avoir été les chefs. Ils avaient nolisé un bateau, la *Providence de Dieu*, mais ils comptaient apparemment sur diverses ressources qui leur firent défaut et se trouvèrent tout à coup réduits à la misère. D'ailleurs, le mauvais temps empêchait tout départ. En attendant, il fallait vivre et trouver à tout prix de quoi subvenir aux besoins les plus pressants. On recourut d'abord au consul suisse qui déclina poliment toute demande d'emprunt. On s'adressa ensuite, par erreur, au consul de la Sublime-Porte, qu'on avait pris pour l'agent des insurgés grecs, et, lorsque ce dernier leur eut fait connaître sa véritable qualité,

1. Pour apporter une aide à la révolte que venaient de soulever en Espagne les Constitutionnels : Riego, Quiroga, etc., contre le gouvernement absolu de Ferdinand VII. Cf. *infra*, p. 271-272.

ils lui répondirent, avec une désinvolture qui jette un jour singulier sur les véritables sentiments de ces prétendus croisés : « Eh bien ! payez-nous et nous nous battons pour les Turcs contre les Grecs ! » Le consul, interloqué, n'ayant pas osé prendre sur lui de recruter ces auxiliaires plus que suspects, les chefs de la bande résolurent de mettre en commun leurs bijoux et leurs habits et de tout vendre pour nolisier un nouveau bâtiment. Ils parvinrent ainsi à réaliser une masse de 4,000 francs et firent marché pour être transportés en Grèce avec le capitaine Vérité, de la *Sainte-Lucie et Théophile*. Le préfet Villeneuve était au courant de leurs faits et gestes. Il en rendait compte chaque jour au directeur de la police Franchet. Voici une de ses dépêches, celle du 26 octobre 1821 :

Cette détermination rendit le courage aux voyageurs. Les Allemands se montraient fièrement avec la décoration gagnée à la bataille de Leipzig, et quelques-uns appliquèrent sur le devant de l'épaule une croix de drap rouge. On vit paraître le sieur Mignac avec un habit de hussard fort brillant, mais cet éclat, que je ne crus pas devoir tolérer, fut suivi de près d'une mésintelligence qui a fini par faire exclure ce dernier de l'association.

Peut-être ne sera-t-il pas sans intérêt de dresser la liste des passagers de la *Sainte-Lucie*. Nous connaissons ainsi la composition d'une bande assez incohérente qui aurait plutôt rappelé les lansquenets de Wallenstein que les croisés de Frédéric Barberousse. On comptait parmi eux vingt-sept anciens militaires se disant tous lieutenants ou sous-lieutenants : Lasinsky, Preuss, Bellier de Launay, Strubing, Rossel, Laptow, Michaelis, tous originaires de Prusse, ce dernier signalé comme « étant d'âge », les autres de vingt et un à trente ans. Nommons encore un autre vétéran, ou du moins son âge, quarante ans, permet de le présumer tel, Lieschung, le Bavaïois Spitler, le Badois Stelzelberger, Wallemoth de Nordhausen, Koch de Wurtzbourg, Albert de Kreutznach, le Wurtembergeois Grauer, deux Hanovriens, Wilding et von Kiersmann, et divers autres qui avaient peut-être quelques raisons de cacher leur lieu d'origine, Saint-André, Dortmund, Machinos, le chasseur Schweichardt et le forestier Senger. Deux noms connus surgissent au-dessus de cette foule, ceux du Hessois Wintzingerode, peut-être un parent du fameux général des guerres napoléoniennes, et de Scharnhorst, se don-

nant comme né à Hildesheim. Ces deux officiers et deux de leurs camarades, le Prussien Moritz de Grange et Wohlgemuth, n'avaient respectivement que dix-neuf, vingt, vingt et vingt-cinq ans. Il se peut donc qu'ils aient réellement cédé à l'entraînement de l'aventure et qu'ils ne doivent pas être confondus avec la tourbe un peu vulgaire de leurs camarades. Citons à leurs côtés, pour achever cette bigarrure d'origines, le Suédois Waldemar, Vandyck, capitaine hollandais de Nimègue, et deux Polonais, Jackbowski et Dobromowski, ce dernier qualifié de gentilhomme et âgé de dix-neuf ans.

A ces militaires, s'étaient joints quelques propriétaires sans doute assez mal dans leurs affaires : le Hanovrien Schreiber, Heineman, d'Erfurt; Teicheman, de Berlin; Köstera et Gieseler, de Constance. Diverses professions assez hétéroclites étaient représentées : la musique par Rosemer, de Halle; la bijouterie par Guis et Polack, de Francfort; la géométrie par Selzsmith, de Colberg; le négoce, mais sans désignation spéciale, par le Wurtembergeois Weilmayer, le comptable Obert, le Zurichois Bantharot; l'agriculture par un paysan de Weimar, Theuss, et la domesticité par le Suédois Lindset. Un docteur en médecine, Boldeman, et un peintre danois, Harring, avaient également cru pouvoir consacrer leur science et leur talent à la cause sacrée de l'insurrection grecque.

En même temps que ces Allemands d'âge, de position sociale, de fortunes et sans doute de convictions si variées, étaient montés sur la *Sainte-Lucie* quelques Français : Lefebvre, le capitaine Delorey et le jeune Vidal, dont nous avons déjà cité les noms; un militaire originaire de Haguenau, Wencher; un négociant de Saint-Étienne, probablement d'origine grecque, Micoulo, et quelques Italiens : Vicino et Cullery, de Turin, et trois Palermitains, Corbellini, Panzini et Staralba, comte de Pachino, ce dernier avec son valet de chambre Supre.

L'impression générale avait été médiocre à Marseille. On avait été étonné plutôt que charmé de cette réunion d'étrangers qui ressemblaient singulièrement à des aventuriers ou même à des gens sans aveu. Voici comment le préfet Villeneuve résumait la situation dans son rapport du 26 octobre 1821 adressé au directeur de la police Franchet :

Il me reste à vous rendre compte de la manière dont cette espèce de croisade a été jugée à Marseille. Moins qu'ailleurs, l'exemple de

ces aventuriers n'y avait été contagieux. De longues relations d'intérêt entretenues avec les provinces du Grand Seigneur ne permettent pas ici qu'on se fasse illusion sur le caractère des habitants de la Grèce. Il est chaque jour comparé avec celui des Turcs, et, sous le rapport de la bonne foi et de la fidélité dans les transactions, la comparaison est favorable à ces derniers : ce qui tempère beaucoup l'intérêt que présentent les Grecs. Aussi le peuple a-t-il paru regarder avec une sorte de pitié ces Francs-Allemands, qui se font leurs auxiliaires.

Telle était aussi l'opinion générale du négoce marseillais. Elle prenait même un caractère d'hostilité, à cause des relations fréquentes du commerce local avec les Échelles du Levant, ainsi que l'écrivait Villeneuve dans une autre dépêche à Franchet, en date du 4 novembre 1821 :

Je viens de recevoir de la Chambre de commerce des représentations pressantes dans lesquelles on fait entrer la considération du danger que courraient les négociants français établis dans les pays de la domination du Grand Seigneur, si l'on vient à apprendre que des troupes d'auxiliaires des Grecs s'embarquent librement à Marseille sans déguiser leurs desseins. J'ai répondu que je vous tenais exactement informé de toutes les circonstances, et qu'il ne m'appartenait point d'ordonner des exceptions aux règles qui prescrivent la conduite à tenir envers les étrangers voyageurs.

Le préfet n'était pas au bout de ses peines. De nouveaux volontaires étaient en effet signalés chaque jour. Le 2 janvier 1822, douze Allemands s'embarquaient sur un bâtiment sarde, l'*Agnès*, commandé par le capitaine Durante. Le 10 du même mois, montaient à bord de la bombarde *Marie*, capitaine Vieulle, trente-sept passagers de conditions fort diverses : tout d'abord, des officiers, les Prussiens von Laptow, Schrebein, Striebeck, Krusemark, de Dantzig ; le Hambourgeois Stamler ; le Mecklenbourgeois Ziekermann ; un Wurtembergeois, Grauer ; un Bava-rois, Krieger ; un Polonais, Mlodowski, et le fameux Mignac, qui avait réussi à se faufiler dans cette compagnie ; puis des propriétaires : deux barons, l'un Silésien, von Bierbentheim, et l'autre de Lublin, Osinski ; Byem, de Postdam ; le Brunswickois Sandor, le Saxon Reinach, le Hambourgeois Heisse, le colonel de Hengstborg et deux Italiens, deux Sardes, Bayon et Caro. Divers corps de métiers étaient représentés par le plâtrier Ste-

fanini, le marchand cracovien Cibocki et les employés Appell et Brinkmann ; mais c'étaient surtout les arts libéraux qui grossissaient le contingent, avec les peintres Ohlmeyer, de Hambourg, et Harring, de Copenhague ; le docteur en philosophie berlinois Lieber ; les chirurgiens ou étudiants Croyer, Stabell et Rosenthal. Quelques Français, un distillateur de Conflans (Sarthe), Monniot, un chirurgien marseillais, Damas, l'étudiant Freslon, un négociant de Luxeuil, Choffier, l'Espagnol Blanc, de Mahon, et jusqu'à un instituteur sarde, Seguin, complétaient cette réunion pittoresque.

Bientôt on annonça qu'une bande plus considérable, formée à Hambourg, était sur le point d'arriver à Marseille pour s'y embarquer. Le comité de Hambourg, dirigé par le major Dannenberg, avait d'abord envoyé ses recrues à Aschaffembourg, à l'adresse de Dalberg et de Humboldt, qui les dirigèrent sur Bâle avec des lettres de recommandation pour Marseille. Une de ces lettres tomba entre les mains de la police. Elle portait à l'intérieur la devise « Dieu soit avec nous » et avait pour emblème une croix. Il y était dit qu'on avait persuadé à ces hommes « qu'il s'agissait d'une guerre de religion, que la liberté et l'égalité étaient proclamées en Suisse et en France et que les peuples étaient décidés à soutenir la lutte¹ ». Les porteurs de cette lettre avaient été arrêtés par la gendarmerie à Saint-Andéol et conduits à Marseille. Ils se nommaient Schliemann, Kolbrausch, Mayer et Meyer. Réduits à la dernière misère, ils demandaient l'aumône et, comme l'écrivait Villeneuve à notre ambassadeur à Constantinople, Latour-Maubourg (26 novembre 1821), « ils cherchaient de quoi se nourrir dans les rebuts de la cuisine et me mirent dans la nécessité de m'occuper de leur position, autant pour l'intérêt de la santé publique que par un sentiment d'honnêteté ». Ils présentaient une lettre qu'on leur avait fabriquée à Genève, le 7 octobre 1821 :

Nous, soussignés, partons en Grèce pour se battre (*sic*) pour la liberté et la religion des hommes, prions tous les messieurs qui prennent part de nous aider sur notre chemin. Étant venus de Hambourg, nous trouvant dans ce moment dans la nécessité pour pouvoir continuer notre voyage de vous prier d'un soulagement, nous sommes avec respect, etc.

1. Villeneuve au directeur de la police, 4 novembre 1821.

Ces Allemands avaient eu le grand tort de croire aux promesses faites, mais ils étaient malheureux et le préfet ne put s'empêcher de leur venir en aide. Seulement, il ne se priva pas d'informer le ministère et, pour mieux l'intéresser à la situation, rappela que la politique n'était pas étrangère à cette arrivée malencontreuse, ainsi qu'il l'écrivait au commandant de gendarmerie à Marseille (19 décembre 1821) :

S'il entrait dans la politique de certains gouvernements étrangers de laisser publier des faussetés qui ont pour résultat de les débarrasser d'une classe turbulente, il conviendrait peut-être de savoir s'il n'est pas de l'intérêt de la France de démentir des faux bruits, qui peuvent tourner à son désavantage, ou de détromper ceux qui en sont la dupe dès les premiers pas qu'il font sur notre territoire.

Or, les mendiants de Saint-Andéol n'étaient que l'avant-garde d'un véritable corps d'armée qui s'abattit sur Marseille vers la fin de novembre 1821. Leur chef, qualifié de général, se nommait von Normann. Il était de Stuttgart et avait trente-sept ans¹ :

Cet étranger fait de la dépense et semble appelé à donner plus d'ensemble et de régularité aux dispositions de ses compagnons d'aventure pour arriver au terme de leur voyage.

En bon Allemand, Normann avait seulement laissé voir trop facilement qu'il ne dédaignait pas les vins de France, « mais sa conduite n'a rien présenté de repréhensible pendant son séjour. On a seulement remarqué que sa raison était souvent troublée par les boissons et qu'il tenait conseil avec les siens dans cet état. C'est lui qui a dirigé la disposition du départ et il a eu soin de faire payer toutes les dépenses de ceux qu'il a enrôlés² ».

Le départ eut lieu, le 24 janvier 1822, sur la *Vierge-du-Rosaire*, commandée par le capitaine napolitain Petroluzzi, avec l'Égypte ou Malte pour destination officielle, mais « personne n'ignore que l'expédition se dirigera sur la Morée³ ». En même temps que Normann s'embarquèrent une quarantaine de volontaires, dont huit ex-officiers : Krembs, de Worska ; Feldham, de Dessau ; Heuchlin, d'Ellwangen ; Mahn, de Weissach ; Schott, de Sindelfingen ; Finck, de Kleumath ; Richard,

1. Lettres du préfet au ministre de l'Intérieur, 12 et 16 janvier 1822.

2. Lettre du 27 janvier 1822.

3. Lettre du préfet, 31 janvier.

de Francfort, et le Hollandais Farin, plus sept militaires non gradés : le Saxon Hochgesaupt, le Hanovrien Hancke, le Polonais Dobrowski; Silet, d'Ulm; Bohn, de Hambourg; Rangen, de Francfort, et le Suisse Chevalier. Les autres volontaires appartenait à des nationalités et à des professions diversés. Parmi les Français, on comptait les deux ex-officiers Lhomme et Martel et les trois étudiants Guy, Vandière et Laumonnier, dont nous avons déjà signalé la présence; un ex-cuirassier, Guichard; un propriétaire de Toulouse, Vieille; un artiste dramatique de Privas, Benoît; un orfèvre de Grans (Bouches-du-Rhône), Vallière, et un docteur en médecine de Neufchâtel (Seine-Inférieure), Dumont. Signalons encore quelques Allemands, des négociants : Lentz, de Berlin; Seiler, de Belstein; Meerscheimb, de Dresde; un géomètre, Schmidt, de Colberg; le chirurgien Rojous et jusqu'à un percepteur, Boeks, de Lubeck, que l'amour du grec entraînait ainsi à de singulières aventures; un boulanger de Manheim, Wetzer, et un riche propriétaire de Hambourg, Sandtmann, qui s'était fait suivre par un de ses commis, Süssmilch. Pour compléter la nomenclature, nous n'avons plus à citer qu'un négociant luxembourgeois, Rothermel; un négociant bâlois, Burckardt; un négociant espagnol de Bilbao, Onate; deux Siciliens, l'imprimeur piémontais Florio et deux Grecs qui sans doute regagnaient leur pays d'origine, Fallanko, de Smyrne, et Démétrius, d'Argos. Véritable Babel où la confusion des langues se compliquait certainement de celle des intérêts! Le préfet Villeneuve augurait mal de ce départ. Il n'hésitait pas à prédire aux voyageurs de cruels déboires. Ses pressentiments ne devaient que trop se réaliser¹.

Aussi bien le préfet avait alors à se débattre contre une recrue encore plus embarrassante que les précédentes. Comme il l'écrivait au ministre de l'Intérieur, le 16 janvier 1822, « le départ serait un allègement sous le rapport de la sollicitude que m'occasionne le passage de jeunes gens, dont la démarche même qui les amène ici dénote assez le caractère turbulent, mais ceux qui se sont embarqués n'ont pas tardé à être remplacés par d'autres qui arrivent journellement ». Le chef de ceux-ci paraît avoir été cette fois un homme de résolution et d'exécution. Il se nommait Laski. Son passeport le qualifiait d'étudiant minéra-

1. Des rapports de police datés de 1822 et conservés à la Préfecture annoncent en effet le massacre par les Turcs de presque tous ces Philhellènes.

logiste. Il était né à Busk en Galicie et résidait d'ordinaire à Eisenach. Villeneuve avait prescrit à son égard une surveillance spéciale, car Laski n'avait pas caché ses intentions. Il se répandait en invectives contre ceux de ses compatriotes qui, pressés par le dénuement, prenaient le parti de retourner en Allemagne. Comme il disposait de certaines ressources et que de plus il recevait des subventions directes de la part de deux négociants anglais, dont on ne s'explique trop le rôle, Teudon et Seveking, il loua une maison dans les vieux quartiers de Marseille et l'ouvrit à tous ceux des volontaires que la pénurie de leurs moyens empêchait d'être reçus dans les hôtels. Il les engageait en même temps à tout mettre en commun et expédiait circulaires sur circulaires en Suisse et en Allemagne pour continuer ce qu'il appelait sa croisade. Il entraînait aussi en relations avec « ceux de nos anciens militaires reconnus les plus turbulents, notamment l'adjudant commandant Dufour, qui affiche toujours plus sa prétendue importance¹ ». Ces allées et ces venues, ces provocations au grand jour devenaient compromettantes. Quelques négociants commençaient à se plaindre de la longanimité administrative. Villeneuve, qui n'osait sévir, demanda au ministère des instructions précises. « Cette tolérance », écrivait-il, « est regardée ici par le commerce comme pouvant compromettre sérieusement les intérêts de la France en Turquie » et il faisait remarquer que ce n'était pas ainsi que se conduisait l'Autriche ni même l'Angleterre, « qui agit plus adroitement en se ménageant pour l'avenir une bienveillance exclusive dans les marchés de l'empire ottoman ».

Un incident vulgaire mit pour quelque temps Laski hors de cause. Cet encombrant personnage fut accusé par ses compagnons d'avoir été beaucoup trop ménager des fonds communs de la société quand on chercha à nolisier un bâtiment. Un duel fut la conséquence de cette altercation. Laski fut grièvement blessé par une balle de pistolet. Ses témoins, pour éviter l'intervention de la justice, affirmèrent dans le procès-verbal de la rencontre qu'il s'était blessé lui-même en maniant avec maladresse une arme chargée; mais personne ne s'y trompa et, lorsque le préfet rendit compte de l'incident², il eut soin de faire remarquer qu'il n'était nullement la dupe des témoins. Laski

1. Lettre du préfet au directeur de la police, 1^{er} décembre 1821.

2. Lettre du 24 décembre 1821.

fut transporté à l'hôpital, mais dans un tel état d'irritation qu'il éprouva de véritables accès de folie. « Ses facultés morales ont paru s'en ressentir. Dans certains moments, où les accès du mal ne laissaient à ses idées aucune indépendance de ses volontés, il disait que lui et tous ses compagnons se faisaient honneur de marcher sous les ordres de Sand et qu'à son exemple ils étaient les ennemis déclarés des tyrans et de leurs suppôts¹. » Villeneuve ne pouvait évidemment pas supporter le panégyrique de Sand, le célèbre assassin de Kotzebue, ni ces déclamations furibondes contre la tyrannie, mais il était désarmé contre ces farouches défenseurs de la liberté et ne pouvait qu'enregistrer leurs méfaits. Les compagnons de Laski continuaient en effet leur propagande effrénée. Ils avaient organisé des quêtes à domicile, « moins pour trouver à subsister en attendant le départ que pour se procurer un moyen de nolisier un bâtiment² ». Il y avait parmi eux des jeunes gens riches, entre autres Krusemark, fils d'un envoyé à la cour de Vienne, et ils auraient facilement réuni l'argent nécessaire pour la traversée, mais les négociants marseillais leur suscitaient mille difficultés et aucun capitaine n'osait prendre sur lui d'accepter leurs offres. Ils n'avaient à vrai dire qu'un seul appui sérieux, celui de la Prusse, dont le gouvernement avait donné des instructions spéciales à ses agents. « Or, il est certain que la Porte voit de mauvais œil ces démarches que les ennemis de la France ne manquent pas d'exagérer à ses yeux, ce qui n'est pas difficile dans l'ignorance qui caractérise les chefs de ce gouvernement, et cependant le commerce en conçoit des inquiétudes qui ne sont que trop fondées³. » Villeneuve ne savait donc pas à quelle résolution s'arrêter et il était réduit à recommander à ses agents un redoublement de surveillance. Afin de sortir d'embarras, il finit par engager quelques négociants à se montrer plus accommodants et, en effet, vers la fin de janvier et les premiers jours de février 1822, toute la bande finit par trouver les moyens de passer en Grèce.

Villeneuve s'imaginait à tort que le départ de ces compromettants auxiliaires de l'insurrection lui donnerait enfin le repos. Il le croyait d'autant plus volontiers que les Français en général, ceux des départements méridionaux en particulier, n'éprou-

1. Lettre du préfet, 12 janvier 1822.

2. Lettre du 15 décembre 1821.

3. Lettre du 15 décembre 1821.

vaient pour la cause grecque que de très médiocres sympathies, ainsi qu'il l'avait écrit, dès le 26 novembre 1821, à notre ambassadeur à Constantinople, Latour-Maubourg :

Une remarque à faire c'est que l'espèce d'enthousiasme qui a fait entreprendre ce voyage par un grand nombre de jeunes gens d'Allemagne, dirigés sur divers ports d'embarquement, a été fort peu ressentie en France, si l'on excepte quelques militaires non employés qui sont partis à l'instigation de certains agents obscurs, et dont le prompt regret a bientôt arrêté le nombre. On a généralement et plus sagement apprécié chez nous la tendance et les résultats possibles de l'insurrection des Grecs.

Peut-être espérait-il que les autres pays se lasseraient et se dégoûteraient à leur tour, mais l'engouement n'avait pas disparu en Allemagne et chaque jour les comités locaux annonçaient la prochaine arrivée de nouvelles recrues. « Il ne serait pourtant pas étonnant », écrivait-il au ministre de l'Intérieur (30 mars 1822), « que la manière dont les premiers convois ont été accueillis en Morée eût refroidi le zèle de ces aventuriers. » Vaine espérance ! Les volontaires partis étaient aussitôt remplacés par d'autres qui ne paraissaient ni de condition sociale très relevée ni même de moralité très sûre :

Un certain nombre de voyageurs sont sur le point de s'embarquer sur la bombarde française *la Bonne mère*, commandée par le capitaine Ardisson, et destinée pour Zante. Ces passagers, la plupart étrangers, se proposent, selon toute apparence, d'aller joindre les Grecs révoltés. Leur départ pouvant offrir une occasion favorable à beaucoup d'individus que la justice poursuit en ce moment, comme ayant pris part aux derniers complots, et auxquels on peut supposer le dessein de se soustraire ainsi à toutes les recherches dont ils sont l'objet, je vous prie de prendre, aussitôt ma lettre reçue, les mesures les plus convenables pour qu'au moment de mettre à la voile la bombarde que je viens de vous désigner soit exactement visitée et que l'identité de voyageurs soit sévèrement vérifiée¹.

Ce qui compliquait la situation, c'est que, des troubles ayant éclaté en Espagne, on parlait déjà d'utiliser la présence de ces auxiliaires et d'user de leur bonne volonté en les détournant de

1. Lettre du préfet au maire de Marseille, 18 mars 1822. — Au 11 juin, lettre analogue à propos de l'embarquement projeté sur la *Félicité*, capitaine Salvat.

la Grèce pour les lancer en Espagne, au service soit des constitutionnels soit des royalistes. « Il m'a été donné avis de quelques sollicitations ayant pour but d'engager ces Allemands à passer en Catalogne pour y prendre du service dans une légion étrangère formée par les constitutionnels¹. » On désignait même déjà le navire destiné à porter à Barcelone les futurs défenseurs des libertés espagnoles, le *Santo Cristo del Grao*. Il est vrai que le gouvernement n'hésita pas à interdire tout enrôlement suspect, ainsi que l'écrivait le directeur Franchet à Villeneuve (30 novembre 1822) : « J'approuve les mesures que vous avez prises pour empêcher que cette réunion ne portât atteinte à la tranquillité politique et que ces aventuriers ne fussent dirigés en Espagne. »

Le nombre de ces aventuriers ne cessait pourtant d'augmenter. Chaque jour, non plus précisément en bandes, mais par petits paquets et même isolément, s'embarquaient pour l'Orient de nouveaux volontaires. Non seulement le préfet était obligé de les surveiller, de vérifier leurs passeports et de subvenir à leurs besoins, mais parfois il était choisi comme arbitre pour régler certains différends entre recruteurs et engagés, et la solution de ces difficultés n'était pas commode. En voici une preuve entre plusieurs autres.

Un agent grec, Kephalas, s'était adressé à un embaucheur allemand, le Wurtembergeois Hoffmann, qui s'était engagé à lui fournir un certain nombre de mercenaires destinés à l'Orient. Hoffmann avait en effet réussi à réunir environ 120 hommes, dont une vingtaine d'anciens officiers et les autres appartenant à des professions diverses. Ils avaient tous signé une déclaration solennelle, dont il ne sera pas sans intérêt de rappeler les termes :

Nous, soussignés, déclarons que, de notre propre volonté, nous engageons (*sic*) de vouloir soutenir la cause des Chrétiens en Grèce, et que nous voulons trouver le trépas. Il serait très possible que, par un défectueux sacrifice, nous succombions. Nous nous attendons à toutes les fatigues et misères auxquelles entraîne une guerre aussi sanglante, et nous sommes convaincus que nous n'avons rien de bon à attendre. Par ce présent acte qui nous a été lu et expliqué, et avoir tous bien réfléchi, nous sommes fermes et sacrifions notre vie pour

1. Lettre du préfet au ministre de l'Intérieur, 18 novembre 1822.

combattre. Que nous soyons heureux ou malheureux, personne n'a à rendre compte que nous-mêmes.

Certes, l'engagement était formel, mais il existait, paraît-il, des conditions secrètes qui ne furent pas exécutées. Deux des signataires, Adam, de Bamberg, et Haag, de Breslau, adressèrent aussitôt une protestation au préfet (11 novembre 1822) pour se plaindre d'avoir été laissés à peu près sans ressources par leur directeur et demandèrent à être rapatriés avec une solde proportionnelle à leur grade :

L'organisation s'est faite par des hommes tout à fait étrangers à l'art militaire, et avec une telle iniquité qu'il n'y a que du déshonneur à encourir pour ceux qui se rendraient à toutes ces dispositions aussi sottes que despotiques. Sûrement notre patrie, déçue dans un noble enthousiasme pour une cause étrangère, n'a pas fait toutes ces souscriptions généreuses, dont MM. Hoffmann et consorts prodiguent ici le produit, pour voir périr de misère sur un sol étranger ses fils cruellement abusés.

Deux jours plus tard, le 13 novembre, onze autres Allemands, Albrecht, Kuhl, Duwing, Beltz, Witzner, Kriffender, Bierollweber, Rest, Hasdow, Valentini, Sehndroff, rédigeaient une seconde protestation plus énergique encore et annonçaient leur intention de ne plus partir pour l'Orient, « d'autant plus que M. le Consul de Prusse ne peut plus viser nos passeports pour la Grèce, la volonté de Sa Majesté le roi de Prusse, notre souverain, étant de ne point laisser partir ses sujets pour ce pays ». Ces déclarations n'eurent aucun succès. « Un des soussignés a même été empoigné et repoussé par M. Hoffmann lui-même et battu par ceux qui vont en Grèce et se trouvaient dans le moment présents. » On chercha à le soutenir, mais les protestataires furent accablés par le nombre et roués de coups; aussi demandèrent-ils avec instance les moyens de rentrer chez eux¹.

Villeneuve, pris comme arbitre, se trouva de nouveau fort embarrassé. La double protestation semblait fondée, mais Hoffmann avait pour lui l'engagement antérieur et la promesse de tout supporter. D'ailleurs, il ne se refusait pas à considérer l'engagement comme rompu, mais, comme les comités allemands

1. Rapport du maire au préfet, 13 novembre 1822, confirmant ceux du commissaire Bourguignon et du commandant de gendarmerie Paschalis, 12 novembre.

n'avaient pas prévu le cas et n'avaient fait aucune promesse, il entendait ne pas payer le voyage de retour. Il n'y avait pas moyen de s'entendre. On ne sait pas comment Villeneuve résolut la difficulté, car aucun document n'a été conservé sur la suite de la négociation. Il est probable qu'une transaction fut proposée et acceptée, car le départ de la bande eut lieu, le 22 novembre 1822, sur le *Scipion*, capitaine Castel, avec trente-deux passagers. Quant à M. le conseiller privé Hoffmann, il rentra paisiblement en Allemagne, « n'ayant plus rien à faire ici depuis l'embarquement de cette troupe, qu'il a lui-même recrutée et à laquelle il a donné une organisation militaire ».

Aussi bien les départs devinrent bientôt moins fréquents. Comme l'écrivait le préfet au ministre de l'Intérieur (30 novembre 1822), « il ne serait pas étonnant que la manière dont les premiers convois ont été accueillis dans la Morée ait refroidi le zèle de ces aventuriers ». Dorénavant, il n'y a plus à s'occuper que de cas isolés. Ainsi, dès la fin de novembre, sera reconduit de brigade en brigade par la gendarmerie un certain Mauser, de Batz, signalé, dès le 31 octobre, par le directeur Franchet comme n'ayant pas de papiers en règle. En effet, il avait été surpris sans passeport, embarqué clandestinement sur le *Scipion*. De même seront reconduits assez brutalement à la frontière l'avocat Prati, l'Autrichien Leithner, le médecin Wesschaeft et le pharmacien Dressel (31 décembre 1822), ainsi que le Wurtembergeois Charles Becker, signalé par Franchet (18 novembre) comme « répandant des bruits sinistres » et ayant dit : « Si j'avais aimé les rois, je n'aurais point quitté ma patrie », et le Prussien Groteguth, « car ses antécédents ne permettent de le considérer que comme un aventurier dont le séjour en France ne serait pas sans inconvénient ». On surveille également les allées et venues de divers Allemands et du Suisse Graff, qui paraissent n'avoir pas le droit de séjour et dont il serait urgent de se débarrasser¹. Par contre, quelques misérables sont parfois secourus, tel ce Henitz, qu'on a trouvé dans les rues de Marseille sans la moindre ressource et presque sans vêtement. Sont également secourus des Grecs qui demandent à être rapatriés et pour lesquels on se montre beaucoup plus accommodant;

1. Rapports du commandant de gendarmerie Paschalis, 7 et 12 septembre, 8 octobre 1822.

encore entoure-t-on leur départ de précautions minutieuses.

En effet, un assez grand nombre de Grecs s'étaient réfugiés en Suisse. Ils demandaient à traverser la France pour s'embarquer à Marseille. Le directeur de la police le leur permit, mais non sans leur imposer des conditions (6 mars 1822). Ils ne pourront voyager que quatre ensemble et seront séparés par deux journées de marche. Entrés par Nantua, ils suivront un itinéraire fixé par Lyon, Vienne, Valence, Montélimar, Avignon, Aix et encore ne pourront-ils pas s'arrêter à Lyon. Arrivés à Marseille, ils seront soumis à une surveillance spéciale : « Vous veillerez surtout à ce qu'ils n'aient aucune espèce de relation avec les révolutionnaires français, italiens ou autres qui se trouvent dans cette ville. » Le 26 mai et le 18 juin, nouvelle autorisation de départ. Le 23 juillet, départ avec une liste non plus de 4, mais de 130 noms. Le 4 octobre, quinze Grecs réfugiés en Wurtemberg sont autorisés à s'embarquer, toujours avec les mêmes précautions, mais ils ne paraissent pas présenter les mêmes garanties, car, une fois arrivés à Marseille, ils ne laissent aucun repos à l'administration. Non seulement il faut leur venir en aide pour les empêcher de mourir de faim, mais il faut encore forcer quelques-uns à partir. Deux d'entre eux, Démophon et Giovanni, embarqués par force, réussissent à s'échapper. On les arrête; de leur prison, ils font connaître leur intention de mourir plutôt que de retourner en Grèce. L'archimandrite Arsenios intervient en leur faveur et, après une longue correspondance avec la préfecture, obtient la levée de l'écrou et même quelques secours pour ses coreligionnaires. Jusqu'au dernier moment, qu'il s'agisse de précipiter ou de retarder des embarquements, Villeneuve, avec tous ces Philhellènes français, allemands ou grecs, n'aura pas un jour de tranquillité.

A vrai dire, cette activité ne fut que passagère. Peu à peu l'ardeur se ralentit. Après l'action la réaction. Après l'enthousiasme de la première heure, vinrent les déceptions et les regrets de la réalité. Bientôt, on n'eut plus à signaler que des retours qui, une fois commencés, ne discontinuèrent plus; mais quelle lamentable accumulation de plaintes, que de récriminations, que d'accusations contre la mauvaise foi ou même la lâcheté des insurgés grecs ! Sur ce point, les rapports de police conservés dans nos archives sont formels. Il ne faudrait cependant

pas les prendre au pied de la lettre. Sans doute, des excès furent commis, et il n'y avait pas que des patriotes parmi ces insurgés. Il n'en est pas moins vrai qu'avec de faibles moyens ils ont fait de grandes choses et que les Philhellènes ont largement contribué à leurs succès. Si quelques négociants aveuglés par l'égoïsme, si quelques fonctionnaires mal disposés pour les libéraux ont durement interprété certains de leurs actes, le résultat n'en est pas moins acquis. Une nation nouvelle s'est révélée et si, grâce aux poètes et aux artistes, grâce aux grands noms de Miaoulis, de Canaris, de Fabvier, de Santa Rosa, de Byron, nous avons conservé de l'insurrection grecque une impression d'héroïsme, c'est que cette insurrection était légitime et que les Philhellènes, en la soutenant, ont travaillé pour la civilisation et pour la liberté.

Paul GAFFAREL.

MÉLANGES ET DOCUMENTS

UN PROBLÈME DE BIBLIOGRAPHIE HISTORIQUE :

L'AUTEUR DE L'ESSAI POLITIQUE SUR LA POLOGNE

(1764)

En 1764 se répandait en France un livre paru sous ce titre : *Essai politique sur la Pologne. De l'imprimerie de Psomka. Et se vend à la Science* (Varsovie, MDCCLXIV). Cet ouvrage ne renfermait ni avis au lecteur, ni avant-propos, ni préface, ni introduction, et l'auteur ou l'éditeur, couvert du voile de l'anonyme, cherchait visiblement à dépister la curiosité du public. L'indication de *Varsovie* et de l'imprimerie *Psomka* était assurément fausse¹, car le nom de *Psomka* n'est pas polonais et l'histoire ne connaît à Varsovie aucun imprimeur ainsi dénommé. Ce nom est d'ailleurs emprunté au livre lui-même (ch. XII, s. 14) et n'est autre chose que le nom altéré de *Przonka* (ou *Pszonka*), le fondateur de la *République des Babins*. Le livre avait été imprimé en France, car les noms polonais assez nombreux qu'il renferme étaient estropiés de telle sorte qu'ils ne seraient jamais sortis ainsi défigurés de la main de protes polonais. Au reste, l'indication *se vend à la Science* marquait l'intention de mystifier les lecteurs; elle ne rappelle que trop les impressions clandestines faites à Paris au XVIII^e siècle avec la rubrique « se vend au temple de la Vérité, à la Sagesse, à Alethopolis, etc... », et venant soi-disant de Londres, d'Amsterdam ou de La Haye.

L'*Essai politique* paraissait du reste au bon moment et bénéficiait de l'actualité : c'était pendant l'inter règne de Pologne. Auguste III était mort le 17 décembre 1763 et Stanislas-Auguste, son successeur, n'allait être élu roi que le 7 septembre et couronné le 25 novembre.

1. Estreicher, *Bibl. Polska*. xv-xviii wiek, art. Éon de Beaumont, citant Leleweł, *Księgi bibliograficzne*, II, 289.

de l'année suivante. Pendant toute cette année 1764 l'Europe avait les yeux fixés sur la Pologne, et on peut juger si à l'occasion de l'inter-règne, des Diètes de convocation, d'élection et de couronnement, on était curieux en France de se rendre compte du mécanisme de ce gouvernement électif si étrange et comme égaré au milieu de monarchies héréditaires. L'*Essai politique* était un manuel commode à consulter pour les novices qui ne connaissaient que vaguement le gouvernement de Pologne et qui s'intéressaient aux questions du jour. Le livre était écrit clairement, brièvement, et la précision n'était pas sa moindre qualité. Après avoir décrit le pouvoir des trois ordres qui composaient la nation polonaise, le roi, le Sénat et l'ordre équestre, l'auteur exposait en détail le fonctionnement des assemblées politiques pendant le règne et surtout pendant l'inter-règne, ce qui s'adaptait admirablement aux circonstances. Il donnait quelques indications sur le pouvoir judiciaire, examinait l'état de l'armée, résumait les intérêts de la Pologne par rapport aux puissances voisines, disait un mot de son état religieux, moral et économique et finissait par la curieuse peinture d'une joyeuse Société connue sous le nom de *République des Babins*, caricature bouffonne de la République polonaise.

L'œuvre était écrite de verve et par un homme qu'on sentait parfaitement renseigné, car il citait les publicistes en vue, Massuet, Roussel, La Bizardière, et les historiens ou politiques polonais faisant autorité, Starowolski, Piasecki, Lubieniecki¹. On n'y trouvait ni longueurs, ni dissertations pédantes, ni réflexions banales; en un mot, c'était une œuvre distinguée. Sans doute, le livre n'était pas parfait : la rédaction en était parfois négligée et le style, un peu lourd en général, était en quelques endroits légèrement ampoulé. Il y avait aussi des lacunes et on aurait désiré quelques détails sur les pouvoirs des *grands* et des *petits généraux* et sur les fonctions des *grands officiers* si nombreux qui entouraient le trône; on regrettrait de voir que les *pacta conventa* étaient à peine touchés et que les justices ou les tribunaux subalternes n'étaient pas même indiqués. On ne trouvait à peu près rien sur la situation faite par la république aux uniates, aux protestants et aux juifs, et, en ce qui con-

1. Pierre Massuet, *Histoire des rois de Pologne et du gouvernement de ce royaume* (Amsterdam, 1733, 3 vol.). — Jean Roussel de Missy, *les Intérêts présents et les prétentions des puissances de l'Europe* (La Haye, 1733-1735, 4 vol.). — Michel-David de La Bizardière, *Histoires des Diètes de Pologne pour les élections des rois* (Paris, 1697). — Simon Starowolski, *Polonia, sive status regni Poloniae* (Cracovie, 1632). — Paul Piasecki, *Chronica gestorum in Europa, praesertim in Polonia, singularium* (Cracovie, 1645). — Stanislas Lubieniecki, *Opera* (Amsterdam, 1643).

cernait le catholicisme, culte dominant, l'état religieux était réduit à une pâle esquisse. On ne voyait pas non plus ce que devenaient les bourgeois et les paysans dans cette république nobiliaire; on pouvait estimer que l'auteur avait trop vu la Pologne à travers la cour et l'aristocratie. Néanmoins, malgré ces lacunes, l'*Essai politique* méritait de grands éloges et on lui pardonnait ce qu'il avait négligé de dire en faveur de ce qu'il avait dit¹. Quel était le mystérieux auteur de cet ouvrage? Nul ne le savait et, jusqu'à nos jours, personne ne l'a su. Chacun se faisait là-dessus son opinion sans probablement chercher beaucoup à la justifier².

Les bibliographes de profession et les historiens ont depuis lors essayé sans succès de résoudre le problème, et ils ont abouti à des conclusions divergentes. Barbier et Quérard, qui se sont occupés spécialement de l'attribution des livres anonymes, se souvenant que le P. Boscovitch, mathématicien et philosophe (d'origine dalmate, donc slave), avait écrit la relation d'un voyage fait par lui en 1762 de Constantinople en Pologne, ont cru devoir attribuer à ce jésuite la paternité de l'*Essai politique*³. D'autres ont pensé que l'abbé de Polignac, jadis ambassadeur de France en Pologne (1696), était seul capable d'avoir composé cet écrit⁴. Les auteurs polonais à leur tour se sont divisés : Lelewel a désigné le chevalier d'Eon de Beaumont et Kurzweil a nommé le comte de Broglie⁵. De notre temps, le savant bibliographe polonais Estreicher, après avoir hésité entre ces deux

1. Édouard Kurzweil, dont il sera question un peu plus loin, en parle en ces termes : « Aucun ouvrage, même en Pologne, n'offrirait le jugement impartial qu'un contemporain étranger prononcerait sur l'organisation et les vices de cette république qui déjà portait la mort dans son sein. Nul ne décrit avec le même soin et la même finesse d'observation les rouages multipliés qui faisaient mouvoir cette étrange machine » (*Idee de la République de Pologne et son état actuel*, Paris, 1840, 19 p.). L'*Essai politique* est encore cité par Joachim Lelewel (*Histoire de Pologne*, Paris, 1884, 2 vol.; t. I, p. 117-119) comme une autorité sous le nom du chevalier d'Eon et par M. Vandal (*Louis XV et Elisabeth*, 3^e éd., p. 9, 10 et 11) comme un tableau très complet de la constitution polonaise au XVIII^e siècle (p. 9, note). Cf. Boutaric, *Correspondance secrète de Louis XV*, t. I, *Introd.*, p. 77.

2. M. Ladislas Mickiewicz nous a montré un exemplaire de l'*Essai politique* portant attribution manuscrite à l'abbé Raynal, ce qui est un peu fantaisiste; mais cela indique un éveil de la curiosité du lecteur.

3. Barbier, *Dictionnaire des ouvrages anonymes et pseudonymes*, 4 vol., 1872-1874. Art. *Essai politique*. — Quérard, *France littéraire. Auteurs pseudonymes et anonymes*, t. XI et XII, 3^e éd., 1854-1864.

4. D'après Kurzweil et Estreicher qui ne citent pas de noms.

5. Lelewel, *Histoire de Pologne*, t. II, p. 229, et *Bibliog. ksiąg dwoje*, t. II, p. 289. *Polska Dziej.*, t. I, p. 409. — Kurzweil, *Idee de la République de Pologne*, préface, p. 14.

dernières opinions, a fini par se ranger à l'avis de Lelewel et a déclaré qu'Éon était bien l'auteur anonyme¹. On va voir sur quoi s'appuie cette opinion.

Le chevalier (la prétendue chevalière) d'Éon, pendant son séjour en Angleterre, fit publier à Paris en 1774, sous la rubrique d'Amsterdam, un grand ouvrage en treize volumes sous ce titre : *Les Loisirs du chevalier d'Éon de Beaumont sur divers sujets d'administration, etc.* Le tome I, après une épître dédicatoire à Choiseul (p. 1-6) et un discours préliminaire (p. 7-36), renfermait un *Tableau historique et politique de la Pologne* (p. 37-256) qui occupait presque tout le volume. Le premier partage de la Pologne venait d'avoir lieu (septembre-octobre 1773²) et on était encore en France sous le coup de ce monstrueux attentat. C'est là sans doute ce qui avait décidé l'auteur des *Loisirs* à mettre dans son ouvrage la Pologne en vedette. Comme l'éditeur de l'*Essai politique* de 1764, Éon mettait à profit l'actualité, et ce n'était pas en cela seulement que les *Loisirs* rappelaient l'ouvrage anonyme. Chose curieuse, si l'on retranche du *Tableau historique et politique* des *Loisirs* les deux premiers chapitres³, c'est-à-dire 14 pages sur plus de 260, tout le reste de l'œuvre n'est qu'une copie maquillée de l'*Essai politique*. En général, Éon transcrit l'*Essai* ligne par ligne, avec cette réserve qu'il y introduit des modifications légères dans un dessein bien évident soit de voiler l'identité des deux textes pour cacher un larcin, soit de changer la physionomie de l'œuvre primitive pour la rajeunir et donner au lecteur l'impression qu'il est en face d'un livre nouveau.

L'intention de dérouter le lecteur et de faire oublier l'*Essai* est indéniable, et à certains moments Éon rappelle le mauvais élève qui copie sa version sur celle du voisin et qui s'ingénie à modifier de temps en temps le texte qu'il a sous les yeux dans l'espoir plus ou moins fondé de tromper le maître. C'est ainsi qu'il a pris soin de bouleverser la division des paragraphes et de changer de place les alinéas, méthode aussi simple qu'efficace pour grimer le modèle, le rendre méconnaissable et dépister les gens curieux. Comme il a mis

1. Estreicher, *Bibl. Polska*. xv-xviii wiek, 1894-1898 (alphabétique), art. Éon de Beaumont. M. Vandal, dans la première édition (1892) de son livre sur *Louis XV et Élisabeth* (p. 8, n. 1), semble admettre l'opinion de Kurzweil; mais dans la troisième édition de 1896 (p. 9, note) il dit que l'ouvrage édité par Kurzweil a été publié antérieurement à Varsovie sous le nom du chevalier d'Éon.

2. Grablenski, *Dzieje narodu Polskiego*, t. II, p. 59. Lelewel, t. II, p. 83.

3. Ch. I : Description historique (7 pages). Ch. II : Histoire chronologique des souverains (7 pages).

en tête deux chapitres qui sont plus ou moins de son cru¹, le numérotage des autres chapitres n'est plus le même dans les deux ouvrages et, par surcroît de précautions, il a encore transformé en un chapitre spécial les quelques paragraphes concernant le couronnement des reines. Ce n'était pas encore assez; de peur qu'on ne lui arrachât son masque, il a fréquemment modifié le titre des articles², et pour le détail du texte, il l'a souvent défiguré en se contentant toutefois du procédé élémentaire qui consiste à déplacer des mots et à en remplacer d'autres par des périphrases ou des synonymes³.

Bref, l'identité substantielle des deux textes est incontestable et il faut nécessairement en conclure ou qu'Eon est l'auteur de l'*Essai* anonyme de 1764 ou que dans ses *Loisirs* il a copié impudemment une œuvre qui n'était pas la sienne. C'est à la première de ces deux conclusions que se sont arrêtés Lelewel et après lui Estreicher. Nous verrons si ces deux auteurs ont été bien inspirés; mais nous n'en avons pas fini avec l'*Essai politique*.

Soixante-six ans après la publication des *Loisirs*, en 1840, un officier polonais de l'émigration, Édouard Kurzweil, découvrit parmi les manuscrits de la Bibliothèque royale de Paris⁴, au milieu de pièces diplomatiques concernant l'histoire de la Pologne du XVIII^e siècle, un mémoire politique qui lui parut assez intéressant pour être publié et qu'il fit imprimer avec son titre : *Idée de la République de Pologne et son état actuel*⁵. Kurzweil croyait de bonne foi publier un livre nouveau. Ce livre, hélas ! n'était que la pure et simple reproduction de l'*Essai politique* avec des variantes si légères qu'il faut

1. Nous avons trouvé dans un compilateur du XVIII^e siècle, Delaporte (*le Voyageur français*), une relation sur la Pologne, datée de 1756, où se trouvent cinq paragraphes reproduits presque mot à mot dans le premier chapitre d'Eon. Ces deux auteurs ont probablement puisé à une source commune.

2. Voir notamment *Loisirs*, ch. v, p. 70, qui correspond au ch. III de l'*Essai*. Presque tous les titres d'articles sont différents.

3. Nous donnons page suivante, note 1, des spécimens de ce maquillage.

4. Bibl. roy., suppl. fr. vol. 1929 (aujourd'hui Bibl. nat., fr. vol. 9028). Ce manuscrit est catalogué : *Recueil de pièces diverses pour servir à l'histoire de la Pologne au XVIII^e siècle*. Toutes ces pièces, au nombre d'une soixantaine, sont des documents diplomatiques dont on retrouve la plus grande partie aux archives du ministère des Affaires étrangères. Quelques-unes cependant, d'origine incontestablement diplomatique, ont été en vain cherchées par nous à ce dépôt. Ce sont des pièces détournées.

5. Le titre exact du mémoire manuscrit est : *Idée de la République de Pologne et de son état actuel en* (suit une date qui a été si bien brouillée qu'on ne peut plus la lire; il ne reste que la tête arrondie du dernier chiffre qui ne peut être que 2, 3 ou 8). L'addition de quelques pages que Kurzweil a empruntées avec raison à une autre partie du ms. 9028 concerne les tribunaux.

prendre la loupe pour les apercevoir. Pour s'en convaincre, on n'a qu'à ouvrir le volume de Kurzweil à n'importe quelle page et comparer les paragraphes correspondants de l'Essai : le texte est identique. Ainsi les trois ouvrages parus respectivement sous des titres différents en 1764, 1774 et 1840 ne sont au fond qu'un même ouvrage et leur identification doit être considérée comme un fait acquis¹. Il s'agit maintenant de savoir si le manuscrit 9028 (c'est ainsi que par abréviation nous désignons le mémoire découvert par Kurzweil) est une simple copie de l'Essai ou si au contraire il est l'original, la source d'où l'Essai a été tiré.

La question ne se pose même pas pour celui qui a le manuscrit

1. Voici, à titre de spécimen, un extrait en trois colonnes des trois ouvrages (*Essai de 1764. Tableau historique d'Éon. Idée de la République*). Nous soulignons les divergences. Tout autre extrait donnerait des différences semblables sans altérer l'identité substantielle des trois textes :

Manuscrit fr. 9028
(ch. 1).

Essai politique
(anonyme) (ch. 1).

Loisirs d'Éon (ch. III).
T.I. Tableau historique.

1. Le roi, comme tout le monde le sait, est électif depuis quelques siècles; car auparavant, quoi qu'en dise la plupart des Polonais, la couronne était héréditaire (addition marginale d'une copie tirée des archives des Affaires étrangères, depuis Sigismond Auguste).

2. Il a la nomination des ministres d'État, des sénateurs, des archevêques, évêques, des généraux et autres officiers distingués dans l'armée et des officiers auliques, tant de la Pologne que du grand-duché de Lithuanie.

3. Il donne à son gré les principaux bénéfices ecclésiastiques, les starosties et autres biens royaux qui sont en grand nombre.

4. Il est le protecteur, etc.

1. Le roi, comme chacun sait, est électif depuis quelques siècles; car auparavant, quoi qu'en dise la plupart des Polonais, la couronne était héréditaire (note marginale : depuis Sigismond Auguste).

2. Il a la nomination des ministres d'État, des sénateurs, des archevêques et évêques, des généraux et autres officiers dans l'armée et des officiers auliques, tant de la Pologne que du grand-duché de Lithuanie.

3. Il donne à son gré les principaux bénéfices ecclésiastiques, les starosties et autres biens royaux qui sont en grand nombre.

4. Il est le protecteur, etc.

1. Un roi de Pologne, comme on vient de le voir, est électif depuis quelques siècles; car quoi qu'en disent la plupart des Polonais, avant Sigismond Auguste, la couronne était héréditaire; ou du moins dans le choix de leurs rois les électeurs s'attachaient à la même famille.

2. Il nomme les ministres d'État, les sénateurs, les archevêques, les évêques, les généraux et les autres officiers distingués dans l'armée, ainsi que les officiers auliques tant de Pologne que du grand-duché de Lithuanie.

3. Il donne à son gré les principaux bénéfices ecclésiastiques, les starosties et autres biens royaux qui sont en grand nombre.

4. Il est le protecteur, etc.

sous les yeux, car à première vue on s'aperçoit que ce n'est pas et ne peut pas être une copie : c'est une pièce originale. En effet, c'est une *minute* ou brouillon renfermant de nombreuses surcharges, additions, corrections, mots ou membres de phrases biffés qui indiquent un travail d'auteur¹. On distingue du reste, dans les 148 folios dont le mémoire manuscrit se compose, deux écritures très différentes et toutes deux caractéristiques : l'une qui est celle du texte courant, reconnaissable à sa forme grêle et tremblée et surtout à l'abus irritant des lettres majuscules; l'autre qui est celle des titres de paragraphe à la marge et des corrections ou additions dans les interlignes, caractérisée par sa fermeté, sa forme pleine et la physionomie originale de certaines lettres. Deux travailleurs ont donc passé par là.

Celui qui a écrit le texte courant nous apparaît comme un simple secrétaire ou plutôt comme un copiste passablement ignorant. Ce scribe, outre qu'il prend avec l'orthographe de déplorables libertés et qu'il est particulièrement brouillé avec la duplication des consonnes, commet des bévues amusantes quand elles ne sont pas lamentables² et oublie parfois des mots indispensables³, rendant ainsi le texte

1. En voici un exemple caractéristique (ms. 9028, fol. 160) : « Nos arbres fruitiers y [croissent en abondance] réussissent assez bien. » Les mots mis entre crochets sont biffés et suivis aussitôt de la correction, non pas dans l'interligne, mais sur la ligne même, ce qui trahit le scrupule de l'auteur qui se corrige en rédigeant ou en dictant sa rédaction. Notons en passant que plusieurs passages biffés portent la marque du temps et presque du jour où ils ont été écrits.

2. Exemples (nous mettons entre crochets les corrections) : fol. 51 v°, « progerer l'échéance » [les séances]; fol. 58 v°, « la multiplicité des natures qu'on y traite » [des matières]; fol. 76, « empêcher les briques » [les brigues]; fol. 62, « n'est le maître d'étendre (un feu) » [d'éteindre]; fol. 98 v°, « s'il eût passé » [paru]; fol. 138, « craindre les dragons » [les dangers].

3. Exemples (les mots omis sont entre crochets) : fol. 75 v°, [autre] « les huit sénateurs »; fol. 129, [ceux-ci portent] « le nom de pacholets »; p. 136, « affamé [au bout] de quelques jours »; fol. 141 v°, « parmi [eux] dans l'Ukraine »; fol. 130 v°, « la Pologne est plus [faible] à cet égard ». A cette occasion qu'on nous permette de noter combien l'édition de Kurzweil est défectueuse. Cet éditeur, non seulement s'est permis des corrections faibles ou fausses et a passé des mots, voire même un paragraphe assez important sur la justice, mais il a aussi commis des bévues en lisant mal ou peut-être en voulant corriger le texte; en voici quelques-unes : p. 122, « la collision » [la collusion]; p. 129, « cette séance » [cette scène]; p. 134, « leurs douze députés » [les douze]; p. 144, « leurs maîtres » [leur maître (le roi)]; p. 153, « la passion de l'Évangile » [la Passion et l'Évangile]; p. 194, « source de trouble pour le repos de la Société » [pour le corps]; p. 205, « autrement dévolues » [entièrement dévolues]; p. 220, « il ne reste, à la vérité, que la triste satisfaction » [il ne reste à la vertu]; p. 232, « divers démembrements » [dénombrements];

inintelligible ou défigurant la pensée. Le correcteur au contraire se montre homme intelligent et instruit; on sent qu'il est maître du texte ou plutôt qu'il en est l'auteur, car il le modifie à son gré et le corrige, non seulement en réparant les sottises ou les omissions du scribe, mais en changeant le style ou la pensée quand la rédaction ne lui paraît pas assez claire ou pas assez exacte; de plus, il résume fort bien les paragraphes dont il dégage la pensée générale en leur donnant un titre, en un mot on constate chez lui l'œil du maître et les scrupules d'auteur.

Nous sommes donc en présence de la minute du travail primitif qui a donné naissance à l'*Essai* de 1764 et au *Tableau historique des Loisirs* de 1774. Cette minute est-elle l'œuvre du chevalier d'Éon aidé d'un secrétaire? En soi, cela n'est pas impossible; mais nous avons là-dessus plus d'un doute.

Si nous comparons l'*Essai* au manuscrit, nous serons frappés du souci avec lequel l'éditeur anonyme de 1764 a pris soin d'effacer les passages où se marque la personnalité de l'auteur, ceux surtout qui indiquent que l'auteur écrivait en Pologne ou qui font allusion à des faits contemporains particuliers à ce pays¹. Il y a là une dissimulation qui éveille le soupçon. De plus, les mots polonais, assez nombreux dans le texte, ne sont que légèrement altérés dans le manuscrit, tandis que dans l'*Essai* et dans les *Loisirs* ils sont affreusement défigurés au point d'être méconnaissables². Ce fait nous incline à croire que l'éditeur de chacun de ces ouvrages n'est pas le même que l'auteur du manuscrit, car il est difficile de rendre les seuls textes français responsables du dégât. D'un autre côté, le discours préliminaire des *Loisirs* ne peut qu'augmenter nos doutes et nos soupçons. Éon y avoue avec une cynique sérénité qui dénonce chez cet aventurier des mœurs de forban littéraire, qu'il s'approprie sans scrupule les écrits des autres, et il y parle de « certains morceaux » qu'il donnera et dont l'existence « peut à peine être

p. 271, « qu'on mette au-dessus » [au-dessous]; p. 281, « où l'on babille constamment » [confusément]. — L'*Essai* de 1764 est plus exact que l'édition de Kurzweil.

1. Le pronom personnel *je* du manuscrit est constamment remplacé dans l'*Essai* par l'impersonnel *on*, et l'adverbe *ici* employé plusieurs fois par l'auteur du manuscrit et indiquant qu'il écrit en Pologne est soigneusement supprimé; à sa place on trouve l'expression : *en Pologne* ou *dans ce pays*. Voir notamment ch. III, §§ 1, 2; ch. XII, § 12, et ch. IV, § 3.

2. Voici quelques exemples : il est contraire au génie de la langue polonaise de mettre un *y* après le *k*. Cette lettre n'admet après elle que l'*i*. Éon, sauf dans le nom de Sobieski, ne manque jamais de mettre un *y* dans les noms propres en *ski* ou *cki*. Mais voici des noms communs orthographiés à sa façon; nous donnons entre parenthèses l'orthographe du manuscrit : Zuyouzek (Zwionzek); Albozay (Obozny); Miccnik (Miecznik); Krayezi (Krayczy).

soupçonnée¹ ». Il y a là un aveu dépouillé d'artifice et nous ne sommes plus surpris de rencontrer un plagiat indéniable de la *Relation* du sieur de Hauteville² dans les six ou sept paragraphes qui ne figurent pas au manuscrit et qui se trouvent dans l'*Essai* et dans les *Loisirs*³. Nous avons donc quelque droit de montrer de la défiance à l'endroit d'Eon et de chercher si l'examen minutieux du manuscrit ne nous donnera pas quelques renseignements sur celui qui en est l'auteur, sur le lieu et la date de la composition.

La première chose qui frappe le lecteur, c'est que l'auteur, quel qu'il soit, écrit en Pologne même, et, sur ce point, les expressions dont il se sert ne laissent aucun doute⁴. Il parle des affaires et des choses polonaises *de visu*, en homme qui en a une expérience personnelle⁵; il a, depuis au moins l'année 1742⁶, séjourné assez longtemps dans ce pays pour pouvoir dire, après avoir esquissé l'état de la Pologne : « Une expérience réfléchie a conduit le pinceau qui vient de tracer ce tableau général » (fol. 157 v°). Il est si bien informé sur la situation politique en Pologne que celui-là seul qui habite ce pays peut arriver à ce degré d'information : ainsi, il dresse

1. *Loisirs*, discours préliminaire, p. 15 : « Je n'ai fait aucune difficulté de m'approprier ce que m'a paru le mieux convenir à mon sujet dans les différents ouvrages que j'ai lus. Je les cite quelquefois; d'autres fois je ne les cite pas et souvent même il me serait impossible de dire d'après quel auteur j'ai pensé ou écrit. » P. 24 : « Je donnerai des morceaux dont l'existence peut à peine être soupçonnée et d'autres qui ne doivent la noble obscurité dans laquelle ils se trouvent qu'à la malheureuse crainte de trop éclairer un public dont le seul avantage conduit ici ma plume. »

2. *Relation historique de la Pologne*, par le sieur de Hauteville. Paris, 1688 (l'édition de 1697 est identique à la première).

3. Voir Hauteville, p. 144, 146, 147, 159, et les *Loisirs*, t. I, p. 54, §§ 7, 8, 9; p. 55, §§ 11, 12, 10; p. 58.

4. Fol. 30 : « Un simple gentilhomme avec un bien médiocre vivrait ici plus heureusement que beaucoup de grands seigneurs dans le reste de l'univers. » Fol. 150 : « Mais il faut du concert et de l'argent, deux choses qui deviennent très difficiles à trouver ici. » Fol. 160 : « On ne croirait guère que l'on soit quelquefois ici dans le cas d'appréhender la famine. » Le contexte montre que par l'expression ici il faut entendre la Pologne.

5. Fol. 162 : « J'ai connu un riche Cosaque... », et il raconte les essais de ce Cosaque manufacturier. Fol. 139 : « J'ai vu plusieurs Cosaques tant vieux que jeunes qui s'attendaient... » Fol. 157 : « J'ai vu des seigneurs, de simples gentilshommes n'ayant qu'un bien médiocre, donner des fêtes où le vin seul montait à 7 ou 800 ducats. » Fol. 54 : « Nous en avons actuellement un exemple (du voyage du roi à Fraustadt). » Fol. 118 v° : « Nous avons un exemple assez récent d'une pareille guerre entre le prince Radziwill et le comte Tario. » Fol. 34 v° : « C'est de quoi nous avons aujourd'hui la preuve en Pologne. »

6. Cette date ressort du texte suivant : « Après la Diète rompue de 1740, nous n'en avons point eu en 1742 » (fol. 38).

la liste des sénateurs, ministres d'État et officiers de la Couronne actuellement vivants, tenant compte des vacances qui se produisent à l'époque où il écrit¹ et laissant en blanc les charges inoccupées². Et cependant s'il habite depuis au moins 1742 la Pologne, il n'est pas Polonais, mais étranger d'origine. Ainsi il a de la langue polonaise une teinture suffisante pour corriger passablement les mots polonais estropiés par son scribe; mais il ne connaît pas cette langue à fond et il écorche lui-même certains mots de manière à trahir sa nationalité étrangère. Au reste, il parle de la Pologne et des Polonais comme on parle d'étrangers et non comme on parle de compatriotes³; il emploie même à leur sujet l'expression de sarmate ou de sarmatique avec une nuance d'ironie⁴, et il trace du caractère polonais (fol. 156) un tableau si peu flatteur en certaines parties que nous ne croyons pas qu'en aucun temps un Polonais consente à le signer⁵.

Cet étranger est Français d'origine et de nationalité comme le prouve ce passage (fol. 151 v°) : « Le grand nombre tient ici pour maxime qu'une étroite liaison avec la France ne saurait être que salutaire à la république. Effectivement on sent que nous pouvons mettre en sa faveur un poids considérable dans la balance et que nous avons des raisons essentielles pour ne point souffrir qu'elle soit subjuguée. » Nous n'avons trouvé que ce passage, mais il nous paraît décisif et il fait soupçonner en même temps que l'auteur du manuscrit est un diplomate de profession. Ce qui confirme ce soupçon, c'est que l'ouvrage est essentiellement une œuvre politique qui ne peut guère venir que d'un diplomate et ne peut guère être destinée qu'à un diplomate⁶; c'est qu'ensuite le mémoire du manuscrit 9028 se trouve

1. Kurzweil, p. 15, dit avec raison qu'il a fallu pour tracer un tableau si complet faire sur les lieux une étude profonde des mœurs et des institutions du pays; mais cela est vrai *a fortiori* quand il s'agit de la connaissance du personnel politique.

2. Est-il nécessaire de faire remarquer que tous ces passages caractéristiques ont été prudemment supprimés dans l'*Essai* et dans les *Loisirs*?

3. Fol. 63 : « Pour parler le langage des Polonais. » Fol. 98 : « La ... et la ... prennent toujours un grand ascendant sur les Polonais. » Fol. 114 : « Cette nation dresse des *pacta conventa*. » Fol. 79 : « La populace immense que les Polonais traînent ordinairement après eux. » Fol. 151 : « Voilà de quelle manière pensent beaucoup de Polonais touchant les principaux intérêts de leur patrie. »

4. Fol. 63 v° : « Cette boutade sarmatique (le Rokoosz) ne ferait plus guère fortune. » Fol. 115 : « Sérénissime roi, reprit le bon Sarmate ... »

5. Kurzweil, p. 268, a cru devoir protester contre cette peinture et s'excuser de ne l'avoir pas supprimée dans son édition.

6. A qui en effet, sinon à un diplomate de profession, pourraient servir ces listes des ministres, des grands officiers, des palatins et castellans qui composent le Sénat, avec la notation scrupuleuse de noms et prénoms de titulaires

en compagnie d'une soixantaine de pièces diplomatiques, provenant toutes de l'ambassade ou de la résidence de Pologne et allant de l'année 1648 à l'année 1663¹; c'est qu'enfin nous avons découvert avec les dates (erronées d'ailleurs, comme nous le verrons) de 1760 et de 1770 deux copies de notre manuscrit au dépôt des archives du ministère des Affaires étrangères².

En résumé, l'auteur de la minute manuscrite que nous examinons est, d'après les renseignements fournis par cette minute, un Français qui a notablement séjourné depuis au moins 1742 en Pologne et qui paraît avoir eu des attaches diplomatiques. Nous devons donc déjà, dans la détermination de l'auteur, exclure le P. Boscovitch qui n'était ni Français, ni diplomate et qui avait fait en Pologne en 1762 avec l'ambassadeur britannique Porter un simple voyage dont il a publié la relation en italien³. Il nous reste à examiner les titres des trois diplomates français auxquels on a également attribué l'ouvrage : l'abbé de Polignac (plus tard cardinal), le comte de Broglie et le chevalier d'Eon; mais pour le faire avec sécurité, il faut d'abord essayer d'établir la date du manuscrit⁴.

et des charges vacantes? Ne voit-on pas clairement les tendances diplomatiques de ces conseils que donne l'auteur et qui se marquent dans les titres des §§ 3, fol. 158 : Observations sur la conduite que doivent tenir les ministres (ambassadeurs ou résidents) étrangers en Pologne; fol. 88 : *Conseils pratiques* aux ministres étrangers pour faire tourner une élection suivant leurs vues; fol. 98 : Avis à toute cour qui travaille à mettre un prince étranger sur le trône de Pologne. Pourquoi également, si ce n'est dans des vues diplomatiques, ce long chapitre où sont discutés les intérêts de la Pologne vis-à-vis des puissances qui l'avoisinent, surtout de la Prusse et de la Russie?

1. On peut induire de là avec probabilité que notre manuscrit a été composé à l'ambassade ou à la résidence de Pologne.

2. Ces deux copies (arch. des Aff. étr., Pologne, suppl. 1, fol. 393 et suppl. 13, fol. 195) ont le même titre que la minute manuscrite 9028 : *Idée de la Pologne et de son état actuel*, et renferment le même texte. La première, d'une mauvaise écriture, est pleine de fautes de toute sorte; la seconde, d'une écriture très nette, est généralement correcte; mais elle renferme assez de fautes et elle omet assez de titres de paragraphes pour qu'on en puisse conclure qu'elle n'est qu'une copie et non pas l'original dont notre manuscrit est une première copie. L'original paraît être perdu.

3. Boscovitch, *Giornale d'un viaggio da Constantinopoli in Polonia*. Rome, 1770. Traduit en français par d'Hennin (diplomate français en Pologne). Paris, 1774.

4. Alors même qu'il ne s'agirait pas de rechercher l'auteur du manuscrit, il ne serait pas sans intérêt d'en fixer la date, puisque cet ouvrage présente un tableau de la Pologne en son état *actuel*. Quoique la constitution polonaise n'ait guère varié du xvi^e au milieu du xviii^e siècle (Grabienski, t. I, p. 146), elle a reçu des modifications de détail dont l'historien exact doit tenir compte et connaître la date (exemple dans le manuscrit, fol. 34 v^e, les incompatibilités légales; fol. 22 v^e, l'assimilation des sénateurs des deux rangs); d'ailleurs l'état

Faute de témoignages étrangers que nous ne possédons pas, nous chercherons dans l'ouvrage, outre certaines dates qu'il renferme, des allusions à des faits historiques connus et certains et aussi des allusions à des faits particuliers à la Pologne, mais que des documents authentiques¹ permettent de situer avec précision dans le temps. Nous pourrions d'abord fixer une date qui soit incontestablement antérieure à la composition de l'ouvrage, puis une date incontestablement postérieure. C'est entre ces deux dates que la minute manuscrite aura vu le jour, si toutefois nous ne parvenons pas à établir rigoureusement l'époque où elle a été écrite.

Tout d'abord notre manuscrit est du XVIII^e siècle, quoiqu'on eût prétendu qu'il avait été imprimé à Paris en 1669 et que d'Hauteville y avait puisé². L'auteur parle du règne de Sobieski comme écoulé (fol. 35 et 113); il signale (fol. 18) l'ordre de l'Aigle-Blanc institué par Auguste II en 1705 (Leugnich, *Jus publ. reg. Pol.* t. I, p. 223, éd. de 1742); il cite en exemple (fol. 100 v^o) le sacre de Stanislas (1705), rappelle la bataille de Poltava (1709), donne le fils d'Auguste II (fol. 98) comme heureusement régnant depuis (1734) et fait cette remarque (fol. 38) : « Après la Diète rompue en 1740, nous n'en avons point eu en 1742. » Ces dernières paroles font supposer que l'année 1742 est écoulée³. Mais voici un texte qui nous conduit plus

des mœurs varie avec la marche d'un siècle et il importe de savoir en quelle année l'auteur écrivait.

1. Nous aurons recours la plupart du temps aux dépêches des ambassadeurs et des résidents de Pologne, lorsqu'il s'agira de faits particuliers ou de personnalités, car nous avons constaté de temps en temps des erreurs dans la *Series episcoporum* de Gams, dans les *Tables des sénateurs* de Moranski et même dans les *Généalogies* si consciencieusement établies au moyen de pièces archivales du comte Dunin-Borkowski.

2. Dans Estreicher, *Bibl. Polska*, XIX^e stol., art. Kurzweil, nous lisons cette note fournie sans doute au savant bibliographe par un mauvais plaisant : « Ce manuscrit était déjà imprimé à Paris en 1669. Il a pour auteur présumé le comte de Broglie. Hauteville a puisé dans ce manuscrit pour son ouvrage : *Relation historique de Pologne en 1686* et Pfeffel dans ses *Mémoires sur le gouvernement de Pologne...* » Cette note est contradictoire et erronée; contradictoire puisque, si le manuscrit était déjà imprimé en 1669, le comte de Broglie ambassadeur de Pologne en 1752 ne peut en être l'auteur; erronée puisque l'auteur du manuscrit cite une dizaine de dates comprises dans le XVIII^e siècle et dit entre autres choses que depuis la Diète de 1740 il n'y en a point eu en 1742. On voit si Hauteville en 1686 a pu puiser dans un manuscrit composé après 1740. Ce qui est vrai c'est qu'Eon dans ses *Loisirs* a pillé Hauteville. Quant à Pfeffel, après vérification faite, il est sûr qu'il ne doit rien au manuscrit; il a seulement traité des matières analogues.

3. L'auteur du manuscrit cite comme « un exemple assez récent » (fol. 118 v^o) la guerre qui éclata en 1744 entre Radziwill et Tarlo au sujet de la succession du prince Jacques Sobieski (Schmitt, *Dzieje narodu Polskiego*, t. I, p. 191).

loin : « On juge que pour lors en accédant sous de sages conditions au traité d'alliance *qui unit déjà la Prusse avec la Suède*, la Pologne pourrait braver les invasions (des Russes) et reprendre son ancienne splendeur. » Si on se souvient que depuis la guerre du Nord terminée par le malheureux traité d'Abo (2 août 1743) qui interdisait à la Suède de contracter aucune alliance avec les puissances étrangères sans la permission de la Russie, la Suède écrasée n'osera lever la tête et négocier sous la méditation de la France un traité d'alliance avec la Prusse que vers la fin de l'année 1746¹; que ce traité ne fut pas signé avant le 19 mai 1747², nous jugerons que notre manuscrit n'a sûrement pas été composé avant le milieu de cette dernière année; voilà une date *antérieure* incontestable et nous pouvons nous y attacher provisoirement³.

Pour établir une date *postérieure* certaine, nous pouvons remonter en partant de 1764, année de la publication de l'Essai. A cette époque, on vient de sortir de la malheureuse guerre de Sept ans; or, on ne trouve pas dans le manuscrit la moindre trace de cette guerre, non plus que du renversement des alliances (1756); des événements aussi considérables ne pouvaient manquer de laisser des traces profondes dans les écrits politiques du temps et, s'il n'y en a pas dans le manuscrit, c'est que sa composition est antérieure à 1756. On voit en effet l'auteur marquer une hostilité déclarée à la Russie (fol. 148 v° et 149) et une sympathie non équivoque pour la Prusse (fol. 149 v°), sentiments inconcevables chez un diplomate français à partir du renversement des alliances⁴. Le manuscrit a donc été composé entre 1747 et 1756. Cette conclusion est un peu vague; mais si les faits généraux de l'histoire ne nous permettent pas une conclusion précise, nous pouvons chercher dans le manuscrit des allusions à des faits de l'histoire locale plus facile à situer dans le temps.

1. Arch. des Aff. étr., *Suède* 214, fol. 182 : Projet de traité d'alliance entre la France, la Suède et le roi de Prusse, 17 novembre 1746. — Fol. 319 : Mémoires sur la négociation actuelle de la France avec les cours de Suède et de Prusse, remis par le baron Scheffer, 30 décembre 1746.

2. Arch. des Aff. étr., *Suède* 215, fol. 398 : Traité de Stockholm, 19 mai 1747.

3. Le passage suivant du manuscrit relatif à la conquête de la Silésie a probablement été écrit au moment du traité d'Aix-la-Chapelle; mais on pourrait le contester et le rapporter au traité de Dresde (1745) ou même de Breslau (1742) : « La république qui, sans donner aucun signe de vie, vient de voir passer ce duché sous la domination du roi de Prusse, témoigne clairement qu'elle n'y prétend point » (fol. 142).

4. L'auteur conseille l'alliance de la Pologne avec la « Prusse déjà alliée avec la Suède » (fol. 149) et croit qu'une étroite liaison avec la France ne saurait être que salutaire à la république. Après le renversement des alliances, un pareil conseil est impossible de la part d'un diplomate français.

Nous lisons au fol. 146 v° : « M. Dembowski, évêque de Plocko, actuellement vivant... » Cet évêque fut transféré en 1752 au siège de Cujavie¹, beaucoup plus important que celui de Plocko, puisque l'évêque de Cujavie fait les fonctions d'*interrex* à la place du *primate* en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier. Cette nomination ne pouvait donc passer inaperçue, et nous pouvons en induire que le passage cité a été écrit avant le milieu de l'année 1752, époque où Dembowski fut nommé évêque de Cujavie. Mais voici qui est plus décisif : le comte Joseph Potocki, grand général de la Couronne, est donné dans le manuscrit comme étant encore vivant ; or, nous savons avec certitude qu'il est mort le 19 mai 1751². Du reste voici le passage (fol. 34 v°) : « Quoique toutes ces charges soient d'origine le partage de l'ordre équestre, il y en a pourtant quatre qui sont compatibles avec la dignité de sénateur, savoir celles des généraux d'armée ; c'est de quoi nous avons aujourd'hui la preuve en Pologne : car le comte Joseph Potocki est grand général de l'armée de la Couronne... » Nous sommes donc certain dès maintenant que l'ouvrage dont nous cherchons à déterminer la date a été composé entre 1747 et 1751. Mais nous pouvons préciser davantage.

Le manuscrit a été écrit pendant une année de Diète, au moment où le roi de Pologne était à Varsovie pour signer les universaux (lettres de convocation à la Diète) ; un passage formel de l'ouvrage ne laisse aucun doute à cet égard³ ; il s'ensuit par conséquent que

1. La nomination de Dembowski au siège de Cujavie eut lieu en juin 1752 (arch. des Aff. étr., Pologne 237. Castéra, 14 juin). Voir également 16 août et 10 octobre : « L'évêque de Plocko, nommé évêque de Cujavie, parla le troisième (à la Diète) et commença son discours par des remerciements qu'il fit au roi de lui avoir gracieusement conféré l'évêché de Cujavie. » Gams, *Series episcoporum* : « translatus 1752 ». Une nomination de cette importance ne pouvait échapper à l'auteur du manuscrit qui tient à jour la liste des sénateurs et par conséquent des évêques polonais, puisque ceux-ci font tous partie du Sénat. Dans la liste des sénateurs que renferme le manuscrit et qui fait corps avec lui, Dembowski est indiqué comme évêque de Plocko ; son prédécesseur en Cujavie, Czapski († le 4 mars 1751. Gams, *Series*), est encore considéré comme occupant son siège.

2. Arch. des Aff. étr., Pologne 235. Castéra, 26 mai 1751 : « La nuit du 19 au 20 de ce mois, M. le comte Joseph Potocki, castellan de Cracovie et grand général de la Couronne, mourut dans un sommeil léthargique. » Dunin-Borkowski en fait mourir à tort le 5 mai.

3. Voici ce passage (fol. 54) : « Une autre chose qu'il convient d'observer touchant les Diètes, c'est que depuis que les rois font leur séjour ordinaire en Allemagne, l'usage établi veut qu'ils se rendent à *Fraustadt* sur le territoire de la république pour y tenir un *senatus-consultum* dans lequel ils signent les universaux..., mais pourtant ce voyage n'a point lieu dès qu'ils sont en Pologne assez tôt pour s'en exempter. Nous en avons actuellement un exemple. »

nous avons à choisir une des deux années 1748 et 1750¹, les Diètes ayant lieu de deux en deux ans et s'étant tenues les années de nombre pair depuis la Diète de pacification (1736).

Pour décider du choix entre ces deux années, nous n'avons qu'à compléter le texte que nous donnions il n'y a qu'un instant (fol. 34 v^o) : « Car le comte Joseph Potocki est grand général de l'armée de la Couronne et [palatin de Posnanie], castellan de Cracovie². » Comme le titre de *palatin de Posnanie* a été biffé et remplacé dans l'interligne par le titre de *castellan de Cracovie*, cela nous autorise à conclure que ce passage a été écrit à une époque où le grand général Potocki était encore palatin de Posnanie, puis corrigé pendant la composition de la liste des sénateurs, au moment où il est devenu castellan de Cracovie, c'est-à-dire le premier des sénateurs séculiers. En effet, dans la liste des dignitaires qui précède de quelques pages ce passage, la castellanie de Cracovie est restée en blanc, ce qui indique qu'elle est vacante³, et J. Potocki est encore inscrit comme palatin de Posnanie. La nomination du grand général à la première dignité du Sénat traîna quelque temps (de juin à août) et n'eut lieu que le 15 août 1748⁴. C'est donc l'année de Diète 1748 et

1. Arch. des Aff. étr., Pologne 231 et 233. Castéra, 22 juin 1748 et 23 mai 1750.

2. Les mots entre crochets sont biffés, mais très lisibles. Les mots « castellan de Cracovie » ont été écrits dans l'interligne pour remplacer ceux qui ont été biffés.

3. L'auteur du manuscrit a fait précéder sa liste des sénateurs de cette remarque : « Les noms de ceux qui sont morts et dont la place n'est pas encore remplie resteront en blanc », et sa liste des officiers de la Couronne de cette autre remarque : « Les noms des morts dont les places ne sont pas encore remplies resteront en blanc, comme dans la liste des sénateurs. » Les places en blanc sont celles du castellan de Cracovie, du palatin de Plock, du castellan (ne pas confondre avec le palatin) de Posnanie, du castellan de Zawichosk, du castellan de Sierpsk et du grand secrétaire de Lithuanie. Celle du primat-archevêque de Gnesen offre ceci de particulier que, laissée d'abord en blanc, l'auteur l'a ensuite remplie à moitié en y inscrivant *sans son prénom*, contrairement à ce qu'il fait pour les 190 autres, le nom mal orthographié de Komorosi (au lieu de Komorowski). Cela s'explique par ce fait que le primat Szembek était malade depuis plusieurs mois et condamné des médecins. Comme on attendait sa mort, l'auteur a regardé sa place comme vacante. Il n'y eut cependant pas de vacance du siège, car Komorowski, désigné avant la mort de Szembek (6 juillet 1748), fut nommé le lendemain même de cette mort. Komorowski, chanoine de Cracovie, homme obscur et appartenant à une famille pauvre, nommé par l'influence des Czartoryski, auxquels il était livré (d'où étonnement général et protestation indignée des évêques), était inconnu de l'auteur du manuscrit ; c'est pourquoi il orthographie mal le nom et ne sait pas le prénom de Komorowski (voir arch. des Aff. étr., Pologne 231. Castéra, 15 juin et 10 juillet ; des Issarts, 3 juin et 10 juillet 1748).

4. Arch. des Aff. étr., Pologne 231. Castéra, 15 juin 1748 : « Il y a plusieurs

non 1750 que nous devons choisir pour fixer la date de la composition du manuscrit; la chose est d'autant plus sûre que plusieurs des sénateurs inscrits dans les listes comme vivants et occupant leur charge étaient morts avant le mois de mai 1750, moment où furent signés les universaux de la Diète de cette année¹.

Nous croyons inutile d'insister en apportant autres faits qui corroborent notre conclusion², et nous pensons avoir suffisamment établi que l'auteur rédigeait le manuscrit dans le courant de l'année 1748; par conséquent le titre complet de son ouvrage ou mémoire était primitivement celui-ci : *Idée de la République de Pologne et de son état actuel en 1748*.

La date du manuscrit établie, nous éliminons immédiatement l'abbé de Polignac et le comte Charles de Broglie, car ils ne peuvent être l'auteur que nous cherchons. L'abbé de Polignac, ambassadeur de France en Pologne à la fin du xvii^e siècle (1693-1697) est mort le 20 novembre 1741³; cette date coupe court à toute objection. Quant

starosties et plusieurs places vacantes, entre autres celle du castellan de Cracovie... La cour paraît décidée à la donner au grand général Potocki, qui au moyen de cet arrangement laissera le Palatinat de Posnanie à quelque autre. » Id., 3 juillet, 3 août; des Issarts, 21 août (nomination); Dunin-Borkowski.

1. Le grand maréchal de Lithuanie, le prince Paul Sanguszko († 15 avril 1750. Dépêche de Castéra, 15 avril; Dunin-Borkowski). Le comte Oginski, palatin de Witepsk († commencement d'avril 1750. Même dépêche de Castéra). Le comte Tarlo, palatin de Sandomir († 4 janvier 1750. Castéra, 10 janvier; lettre de sa veuve au ministre des Affaires étrangères, 18 janvier; Saxe 40; Boyer, 18 janvier). Le comte Michel Potocki, palatin de Volhynie († vers le 20 octobre 1749. Castéra, 20 décembre). Il ne faut pas oublier que les susdites listes ne sont pas établies indépendamment de l'ouvrage, mais font corps avec lui et font par conséquent partie de la rédaction du manuscrit.

2. Nous avons signalé p. 281, n. 5, à propos de l'édition publiée par Kurzweil, que le titre du manuscrit-minute 9028 est : *Idée de la Pologne et son état actuel en* (l'année est brouillée, sauf la tête ronde très nettement visible du dernier chiffre). Le dernier chiffre de l'année ne peut être qu'un 2, un 3 ou un 8. Comme les années 1742 et 1743 ne peuvent convenir, c'est donc 1748 que l'auteur avait écrit. Voici différents passages du manuscrit qui conviennent à 1748 plus qu'à 1750 : fol. 52, il est dit que le roi avait attendu *jusqu'au soir du dernier jour* la jonction des deux chambres dans les deux Diètes précédentes. Cela est vrai en effet des deux Diètes de 1746 et de 1744 précédant celle de 1748; cela serait faux de la Diète de 1748 précédant celle de 1750, car la Diète de 1748 fut congédiée avant la fin du dernier jour par le maréchal des nonces Sieminski (Castéra, 9 septembre, et des Issarts, 13 novembre 1748); fol. 148, l'auteur, parlant de la prétention de la république aux *sommes napolitaines* héritées de la reine Bona Sforza, dit qu'elle n'a pu être mise au clair depuis 190 ans. D'après l'inscription de sa pierre tombale (Bartoszewicz dans l'*Encyclopédie* d'Ogelbrand), cette reine mourut le 20 novembre 1557; or, en 1748, on est à 190 ans et quelques mois de distance de cette date.

3. Chrysostome Faucher, *Histoire du cardinal de Polignac* (2 vol. Paris,

au comte de Broglie, avant sa nomination d'ambassadeur en Pologne, le 11 mars 1752¹, il avait suivi la carrière militaire, n'avait jamais mis les pieds en Pologne et ne s'était jamais occupé de diplomatie². Il n'est donc pas le Français habitant la Pologne depuis au moins 1742 qui a composé l'ouvrage en question en 1748³, et il ne reste plus, par conséquent, que le chevalier d'Éon, parmi ceux auxquels on l'a attribué.

Lorsqu'il s'agit de cet illustre aventurier, on ne peut procéder avec trop de précaution : Éon a une histoire dont l'énigme est presque aussi difficile à percer que l'a été jadis celle de son sexe; ses biographes, La Fortelle et Gaillardet, n'ont pas peu contribué à couvrir la vérité d'un épais nuage, le premier en écrivant sous la dictée du chevalier qui brodait à sa fantaisie, et le second en publiant des *Mémoires du chevalier* conservés aux archives des Affaires étrangères, qui sont remplis d'erreurs et de réticences calculées, et en les agrémentant lui-même d'inventions folles et romanesques. Il est vrai que Gaillardet a réparé ce péché de jeunesse en publiant (1866) des *Mémoires sur la chevalière d'Éon*, où il a cherché à faire la part de la vérité; mais cet ouvrage ne dit presque rien sur la jeunesse de son héros.

Voici deux pièces de chancellerie qui nous renseigneront plus sûrement sur la carrière diplomatique du chevalier et nous permettront de tirer des conclusions certaines sur le sujet qui nous occupe :

Renseignements sur le chevalier d'Éon. — Il naquit à Tonnerre, département de l'Yonne, le 4 octobre 1728, de Louis d'Éon de Beaumont, conseiller du roi, élu en l'élection de Tonnerre et subdélégué de M. de Sauvigny, intendant de Paris, et de dame Louise de Charenton, née à Montpellier et morte à Tonnerre en 1792.

1777), t. II, p. 512; Luynes, *Mémoires*, t. IV, p. 25. Les biographes généraux (sauf Michaud et Vapereau) font mourir Polignac le 3 avril 1742. Cette erreur vient de ce qu'ils confondent la date de son oraison funèbre avec celle de sa mort.

1. Date donnée par le billet du roi qui, le 12 mars 1752, l'initie au secret (voir Boutaric, *Correspondance secrète de Louis XV*, à la date).

2. Comte de Broglie, *Notice historique adressée à Louis XVI le 13 mai 1774* (dans Boutaric, t. II, p. 387) : « Le comte de Broglie (c'est lui-même qui parle), *notice encore dans les affaires politiques*, fit quelque difficulté de recevoir par une autre voie que celle du ministre les ordres du roi dont l'exécution d'ailleurs lui paraissait très difficile. » Il dit cela à propos de sa nomination d'ambassadeur.

3. Nous pourrions ajouter que l'écriture du comte de Broglie, dont les archives des Affaires étrangères possèdent de nombreux spécimens, n'a aucun rapport de ressemblance avec les deux écritures du manuscrit.

Il fut élevé à Tonnerre (et bien connu pour un garçon) jusqu'à l'âge de neuf à dix ans. Alors, il sortit de cette ville et fut mis en pension chez un M. Farny près l'abbaye de Saint-Germain-des-Prés à Paris. Il fit ses études au collège des Quatre-Nations, entra ensuite chez un procureur au Châtelet, rue de la Poterie, fit son droit et fut reçu docteur en cette Faculté, après quoi il fut employé dans les bureaux de M. de Sauvigny, intendant de Paris, lequel avait beaucoup d'amitié pour M. d'Eon père, son subdélégué à Tonnerre, pour son fils et pour toute sa famille.

Le chevalier Douglas, Irlandais, proscrit retiré en France, était fort attaché à M. de Sauvigny, qui lui avait rendu de grands services. Il fréquentait la maison de cet intendant. Il y connut le jeune d'Eon, sut l'apprécier et, tant à cause de son mérite que par la recommandation de l'intendant de Paris, se le fit associer comme chargé d'une négociation secrète auprès d'Élisabeth, impératrice de Russie. Ils se rendirent tous deux à Saint-Pétersbourg en 1756, le chevalier Douglas par la Pologne et le jeune d'Eon par la Prusse¹...

Note sur les missions du chevalier d'Eon en Russie. — Le chevalier d'Eon partit de Paris vers le 20 juin 1756 pour rejoindre le chevalier Douglas à Pétersbourg; il y arriva le 3 août, y séjourna jusqu'au 27 avril 1757, époque de la mission qu'il reçut d'apporter à Versailles l'accession de la Russie au traité d'alliance entre la France et l'Autriche. Nommé secrétaire d'ambassade du marquis de l'Hôpital, il quitta Versailles le 18 ou 19 septembre 1757 et se rendit à Pétersbourg sur la fin d'octobre de la même année. Il y passa les années 1758 et 1759 et ne revint en France qu'au mois d'août de 1760 pour se vouer à la carrière militaire en qualité d'aide de camp du maréchal de Broglie².

La simple lecture de ces deux pièces montre avec évidence qu'entre 1728, date de sa naissance, et 1760, date de sa dernière mission en Russie, il n'y a pas de place pour un séjour de 1742 à 1748 du chevalier d'Eon en Pologne et qu'il est impossible d'attribuer à ce diplomate la paternité du manuscrit (ou mieux de la minute) dont nous cherchons l'auteur. Il en résulte aussi cette conséquence qu'Eon s'est approprié l'œuvre d'autrui par un véritable larcin littéraire. Mais alors quel est l'auteur exproprié si impudemment par le chevalier d'Eon?

Si nos inductions sont justes, si cet auteur est un diplomate d'origine française, établi en Pologne depuis au moins l'année 1742, rédigeant le manuscrit (ou plutôt le dictant et le corrigeant) en 1748

1. Arch. des Aff. étr., France 538, fol. 297. Le titre exact de cette note est : Renseignements sur le sexe du chevalier d'Eon.

2. Arch. des Aff. étr., Pologne 236, fol. 407. Cette pièce se trouve insérée parmi les billets de Conti à Tercier et fait partie de la correspondance secrète.

et l'intitulant « Idée de la Pologne et de son état actuel », il y a des chances pour que les archives des Affaires étrangères nous donnent la clé de l'énigme. Consultons-les donc ; et d'abord quelles étaient à cette époque nos relations diplomatiques avec la Pologne ?

Depuis l'avènement d'Auguste III (1733), ces relations avaient été rompues et jusqu'à sa mort (1743) le cardinal Fleury avait refusé de les renouer. En 1744, sur la demande expresse du roi de Prusse, Frédéric II¹, à l'occasion de la Diète de Grodno, la cour de France avait envoyé M. de Saint-Séverin comme ambassadeur en Pologne. Saint-Séverin, par suite d'une mauvaise chicane élevée par Brühl sur le cérémonial, n'avait pas pu présenter ses lettres de créance, et après la Diète il n'avait pas tardé à revenir en France (février 1745). Cet ambassadeur, pendant son séjour en Pologne, avait accepté les offres de services d'un Français nommé du Perron de Castéra qui s'était chargé de le piloter et de le renseigner, et il en avait été fort satisfait, car Castéra, venu en Pologne en 1740 comme gouverneur du fils du prince Auguste Czartoryski, palatin de Russie, connaissait bien ce pays². En reconnaissance des services rendus, Saint-Séverin avait recommandé Castéra au prince de Conti³, et, grâce à cette protection, Castéra avait été nommé « chargé des Affaires » à partir de 1746. Cette même année, le marquis des Issarts était envoyé comme ambassadeur auprès du roi de Pologne.

En 1748, nous avons donc deux agents pour représenter la France en Pologne ; un ambassadeur et un chargé des affaires dont le premier réside à Dresde auprès du roi et le second à Varsovie. Auquel des deux attribuer le manuscrit ? Ce n'est certes pas à l'ambassadeur, car M. des Issarts ne répond aucunement aux données que nous avons. Gentilhomme de Provence, improvisé diplomate et ambassadeur⁴, il connaît à peine la Pologne où il n'est venu que depuis deux ans, où d'ailleurs il ne réside pas et où il ne se rend que quand il accompagne le roi à la Diète, c'est-à-dire, chaque deux ans et pour six semaines. Au reste, son écriture n'offre aucune ressemblance avec les deux écritures du manuscrit. Des Issarts éli-

1. Arch. des Aff. étr., Prusse 130. Dépêche de Podewils, au nom de Frédéric II, à Chambrier, 23 mai 1744.

2. Arch. des Aff. Pologne étr., 227, fol. 351. Contrat d'engagement de Castéra comme gouverneur du prince Adam Czartoryski.

3. Dans une étude sur les *Origines du secret du roi*, nous montrerons que Castéra fut véritablement l'inventeur et le premier organisateur de ce fameux secret, et nous ferons voir comment cet aventurier réussit à tromper Conti et le roi jusqu'à la venue (1752) du comte de Broglie comme ambassadeur de France en Pologne.

4. Arch. des Aff. étr., Saxe 35. Béné à Villarias, 3 septembre 1746. — Prusse 146. Chambrier, 10 juin ; — d'Argenson, *Mémoires*, t. V, p. 48.

miné, il reste l'attribution à Castéra. Cette fois tout s'accorde avec ce que nous savons déjà. Castéra est un Français établi en Pologne depuis 1740 et pourvu d'une charge diplomatique. Si nous examinons ses dépêches, nous constatons que son écriture bien caractérisée est identique à celle des titres de paragraphes et des corrections faites au manuscrit. Castéra a pour secrétaire Thomelin, un ancien valet de chambre perruquier qu'il a connu chez les Czartoryski, excellent homme sans doute et plein de bonne volonté, mais ignorant comme peut l'être un valet de chambre¹. Or, l'écriture caractéristique de Thomelin, que nous connaissons par des dépêches conservées aux archives des Affaires étrangères², est identiquement la même que celle du texte du manuscrit. Si Castéra n'est pas l'auteur que nous cherchons, il faut avouer que nous sommes en face d'étranges coïncidences.

Pour contrôler notre conclusion, feuilletons la correspondance de Castéra avec le ministre des Affaires étrangères, M. de Puyzieulx³. Le 8 mars 1748, M. de Puyzieulx demande à Castéra de lui envoyer « un état des grands et des petits officiers de Pologne, une liste des palatins et un tableau de ce qui forme les Diètes générales ». Castéra répond (30 mars, post-scriptum) qu'il va se mettre à la besogne. Il enverra « cet ouvrage par lambeaux » pour ne pas « jeter » le ministre « dans une trop longue attente ». Le 11 avril, envoi du premier chapitre et du commencement du second, car Castéra entend composer un véritable *ouvrage* (ce mot revient souvent sous la plume) dont il donne le plan en ces termes : « Les trois premiers chapitres parleront du roi, du Sénat, des ministres, des grands officiers de la Couronne et du g[rand]-d[uché] de Lithuanie et de l'ordre équestre, avec un détail touchant les starosties et les titres honorifiques ou lucratifs que les rois donnent aux gentilshommes et avec une notion des principales maisons. Le quatrième expliquera la liaison des trois ordres qui composent le corps de la république et vous offrira l'arrangement et le manège des diétines, des diètes, des assemblées du Sénat et des confédérations. Les autres rouleront sur le clergé, les tribunaux, les troupes, l'état du peuple, les forces, les richesses, les ressources et le commerce du pays, avec ses préteptions qui sont assez mal déduites dans Rousset. Huit ou neuf chapitres termineront l'affaire. » Voilà le programme que Castéra se propose de remplir

1. Arch. des Aff. étr., Pologne 236. Broglie à Conti, 13 octobre 1752.

2. Arch. des Aff. étr., Pologne 237. Thomelin, 30 août 1752. Pologne, suppl. 10. Idem, 17 août. Dépêches sur la maladie et la mort de Castéra.

3. Les dépêches citées ci-après se trouvent à leur date dans Arch. des Aff. étr., Pologne 230-232.

et qu'il remplira, sauf quelques légères modifications qu'il signale dans ses dépêches et le nombre des chapitres qu'il se verra forcé de porter à douze. Ce travail commencé le 11 avril est terminé le 14 décembre. Dans sa correspondance, Castéra l'appelle ordinairement « mon ouvrage » et le ministre « votre mémoire ». M. de Puyzieulx en est si satisfait qu'après avoir reçu les dernières feuilles il écrit (16 janvier 1749) : « J'ai reçu la fin que vous m'avez envoyée de votre ouvrage sur la Pologne. Vous y avez rassemblé tout ce qui peut donner des connaissances claires et distinctes sur la forme du gouvernement de ce royaume...¹ »

Si nous étudions la composition du manuscrit 9028, nous constatons qu'elle répond point pour point aux indications qui se trouvent dans les dépêches de Castéra. Les matières traitées dans le manuscrit sont les mêmes que celles traitées dans l'« ouvrage » et dans le même ordre. Le nombre des chapitres est le même. Certaines particularités signalées à propos de certains chapitres (détails sur les « Kosaques », ch. x; critique de Rousset, ch. xi; dépêches du 19 septembre et du 29 décembre) se retrouvent dans le manuscrit ainsi qu'une addition sur le tribunal de Radom, demandée postérieurement (16 janvier 1749) par M. de Puyzieulx (ms. fol. 222-223, avec ce titre : Addition au neuvième chapitre..., la mettre après le dix-neuvième article de ce chapitre). Bref, tous les détails les plus circonstanciés donnés dans les dépêches² se retrouvent dans le manuscrit et il est indubitable que le manuscrit n'est pas autre chose que la dernière minute (ou le dernier brouillon) de Castéra.

Ce qui confirme d'une façon décisive et sans réplique notre conclusion, c'est que l'« ouvrage » de Castéra portait le même titre que le manuscrit comme le montrent les deux dépêches suivantes : de Saint-Contest [ministre des Affaires étrangères] à Castéra, 12 juillet 1752 (arch. des Aff. étr., *Pologne* 237) : « Depuis 1748 que vous avez envoyé à M. le marquis de Puyzieulx votre mémoire intitulé : *Idée de*

1. Ces compliments sont mérités d'autant plus que Castéra semble avoir beaucoup puisé dans le *Jus publicum regni Poloni* de Leugnich (Dantzig, 1742). En tout cas, les lacunes du mémoire de Castéra se trouvent dans Leugnich. L'auteur avait d'ailleurs consulté des hommes compétents, comme le prouvent ces mots qu'il écrivait à Tercier (arch. des Aff. étr., *Pologne*, suppl. 5, fol. 279) : « Tous ces éclaircissements sont d'après mes anciennes observations sur le gouvernement de la république. J'ai consulté autrefois les plus habiles gens que nous ayons ici et je profite maintenant de leurs lumières. »

2. Les dépêches qui se rapportent à l'ouvrage de Castéra sont celles des 8 et 30 mars; 11 et 18 avril; 1^{er} mai; 15, 21 et 26 juin; 3, 10 et 16 juillet; 3, 5, 10, 24 et 31 août; 7, 14 et 21 septembre; 12 et 19 octobre; 2 et 19 novembre; 7 et 14 décembre 1748; 16 janvier; 1^{er} et 22 mars 1749.

la République de Pologne, il est arrivé bien des changements dans l'article des sénateurs... » Castéra répond le 12 août qu'il se conformera à l'ordre du ministre (de lui envoyer la liste des sénateurs actuels), et le 16 août en envoyant cette liste il ajoute : « Pour mettre de la clarté dans cette liste, je crois devoir répéter sous le titre ci-dessus mon ancien mémoire intitulé : *Idee de la République de Pologne et de son état actuel*¹... »

Que sont devenues les feuilles du mémoire de Castéra envoyées à M. de Puyzieux ? Si nous cherchons dans la correspondance de Pologne des Affaires étrangères (1748-1752) et dans les mémoires et documents des mêmes archives, nous rencontrerons plusieurs mémoires de Castéra, mais aucun de cette époque sous le titre ci-dessus². Il n'est pas croyable qu'aux Affaires étrangères, où l'on conserve quantité de pièces qui paraissent peu importantes, on ait laissé se perdre un document si fort apprécié d'un ministre, et il serait injuste d'accuser de négligence les gardiens du dépôt des archives. Il faut supposer que le manuscrit envoyé au marquis de Puyzieux est parmi ces documents, hélas ! trop nombreux, que des mains criminelles ont soustraits au dépôt. Quoi qu'il en soit, l'absence de l'original est moins regrettable puisque nous en possédons la « minute » dans le manuscrit 9028, et nous complétons notre conclusion en disant que le chargé des Affaires en Pologne, Du Perron de Castéra, est le véritable auteur de l'œuvre éditée successivement en 1764, 1774 et 1840, tant sous l'anonyme que sous le nom du chevalier d'Éon.

Il suit de là que le chevalier d'Éon a été un véritable chevalier d'industrie et que le malheureux Castéra a été frustré de la récompense posthume que méritait son travail. Nous disons posthume, car on se doute bien que Castéra était mort quand son ouvrage fut édité sans nom d'auteur en 1764. L'éditeur n'avait guère à craindre qu'on découvrit son larcin ; il y avait douze ans que Castéra était dans la tombe ; M. de Puyzieux avait perdu la mémoire depuis 1756³ et son successeur, M. de Saint-Contest, était mort depuis

1. Plusieurs dépêches de Castéra rappellent ce titre : 18 avril 1748 : « J'envoie la suite du second chapitre de l'*Idee de la Pologne*. » 1^{er} mai : « J'envoie deux feuilles de l'*Idee de la Pologne*. » — Puyzieux, 21 juin : « Votre ouvrage sur l'*Idee de la Pologne*. » — Castéra, 3 juillet : « Mon ouvrage touchant l'*État actuel de la Pologne*. » 10 juillet : « Mon ouvrage sur l'*État de la Pologne*. » Id., P.-S. du 12 octobre.

2. Nous avons déjà signalé que deux copies du manuscrit 9028, mais sans le nom de Castéra et avec les dates de 1760 et 1770, se trouvent aux archives des Affaires étrangères. Ces deux copies montrent l'importance qu'on attachait au mémoire de Castéra.

3. D'Argenson, *Mémoires*, t. IX, p. 393 : « M. de Puyzieux est devenu fol et a perdu la mémoire comme M. de Séchelles. »

1754¹; quant à la veuve de Castéra, si toutefois elle existait encore, elle n'avait assurément aucune connaissance d'une œuvre diplomatique écrite en Pologne où elle ne rejoignit jamais son mari. Que si on se demande comment Éon put avoir en sa possession le manuscrit envoyé au ministère des Affaires étrangères, rien de plus facile à expliquer. Le chevalier, initié au secret du roi en 1756², eut communication des papiers de Pologne et l'on sait qu'il emporta à Londres quantité de pièces diplomatiques dont il ne rendit qu'une partie après de longues négociations. Il eut donc toute facilité soit pour s'emparer du manuscrit en question, soit pour le copier.

Ce qui atténue la faute d'Éon sans l'excuser, car on n'est jamais excusable de s'approprier le travail d'autrui, c'est la misère dans laquelle il se trouvait en 1763-1764 et en 1773-1774, par l'abandon de Louis XV, misère qui le poussait à se procurer de l'argent par tous les moyens, même par un chantage politique qui frisait la trahison. Après s'être servi du chevalier comme agent secret, le roi laissait ce malheureux dans une indigence imméritée en ne lui faisant pas payer la pension qui lui était due et les sommes dont le gouvernement français était débiteur envers lui. Blâmons donc Éon, sans trop lui tenir rigueur, d'autant plus que l'ouvrage de Castéra, destiné à rester enfoui dans les cartons du ministère, n'a vu le jour que grâce au larcin du chevalier.

Abbé A. BERGA.

1. D'Argenson, *Mémoires*, t. VIII, p. 325.

2. Dans Boutaric, t. II. Billet du roi.

BULLETIN HISTORIQUE

HISTOIRE DE FRANCE DE 1660 A 1789

(1914-1918).

Je dois tout d'abord m'excuser d'avoir tant tardé à mettre à jour le *Bulletin* consacré à l'Ancien régime depuis 1660, et mes excuses ne s'adressent pas seulement aux lecteurs de la *Revue historique*, mais encore aux auteurs eux-mêmes, qui attendent depuis si longtemps le compte-rendu de leurs travaux. Peut-être me pardonneront-ils mon long silence s'ils songent aux tâches multiples que la guerre a imposées à ceux même qu'elle n'a pas appelés aux armées. Heureusement, les ouvrages dont ce *Bulletin* doit rendre compte n'ont été publiés qu'en petit nombre depuis 1914 et il me sera facile de réunir ici tous ceux qui ont paru depuis cette date jusqu'à l'heure actuelle, en commençant par ceux dont le sujet n'est pas limité, soit à l'époque de Louis XIV, soit au XVIII^e siècle, puis en distinguant ces deux périodes.

GÉNÉRALITÉS. — Je n'ai à signaler ici que quatre volumes, dont trois portent la date de 1913, mais ne m'étaient parvenus que l'année suivante.

Le premier est un recueil de documents : le tome XLIV des *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*¹. Il est consacré tout entier à la publication des registres paroissiaux des communes de Saintonge et d'Aunis et nous présente ceux de cinq paroisses seulement : Angliers, Aumagne, Authon, Asnières, Avy, avec un registre protestant pour la paroisse d'Archiac. Il avait été décidé, lorsque cette publication fut entreprise, que l'on y ferait figurer seulement les actes relatifs à des nobles, à des bourgeois ou à des artisans dont la profession serait indiquée par l'acte même. C'est dans ces limites que l'un des éditeurs du présent volume, M. PANDIN DE LUSSAUDIÈRE, reproduit le registre paroissial d'Angliers. Mais, pour les autres paroisses, M. Ch. DANGIBEAUD s'est aperçu, d'une part, que beaucoup de curés, très négligents, omet-

1. *Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis*, t. XLIV. Paris, A. Picard, et Saintes, J. Prévost, 1913, in-8°, 346 p.

taient le plus souvent d'indiquer la profession de leurs paroissiens, et, d'autre part, que certaines familles rurales tenaient une place importante dans la paroisse. Aussi n'a-t-il pas cru devoir s'enfermer trop strictement dans les limites d'un programme préconçu. Il est évident qu'une pareille méthode, toute raisonnable qu'elle soit, risque d'allonger encore une publication dont on peut se demander avec inquiétude combien de volumes elle exigera. Il n'en est pas moins vrai que les menus faits qu'elle fournit aux chercheurs — listes de curés et de desservants; noms de lieux habités, métairies, logis ou moulins; statistiques approximatives des mariages, des naissances et des décès; état civil des familles nobles ou bourgeoises, etc. — sont de ceux qui présentent (à la condition d'être fournis en grand nombre) un réel intérêt.

Trois études excèdent le cadre de chacune des périodes entre lesquelles se partage ce *Bulletin*. Dans l'une, M. BARBÉRY¹ nous renseigne, d'après les archives des départements de l'Isère et du Rhône, sur *l'Œuvre de la Propagation de la Foi à Grenoble et à Lyon*. On connaît déjà le rôle joué, dans la lutte contre le protestantisme, par la Congrégation de la Propagation de la Foi, que fonda à Paris, vers 1632, un capucin, le P. Hyacinthe. On sait aussi que la Compagnie du Saint-Sacrement ne fut pas étrangère à sa fondation. La Congrégation ne tarda pas à essaimer en province : elle apparaît à Grenoble en 1647, à Lyon en 1659, et là, comme ailleurs, elle crée aussitôt des maisons destinées à recevoir et à instruire dans le catholicisme les enfants protestants. M. Barbéry étudie l'organisation de ces maisons en mêlant de nombreuses citations de textes aux commentaires. Il est seulement regrettable que l'interprétation qu'il donne de ces textes soit parfois contestable; qu'il tire des conclusions aussi positives d'un passage des Relations de Jacques Roger, pasteur du désert (p. 86), que d'actes authentiques; et qu'il ne distingue pas suffisamment les époques, citant les uns après les autres des textes de toutes dates, comme s'il était établi que, du milieu du XVII^e siècle à la fin du XVIII^e, ni les procédés de recrutement, ni les règlements relatifs à la vie intérieure ou à l'instruction n'ont dû changer. Le livre apparaît ainsi surtout comme un recueil de textes qui n'ont pas toujours été réunis et commentés avec une critique très sûre.

Une autre étude d'histoire religieuse est celle de M. G. BONNENFANT², directeur du grand séminaire du diocèse d'Évreux, sur les

1. P. Barbéry, *l'Œuvre de la Propagation de la Foi à Grenoble et à Lyon*. Montauban, 1913, in-8°, 170 p.

2. G. Bonnenfant, *les Séminaires normands du XVI^e au XVIII^e siècle*. Paris, Alph. Picard, 1915, in-8°, 514 p.

séminaires normands du xvi^e au xviii^e siècle. C'est, dit l'auteur, un essai qui n'a pas d'autres prétentions « que d'apporter quelques éléments nouveaux à la solution d'un problème à double aspect, historique et canonique, dont voici les données : rechercher dans quelle mesure le décret de réforme du Concile de Trente relatif à la création des séminaires a été appliqué en Normandie ». M. Bonnenfant y étudie, dans une première partie, l'état du clergé normand avant la réforme, les débats du Concile provincial tenu à Rouen en 1581 par le cardinal de Bourbon et les premiers résultats, bien restreints encore et bien précaires, obtenus soit au séminaire de Joyeuse, soit dans les divers collèges de la province. Une seconde partie est consacrée aux « réalisations », c'est-à-dire, avant tout, à la création des premiers séminaires normands par le P. Eudes et à l'œuvre de ses successeurs. La troisième partie enfin traite de la vie économique, intellectuelle, morale et religieuse dans les séminaires normands. M. Bonnenfant connaît bien toute la littérature de son sujet ; il a exploré avec soin les archives et bibliothèques de Normandie. Ce sont, en particulier, la bibliothèque du chapitre de Bayeux et la bibliothèque municipale de Caen qui lui ont fourni les pièces principales publiées en appendice, telles que le règlement du séminaire de la Délivrande et celui du séminaire de Coutances. A propos de la vie économique et intellectuelle, notons la part très restreinte faite à la gratuité dans les séminaires et le caractère tout professionnel de l'enseignement, réduit à peu près à la théologie morale, au plain-chant et à l'étude des cérémonies. Le volume de M. Bonnenfant est naturellement pourvu de l'imprimatur ; il est précédé d'une lettre-préface de l'évêque d'Évreux.

Quant à M. Edgard BLUM, il a étudié les *Essais de réforme hypothécaire sous l'Ancien régime*¹. Nous voyons dans son livre comment l'Ancien régime a longtemps méconnu les deux conditions d'un bon régime hypothécaire : la publicité des hypothèques et leur spécialisation. Nous y voyons aussi les tentatives de réforme où se retrouvent les origines de la loi du 11 brumaire an VII, qui établit le régime moderne. La première de ces tentatives est due à Colbert, qui, par l'édit de mars 1673, essaya d'établir la publicité. A vrai dire, l'opposition contre cet édit fut telle que le roi dut l'abroger dès l'année suivante : on avait craint qu'il ne fût « préjudiciable au crédit des grands chargés de dettes », en révélant leur situation de fortune et en les livrant à la poursuite de leurs créanciers. Du moins les principes du futur régime étaient-ils fixés, et de telle façon qu'un

1. Edgar Blum, *les Essais de réforme hypothécaire sous l'Ancien régime*. Paris, Joue, 1913, in-8°, 228 p.

peu plus tard d'Aguesseau, dans un Mémoire où il combattait la réforme, n'en reconnaissait pas moins que ceux qui avaient rédigé l'édit semblaient avoir « travaillé pour l'éternité ». Ce fut en effet l'édit de Colbert qui inspira, un siècle plus tard, celui de juin 1771. Celui-ci créait dans chaque bailliage des chancelleries et des offices de conservateurs des hypothèques. Les conservateurs des hypothèques consignaient sur un registre public les oppositions des créanciers à la vente des immeubles hypothéqués, et les acquéreurs de ces immeubles devaient désintéresser les opposants avant de solliciter de la chancellerie des « lettres de ratification » qui purgeaient les hypothèques et rendaient la vente définitive. Sans doute le régime établi par l'édit de juin 1771 était-il encore très imparfait. La publicité des ventes restait insuffisante; les frais des oppositions étaient excessifs, car l'édit était avant tout un édit fiscal. Il souleva d'ailleurs, comme celui de 1673 et pour les mêmes raisons, une opposition très vive, en particulier dans le Parlement, quand celui-ci eut été rappelé par Louis XVI. Il fut pourtant appliqué jusqu'au moment où la loi hypothécaire du 11 brumaire an VII le remplaça, en établissant les bases définitives du régime actuel.

RÈGNE DE LOUIS XIV. — C'est avec une bien vive reconnaissance que les historiens ont accueilli les deux premiers volumes des *Sources de l'histoire de France. XVII^e siècle*, dus à MM. Émile BOURGEOIS et Louis ANDRÉ¹. M. Émile Bourgeois, dans la préface du tome I, s'excuse à l'avance des imperfections d'une œuvre infiniment difficile, où il ne pouvait s'appuyer sur aucun travail antérieur. Il indique en même temps le plan qu'il a suivi et qu'ont déterminé, d'une part, la nécessité d'établir un nombre plus considérable de divisions méthodiques que dans les volumes consacrés au moyen âge ou même au xvi^e siècle et, d'autre part, l'impossibilité de morceler chaque groupe de sources pour les répartir entre plusieurs périodes. Les deux volumes publiés comprennent les quatre premiers groupes : Sources géographiques, Histoires générales, Mémoires, Lettres. Puis viendront les biographies (où seront comprises les oraisons funèbres); les périodiques, brochures, pamphlets, etc.; enfin les sources qui « ne contribuent pas à la connaissance du siècle dans son ensemble et dont les auteurs nous renseignent seulement sur des faits et des choses d'un ordre particulier », celles-ci devant être réparties elles-mêmes en quatre groupes : Histoire politique et militaire, Histoire religieuse, Histoire administrative, Histoire locale

1. É. Bourgeois et L. André, *les Sources de l'histoire de France. XVII^e siècle (1610-1715)*. I : *Géographie et Histoires générales*; II : *Mémoires et Lettres*. Paris, Alph. Picard, 1913, 2 vol. in-8°, xviii-328 p. et xii-411 p.

et provinciale. Il est certain que ce plan n'est pas à l'abri de toute critique. Il n'est pas douteux, en particulier, qu'il y aura quelque arbitraire dans le choix des sources qui seront réservées pour les quatre derniers groupes; et j'avoue ne pas bien comprendre pourquoi nombre de Mémoires, « qui nous renseignent seulement sur des faits et des choses d'un ordre particulier », comme par exemple les Mémoires pour servir à l'histoire de Port-Royal, figurent déjà dans le tome II¹. Mais comment, dans la masse énorme des documents, établir une division qui ne soit pas arbitraire? L'essentiel est qu'elle soit commode, et rien ne nous autorise à penser que celle-ci ne le sera pas. En tout cas, ces deux premiers volumes nous offrent déjà un instrument de travail singulièrement précieux. Nous remercierons, en particulier, MM. Bourgeois et André de la peine qu'ils ont prise pour réunir, dans la première partie, les documents géographiques (cartes, descriptions, voyages), sur lesquels il serait impossible de trouver ailleurs des indications aussi sûres, et, dans la quatrième, les lettres, dont la connaissance nous est si nécessaire pour compléter ou rectifier les Mémoires. Combien les auteurs ont-ils eu raison de grouper dans un même article, autant qu'ils l'ont pu et « malgré le risque de la tâche », toutes les lettres d'un même auteur actuellement dispersées dans des publications diverses! Les historiens ne pourront que regretter infiniment le retard apporté par la guerre à l'avancement d'un manuel aussi indispensable.

La Société de l'histoire de France a fait paraître, depuis 1914, quatre volumes qui relèvent de ce Bulletin : les tomes V et VI des *Mémoires de Saint-Hilaire*; le tome II des *Lettres du duc de Bourgogne au roi d'Espagne Philippe V*; enfin le tome I des *Mémoires de Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne*.

Les tomes V et VI des *Mémoires de Saint-Hilaire*² comprennent la suite des *Mémoires*, de 1707 à 1710 pour le tome V et de 1711 à 1715 pour le tome VI. L'éditeur, M. LECESTRE, y a ajouté, en appendice, différentes pièces justificatives et surtout un assez grand nombre de lettres de Saint-Hilaire au ministre de la Guerre ou du ministre à Saint-Hilaire. Il est à peine besoin de dire, après avoir nommé l'éditeur, que les notes fourniront aux historiens des renseignements précieux et que le dernier volume est muni d'une

1. P. 150, par exemple, on trouve, sous le n° 845, la notice relative aux *Mémoires de Fontaine*, tandis que le n° 846 renvoie, pour les *Mémoires de Mathieu Feydeau*, au chapitre Histoire religieuse. Est-ce la différence d'intérêt et d'importance qui a déterminé celle du classement et celui-ci ne dépendra-t-il pas du contenu de chaque document, sans considération de sa valeur?

2. *Mémoires de Saint-Hilaire*, publiés pour la Société de l'histoire de France par Léon Lecestre; t. V et VI. Paris, H. Laurens, 1914 et 1916, 2 vol. in-8°, 340 p. et xxiii-282 p.

table alphabétique des noms propres, qui rend aisées toutes les recherches. On y trouve aussi la notice préliminaire, qui doit être jointe au tome I. Celle-ci nous renseigne avec précision sur les deux manuscrits qui ont survécu (celui de la bibliothèque du Louvre, signalé dès 1870 par Tamizey de Larroque, ayant été brûlé pendant la Commune); sur la vie et la carrière d'Armand de Mormès, sieur de Saint-Hilaire; enfin sur la rédaction et la valeur des *Mémoires*. M. Lecestre a soin de distinguer les deux premières parties (jusqu'en 1697), rédigées d'après des notes personnelles ou des mémoires particuliers, de la troisième, pour laquelle il a relevé d'étroites ressemblances avec un ouvrage dès longtemps imprimé, l'*Histoire militaire du règne de Louis XIV*, du marquis de Quincy. En comparant les deux textes, il a acquis, nous dit-il, la conviction que Quincy dut communiquer ses documents et sa rédaction même à Saint-Hilaire, ce qui diminue singulièrement la valeur historique de cette dernière partie des *Mémoires*. « C'est là », ajoute-t-il, « une constatation pénible à faire pour un éditeur; il ne serait pas loyal de l'omettre ou de la dissimuler. » Cette constatation fait honneur à M. Lecestre. Mais peut-être la Société de l'histoire de France pourrait-elle en tirer un enseignement. Six volumes pour l'édition d'un texte dont l'éditeur lui-même reconnaît « la valeur très secondaire », n'est-ce pas beaucoup? N'y aurait-il pas avantage à n'entreprendre une publication de ce genre qu'après achèvement des études préliminaires qui permettraient d'en établir avec certitude l'intérêt?

Je crains presque, je l'avoue, que l'édition des *Mémoires de Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne*, que vient d'entreprendre M. BONNEFON¹ et dont le tome I a paru en 1916, ne réponde pas, elle non plus, à une nécessité pressante. Je sais bien que les éditions antérieures, celle d'Amsterdam et celle de Barrière, sont, l'une comme l'autre, incomplètes et fautives; je sais aussi que les *Mémoires* du jeune Brienne contiennent d'intéressantes précisions sur les premières années du règne personnel de Louis XIV. Mais celles-ci n'ont-elles pas été presque toutes recueillies par M. Jean de Boislisle, dans l'appendice au tome I de ses *Mémoriaux du Conseil secret*? N'y a-t-il pas — précisément dans la première partie des *Mémoires*, que reproduit le tome récemment paru — bien des digressions oiseuses et bien du verbiage? Mes craintes ne diminuent en rien, cela va sans dire, la valeur de l'édition en elle-même, qui nous donnera pour la première fois le texte intégral et correct des

1. *Mémoires de Louis-Henri de Loménie, comte de Brienne*, publiés pour la Société de l'histoire de France par Paul Bonnefon; t. I. Paris, H. Laurens, 1916, in-8°, 355 p.

trois manuscrits actuellement connus et dont deux seulement, ceux de la Bibliothèque nationale, ont été mis à contribution par Barrière¹. Souhaitons que le texte du troisième manuscrit, que nous ne connaissons pas et qui comprend les livres V, VI et VII des *Mémoires*, augmente sensiblement l'intérêt d'une publication qui, en tout cas, par la façon dont elle est présentée, est digne de la Société qui l'a entreprise.

C'est encore à M. LECESTRE, en même temps qu'à Mgr BAUDRILLART, que nous devons le second et dernier volume des *Lettres du duc de Bourgogne au roi d'Espagne Philippe V*². Comme le tome I, celui-ci contient d'ailleurs, en appendice, outre les lettres à Philippe V, d'autres lettres à diverses personnes et qui n'étaient pas toutes inédites. Les éditeurs ont écarté seulement les lettres publiées, soit par le marquis de Vogüé³, soit par le général Pellet⁴, parce qu'elles sont facilement accessibles; encore les ont-ils comprises dans leur index chronologique général, où toutes les lettres du duc de Bourgogne actuellement connues sont mentionnées. La publication est donc bien près d'être complète et il n'y avait pas intérêt à ce qu'elle le fût davantage. Elle est précédée d'une intéressante introduction que Mgr Baudrillart avait composée, nous dit-il, il y a vingt-huit ans déjà et qu'il lui a suffi de mettre au point. Nous y trouvons, non pas la vie du duc de Bourgogne, mais plutôt l'histoire de son évolution morale, ainsi que son portrait d'après ses lettres. Peut-être Mgr Baudrillart, ému par la piété du duc de Bourgogne, nous a-t-il parlé surtout de ses vertus, qui furent éminentes, en jetant un voile indulgent sur les insuffisances d'une intelligence et d'un caractère que Fénelon lui-même s'irritait parfois de ne pas trouver plus vifs et plus fermes. On a dit souvent — et c'est aussi l'opinion de Mgr Baudrillart — qu'après la mort du dauphin, la personnalité du duc de Bourgogne, initié désormais par Louis XIV aux grandes affaires et conscient de sa responsabilité nouvelle, s'affirma et s'épanouit à la surprise joyeuse de toute la cour. J'avoue ne point apercevoir cette transformation dans ses lettres. Après comme avant avril 1711, elles nous touchent par la bonté, la sincérité, le dévouement au bien public qui s'y révèlent. Je ne crois pas

1. Le second de ces deux manuscrits, qui n'est pas autographe, mais dont l'authenticité paraît certaine, représente, d'après M. Bonnefon, « une autre phase de la pensée de Louis-Henri de Loménie ». Aussi l'éditeur se propose-t-il de le reproduire à la suite des deux manuscrits autographes.

2. *Lettres du duc de Bourgogne au roi d'Espagne Philippe V*, publiées pour la Société de l'histoire de France par Mgr Baudrillart et L. Lecestre; t. II. Paris, H. Laurens, 1916, in-8°, LXXXV-267 p.

3. *Le duc de Bourgogne et le duc de Beauvillier*.

4. *Mémoires relatifs à la guerre de la Succession d'Espagne*.

qu'elle nous permettent d'affirmer que la mort du duc de Bourgogne a privé la France d'un grand roi.

La Société de l'histoire de France n'a pas seule maintenu son activité pendant la guerre. C'est pour la Société de l'histoire de Normandie que M. G.-A. PRÉVOST a publié les *Notes*¹ rédigées par Claude Pellot, alors premier président du Parlement de Rouen, sur la province où il avait commencé et où il termina sa carrière administrative. Nous ne connaissions de Claude Pellot jusqu'ici que des lettres, d'ailleurs importantes, publiées pour la plupart par G. Deping, dans sa *Correspondance administrative du règne de Louis XIV*. Les *Notes* sont reproduites d'après un manuscrit de la bibliothèque Mazarine, qui est anonyme, mais dont M. Prévost a pu sans grande peine identifier l'auteur. Elles contiennent des renseignements nombreux sur le clergé, les gentilshommes, les officiers et les bourgeois notables de la province, groupés par bailliages. Il faut signaler (p. 62 et suiv.), sur les présidents et conseillers du Parlement de Rouen, des notes personnelles, évidemment destinées à rester secrètes, et parfois assez vives. L'édition, précédée d'une introduction et suivie d'une table des noms de personnes, a été faite avec grand soin et elle est pourvue d'une annotation abondante, qui complète les indications fournies par Claude Pellot. J'aurais souhaité seulement que M. Prévost, à propos du clergé normand, eût rapproché des renseignements que nous devons à Pellot, et qui sont parfois un peu vagues, ceux, beaucoup plus précis et presque contemporains, que nous donne Voysin de La Noiraye. M. Prévost connaît le *Mémoire* de Voysin et nous en dit lui-même l'importance. Peut-être avait-il déjà terminé son manuscrit lorsqu'il a pu consulter l'ouvrage de M. Esmonin et n'a-t-il pas voulu refondre tout son appareil critique? C'est d'ailleurs la seule lacune notable que j'aperçoive.

Les quelques ouvrages originaux relatifs au règne de Louis XIV relèvent soit de l'histoire religieuse, soit de l'histoire militaire, exception faite pour une courte étude d'histoire administrative locale.

Celle-ci est due à M. G. PÉROUSE, archiviste de la Savoie, et nous renseigne sur l'organisation et la vie des paroisses rurales de l'archevêché de Tarentaise au XVII^e siècle². M. Pérouse a méthodiquement exploré les archives départementales et communales et tiré ses renseignements les plus précieux des procès-verbaux des visites

1. *Notes du premier président Pellot sur la Normandie (1670-1683)*, éditées par G.-A. Prévost pour la Société de l'histoire de Normandie. Paris, A. Picard; Rouen, A. Lestringant, 1915, in-8°, xxxiv-400 p.

2. Gabriel Pérouse, *les Paroisses rurales d'un diocèse de Savoie au XVII^e siècle. L'archevêché de Tarentaise*. Bibliothèque d'histoire de l'Église de France. Paris, Letouzey et Ané, sans date, in-8°, 81 p.

paroissiales. Malheureusement, celles-ci étaient fort espacées (on n'en compte pas plus d'une douzaine en un siècle), et M. Pérouse nous en indique la raison : elles entraînaient, pour les pauvres communautés de la montagne, des frais très lourds qu'elles n'eussent pas été en état de supporter plus souvent. Les renseignements ainsi réunis, M. Pérouse les a groupés, sans aucun effort de composition, en une série de chapitres, longs ou courts, sur une série de questions : les circonscriptions paroissiales, la nomination des curés et des vicaires perpétuels, les vicaires, les communautés de prêtres, les procureurs des paroisses, les visites paroissiales, etc... Je signalerai, en particulier, le chapitre relatif aux procureurs de paroisses ; nous y voyons une fois de plus, et par des détails précis, quel rôle jouait encore dans l'Eglise, à cette époque, la communauté des fideles. « Les obligations du curé », dit M. Pérouse, « se bornent aux fonctions propres de son ministère et ses droits à la perception des revenus de son bénéfice. Quant au gouvernement de la paroisse, il appartient aux paroissiens en corps, c'est-à-dire à la commune. » A la série de ses petits chapitres, M. Pérouse n'a pas ajouté de conclusion. Mais celle-ci se trouve formulée, à propos d'une question particulière, dans le dernier d'entre eux, et je ne puis mieux faire que de la reproduire. « Nous retrouvons donc ici », y est-il dit, « comme dans toute notre enquête, le goût de l'autonomie paroissiale, que ne heurte d'ailleurs aucun essai de centralisation ecclésiastique ; l'extrême diversité des coutumes locales, que l'on ne contrarie pas davantage en tentant d'uniformiser les choses ; enfin la tendance à pourvoir à tous les besoins par des fondations perpétuelles et à augmenter ainsi le patrimoine collectif. » On voit combien l'intérêt d'une pareille étude, si modeste qu'en soit la forme, dépasse le cadre restreint où elle s'enferme.

Trois études d'histoire religieuse sont de caractères bien différents. Dans l'une, M. Raoul ALLIER poursuit son enquête sur l'activité des confrères du Très-Saint-Sacrement en province¹. Il réunit tout ce que nous savons actuellement de la Compagnie de Toulouse, en l'absence de ses registres, qui sont restés introuvables. Il procède selon sa méthode ordinaire — la seule possible en l'espèce — relevant la trace des confrères déjà connus dans une série d'œuvres toulousaines postérieures à 1641² : c'est « l'aumône générale » pour le « renfermement des pauvres mendiants » ; c'est l'œuvre des Bouil-

1. R. Allier, *la Compagnie du Très-Saint-Sacrement-de-l'Autel à Toulouse*. Paris, Champion, 1914, in-8°, 152 p.

2. C'est à cette date que M. Allier plaçait déjà, dans la *Cabale des dévots*, la fondation d'une Compagnie à Toulouse, en l'attribuant surtout à l'action du chevalier de La Coste.

lons; c'est surtout la « Communauté des Frères-Cordonniers », organisée à Paris d'abord par « le bon Henry », le cordonnier Henry Buche, puis transportée à Toulouse en 1650¹. M. Allier met particulièrement en lumière le rôle de l'abbé de Ciron, qui procure à la Compagnie la protection d'Anne d'Autriche; qui travaille avec elle à la fondation des premiers séminaires à Toulouse; qui inspire enfin l'œuvre de M^{me} de Mondonville, les « Filles de l'Enfance », tout animée de l'esprit des confrères. M. Allier termine en nous donnant quelques indications sur les rapports de la Compagnie avec l'Aa toulousaine, récemment étudiée par le comte Begouin², — rapports étroits, mais qui ne semblent pas avoir été toujours cordiaux. Il croit apercevoir que l'Aa, soumise à l'influence directe des jésuites, s'est efforcé de faire prévaloir dans la Compagnie cette influence à celle des oratoriens, suspects de complaisance envers les jansénistes, et n'a réussi qu'à tuer la Compagnie, qui disparaît vers 1670.

Le but de M. NAVATEL, dans son volume sur *Fénelon*³, a été, nous dit-il, de « composer le tableau de la direction spirituelle de Fénelon dans la petite confrérie secrète du pur amour ». Il a essayé, ajoute-t-il, de composer ce tableau avec les seuls documents authentiques de la *Correspondance*, « par conséquent de façon tout objective ». En réalité, si la bonne foi de M. Navatel dans son effort, si ses intentions d'impartialité sont indiscutables, il n'en est pas moins évident qu'il est sans cesse préoccupé de faire apparaître les dangers du pur amour et de la direction spirituelle, telle que Fénelon l'a comprise. N'a-t-il pas fait précéder son étude d'une introduction sur la direction spirituelle en général, puis d'un premier chapitre où il oppose celle de Fénelon à la direction traditionnelle, pour affirmer, dès les premières pages de son livre, que la spiritualité nouvelle « contrastait visiblement avec la dévotion approuvée de l'Eglise » et que « jamais les saints n'avaient négligé à ce point, dans la direction des parfaits, l'usage des pratiques pieuses familières aux simples fidèles » ?

Quant au plan suivi par M. Navatel, il est aussi peu systématique que possible. Il consiste à nous présenter successivement, dans une série de chapitres, tous ceux qu'il considère comme des membres de la petite confrérie secrète. Parmi ceux-ci, nous sommes un peu surpris de rencontrer Seignelay, dont M. Navatel nous dit lui-même qu'il « ne fit guère que passer » sous la conduite de Fénelon et que

1. M. Allier a déjà consacré à Henry Buche un chapitre de la *Cabale des dévots*.

2. Voir la *Revue*, t. CXVI, p. 133.

3. L. Navatel, *Fénelon. La Confrérie secrète du pur amour*. Paris, Émile-Paul Frères, 1914, in-18, xvii-335 p.

« leur relation spirituelle dura quelques mois à peine, de juillet à novembre 1690 », pendant la dernière maladie du ministre. Doit-on même compter parmi les adeptes du pur amour le duc de Bourgogne? Il semble bien que Fénelon ne lui ait jamais découvert toute sa doctrine et que plus tard, lorsque le jeune prince approcha du trône, « ce fut une nécessité pour son directeur de sortir des généralités systématiques et de s'arrêter à un idéal de perfection plus déterminé, plus vivant, mieux adapté au rang et à la vocation de son élève ».

A vrai dire, dans plusieurs des chapitres consacrés au duc de Bourgogne, dans l'un de ceux où l'auteur nous présente le duc de Chevreuse, M. Navatel paraît oublier quelque peu le pur amour. C'est presque uniquement de politique qu'il s'agit; là des efforts tentés par Fénelon pour achever l'éducation politique du dauphin; ici de l'influence que prit le duc de Chevreuse sur Louis XIV pendant les dernières années du règne et qui permit à Fénelon, nous dit avec un peu d'exagération M. Navatel, de « se donner, du fond de son exil, la satisfaction suprême d'exercer en quelque sorte dans le Conseil du roi le rôle d'un premier ministre ». Ces chapitres d'histoire politique, sans rien nous apporter de bien nouveau, n'en sont pas moins parmi les plus intéressants du livre. J'y signalerai, en particulier, ce que nous dit l'auteur de l'ardeur pacifiste — nous dirions volontiers aujourd'hui « défaitiste » — du prélat pendant les plus dures années de la guerre de la Succession d'Espagne¹.

Dans la monographie que nous présente le D^r Maria d'ANGELO, c'est à la fois d'histoire religieuse et d'histoire politique qu'il s'agit. Sous le titre : *Louis XIV et le Saint-Siège*², il ne se propose pas de refaire l'histoire entière de la querelle entre Louis XIV et la Papauté, mais seulement de reprendre, en la précisant, celle des pourparlers qui conduisirent, à travers les deux pontificats d'Alexandre VIII et d'Innocent XII, à la paix religieuse de 1693. Il le fait d'ailleurs uniquement avec les sources romaines : correspondance des nonces à Paris avec le cardinal-secrétaire d'État, documents manuscrits des archives vaticanes et de la bibliothèque du cardinal Casanate, etc... Il ne cite les auteurs qui ont parlé de la querelle que lorsqu'ils ont eux-mêmes cité des documents inédits et

1. Mgr Baudrillart, dans son introduction sur le duc de Bourgogne dont nous avons parlé plus haut, proteste vivement contre l'opinion que celui-ci a voulu « la paix à tout prix, au point de désirer une défaite qui avançât cette paix ». Je crois qu'il a raison. Mais je n'oserais pas affirmer que Fénelon n'est pas allé jusque-là. Il faut lire la lettre qu'il écrivait le 24 juin 1710 et que cite M. Navatel.

2. D^r Maria d'Angelo, *Luigi XIV e la Santa Sede (1689-1693)*. Roma, tipografia dell'Unione Editrice, 1914, in-8°, 65 p.

ne discute pas leurs opinions. Sa conclusion est très prudente. Il y exprime l'opinion qu'il n'y eut victoire complète ni pour Louis XIV — cela va sans dire — ni pour le Saint-Siège, puisque celui-ci fit, sous Innocent XII, une importante concession, à laquelle il s'était toujours refusé jusque-là, en disjoignant la question de la régale de celle des évêques.

M. Henri MALO nous a donné dès 1913¹ le second volume de son intéressant ouvrage : *les Corsaires dunkerquois et Jean Bart*². C'est dans celui-ci qu'en apparaît le héros, dont l'histoire se poursuit de chapitre en chapitre à travers les mille incidents de la guerre de Hollande et de la guerre de la Ligue d'Augsbourg. Ce second volume présente les mêmes caractères que le premier et je ne reviens pas sur ce que je disais de celui-ci il y a quatre ans : il est un peu chargé de détails, un peu dispersé aussi, mais plein de vie; nous n'y trouvons pas seulement l'histoire de Jean Bart, mais celle du port de Dunkerque et de la guerre de course — la *caprerie*, comme on l'appelait alors — pendant tout le règne personnel de Louis XIV.

Quant au *Montesquiou d'Artagnan* de M. J. COROËNNE³, il est d'un intérêt plus limité. C'est moins une étude historique qu'un plaidoyer en faveur de Montesquiou, à qui M. Coroënne attribue tout le mérite de la victoire de Denain. Sa thèse, en résumé, est la suivante : le projet de marche de nuit contre Denain, qui seul rendit possible la victoire, est tout à fait indépendant des projets antérieurs qui visaient aussi Denain; il a été imaginé et exécuté par Montesquiou; c'est donc bien à Montesquiou que la victoire est due. Les pièces, que M. Coroënne cite abondamment, paraissent en effet le prouver. Mais pourquoi tant d'acrimonie envers Villars? En nous annonçant dès le début « les mensonges et les contradictions » du maréchal, l'auteur ne risque-t-il pas de nous faire douter de son impartialité? D'autre part, après nous avoir apporté ses preuves « par les pièces officielles », avait-il besoin d'examiner longuement dans quelle mesure les historiens de la bataille étaient d'accord entre eux, puis d'accord avec les documents contemporains? Il justifie ainsi le sous-titre du livre : *Démonstration, réfutations et critiques*. Mais une démonstration probante n'eût-elle pas suffi?

G. PAGÈS.

(Sera continué.)

1. Mais il ne m'est parvenu que l'année suivante.

2. Henri Malo, *les Corsaires dunkerquois et Jean Bart*. T. II : 1662-1707. Paris, Mercure de France, 1913, in-8°, 517 p.

3. J. Coroënne, *Montesquiou d'Artagnan, vainqueur de Denain. Démonstration, réfutations et critiques*. Paris, Melet, 1913, in-8°, 272 p.

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

La sainte Bible. Traduction nouvelle d'après les meilleurs textes, avec introductions et notes. Première livraison : *Genèse-Exode, 1-9, 16.* Paris, Société biblique, 1916. 80 pages, in-folio. Deuxième livraison : *les Évangiles synoptiques*, 1918. 128 pages, in-folio.

Les traductions françaises de la Bible ne manquent point; s'il en est dont la réputation excède sans doute les mérites, par exemple celle de Lemaitre de Sacy, plusieurs emportent l'estime, et l'une d'elles, au moins, celle de l'abbé Crampon, peut, à juste titre, passer pour remarquable; du reste, le grand public qui s'intéresse à la Bible ignore généralement cette version; elle doit sa réputation aux érudits qui sont en état de l'apprécier et connaissent les insuffisances des autres. A dire vrai, aucune de nos traductions, sans en excepter celle de l'abbé Crampon, ne paraît pleinement satisfaisante au jugement d'un lecteur averti et compétent, j'entends capable de voir les difficultés de tout genre dont se hérissent la lettre de la Bible et assez libre d'esprit pour ne pas se contenter, en guise de solution, d'une vague logomachie ou d'affirmations en l'air. Il n'y a d'ailleurs pas que la lettre à considérer : un instant de réflexion sur les livres du canon biblique, considérés en eux-mêmes et surtout dans leur relation réciproque, conduit à poser, touchant leur composition et leur date, nombre de problèmes dont la solution importe essentiellement à leur intelligence. Il paraît donc indispensable qu'une traduction de la Bible s'accompagne aujourd'hui de quelques explications et commentaires. Toutefois, il y a une mesure à garder sur ce point, à moins qu'on ne fasse œuvre de pure science et qu'on ne s'adresse qu'aux érudits : ainsi la traduction de Reuss, si utile encore et si intéressante, outre que son désir d'extrême fidélité la rend illisible, ne peut que décourager le *lector candidus* qui aborde ses seize volumes massifs. Elle a un autre défaut : elle compte quarante ans d'âge et plus, ayant paru de 1874 à 1880, et, depuis son achèvement, un immense travail philologique, archéologique, historique, exégétique a été accompli, tant sur la forme que sur le fonds du texte des deux Testaments, et tel qu'on peut dire que l'étude de la Bible en a été renouvelée. De ce travail il est indispensable qu'une traduction s'inspire continuellement. Un homme qui saurait, même très bien, l'hébreu et le grec ne posséderait qu'une petite partie des ressources actuellement nécessaires pour se tirer honnêtement d'une traduction du Livre et, à vrai dire, les forces d'un seul

traducteur et le temps de sa vie ne suffiraient pas à la besogne. C'est donc une œuvre grandement utile qu'a entreprise la Société biblique de Paris, pour célébrer son centenaire, en groupant sous une direction commune une quarantaine de collaborateurs compétents.

Elle disposait d'un modèle dont il serait aussi injuste de taire le nom que de rabaisser le prix; c'est la traduction allemande publiée par Kautzsch, sous le titre de *Die heilige Schrift des alten Testaments*, en troisième édition, de 1909 à 1912; ce ne sera pas un mince mérite que de nous en donner un équivalent. Voyons d'abord dans quelle intention et dans quel esprit l'œuvre a été entreprise et conduite. Il ne s'agit point d'édifier, mais d'instruire le lecteur; on lui épargnera donc toutes les effusions proprement confessionnelles et on s'efforcera d'abord de mettre à sa portée les résultats acquis de la science; on ne s'interdira pas à l'occasion de souligner l'intérêt religieux ou moral de tel ou tel livre ou passage, mais sans y insister et parce qu'en vérité on ne pouvait faire autrement, puisqu'on dresse ce monument en commémoration de la fondation d'une société religieuse. Le lecteur auquel on a pensé n'est point le savant; on ne descendra donc point dans le détail des questions, on ne donnera aucune indication bibliographique; en un mot on se contentera de ce qu'on nomme la « vulgarisation scientifique ». Toutefois, la traduction proprement dite, fruit de longues études et résultat de discussions approfondies, reste comme un témoignage considérable pour le savant lui-même. Cette traduction, on veut qu'elle soit exacte, mais on entend aussi qu'elle reste lisible et on ne la fait pas tenir toute dans la transcription mot à mot du texte; surtout on évite le faux archaïsme et le pseudo-orientalisme, par quoi plusieurs autres versions sont tombées dans le jargon; elle serre donc le texte d'aussi près que possible, mais elle le met en français.

Au regard de l'Ancien Testament, ce texte n'est pas purement et simplement celui de l'édition massorétique, que se contentent de suivre toutes les autres traductions françaises faites sur l'hébreu; on a pris soin de rapprocher de la lettre de cette édition les leçons du Pentateuque samaritain, celles des Targumim, celles des très anciennes versions grecques, latines, syriaques qui nous permettent souvent de remonter à un état du texte antérieur au travail des Massorètes. On s'est avoué qu'il y a dans la Bible hébraïque des passages présentement intelligibles; on n'a pas cherché à les rendre clairs coûte que coûte et on a remplacé les restitutions hasardeuses par des points de suspension, quitte à préciser en note l'état de la question pour chaque cas particulier. Les notes sont établies, pour ainsi dire, en deux étages : d'abord des notes « critiques » où l'on donne les indications nécessaires sur l'établissement du texte et les variantes importantes; au-dessous, des notes « explicatives » où se trouvent signalées et brièvement éclaircies les principales obscurités du récit biblique.

Chaque écrit, ou groupe cohérent d'écrits, est précédé d'une *Intro-*

duction qui précise son caractère, le temps et les circonstances de sa composition. On nous annonce, du reste, une *Introduction générale* « où l'on s'efforcera de remettre à sa place dans l'évolution de la littérature hébraïque chacun des ouvrages qui sont entrés dans la composition du recueil définitif ». En l'attendant, un substantiel résumé, modestement présenté comme une introduction provisoire et imprimé sur la couverture du fascicule, dit l'essentiel de ce qu'il faut savoir touchant la composition de la *Genèse* et ses sources diverses. Du reste, on s'est efforcé de rapporter autant que possible chaque péricope et, lorsque cela a été utile, chaque verset à sa source propre, que désigne en marge une lettre convenue. Enfin chaque partie du récit est distinguée et annoncée par un sous-titre précis qui facilite singulièrement la lecture. Tout cela est, en somme, très bien conçu et très pratique. Les éclaircissements, insuffisants pour approfondir l'exégèse de l'Ancien Testament, constituent un excellent point de départ à son étude et ils guideront très sûrement le lecteur qui veut au moins comprendre ce qu'il lit. Tel était le but que se proposaient les traducteurs et il est atteint : la Bible rentre ici dans l'histoire.

La *Genèse* a été traduite par M. Louis Aubert et l'*Exode* par M. Louis Trabaud; M. Adolphe Lods a revu tout le travail et a rédigé l'introduction provisoire.

Le premier fascicule du Nouveau Testament appartient en entier, introduction, traduction et notes, à M. Maurice Goguel, hormis une notice sur le *Peuple juif au temps de Jésus*, rédigée par M. Louis Randon. Pour en finir tout de suite avec celle-ci, je confesserais que, dans son ensemble, elle me paraît un peu trop sèche et élémentaire; elle est aussi incomplète très fâcheusement, car elle ne dit rien du judaïsme de la *diaspora*, non plus que des sectes juives plus ou moins gnostiques ou syncrétistes dont le rôle apparaît chaque jour, sinon plus clair, au moins plus important dans l'histoire des origines chrétiennes et même dans celle de la composition de nos textes évangéliques.

Le dirai-je d'ailleurs? J'ai l'impression — peut-être fausse, mais tenace — que les traducteurs et commentateurs du Nouveau Testament se sont sentis plus gênés devant leur texte que ceux de l'Ancien et que les obligations que leur imposait le patronage de la Société biblique ont quelque peu restreint leurs initiatives. C'est surtout par omission qu'ils ont quelquefois péché, car ce qu'ils ont cru pouvoir dire donne une idée généralement exacte de l'état de la science et reste fort intéressant.

Le texte suivi est celui de Nestle, mais M. Goguel ne s'interdit pas de lui préférer d'autres leçons. Je serais même étonné qu'un de ses écarts, par rapport à Nestle, ne causât pas de l'émoi à plus d'un lecteur : en *Lc.*, 3, 22, il a suivi la leçon du codex D : *νῦν μου εἰ σὺ : τὸ σῶμα σου γεγενῆσθαι αὐτό* ! Il a bien fait; mais comme aucune note explicative ne vient justifier sa préférence, je suppose qu'elle surprendra. La tra-

duction est fidèle et facile et tous les lecteurs compétents comprendront les raisons qui ont décidé l'auteur à se ranger à tel sens plutôt qu'à tel autre dans les passages douteux. Pourtant, je suis demeuré perplexe devant la traduction de *Mt.*, 6, 11 : « Donne-nous aujourd'hui notre pain quotidien », et devant la note qui l'accompagne. M. Goguel remarque que le mot grec *ἐπιούσιος*, ne se trouvant pas ailleurs que dans notre texte, n'y offre pas un sens très assuré; il est vrai, mais je n'hésite pas à croire qu'il en est toujours un qu'il n'a sûrement pas : c'est celui de « quotidien », et la traduction de la Vulgate hiéronymienne : « Panem nostrum supersubstantialem da nobis hodie », me semble, quoiqu'on en ait dit, favorisée par l'étymologie *ἐπί* — qui, en composition, veut souvent dire « au-dessus » — et *ούσία* qui, dans la langue de la Septante comme dans le grec classique, implique l'idée de « biens matériels ». C'est là un détail.

L'introduction est claire, mesurée et très sage; elle pose bien la question et en offre la solution qu'acceptent aujourd'hui à peu près tous les savants; j'y souscris pour ma part entièrement; tout au plus insisterais-je sur les différences qui sépareront, selon toute apparence, le *Marc* qu'ont suivi *Mt.* et *Lc.* de notre *Mc.* à nous (p. 15). Et aussi, après avoir lu les suggestifs *Testimonies* de Rendel Harris (1916), ferais-je quelques réserves sur l'assimilation des *Logia* dont parle Papias à la source Q, commune à *Mt.* et à *Lc.* Enfin, je marquerais beaucoup plus de scepticisme que M. Goguel sur la valeur historique de nos synoptiques et peut-être en ce point sa prudence demeure-t-elle excessive. Parfois il est visiblement resté en deça de sa science, dont nous savons par ailleurs qu'elle est parfaitement « au courant » : il fallait sans doute qu'il en fût ainsi pour ne pas effaroucher certains lecteurs. Ceux qui sont moins timides le regretteront.

Je n'ai que du bien à dire des notes critiques qui se rapportent à l'établissement du texte et des notes où sont marqués les rapports de ce texte avec l'Ancien Testament ou d'autres passages du Nouveau; en revanche, je suis moins satisfait des notes explicatives. Je les trouve trop prudentes, elles aussi, trop portées à tourner autour des points dangereux et à y abandonner le lecteur tout juste au moment où, sans le savoir même, il aurait le plus besoin de secours. Veut-on quelques exemples? En voici : le lecteur lit en *Mt.*, aussi bien qu'en *Lc.*, les récits de l'enfance, sans rien apprendre touchant leur caractère légendaire, leur origine et leur vrai sens; la première fois qu'il rencontre le nom de Nazareth, en *Mt.*, 2, 23, il n'est pas averti que ce nom soulève un problème et qu'il n'est pas sûr du tout — au contraire — que le « Nazaréen » signifie « l'homme de Nazareth »; le sermon sur la montagne, pour si célèbre qu'il soit, n'en est pas moins, de toute évidence, une composition artificielle; je l'aurais dit et je l'aurais prouvé. Au vrai, aucune des grandes difficultés que l'exégèse scientifique oppose, même sans le vouloir, aux affirmations confessionnelles, n'est, dans ces notes explicatives, abordée de front et élucidée : qui-

conque prendra la peine de lire, en fonction de cette remarque, les chapitres évangéliques relatifs à la Passion et à la Résurrection saisira toute sa portée. Ce « défaut » de l'œuvre est d'autant plus regrettable que M. Goguel est un des exégètes français les plus et les mieux avertis. Et l'on entend bien encore que ce n'est point ici de sa compétence qu'il s'agit et que je ne conteste pas qu'il se soit très honorablement tiré d'obligations délicates et contradictoires.

Quelques affirmations de-ci et de-là m'ont surpris. Par exemple, je ne vois pas très bien, même — et surtout — après avoir relu *Mt.*, 23, 37, et *Lc.*, 13, 34, quelles peuvent être les « très fortes raisons » de croire que Jésus est allé plusieurs fois à Jérusalem au cours de son ministère (p. 17); je ne soutiendrais pas si fermement que le fait M. Goguel que Jésus a certainement cru inévitable l'abolition du culte juif et la disparition du Temple, car je n'ai aucune confiance dans la solidité historique de l'accusation devant Caïphe (p. 18). « Dans la pensée de Jésus », est-il dit p. 75, « la messianité était inséparable de souffrances et d'humiliation »; voilà ce que je ne soutiendrais pas, non seulement parce que la conscience messianique de Jésus fait encore question — au moins — mais parce que l'idée du Messie humilié et souffrant a toutes les chances d'appartenir au milieu apostolique et non pas au Christ lui-même.

Je pourrais prolonger ces chicanes; elles ne diminuent en rien la valeur du service que M. Goguel vient de rendre aux études chrétiennes en publiant sa traduction¹.

La nouvelle Bible est magnifiquement imprimée sur du papier superbe et qui ne sent pas « la crise »; ce sera un beau volume. Pourtant, il faut bien que je dise que son format (in-folio) est très incommode; je le croyais définitivement abandonné pour tous les livres de travail. Quand celui-ci sera largement ouvert sur une table d'érudit, il y tiendra beaucoup de place. En revanche, il y fera bon effet: il y sera le témoignage d'un noble effort et il y portera les résultats féconds d'une entreprise entre toutes honorables pour la science française².

Ch. GUIGNEBERT.

Ruth PUTNAM. *California : the Name*. With the collaboration of Herbert J. PRIESTLEY, Assistant Professor of History, University of California. University of California Publications in History, t. IV, n° 4, p. 293-365. December 19, 1917. University of California Press. Berkeley.

La péninsule de Californie, qui a donné son nom à l'État du même

1. Une petite inadvertance : je lis à la p. 9 que l'impôt du didrachme pour le Temple est dû par tout juif à partir de l'âge de douze ans, et à la p. 44, n. 6, que c'est à l'âge de vingt ans; il faudrait se décider.

2. Je n'ai relevé qu'une faute typographique : à la p. 20, col. 2, l. 26, la lettre *i* est tombée.

nom, fut atteinte pour la première fois dans sa partie méridionale en 1533, ou en 1535 par Fernand Cortez, le conquérant du Mexique. Mais la première expédition qui en explora la côte orientale fut celle d'Alarcon, en 1540. Alarcon pénétra même assez loin dans le fleuve Colorado qui se jette au fond du golfe. Cabrillo, en 1542, longea la côte occidentale et atteignit le territoire de l'État actuel de Californie. C'est lui qui, le premier, appelle la péninsule : *Californie, California*; il emploie même ce nom comme s'il était déjà usuel. « Le dimanche 2 juillet », dit-il dans son journal, « nous arrivâmes en vue de la Californie... »

On s'est longtemps demandé d'où pouvait provenir ce nom, jusqu'au jour, en 1862, où le Dr Hale le découvrit dans un roman espagnol du début du XVI^e siècle : *Las Sergas de Esplandian*, qui forme la cinquième partie, ajoutée après coup, du roman célèbre d'Amadis de Gaule, écrit en portugais au XV^e siècle, traduit d'abord en espagnol, puis dans la plupart des langues de l'Europe. C'est le traducteur espagnol, Montalvo, qui a ajouté cette cinquième partie, dont la plus ancienne édition connue est de 1521, mais qui a dû en avoir d'autres antérieures, car il existe une édition d'une sixième partie, datée de Salamanque 1510.

Esplandian est le fils d'Amadis. Il est venu au secours de l'empereur de Constantinople menacé par le roi de Perse Armato qui a invité tous les princes payens à s'unir à lui contre les Chrétiens. A cet appel a répondu la belle Calafia, une négresse, reine des Amazones noires qui habitent l'île de California, située « à droite des Indes, près du Paradis terrestre ». Après toutes sortes d'aventures, Calafia finit naturellement par devenir amoureuse d'Esplandian et se fait chrétienne avec ses compagnes.

Jusqu'ici on n'aperçoit aucun rapport entre une île légendaire et la péninsule lointaine où aborda Cortez. Mais, en 1520, un lieutenant de Cortez, qui explorait les parties du Mexique voisines du Pacifique, lui parle d'une île située à dix jours de navigation, au large, et habitée par des Amazones. Un autre Espagnol, Guzman, rapporte en 1530 la même légende. Et c'est probablement dans une des îles voisines du golfe de la Paz, près de l'extrémité méridionale de la péninsule, que prirent pied les premiers découvreurs¹.

On sait combien l'histoire fabuleuse des Amazones eut de succès dans l'antiquité. Elle n'en eut pas moins au moyen âge. Jacques de Vitry, dans son *Historia orientalis*, parle d'une île située au milieu d'un fleuve, près des montagnes caspiennes (*juxta montes Caspiae*) et qui est habitée par des femmes très belliqueuses. Leurs maris ne viennent dans l'île qu'une fois par an. Lorsqu'il leur naît un fils, elles

1. La première carte qui porte le nom de Californie est celle de Diego Gutierrez publiée en 1562 (reproduite en *fac simile* dans le travail de Miss Putnam). Ce nom est donné au cap qui forme la pointe méridionale de la péninsule : *C. California*.

le nourrissent et l'élèvent jusqu'à six ans, puis le renvoient au père. Elles ne gardent avec elles que les filles.

Mais voici qu'au temps des grandes découvertes la fable des Amazones se répand de plus en plus. Christophe Colomb, dans son journal de bord, raconte qu'au dire des Indiens il existe, au delà de la Jamaïque, une île de Matitino qui n'est habitée que par des femmes, et il réédite à peu près les détails donnés par Jacques de Vitry. Pigafetta, le pilote de Magellan, la reprend à son tour un peu plus tard, mais l'applique à une île d'Acoloro, située quelque part dans l'océan Indien, « au-dessous » de Java-la-Grande. Plus tard, le nom de fleuve des Amazones fut donné au grand fleuve de l'Amérique du Sud découvert en 1541 par un compagnon de Pizarre, Orellana, qui prétendait avoir rencontré sur ses bords une peuplade où il n'y avait que des femmes.

Il est donc certain qu'on cherchait cette île des Amazones quelque part dans les océans nouvellement découverts. Et si l'on tient compte de la popularité certaine qu'eurent les romans d'Amadis et d'Esplandian, on se représente comment un lecteur de ces romans a pu donner le nom de Californie à une île ou à un territoire du Grand Océan où précisément les compagnons de Cortez avaient entendu dire qu'il existait des Amazones.

Tels sont les résultats de la consciencieuse enquête de Miss Putnam. Il est possible de la compléter au moins sur un point. C'est par Marco Polo, le grand voyageur vénitien, que l'histoire des Amazones s'est répandue dans le monde des explorateurs. Marco Polo prétend avoir entendu dire qu'il existait au large de la côte occidentale des Indes, entre la côte du Mekran et l'île de Socotora, deux îles habitées l'une par des hommes, l'autre par des femmes qui ne se rencontraient qu'à des époques déterminées, toujours avec ce détail que les enfants mâles sont renvoyés aux pères et les filles gardées par les mères¹. Or, les récits de Marco Polo eurent sur les grandes découvertes une influence directe. C'est l'Inde et le Cathay de Marco Polo que se proposait d'atteindre Colomb en naviguant toujours vers l'Ouest.

Reste à savoir où l'auteur d'Esplandian avait trouvé ce nom de Californie. A cette question encore il est permis de répondre avec une très forte vraisemblance. Il est fait mention dans la *Chanson de Roland* d'un pays de Califerne. Charlemagne se lamente sur la mort de son neveu; il énumère les ennemis dont il craint d'avoir à soutenir l'attaque :

Mor est mis nies ki tant soleit cunquere
Encuntre mei revelerunt li Saisne [Saxons]
Et Hungre et Bugre et tante gent averse,
Romain, Puillain et tuit cil de Palerne
Et cil d'Afrique et cil de Califerne².

1. Marco Polo, édit. Yule-Cordier, ch. XXXI, t. II, p. 404 et suiv.

2. Vers 2920-2924.

Aucun des éditeurs n'a cherché à identifier ce nom de *Califerne*. Miss Putnam risque l'hypothèse : *pays des Kalifes*; mais il y a tant de noms inventés dans la *Chanson de Roland* qu'il en doit être de même de celui-ci. Quoi qu'il en soit, la ressemblance est telle avec *California* que la seconde forme paraît bien dériver de la première. Ainsi le nom de Californie viendrait en dernière analyse de la *Chanson de Roland*.

L. GALLOIS.

LOUIS BATIFFOL. *Les anciennes républiques alsaciennes*. Paris, Ernest Flammarion, 1918. In-12, iv-310 pages. Prix : 4 fr. 75. (Dans la « Bibliothèque de philosophie scientifique ».)

Nous remercions très vivement M. Batiffol du charmant volume qu'il vient de consacrer à l'Alsace, de la sympathie profonde qu'il témoigne à la chère province, de toute la peine qu'il a prise pour connaître son passé et pour bien comprendre, par l'étude même de ce passé, son âme. Que le titre du volume ne trompe pas : ce que M. Batiffol nous donne, c'est une histoire complète de l'Alsace depuis ses lointaines origines jusqu'à la Révolution française; mais cette histoire est dominée par une thèse qui peut se résumer ainsi : l'Alsace a toujours réclamé son indépendance et ses libertés; cet esprit s'est manifesté surtout dans les villes libres qui de bonne heure ont formé de véritables républiques; et voilà pourquoi l'Alsace a été toute préparée à applaudir les principes de la Révolution française où elle a retrouvé ses principes à elle, et c'est là une des raisons profondes de son attachement à la France. Pour démontrer cette thèse, M. Batiffol tirera un premier plan dans son livre les dix villes de la Décapole et Mulhouse et Strasbourg; il insistera beaucoup moins sur les états ecclésiastiques et les états seigneuriaux. Les habitants de certains de ces états ne pensaient certainement pas comme ceux des villes, et M. Batiffol n'a pas assez souligné le contraste. Même aujourd'hui, après que l'Alsace a retrouvé son unité dans l'unité française, après qu'elle s'est donnée tout entière à la France en un élan d'enthousiasme et d'amour, les idées libérales sont inégalement en faveur dans le pays, et si l'on pouvait par des teintes plus ou moins foncées traduire ces différences sur une carte, on retrouverait à peu près les anciens états entre lesquels l'Alsace se divisait au moyen âge : tant le passé pénètre le présent! Mais, cette réserve faite, nous nous rallions à la thèse principale de M. Batiffol. L'Alsacien, dans son ensemble, est individualiste et égalitaire; il tient à son indépendance comme au plus grand des biens; il déteste les castes fermées; il a l'âme républicaine. Ces idées qui reviennent sans cesse dans le livre lui donnent une grande unité et toute la rigueur d'une démonstration.

A cette thèse qui domine le volume M. Batiffol a ajouté une série

de thèses accessoires, très curieuses. Nous allons les signaler et les discuter.

Après une agréable description de l'Alsace, après quelques pages consacrées à l'Alsace romaine, M. Batiffol en arrive aux invasions des barbares du ^v^e siècle et, à notre grande surprise, il supprime entièrement de l'histoire d'Alsace les Allamans. Selon lui, Clovis a directement pris aux Romains le pays entre le Rhin et les Vosges. Cette théorie nous paraît contraire à tous les documents. Les Allamans au ^v^e siècle s'étaient établis en masse sur la rive gauche du Rhin; ils s'étendirent vers le nord-ouest où ils se trouvèrent en présence des Francs ripuaires; ils leur livrèrent un grand combat à Tolbiac (Zulpich); ils poussèrent leurs incursions vers le sud-ouest jusqu'à Troyes. Dans leurs marches vers l'ouest, ils se heurtèrent, en un endroit inconnu, à Clovis qui les expulsa sur la rive droite du Rhin et les contraignit de demander un asile à Théodoric, roi des Ostrogoths¹. Ces Allamans ont réussi à faire triompher leur langue en Alsace. Le dialecte qu'aujourd'hui on parle en Alsace est un dialecte allémanique, non un dialecte franc; et dès l'époque mérovingienne on parlait ce dialecte en Alsace. Les noms de lieux celtes ou romains ont cédé la place à des noms germaniques; la liste que nous fournissent au ^{vii}^e et au début du ^{viii}^e siècle les *Traditiones Wizenburgenses* est très longue. Louis le Pieux nomma comme évêque à Strasbourg un Saxon Bernold pour que celui-ci pût prêcher à ses diocésains; car, comme écrit du peuple alsacien entre 826-828 le poète Ermold Nigellus: sa langue est la langue barbare (*Barbara lingua sibi*). M. Batiffol veut que la langue germanique n'ait triomphé en Alsace qu'à la fin du ^{xi}^e siècle; elle se serait imposée par mode, ayant d'abord gagné les classes nobles qui voulaient plaire à leurs nouveaux souverains, puis de proche en proche les classes bourgeoises et le peuple aurait suivi: ainsi la langue latine avait précédemment remplacé la langue celtique. Pour appuyer cette opinion, M. Batiffol cite un texte: « L'archidiacre Wibert, écrivant la vie de son contemporain le pape alsacien Léon IX, raconte que le père et la mère de celui-ci, le comte Hugo, également d'Alsace, et Heilewilde, parlaient tous deux au début du ^{xi}^e siècle très bien le latin et l'allemand, preuve qu'à cette date les deux langues étaient encore conjointement pratiquées dans le pays puisqu'une femme les connaissait toutes deux. »

1. Voici en quels termes M. Batiffol expose cette histoire: « Une troupe d'Alamans ayant passé le Rhin et *faisant mine d'attaquer* le nouvel État [franc], Clovis marcha sur eux en 496 et les battit à Tolbiac. Les Bollandistes ont avancé que Tolbiac était près de Strasbourg, contrairement aux auteurs qui placent cet endroit à huit lieues de Cologne. » M. Batiffol n'a pas compris les Bollandistes. Ceux-ci distinguent, comme nous venons de le faire, deux batailles, une bataille de Tolbiac entre les Ripuaires et les Allamans, et où le roi des premiers fut blessé (Grégoire de Tours, II, 37), et la bataille entre Clovis et les Allamans, dont l'endroit n'est pas indiqué par Grégoire et qu'on peut supposer avoir été livrée à Strasbourg.

Mais le latin était une langue morte et une femme pouvait très bien la connaître par l'étude; à la fin du XII^e siècle, Herrade de Landsberg écrivit en latin le *Hortus deliciarum*. La seule langue courante restait l'allemand et comment Wibert désigne-t-il cette langue : *Et pater ejus natione Teutonicus, in patria lingua atque latina disertissimus; mater quoque¹ aequae utriusque linguae perita?* Wibert appelle Hugo *Teutonicus*; il désigne l'allemand comme la langue « paternelle » de celui-ci. Le texte prouve que l'allemand était la langue courante du pays; il se retourne tout à fait contre la thèse de M. Batiffol.

Au moment où l'Alsace est réunie, dès le début du XI^e siècle, au royaume germanique et rattachée au duché de Souabe, la féodalité triomphe et naissent ces seigneuries collectives qu'on appelle des villes libres. M. Batiffol fait les plus louables efforts pour nous expliquer l'origine des institutions qui apparaissent à ce moment. Pourtant, nous ne pensons pas qu'il ait toujours trouvé la solution juste, ainsi pour les landgraves et le landvogt. Il y avait en Alsace à l'époque carolingienne deux comtes, l'un en Haute, l'autre en Basse-Alsace; au X^e et au XI^e siècle, d'autres seigneurs usurpèrent ce titre de comte; pour se distinguer d'eux, les descendants des comtes carolingiens ou ceux qui tenaient leur place s'intitulèrent *landgraf* et gardèrent, à côté des droits sur leurs domaines, des droits régaliens sur toute la circonscription de Haute ou de Basse-Alsace; ces droits finirent par disparaître entièrement en Basse-Alsace où la dignité de landgrave, aux mains des évêques de Strasbourg, ne fut plus qu'un titre vide; ils subsistèrent plus longtemps en Haute-Alsace et se fortifièrent quand, au XV^e siècle, une série de seigneurs du pays renoncèrent à leur immédieté envers l'empire pour porter leur hommage direct au duc autrichien, landgrave de Haute-Alsace. Les rois de Germanie se créèrent de nouveaux droits en Alsace, y acquirent même un territoire autour de Haguenau; ces droits, ils les confièrent à un *landvogt*; mais toujours la dignité de landgraf qui plongeait davantage dans le passé et celle de landvogt sont restées distinctes, tout en étant parfois exercées par le même personnage. M. Batiffol ne creuse pas la question de l'origine des villes; il ne discute pas les nombreuses théories émises à ce sujet en Allemagne; il reste fidèle à la théorie tout à fait démodée de von Maurer; les communautés urbaines seraient nées des anciennes communautés rurales : « Créer une ville », écrit-il, « ce fut entourer un village de murailles, lui donner le privilège de se juger lui-même; ce qui entraînera tout le reste. » Le problème est infiniment plus complexe. De même, M. Batiffol n'a pas recherché quelles sont les origines véritables et l'importance des cours colongères, encore qu'en parlant d'elles il ait su éviter les exagérations de l'abbé Hanauer.

1. Dans l'édition on lit après *quoque* : *latina*. Mais il y a là une erreur ou du scribe du manuscrit ou de l'éditeur qui répète ce mot mal à propos.

Mais ce sont là matières d'érudition, et M. Batiffol a voulu écrire un livre pour le grand public. Il reprend l'avantage quand il nous décrit l'aspect, la constitution, l'administration des villes alsaciennes, quand il nous montre comment chez elles l'élément démocratique l'emporta de plus en plus sur le patriciat. Surtout il met fort bien en lumière l'importance des tribus (*Zünfte*) dans l'histoire de ces villes, la place que les poëles (*Stuben*) de ces tribus occupaient dans la vie des habitants. Ajoutons qu'à ces poëles les membres de la tribu célébraient les grands repas de famille, repas de mariage, de baptême et même d'enterrement et que toujours, malgré les lois somptuaires édictées par le magistrat, s'allongeait la liste des mets : l'Alsacien a toujours vécu de façon plantureuse. Les pages que M. Batiffol consacre aux tribus sont fort pittoresques et doivent être citées parmi les meilleures du volume.

M. Batiffol parle aussi en termes excellents et avec impartialité de l'humanisme et de la Réforme en Alsace; nous eussions seulement souhaité ici quelques développements supplémentaires. Il importait de nous retracer une géographie des diverses confessions religieuses en Alsace à la fin du XVI^e siècle, de nous faire connaître au moins les villes qui restèrent fidèles à l'ancienne foi et celles qui embrassèrent la Réforme; à partir de cette époque, Strasbourg, Mulhouse, Landau, Wissembourg, Colmar, Munster, ralliées au protestantisme, se différencièrent profondément de Haguenau, Rosheim, Obernai, Schlestadt, Kayserberg et Turckheim : les deux groupes de cités ne marchèrent plus du même pas.

Avec le XVII^e siècle et la guerre de Trente ans, M. Batiffol arrive à une période qu'il a étudiée à fond dans ses travaux antérieurs. Il prouve fort bien que la France occupa l'Alsace bien avant qu'elle intervint directement dans la grande lutte et déclarât la guerre, le 19 mai 1635, à l'Espagne, puis, par ricochet, à la maison d'Autriche. Et la France fut appelée dans le pays à la demande des Alsaciens eux-mêmes. Le premier prince qui appela les Français en Alsace — le fait à échappé à M. Batiffol — fut le jeune comte de Montbéliard, de la maison de Wurtemberg, qui possédait en Alsace le comté de Horbourg et la seigneurie de Riquewihr. Dès septembre 1633, devant Nancy, il se mit sous la protection de la France. Le 23 septembre, une petite armée française, sous le commandement du marquis de Bourbonne, occupa le château de Montbéliard et de petits détachements français furent envoyés à Horbourg et à Riquewihr; en 1634, le comte de Hanau-Lichtenberg, Philippe-Wolfgang, livra aux Français ses places de Bouxwiller et de Neuwiller et Colmar commença ses négociations avec la France. Puis les catholiques eux-mêmes, craignant les pillages et les violences des Suédois, firent appel à la France qui s'installa à Saverne, à Reichshoffen, à Haguenau. A ce moment, le 6 septembre 1634, les Suédois subirent la grande défaite de Nördlingen; le parti protestant était anéanti; à Strasbourg, on n'entendait que cris et

gémissements — *nichts als Heulen und Wehklagen* — écrit le chroniqueur Walter. Dans ces circonstances, le résident français à Strasbourg, Melchior de l'Isle, et le résident suédois Reinhold Mockhel signent le 9 octobre à Francfort un projet de traité qui met l'Alsace sous la protection de S. M. très chrétienne, et les places que la France doit occuper sont énumérées dans l'acte¹ : ce n'est pas seulement Schlestadt et Colmar, c'est Guebwiller, Bollwiller, Thann, Masevaux. A la grande surprise de tous, Richelieu refuse de ratifier ce traité, et M. Batiffol veut nous persuader que le cardinal n'a jamais songé à la conquête de l'Alsace. Nous ne sommes pas de son avis. A ce projet de traité fut en effet substitué un autre traité signé le 1^{er} novembre 1634 entre Richelieu et les princes confédérés allemands qui venaient de s'unir à Heilbronn — M. Batiffol le passe sous silence — et ce second traité était infiniment plus avantageux à la France que le projet du 9 octobre. Au nombre des places de l'Alsace mises en dépôt de S. M. sont comprises les places que les Suédois y avaient conquises, notamment Benfeld ; en outre, la France devait être mise en possession de Brisach et « autres lieux circonvoisins sur le Rhin delà vers Constance² ». Toutes les garanties pour l'exercice de la religion protestante, pour la restitution après la guerre à leur légitime propriétaire des places occupées par la France disparaissaient dans cet acte. Le projet du 9 octobre fut repoussé, non parce que Richelieu le jugeait trop aventureux, mais parce qu'il le trouvait insuffisant. C'est dans le traité du 1^{er} novembre qu'il faut chercher sa vraie pensée³. Nous restons absolument convaincu que Richelieu a voulu la conquête de l'Alsace. Si, moins d'une année après, le 27 octobre 1635, il cédait à Bernard de Saxe-Weimar « le landgraviat d'Alsace y compris le bailliage de Haguenau », c'est que la situation militaire était devenue mauvaise dans le pays et exigeait la présence d'un général énergique. A la fin de 1634, la France s'était installée dans tout le pays, avait occupé Schlestadt le 14 octobre, Colmar le 24, Munster et Thann peu après, et cela en vertu du projet du 9 octobre ; au début de 1635, le duc de Lorraine Charles IV était descendu en Alsace par le col de Bramont ; il avait repris Thann, Altkirch, Delle, s'était installé au château de Wildenstein ; Soultz, Rouffach, Turckheim étaient emportées ; la protestante Riquewihr avait succombé après un siège énergique ; les Impériaux étaient entrés à Andlau et avaient foulé au pied les panonceaux du roi de France. L'Alsace était perdue quand Richelieu traita avec Bernard. Et ce Bernard, comme il le surveilla ! Il soutint toujours contre lui qu'il ne lui avait pas cédé l'Alsace, mais les droits des landgraves autrichiens, et ce fut comme une première édition des controverses que suscitera l'interprétation du traité de Munster. Puis,

1. Du Mont, *Corps diplomatique*, t. VI, 1^{re} partie, p. 78.

2. *Ibid.*, t. VI, 1^{re} partie, p. 80.

3. Richelieu fera plus tard une concession à la Suède en laissant les garnisons suédoises à Benfeld et à Obernai.

quand Bernard fut mort le 18 juillet 1639, avec quel empressement il mit la main sur l'Alsace. Il en partagea sans doute les terres entre les officiers weimariens, mais il les obligea à prêter hommage au roi de France. En 1641, la souveraineté française planait sur tout le pays; l'Alsace en fait était française et le traité de Munster a changé le fait en un droit. C'est à Richelieu, non à Mazarin, que la France doit l'Alsace, en dépit de M. Batiffol, historien de Richelieu.

En revanche, nous n'avons qu'à approuver ce que M. Batiffol nous dit du rattachement de l'Alsace à la France; il connaît bien les travaux qui ont été publiés sur l'état de la province aux XVII^e et XVIII^e siècles, et il ne tombe pas dans un certain nombre d'erreurs qui sont répétées en France. Il sait que l'Édit de Nantes n'a jamais été appliqué en Alsace et voilà pourquoi le conseil supérieur d'Alsace n'a pas enregistré l'Édit de révocation. Pourtant il ne sait pas que la paix de Munster obligeait Louis XIV à expulser les protestants des états catholiques d'Alsace et que, dans les états protestants, le roi a favorisé l'expansion du catholicisme de toutes manières; dans les villages protestants, il a nommé un curé qu'il payait de ses deniers, le curé royal, et, au début du moins, il faisait venir ce prêtre catholique du séminaire de Fulda! M. Batiffol insiste avec raison sur le rôle du Conseil supérieur et des intendants, sur le développement de l'industrie au XVIII^e siècle, sur la propagation de l'art français. Il indique comment la France prit souci des intérêts généraux de la province et se l'attacha, comment la fusion commença dès l'Ancien régime et s'acheva sous la Révolution, dont les principes furent acclamés par la province. Si l'Alsace continuait de parler un dialecte alaman, elle était devenue au XIX^e siècle entièrement française. Souhaitons que le livre de M. Batiffol trouve de nombreux lecteurs en France : il est un plaidoyer éloquent pour notre chère Alsace et en même temps un bon livre d'histoire¹.

Chr. PFISTER.

1. Comme l'ouvrage aura des éditions successives, nous relevons un certain nombre d'erreurs matérielles qu'il est aisé de corriger; les unes sont des coquilles d'imprimerie, les autres des fautes qui sont répétées de livre en livre, d'autres sont propres à l'auteur. Nous devons le chicaner tout d'abord sur la manière dont il écrit les noms de lieux. Pourquoi ne pas adopter toujours la forme française telle qu'elle était usitée en 1869? Pourquoi l'auteur qui écrit avec raison Mulhouse, Strasbourg, Obernai, Riquewihr, écrit-il *Rufach*, *Rheinau*, *Buchweiler*, *Ingweiler*, etc.? (les formes françaises sont indiquées dans une brochure publiée par Berger-Levrault, 1915, *les Communes de l'Alsace-Lorraine*). Parfois pour le même nom de lieu il emploie tantôt la forme française, tantôt la forme allemande : Neuwiller (p. 56) et *Neuweiller* (p. 204); Liepvre (p. 4) et *Leberau* (p. 56). Puis surtout qu'on n'amalgame pas la forme française et la forme allemande : qu'on dise Saint-Hippolyte, où à la rigueur Sankt Pilt, mais jamais *Saint-Pilt* (p. 56) — P. 4. Il me semble que M. Batiffol exagère bien la sauvagerie des Vosges; de tous temps les cols des Vosges, autres que celui de Saverne et la trouée de Belfort, servaient de

Denys COCHIN, de l'Académie française. **Louis-Philippe**, d'après des documents inédits. Paris, Hachette et C^{ie}, 1918. In-8°, 285 pages. Prix : 7 fr. 50.

Ne cherchez pas dans ce volume une histoire, même une histoire résumée, des dix-huit années du règne de Louis-Philippe ni une biographie complète et suivie du roi des Français. M. Denys Cochin a

lieu de passage. Le col de Bussang était fréquenté dès l'époque romaine, comme le prouve la découverte de monnaies impériales sur ce passage. Quand l'évêque de Clermont, saint Prix, vint trouver en Alsace le roi Childéric II (662-675), il traversa le col de Bussang et il trouva dans un endroit nommé *Doroangus* un pieux ermite, Amarin, qui plus tard devait donner son nom à cette localité : *Doroangus* est devenu Saint-Amarin (cf. *Vita Sancti Præjecti*). Au 11^e siècle, le serviteur qui avait dérobé à Gubbio une relique de saint Thiebault passa, selon les légendes, par la vallée de la Thur pour retourner aux Pays-Bas. Plus au nord le col du Bonhomme était parcouru par les agents du monastère de Saint-Dié qui, sur le revers occidental de la chaîne, possédait de nombreux biens au Bonhomme, à Ammerschwihr, à Mittelwihr, à Hunawhr. C'est par le col de Sainte-Marie-aux-Mines que Louis XIV est venu en Alsace en 1673 et en 1681; c'est par là aussi qu'il rentra en 1673; le même col fut franchi par la princesse bavaroise qui venait en France en 1680 pour épouser le dauphin. — P. 18. Sur le Tœnnichel, il existe une simple muraille en pierres sèches fort basse qui marquait la limite entre la forêt des Ribaupierre et celle de la ville de Bergheim; cette limite — *untz an den steinen hagk* — est citée dans une charte de 1473 (Albrecht, *Rappolsteinisches Urkundenbuch*, t. V, p. 12). Il n'y a là aucune enceinte préromaine. — P. 24. Lire *Lindenschmidt* au lieu de *Lindenschmidt*. — P. 34. Peutinger a été possesseur, non éditeur de la table qui porte son nom. La première édition a été donnée par Velsa en 1598. — P. 35. Dans Ammien Marcellin le nom de Brisach n'est pas cité. — P. 42-43. Ni Grégoire de Tours ni la chronique de Prosper ne mentionnent les noms des cités détruites par Attila et ne prononcent à ce propos le nom de Strasbourg. — P. 47. Le chroniqueur appelé Frédégaire est postérieur au règne de Dagobert 1^{er}. — P. 49. La scène du champ de mensonge se place, d'après Nithard, près des collines de Sigolsheim, au nord de Colmar. — P. 50. Le serment de Strasbourg n'est pas le plus ancien document de la langue germanique; nous possédons de la fin du 14^e siècle les fragments de la traduction de la Bible par Ulfilas, le chant de Hildebrand rédigé vers 800 et le *Heliand* qui date de la période de 822 à 840. — P. 51. Nous n'avons sur sainte Odile aucun document contemporain; les fragments de la *Vita Odiliae* sont un faux de Jérôme Vignier; le *Testamentum authenticum* semble bien avoir été fabriqué par Grandidier. — P. 53. Beaucoup de diplômes cités sur l'évêché de Strasbourg sont faux. Cf. P. Wentzsche, *Regesten der Bischöfe von Strassburg*, 1902. Le mandat de Wissembourg était la propriété de l'abbaye de ce nom, jamais celle de l'évêché de Strasbourg. — P. 54 et 55. Qu'est-ce que l'abbaye de *Leure* en Alsace? Il s'agit sans doute de l'abbaye de Lure en Franche-Comté qui a été unie d'assez bonne heure à celle de Murbach. Lire Honau au lieu de *Hanau*; cette abbaye était située dans une île du Rhin près de La Wantzenau. L'histoire de Mason est une légende. — P. 62. Lire à deux reprises Rhône au lieu de *Rhin*. — P. 63. En l'année 860, le roi Lothaire II céda bien

eu à sa disposition toute une série de précieux documents. Le duc de Vendôme, petit-fils de Louis-Philippe et fils du duc d'Alençon, lui a permis à Belmont-House de prendre connaissance de quelques-uns de ses précieux papiers de famille, entre autres de notes sur la Révolution prises par le futur roi; nous trouvons dans le texte quelques-unes de ces notes. Le marquis de Lasteyrie lui a ouvert les archives de son château de Lagrange qui contient les papiers de La Fayette; le baron Hottinguer a mis à sa disposition une précieuse correspondance de son ancêtre, le baillif Hottinguer, de Zurich, qui accueillit à Reichenau en Suisse, en 1793, le duc d'Orléans; M. Cochin a reçu aussi communication des lettres qu'en 1815 et 1816 Louis-Philippe adressa de Twickenham au vicomte de Chabot; il a consulté les mémoires de Tocqueville, de Villemain, ceux encore inédits de M. de Saint-Aulaire, ceux du comte d'Estourmel qui fut préfet de la Manche et reçut à Saint-Lô, en 1830, Charles X fugitif; puis il a souvent parlé de Louis-Philippe avec son grand-père et les hommes des générations précédentes dont il a retenu les conversations. Ces documents, ces lectures et ces souvenirs, il les enchâsse en un récit qui est développé quand il s'appuie sur eux, qui devient très sommaire quand les textes inédits lui font défaut. Il s'applique surtout à faire revivre la physionomie du prince aux diverses périodes de sa vie mouvementée; puis, sur les événements qui se sont produits du 6 octobre 1773 au 2 avril 1850,

à son oncle Louis le Germanique l'Alsace (*Annales bertiniani*); mais la cession ne fut pas suivie d'effet (voir Parisot, *le Royaume carolingien de Lorraine*, p. 180). L'Alsace ne sera rattachée à l'Allemagne qu'au cours du x^e siècle. — P. 82. Les comtes de Linange et de Dagsbourg, les deux plus puissants personnages de l'Alsace vers 1200. Ces deux personnages n'en font qu'un. Les Linange sont des seigneurs du Palatinat. Ils acquièrent le comté de Dabo par suite du mariage de l'un d'eux avec l'héritière, Gertrude, en 1225. — P. 100. Lire Horbours au lieu de Hombours. — P. 117. Zehringen au lieu de Zeerlingen. — P. 134 et suiv. Sigismond d'Autriche n'avait que le titre de duc d'Autriche; il n'était pas *archiduc*. — P. 153. Les *Weinsticher* sont dans le vignoble des courtiers en vins. Au xix^e siècle on a traduit ce mot par gourmet. La manière dont se faisait le commerce des vins en Alsace serait très intéressante à étudier. — Même page. Benfeld et Ettenheim étaient non pas des possessions de la ville, mais des possessions de l'évêché de Strasbourg. Ettenheim est sur la rive droite du Rhin; là Bonaparte fera arrêter le duc d'Enghien. — P. 167. Lire le service luthérien au lieu de le service réformé. — P. 239-240. L'édit de septembre 1658 créait à Ensisheim non pas un conseil provincial, mais un conseil souverain; le conseil fut inauguré le 14 novembre 1658; mais, à la mort de Mazarin, en 1661, il fut réduit au rang de conseil provincial et assimilé aux présidiaux français; les appels de ce conseil devaient être portés au Parlement de Metz. En 1674, le conseil provincial fut transféré d'Ensisheim à Brisach; par un édit de novembre 1679, on lui rendit le droit de justice supérieure et il reçut officiellement le titre de « conseil supérieur d'Alsace »; fort de ce titre, il rendit les arrêts des 22 mars et 22 août 1680; ces arrêts plaçaient sous la souveraineté française les états alsaciens qui se réclamaient de l'immédiateté envers l'empire.

où vécut Louis-Philippe, il nous présente des réflexions pénétrantes, mais naturellement parfois contestables, soit celles de Louis-Philippe, ainsi dans le chapitre « Réflexions rétrospectives sur la Révolution française », soit personnelles, ainsi dans le chapitre « Les causes de la ruine » — c'est-à-dire de l'échec du gouvernement de Juillet — où ces causes sont classées en quatre catégories : l'exceptionnelle fureur d'opposition des républicains et aussi des légitimistes, l'échec de la politique extérieure en Orient, l'obstination de M. Guizot à refuser une réforme électorale semblable à celle que le gouvernement anglais avait accordée en 1832, l'affaire enfin des mariages espagnols. Le livre de M. Denys Cochin s'offre ainsi à nous comme une série de morceaux, chacun écrit avec un grand souci littéraire. Parfois ce souci tourne à l'artifice. Le volume s'ouvre par cette phrase : « Louis-Philippe, duc d'Orléans, premier prince du sang de France, général des armées de la République, exilé depuis la seconde année de la Convention, est, en 1808, à Malte » ; et c'est à Malte qu'il repasse, à trente-cinq ans, les souvenirs de sa vie passée, son éducation confiée à M^{me} de Genlis, les journées d'octobre 1789, les batailles de Valmy et de Jemmapes, sa fuite avec Dumouriez, la mort de son père sur l'échafaud, les leçons données à la pension de Reichenau, ses voyages en Suède, Norvège, Finlande, en Amérique, son séjour à Twickenham. Il a conduit à Malte son jeune frère, le comte de Beaujolais, qui y meurt de la poitrine. A ce moment le récit rebondit. De Malte le prince vient à Palerme demander asile à l'ancien roi de Naples, Ferdinand, qui s'était réfugié en Sicile ; il y épousa en 1809 la fille de ce roi, Marie-Amélie, dans l'antique chapelle normande du Palazzo-Reale, et c'est en Sicile qu'il s'embarqua, après la chute de Napoléon, pour venir à Paris où, au bout de plus de vingt ans d'exil, il arriva le 19 mai 1814. Un second exil allait être son lot pendant les « Cent-Jours ». Combien est jolie et un peu recherchée cette description de la soirée donnée le 19 mars 1815 dans son hôtel de la rue d'Anjou-Saint-Honoré par M^{me} la comtesse de Rumford qui avait été M^{me} Lavoisier et où l'on voit paraître Benjamin Constant, M^{me} de Staël, Népomucène Lemercier, Garat, M. Ramond et Villemain, jeune professeur de rhétorique. Que de pages à citer encore dans la suite sur Chateaubriand, Ary Scheffer, Lamennais ! Dans le dernier chapitre, « Après la Révolution » — celle de 1848, 1830 n'est pas une révolution aux yeux de M. Denys Cochin — est mentionnée seulement la mort du roi ; nous y lisons en revanche des développements sur le cardinal Mastai Ferretti, devenu pape en 1846 sous le nom de Pie IX, et sur ses réformes libérales, sur le *Sunderbund*, sur Lord Palmerston et le coup d'État du 2 décembre 1851, sur les fils du roi et leur rentrée en France en 1871, sur le duc d'Anmale et le général Boulanger, les réceptions de Chantilly ; ici M. Denys Cochin se laisse aller à nous raconter aimablement des souvenirs personnels.

Le jugement que l'écrivain porte sur Louis-Philippe est des plus

favorables, sans pourtant que le volume prenne les allures d'un panégyrique. Le duc d'Orléans est toujours resté parfait honnête homme et bon Français. Entre son père Jacobin et ses parents émigrés, il a su choisir le droit chemin; il a servi la patrie tant qu'il lui était possible de la servir. Puis, dans son exil, il a montré la plus grande dignité. Après la Restauration, il n'a jamais comploté contre la monarchie légitime, qui le tient à l'écart; jamais, même dans le secret de son cœur, il n'a eu le projet de renverser Charles X; après les journées de Juillet, il songeait encore à rester simple lieutenant général, avec le duc de Bordeaux comme roi; ce n'est que le 7 août, après qu'il connut le refus de la duchesse de Berry de renvoyer à Paris son jeune fils, qu'il accepta la dignité de roi des Français. Peut-être y aura-t-il lieu de faire quelques réserves dans ces appréciations flatteuses; le portrait appelle des retouches pour être tout à fait ressemblant.

Le livre de M. Cochin est surtout un hymne en l'honneur de la monarchie constitutionnelle; la France a connu, selon lui, deux époques vraiment grandes : celle de 1790 à 1792 — en 1790, le 4 février, Louis XVI se rendit à l'Assemblée et manifesta son désir d'être associé à ses travaux; en 1791, le 14 septembre, il jura fidélité à la Constitution — puis, les dix-huit années du gouvernement de Louis-Philippe qui furent dix-huit années de paix et de prospérité où la liberté a été respectée, la charte observée fidèlement. Ici M. Cochin trouvera sans doute des contradicteurs nombreux; les uns lui objecteront que Louis XVI a accepté la Constitution de mauvais gré, rappelleront la fuite de Varennes et les pourparlers avec l'étranger; d'autres contre l'omnipotence de la bourgeoisie censitaire invoqueront les droits des masses populaires et le suffrage universel. Mais tous rendront hommage à son livre qui est un livre de bonne foi, écrit en toute sincérité, avec une pleine indépendance et en reconnaîtront les grandes qualités; à le composer, M. Denys Cochin a trouvé un adoucissement à des deuils cruels. Il rappelle lui-même la mort d'un de ses fils : « Il a fait à la patrie », écrit-il, « outre le sacrifice de sa vie, celui de son œuvre immense et inachevée qui cependant, si mon vœu le plus cher s'exécute, verra le jour. » Nous aussi, nous souhaitons que cette œuvre consacrée à la Révolution française puisse être prochainement publiée.

Chr. PFISTER.

Albert BONNARD. *Le témoignage d'un citoyen. Études de politique suisse.* Paris-Neuchâtel, Attinger, 1918. In-12, 240 pages, un portrait.

Les amis d'Albert Bonnard ont rendu un double service à l'histoire en réunissant ces quelques articles parus, de 1899 à 1916, dans le *Journal de Genève*, le *Foyer romand*, la *Bibliothèque universelle*, la *Semaine littéraire*. Deux de ces morceaux sont des conférences.

Le premier service, c'est de nous avoir fourni une excellente étude sur l'évolution constitutionnelle de la Suisse (*la Suisse au XX^e siècle*, p. 41-75; idées reprises en partie dans *la Patrie suisse*, p. 189-240). Nos journalistes, qui commettent de si fréquentes bévues sur les divers organes des gouvernements cantonaux et fédéral, pourraient beaucoup y apprendre. Ils se feraient en même temps une idée des diverses tendances qui agissent sur la politique intérieure suisse, tendances unitaires et tendances fédéralistes.

Les autres études intéresseront plus encore les Français parce qu'elles sont relatives à la situation et à l'attitude de la Suisse pendant la crise européenne. Entre ces deux groupes d'études, le lien est établi par un article vraiment prophétique paru en juin 1910 (*Un cri d'alarme*) et consacré à la convention du Gothard. Deux choses étaient graves dans cette affaire : la première, c'est que la Suisse y perdait une parcelle de son indépendance économique, que, suivant le mot du Dr Alfred Baur dans *Wissen und Leben*, elle était traitée, à l'instar d'un pays de l'Asie centrale, comme « une sphère d'influence » ; la seconde, c'est qu'on y voyait un menaçant symptôme du mal interne qui a, depuis, vicié les institutions suisses. En effet, tandis que les États parlementaires souffrent en général d'une excessive instabilité gouvernementale, il est arrivé, tout au rebours, que, dans l'État le plus démocratique du monde, le pouvoir exécutif est devenu une oligarchie pratiquement inamovible, toute puissante et, en fait, irresponsable. Et cela par une sorte de corruption parlementaire qui, pour n'être pas du même ordre que celle des Chambres de la monarchie de Juillet, n'en est pas moins inquiétante. Les membres du Conseil national, les élus du peuple suisse n'osent blâmer « le haut Conseil fédéral. Ils en sont là que leur complaisance pour une autorité qui dépend d'eux et qu'ils nomment eux-mêmes passe avant ce qu'ils doivent au pays en face de l'étranger. Camaraderie de parti ? Un peu, sans doute, mais surtout souci de conserver pour leur canton la toute bienveillance du pouvoir qui répartit les subventions fédérales, devenues la monnaie d'échange et l'instrument de règne ».

En relisant ces phrases cinglantes, on comprend que ce brillant et ardent polémiste se soit fait autre chose encore que des amis. Il a porté sur les pleins pouvoirs conférés le 3 août 1914 au Conseil fédéral un jugement que bien des Suisses contresigneraient aujourd'hui.

C'est surtout à propos de l'affaire des « colonels » que le talent de Bonnard donne sa pleine mesure. Mais, sur ce point, ce qui sort de sa plume prend la valeur d'un témoignage. Car il a reçu, lui premier, les confidences du déchiffreur André Langie ; il en a fait la critique ; il les a soumises au jugement du colonel Secrétan ; après avoir pris toutes ces précautions, il les a transmises au chef du département militaire, M. Decoppet. Ces documents du cryptographe établissaient d'une façon éclatante la collusion des prévenus avec une puissance belligérante. Et cette collusion ne fut niée sérieusement ni par eux-

mêmes ni par leurs supérieurs. Qu'après tout cela les deux colonels aient été acquittés, ce serait une chose inconcevable si nous n'avions connu, nous aussi, une « affaire » où l'intervention d'un chef d'état-major en grand uniforme dicta aux juges leur sentence. Ce qu'il y eut de particulièrement déconcertant dans le jugement de Zurich, c'est que le tribunal condamnait, par ses considérants, les prévenus qu'il acquittait par son arrêt!

J'ai eu à ce moment l'étonnement et la tristesse d'entendre de vrais Suisses, de sincères démocrates, des amis de la France me dire : « Egli et Wattenwyl sont coupables; mais il n'y avait pas dans leur cas les éléments juridiques d'une condamnation. » Comme j'aime mieux le robuste bon sens des ouvriers bernois qui disaient, en leur rude dialecte : « Les cochons! ils ont sali notre drapeau fédéral! » Albert Bonnard pensait comme ces Bernois. Il prévoyait, il annonçait l'une des conséquences les plus redoutables de cette mainmise du pouvoir militaire sur les institutions du peuple suisse : à savoir le développement de cette chose monstrueuse, l'antimilitarisme dans la plus démocratique des milices. Son cœur de patriote ne s'en inquiétait pas à tort.

« Albert Bonnard », dit la préface due à M. Louis Debarge, « fut avant tout un caractère. » Tel il est apparu à tous ceux qui l'ont rencontré, fût-ce en passant; tel il revit dans ces pages. On nous en promet d'autres, celles qu'il a consacrées à la politique étrangère. Elles ne seront pas moins intéressantes que celles-ci.

Henri HAUSER.

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

HISTOIRE GÉNÉRALE.

— George Louis BEER. *The english-speaking peoples. Their future relations and joint international obligations.* (New York, Macmillan, 1917, in-8°, XIII-322 p.; prix : 1 dol. 50). — Au moment où, d'une part, les Américains apportent à l'Entente l'aide formidable que l'on sait et où, par l'organisation d'un Cabinet impérial permanent, les Iles britanniques et leurs Dominions tendent à devenir un puissant système fédéral, il est bon de méditer les idées de M. Beer, connu par ses travaux sur l'histoire coloniale anglaise (*Origins of the british colonial System; The old colonial System; The british colonial Policy*), touchant les rapports de l'avenir entre le pays sorti des treize colonies et l'ancienne métropole. Ces rapports sont la conséquence de l'effort monstrueux fait par l'Allemagne pour dominer jusqu'aux pays de civilisation anglo-saxonne; ils sont possibles, maintenant qu'il n'y a plus de sujets d'animosité entre Londres et Washington, que le type d'organisation politique de la Grande-Bretagne se rapproche de celui des États-Unis et que, dans le monde, l'antique théorie de l'État souverain absolu et indépendant dans les limites du territoire, qui a été la source des conflits mondiaux, paraît ne plus pouvoir coexister avec la Société des nations qui surgira des affreuses douleurs de la guerre. L'association volontaire des peuples qui parlent l'anglais sera l'un des moments de l'évolution nouvelle. Elle sera, pour les États-Unis, le couronnement de la Constitution de 1787 qui imposa aux colonies libérées, mais imbuës d'un esprit étroit de municipalisme, la notion de l'état fédéral; pour la Grande-Bretagne, la condition internationale de sa réorganisation intime.

G. BN.

— David Jayne HILL. *La reconstruction de l'Europe.* Traduit de l'anglais par L.-P. ALAUX (Paris, Payot et C^{ie}, in-16; prix : 4 fr. 50). — Ce livre est un implacable réquisitoire contre l'impérialisme allemand et ses cyniques doctrinaires : le prince de Bülow et Otto Richard Tannenberg. M. David Jayne Hill, ancien ambassadeur des États-Unis à Berlin, un des diplomates les plus distingués que possède la grande République américaine, analyse les causes du conflit mondial et fait peser sur le Kaiser et sa camarilla la plus écrasante responsabilité. Sadowa et Sedan ont amené le triomphe du militarisme et, par suite, remplacé l'Allemagne « *gemütlich* » par l'Alle-

magne nietzschéenne de Treitschke d'abord, de Naumann ensuite, par un pays qui érige le mensonge en devoir, la violence en culte, la force en divinité. Tandis que la « nouvelle Europe se forge et se façonne dans la fumée, la flamme et la torture de la bataille », l'auteur envisage avec passion la possibilité d'une entente internationale qui empêcherait le retour d'une catastrophe semblable à celle dont nous sommes actuellement victimes. Le peuple allemand est trop domestiqué pour se révolter contre ses dirigeants qui aujourd'hui, comme à l'époque de Tacite, ne luttent que pour la domination et le pillage. Le monde civilisé doit donc imposer à l'Allemagne la paix par la victoire. Nul ne peut admettre que l'impérialisme et le « régime du sabre », seuls responsables de la présente tragédie, soient capables de reconstruire l'Europe. C'est pour échapper au prussianisme, sans aucune prétention économique ou territoriale, par amour pour le culte de l'idée que les États-Unis sont entrés en guerre. Dans le chaos provoqué par le régime autocratique, seules les démocraties modernes sont capables de rétablir la tranquillité et l'ordre dans la liberté. Des conventions commerciales et des accords juridiques entre les États peuvent seuls donner au monde cette « Société des nations », idéal suprême pour les républiques de demain.

Ch. D.

— La librairie Humphrey Milford (Oxford, University Press) entreprend de publier, sous le titre « The league of nations series », de brèves notices sur la Société des nations étudiée à des points de vue variés. Nous en avons deux sous les yeux : 1° *The league of nations*, par le vicomte GREY DE FALLODON, montrant que l'institution proposée par le président Wilson n'a rien de chimérique et indiquant les conditions nécessaires pour qu'elle puisse entrer dans le domaine de la réalité ; 2° *The league of nations in history*, où M. F.-A. POLLARD, professeur à l'Université de Londres, indique sommairement les principales tentatives proposées, dans la suite des âges, pour organiser la paix dans le monde. D'autres brochures semblables étudieront la Société des nations au point de vue du droit, de l'idée démocratique, de la liberté des mers, du travail, des peuples primitifs, etc. Quinze petites pages au plus, pour trois pence, ces chiffres indiquent nettement l'esprit de propagande qui anime les auteurs ; mais ces auteurs portent des noms qui suffisent à recommander l'œuvre. Ch. B.

— Louis FOREST. *On peut prévoir l'avenir. Comment ? Ou la descartomancie* (Paris, Payot, 1918, in-16, 250 p. ; prix : 4 fr. 50). — M. Louis Forest publie dans le *Matin* de petits articles dans lesquels il commente les événements du jour. Ses réflexions se portent ainsi sur les sujets les plus divers : morale, histoire et politique se mêlent à l'agriculture et à l'économie domestique. Partout nous trouvons du bon sens et quelquefois de l'esprit. L'auteur croit même avoir renouvelé l'art du raisonnement en appliquant à toutes choses « cette élémentaire discipline de l'esprit » qui est attribuée traditionnellement à M. de La Palisse, et, par une extension de cette méthode aux événe-

ments futurs, il croit à la possibilité de prévoir l'avenir. Nous concédons volontiers à M. Forest la supériorité de ces raisonnements simples sur l'examen du marc de café, qu'il prend comme terme de comparaison, supériorité surtout évidente lorsque la prédiction s'applique à un fait du passé ou lorsqu'il s'agit de considérations générales qui n'ont rien de pratique. Mais nous contestons que ce procédé simpliste soit préférable aux raisonnements plus complexes, dont la complexité vient précisément de ce qu'ils tiennent un compte plus exact de toutes les réalités. On ne compte plus dans le passé les erreurs dont le raisonnement simpliste a été la cause. Cette étude historique serait sans doute profitable à M. Forest et lui ferait perdre un peu de confiance en sa méthode en atténuant dans son esprit l'illusion d'avoir renouvelé le cartésianisme; mais faut-il la prendre tout à fait au sérieux?

R. D.

LA GUERRE.

— *Pages actuelles, 1914-1918* (Paris, Bloud et Gay; suite). — N° 119. Andriya RADINOVITCH. *Le Monténégro; son passé, son avenir* (bref et instructif résumé de l'histoire des tribus serbes qui ont fini par occuper la Montagne noire au-dessus de Cattaro. Après avoir été, pendant trois siècles, gouverné par l'évêque de Cetigné, le pays tomba en 1831 sous le gouvernement absolu et héréditaire de la famille des Niegotch et les princes de cette dynastie contribuèrent à l'isoler du reste des Serbes. Pauvre, sans industrie, obligé de tirer de l'étranger la plupart des produits nécessaires à la vie économique, il était à la veille de la ruine quand la guerre éclata. Cette guerre eût dû réunir contre l'envahisseur toutes les parties du peuple serbe; le gouvernement monténégrin eût préféré garder une neutralité pareille à celle de la Grèce sous Constantin; il fut entraîné dans la lutte contre le gré du roi, qui poursuivait toujours une politique très personnelle. Il n'y a plus pour le Monténégro qu'une voie de salut dans l'avenir, la réunion à la Serbie). — N° 121-122. Georges BLONDEL. *Ce que pensent les Allemands* (on sait la compétence avec laquelle M. Blondel parle de l'Allemagne. Ici, il traite les points suivants : 1° prédispositions naturelles du peuple allemand; 2° l'évolution politique du pays; 3° l'influence des philosophes; 4° orgueil et méchanceté des Allemands; 5° leur rapacité; 6° leur perfidie et leurs mensonges; 7° que faut-il penser de la démocratisation de l'Allemagne? Conclusions : « Un réveil de la conscience du peuple allemand n'est pas sans doute impossible, mais les chances pour que cet événement se produise probablement sont à peu près nulles. » Une Société des nations où entrerait l'Allemagne deviendrait bientôt sa proie. « Ce n'est qu'en brisant le fol orgueil de la race germanique et en détruisant des prétentions qui reposent sur une monstrueuse philosophie de l'histoire que nous pourrions assurer le triomphe du droit et rendre au monde la paix à laquelle il aspire, la sécurité dont il a tant besoin »).

— Commandant J.-E. HENCHES. *A l'École de la guerre. Lettres d'un artilleur. Août 1914-octobre 1916* (Paris, Hachette et Co, 1918, in-16, ix-211 p.; prix : 4 fr. 55, dans la collection « Mémoires et récits de guerre »). — Le commandant Jules-Émile Hanches fut à la guerre dès le premier jour. Il fut à la bataille de la Marne, aux Éparges, en Champagne, à Verdun et sur la Somme. Il fut cité quatre fois, décoré devant ses hommes sur le terrain où ils avaient combattu. Le 16 octobre 1916, il était tué à son poste de commandement avec deux de ses officiers, non loin de Bray-sur-Somme. Dans les extraits de ses lettres qui sont publiés ici, ne cherchez pourtant pas de renseignements sur la conduite des opérations militaires, de documents sur les batailles ou la vie dans les tranchées; mais il s'y révèle une très belle âme d'officier marqué par l'esprit protestant, ayant le sentiment le plus élevé de son devoir professionnel, se demandant sans cesse s'il fait tout son devoir, s'efforçant d'inspirer à ses hommes les mêmes scrupules, s'imposant à eux par son calme, son énergie et ses vertus. Officier de carrière, il n'a pas d'ambition personnelle; il déteste la guerre; il ne peut au début croire que, de propos délibéré, l'Allemagne a jeté un tel fléau sur l'humanité; mais dans son horreur même de la guerre, il trouve la haine suffisante pour la faire de son mieux; avec toute sa bravoure, il réclame toujours l'action, se plaint des paperasseries, prend en pitié ceux qui sont à l'arrière et ne savent s'exposer. Il est soutenu par la pensée que la France lutte pour son territoire, pour le droit et la liberté; il est convaincu que cette guerre sera la dernière, que les hommes de la présente génération tomberont, que lui-même peut-être succombera, pour que définitivement la paix règne sur la terre. A la dure école de la guerre, à la leçon des faits, son esprit s'est élargi et, comme il est dit dans l'avant-propos, « il a trouvé en lui-même, à force de logique simple et de hauteur morale, l'apaisement de scrupules souvent cruels et la justification de sa rude conscience ».

C. PF.

— Bernard LAFONT. *Au ciel de Verdun. Notes d'un aviateur* (Paris, Berger-Levrault, 1918, in-12, xii-202 p.; prix : 3 fr. 50). — Nous trouvons dans ces *Notes d'un aviateur* un mélange de lyrisme et d'observation réaliste. Nous passons certaines pages d'impressions fugitives assez floues qui nous laissent parfois incertains sur la pensée de l'auteur pour nous attarder aux récits de guerre qu'il a su rendre vivants et d'un intérêt quelquefois tragique par la simple notation des faits. Il nous montre la vie d'une escadrille d'observation, où ne s'accomplit aucune des prouesses qui attirent l'attention des foules mais où s'exécute le travail courant de l'aviation, repérage des positions ennemies, réglage des tirs d'artillerie, liaison avec l'infanterie en action. Certains événements dramatiques, combats aériens, chutes, accidents où la mort est toujours menaçante, nous rappellent que ces besognes sans gloire exigent une dépense d'héroïsme égale à celle des exploits les plus fameux.

R. D.

— *La Terre sacrée*, d'après les dessins originaux de Fernand COMBES; texte de José ROUSSEL-LÉPINE. Préface de Mgr MARBEAU, évêque de Meaux. 1^{re} série : *Champs de bataille de la Marne : Chambray et Barcy* (Paris et Barcelone, Bloud et Gay, 1918, in-4^o, 123 p. et 28 planches). — C'est un album illustré par un artiste qui, en 1916, a pris à l'aquarelle de nombreuses vues de deux villages : Chambray et Barcy, qui ont été le théâtre de violents combats pendant la première bataille de la Marne : fermes dévastées, églises bombardées, maisons brûlées, cimetières où dorment sous les trois couleurs françaises tant de braves tombés là pour le salut de la Patrie et le triomphe de l'Humanité. L'œuvre du peintre est émouvante et sincère. Le texte est composé de très courts articles où sont narrés quelques épisodes sur la bataille, le bref séjour des Allemands et leur malfaisant génie, le retour victorieux des Français. Empruntons-lui un simple fait : à Montheyon, des officiers allemands obligèrent un paysan à les conduire en voiture à Varedes. En route, ils passèrent à Barcy; là, ils « descendirent de voiture, pénétrèrent dans la mairie, bouleversèrent les papiers et firent un gros tas des archives au milieu de la grande salle. Ils y mirent le feu ». Quelques poésies, dont une au moins, « le Calvaire de Barcy », est d'un beau sentiment et d'une bonne langue.

Ch. B.

— Samuel ROCHEBLAVE. *Chez les neutres du Nord. Hollande et Scandinavie* (Paris, Bloud et Gay, 1918, in-16, 143 p.; prix : 2 fr. 50). — A la fin du mois de janvier 1917, le Comité protestant de propagande à l'étranger, d'accord avec le ministère des Affaires étrangères, désigna, pour une « visite amicale » chez les neutres protestants du Nord, deux délégués : M. le pasteur Édouard Soulier et M. le professeur Samuel Rocheblave. La durée de leur voyage fut estimée à deux mois et demi; en raison de diverses circonstances, particulièrement de la nécessité d'attendre les moments propices pour les départs des navires, elle dépassa quatre mois. Ils furent en Hollande du 17 février au 4 avril; en Norvège, du 16 avril au 4 mai, puis au retour, du 23 mai au 8 juin et, dans l'intervalle, du 5 au 22 mai, en Suède, et ils poussèrent même une pointe sur Copenhague. Dans ce volume, M. Rocheblave note ses impressions de la façon la plus charmante et la plus délicate. On y trouvera des descriptions de paysages : il signale en Norvège, au moment où naît le printemps, « cette limpidité de l'air, cette fraîcheur d'une atmosphère ragaillardissante, sous un soleil sans nuages, cet éclat un peu froid mais énergique d'une nature maintenant toute à la lumière au sortir de son accablant hiver »; des descriptions de monuments ou de villes, celle de la cathédrale d'Upsal, où il va saluer la plaque commémorative d'Étienne de Bonneuil, architecte français qui en fournit le plan par contrat du 8 septembre 1287, celle d'Amsterdam, « ville toute en ponts, en quais, en canaux concentriques, d'un pittoresque achevé »; des tableaux de guerre, comme cette rencontre sur le bateau, entre Newcastle et Bergen, de tout un assorti-

ment d'alliés, des Japonais, des Roumains, des Russes surtout, les exilés de la veille, les ministres du lendemain, Tchernoff, Lebedeff. Mais surtout M. Rocheblave nous dit l'accueil empressé que son compagnon et lui ont reçu en Hollande et en Norvège, les sympathies qui existent en ces pays pour notre cause, l'hospitalité que les Pays-Bas donnent aux réfugiés de la Belgique et aux enfants évacués de la France du Nord; il nous dit ce que la France devrait faire pour développer ses relations avec les savants, les artistes, les commerçants des deux royaumes. En Suède, où nos missionnaires passent plus vite, l'accueil a été moins chaleureux; à la gare de Lund, ils sont tombés sur un casque à pointe. « En 1870 », écrit M. Rocheblave, « après Sedan, tous les journaux parurent encadrés de noir. Et, en 1914, après les massacres de Belgique et l'incendie de Louvain, les officiers de l'armée suédoise, délirants d'enthousiasme, se jetaient dans les bras les uns des autres en criant : « Mort à la Belgique ! Gloire à nos frères d'Allemagne ! Dans huit jours ils sont à Paris. » C'est alors que l'épée suédoise faillit sortir hors du fourreau. Mais ce n'était plus celle de Gustave-Adolphe. L'épée suédoise actuelle sort de la manufacture de Solingen. » La Suède pourtant s'est ressaisie au moment où les Teutons menaçaient la Baltique et affichaient la prétention d'en faire un lac allemand ! MM. Soulier et Rocheblave ont fait dans ces pays du nord de l'excellente besogne; ils avaient le grand honneur de parler au nom de la France; ils en ont parlé, dans les nombreuses conférences où ils se sont dépensés, avec tact, avec mesure, avec une science très avertie et avec cette éloquence qui vient du cœur. Nous savons que leur succès a été très grand.

C. PF.

— Aux cartes qu'elle a déjà éditées pour permettre de suivre les opérations de la guerre mondiale, la librairie Berger-Levrault vient d'en ajouter une d'un réel intérêt : *Tout le front, de la mer du Nord à la Suisse*, carte au 500.000^e en six couleurs, comprenant, outre les régions françaises occupées ou menacées par l'ennemi, la Belgique, le grand-duché de Luxembourg, la Prusse rhénane et le Palatinat bavaïrois (prix : 3 fr.); on y a marqué la ligne du front de bataille aux cinq dates de septembre 1914, du 1^{er} juillet 1916, des 21 mars, 28 avril et 20 juin 1918. — La même librairie publie en même temps une série de vingt et une cartes au 250.000^e pour les *Offensives de 1917-1918*; dix-sept ont déjà paru. Les trois plus récentes sont consacrées aux régions de Calais, d'Abbeville et d'Amiens (prix de chacune : 0 fr. 50). Restent à paraître les quatre dernières : Charleville, Maubeuge, Bruxelles et Anvers. Espérons qu'on y pourra bientôt suivre la marche en avant des armées alliées.

Ch. B.

— V. DELFOLIE. *Dictionnaire militaire italien-français et français-italien à l'usage des armées française et italienne* (Vicence, Arti grafiche Vicentine G. Rossi e C. editori, 1918, 2 vol. in-12, 119 et 125 p.). — Le travail de M. V. Delfolie comble une véritable lacune. On a pu constater qu'il n'existe pas encore de vocabulaire militaire

franco-italien, car le « Guide militaire » de M. Plumon est peu méthodique, et il date déjà de trois ans. Le dictionnaire publié par M. Delfolie, fait surtout à l'aide de documents officiels récents, facilitera l'étude des textes militaires de la guerre actuelle. L'auteur y a groupé un grand nombre de mots, — plus de 4,000 termes, — qui n'ont été réunis nulle part ailleurs. Les listes d'abréviations employées dans la langue militaire ainsi que dans les cartes des deux pays complètent heureusement cet ouvrage qui est présenté avec élégance.

Il y aurait mauvaise grâce à demander à un travail né de la guerre et rédigé par un combattant toutes les qualités qu'on exige d'une œuvre d'érudition; il faut surtout remercier l'auteur, qui est maintenant traducteur à l'armée, d'avoir utilisé ses loisirs et son expérience au profit de ses confrères et aussi des historiens. R. L.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

— Georges BOURDON. *L'énigme allemande*. Nouvelle édition (Paris, Plon-Nourrit, 1918, in-8°, iv-483 p.; prix : 4 fr. 55). — On n'a pas oublié avec quelle faveur fut accueilli ce volume quand il fut édité pour la première fois en 1913, après avoir paru en partie dans le *Figaro*. A la veille de la guerre, il avait atteint à sa 14^e édition et le succès ne s'est pas ralenti, puisqu'on nous en présente aujourd'hui la 18^e. Celle-ci d'ailleurs mérite une mention toute particulière. L'ouvrage ayant été stéréotypé, le texte n'a subi aucun changement (du moins est-il identique à celui de la 14^e édition que j'ai sous les yeux); mais l'auteur y a fait deux sortes d'additions : d'abord trois pages de notes (p. 473-476), où l'on remarquera un portrait, peut-être un peu caricaturé, de Bethmann-Hollweg; puis et surtout une longue introduction de cinquante pages. J'espérais y trouver une solution, au moins partielle, à ce que l'auteur définissait lui-même l'« énigme allemande ». Les formidables événements qui se sont accomplis depuis quatre années n'ont-ils pas jeté la lumière sur ce qui pouvait encore paraître obscur? M. Bourdon en a suivi avec un intérêt passionné le développement prodigieux; quels enseignements nouveaux lui ont-ils apportés? Il ne le dit pas nettement. Il croit qu'en lui parlant alors de paix, les Allemands étaient sincères, mais qu'ils entendaient ce mot autrement que nous; ils n'étaient pas fourbes, mais pervertis par l'orgueil et l'ambition. Sans doute; encore eût-il fallu le montrer par des faits plutôt que par des phrases. Quoi qu'il en soit de la préface, brillant feuilletéon plutôt que page d'histoire, le livre reste révélateur de faits et d'idées dont nous ne saurons jamais assez nous pénétrer. Il aura encore d'autres éditions. Oserai-je prier M. Bourdon d'y ajouter une table alphabétique des noms propres? Ch. B.

— G. LACOUR-GAYET. *Bismarck* (Paris, Hachette et C^{ie}, 1918, in-12, 248 p.; prix : 3 fr. 50). — L'ouvrage porte cette dédicace : « A

mes auditeurs du Foyer, février-mars 1918. » Nous sommes ainsi avertis qu'il a pour origine des conférences faites devant un public cultivé, mais dont il faut avant tout retenir l'attention par des anecdotes et des allusions aux événements de la guerre présente. M. Lacour-Gayet n'a pas cherché à approfondir l'histoire de Bismarck; aussi bien dans la bibliographie qu'il a dressée à la fin de son ouvrage, il n'indique que des travaux français ou des travaux traduits en français. Il n'a pas voulu non plus donner sur le premier chancelier de l'empire allemand des aperçus nouveaux; son intention était simplement de raconter la biographie de l'homme, d'expliquer les grands événements auxquels il a été mêlé ou qu'il a provoqués, de montrer les conséquences funestes qu'entraîna sa politique pour toute l'Europe. En six leçons, qui sont devenues six chapitres, il raconte les débuts de Bismarck, ses études, sa vie de *landjunker* à Knipphof et à Schönhausen, son apparition à la « Diète réunie » de Prusse, son rôle à la Diète fédérale de Francfort, puis les ambassades à Saint-Petersbourg et à Paris, l'entrée au ministère prussien et les trois guerres dont il porte la responsabilité, contre le Danemark, l'Autriche et la France; la restauration de l'empire allemand au profit des Hohenzollern, la politique extérieure et intérieure qu'il pratiqua comme chancelier, la disgrâce de 1890 et la mort à Friedrichsruhe le 30 juillet 1898. L'exposé est net et précis. Nous recommandons vivement ces pages à nos étudiants d'histoire, qui y trouveront ce qu'il est essentiel de connaître sur l'histoire de l'Allemagne de 1847 à 1890; en outre, tout lecteur qui voudra se remémorer dans son ensemble la vie du chancelier de fer tirera de ce petit livre profit et plaisir, comme d'un résumé bien fait. Nous souscrivons au jugement que porte M. Lacour-Gayet sur l'homme et son œuvre. Bismarck a forgé l'Allemagne à coups répétés de marteau; mais, pour créer cette Allemagne, tout moyen lui semblait bon; il a déchaîné par des faux des guerres sanglantes, suscité des haines terribles; et la guerre présente est une des conséquences lointaines de sa politique¹.

C. PF.

— YSIAD. *L'Allemagne et son enfant terrible, Maximilien Har-*

1. P. 186, au milieu, lire : *Guillaume II* au lieu de : *Guillaume I^{er}*. — M. Lacour donne avec raison une place importante à la question d'Alsace-Lorraine. Il analyse les discours de Bismarck sur le *Reichsland* et montre que le chancelier considérait surtout l'Alsace-Lorraine comme un glacis du nouvel Empire allemand. A modifier ce qui est dit p. 174 : jusqu'en 1879, il n'y eut dans le pays, qui était administré de Berlin, qu'un président supérieur; la loi de juillet 1879 créait pour la première fois un gouverneur, un secrétaire d'État et trois sous-secrétaires d'État. P. 188, il n'est pas exact de dire « que les élections de 1881 envoyèrent au Reichstag en Alsace quinze députés protestataires ». Cette année-là, Zorn de Bulach a été élu à Erstein-Molsheim; ce furent les élections de 1887 qui donnèrent quinze députés protestataires sur quinze; et après ces élections fut appliqué à l'Alsace-Lorraine, à partir du 1^{er} juin 1888, l'odieux régime des passeports.

den. Préface de Joseph REINACH (Paris et Nancy, Berger-Levrault, 1918, in-12, XIII-104 p.; prix : 3 fr.). — On trouvera dans le volume une traduction ou une analyse, parfois très sommaire, des articles publiés dans la *Zukunft* par Maximilien Harden, du 5 février 1916 au 23 juin 1917. Ces articles portent sur les sujets les plus variés : politique, art, littérature, théâtre, histoire, questions sociales. Le journaliste dit franchement, cyniquement ce qu'il veut dire; il avoue les visées ambitieuses de l'Allemagne, il lui en fait gloire, quitte aussi à signaler les fautes commises et à railler les hommes d'État et les diplomates allemands de la façon la plus crue. C'est un enfant terrible. Au fur et à mesure que la guerre avance, son ton de pourfendeur et de vainqueur baisse et les critiques deviennent plus mordantes; aussi, par un heureux artifice, Ysiad a placé, après l'article du 23 juin 1917, ceux du début de la guerre, des 8 et 29 août 1914, celui du 17 octobre 1914, après la prise d'Anvers. Il disait dans ce dernier : « C'en est pas par surprise ni malgré nous que nous avons affronté l'effroyable risque de cette guerre. Nous avons voulu cette guerre, parce que nous devions et pouvions la vouloir. Que le diable teuton emporte les pleurnicheurs dont les excuses nous rendent ridicules! Nous ne sommes pas devant le tribunal de l'Europe. Nous ne nous y présentons pas. Notre puissance doit créer en Europe un droit nouveau. » — C. PF.

— FÜRST LICHNOWSKY. *Meine Londoner Mission, 1912-1914* (Zürich, O. Füssli, 1918, petit in-8°, 56 p., avec un portrait). En français : *Ma mission à Londres...* (Genève, Atar, 1918, 61 p., un portrait). — La *Revue historique* (t. CXXVIII, p. 356-357) faisait remarquer que le texte publié par M. Puaux présentait quelques taches. Dans une édition à très bon marché (40 centimes), deux maisons suisses ont publié, l'une le texte original, l'autre la traduction du fameux mémoire, en le faisant précéder d'une préface du professeur O. Nippold. Cette préface, émanant d'une des plus hautes autorités neutres en matière de droit international, est un beau témoignage en faveur de la vérité qui, « plus que jamais, est bien véritablement en marche ». En annexes : fragments du discours de Sir Edw. Grey, du 3 août 1914; lettre du Dr Muehlton au *Berliner Tageblatt* du 21 mars 1918; déclarations de M. Pichon à la Sorbonne, du 1^{er} mars 1918.

H. Hr.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

— Georges DELAHACHE. *Petite histoire de l'Alsace-Lorraine*. Préface de Paul DESCHANEL (Paris, Grasset, in-12, 88 p., dans la collection « Le fait de la semaine »; prix : 1 fr.). — Nous n'étonnerons personne en disant que ce petit résumé de l'histoire de l'Alsace et de la Lorraine, dû à l'auteur de la *Carte au liséré vert* et de l'*Exode*, est tout à fait excellent. M. Delahache passe vite sur les anciennes périodes; il expose de la manière la plus nette comment les Trois-

Évêchés, puis l'Alsace elle-même sont devenus français, à la suite d'interventions françaises sollicitées par les princes allemands eux-mêmes; il dit aussi comment une combinaison diplomatique a donné la Lorraine à la France. Il insiste sur la manière dont ces provinces se sont fondues dans l'unité française, sur les déclarations de loyauté faites en toutes circonstances par leurs habitants. Puis ce fut, en 1871, l'annexion violente à l'Allemagne, malgré l'éloquente protestation des députés alsaciens et lorrains à Bordeaux, et la protestation s'est poursuivie, celle de ceux qui sont partis et ont mis au service de la France toute leur activité, celle beaucoup plus méritoire de ceux qui sont restés. M. Delahache montre comment ces derniers ont résisté aux tentatives de germanisation et maintenu dans le pays l'amour de la France. Il souligne l'importance de trois incidents qui, à la veille de la présente guerre, ont bien marqué l'incompatibilité entre Alsaciens et Allemands : l'inauguration du monument de Wissembourg (17 octobre 1909), l'affaire de Grafenstaden (1912) et celle de Saverne (1913). Il annonce à nos compatriotes de Metz, de Strasbourg, de Colmar et de Mulhouse la délivrance prochaine, le retour de la France à leur foyer d'où elle a été absente quarante-sept ans. Petit volume à répandre et que tous les Français devraient lire et méditer. — C. Pr.

— Dans la collection « Voix d'Alsace et de Lorraine » que publie la librairie Fischbacher vient de paraître un quatrième fascicule : *le génie alsacien*, par P. EBERSOLT, aumônier militaire dans le coin de l'Alsace qui a été libéré (1918, in-8°, 56 p.; prix : 1 fr. 50). L'étude porte comme épigraphe : la route de la liberté du monde passe par l'Alsace; et la pensée est très juste : le monde ne sera délivré de la tyrannie allemande que le jour où l'Alsace, rendue à la France, respirera librement. M. Ebersolt montre que le génie alsacien s'est formé de la clarté des Celtes, de la science d'organisation des Romains, de l'idéalisme chrétien, de l'esprit d'indépendance de ses villes libres et de ses républiques au moyen âge, de la liberté individuelle que prêcha la Réforme, de la fusion avec le génie français, des grands principes de la Révolution dans lesquels il se retrempa. Les Allemands ont voulu détruire ce génie; mais il revivra dans l'Alsace redevenue française. Toutes ces considérations sont exprimées avec éloquence dans autant de chapitres. Ce fascicule sera lu avec sympathie en France comme les précédents. Signalons quelques légères erreurs. P. 13, est-il bien vrai que les Alamans aient été chassés d'Alsace par la victoire de Clovis? Francs et Alamans semblent s'être mêlés sur son sol aux Gallo-Romains. P. 14, lire *Ebersheimmunster* au lieu de *Ebersteinmunster*. P. 22, l'Université de Strasbourg n'a été créée qu'en 1621.

C. Pr.

HISTOIRE DE FRANCE.

— E. SAILLENS. *Facts about France. Brief answers to recurring questions.* Foreword by E. HOVELAQUE (Paris, Hachette et C^{ie}, 1918,

xii-308 p., 66 illustrations ou cartes; prix : 3 fr. 50). — Le soldat anglais ou américain qui combat en France éprouve le besoin d'avoir des notions précises sur la géographie, l'histoire, l'art, la littérature, la religion de notre pays; il les trouvera dans ce petit guide, où elles sont groupées par ordre alphabétique des sujets, depuis *Académie française* jusqu'à *World-war and France*, où sont indiquées les origines de la présente guerre. Chaque article est accompagné d'une courte bibliographie; celui qui voudra s'instruire davantage saura ainsi quels ouvrages il doit consulter. A la fin, un petit calendrier de la guerre, indiquant, sur tous les théâtres, les principaux événements depuis le 28 juin 1914, date de l'assassinat de l'archiduc Ferdinand, jusqu'au 31 décembre 1917, avec des cases préparées pour y inscrire les événements de 1918. Petit guide commode, pratique, tout bourré de renseignements, bien illustré et d'un joli aspect extérieur. — C. Ff.

— Ch.-V. LANGLOIS. *État sommaire des documents entrés aux Archives nationales par des voies extraordinaires : dons, achats, échanges, depuis les origines jusqu'à présent* (Paris, 1917, in-8°, 116 p.; extrait de la « Bibliothèque de l'École des chartes », 1917, t. LXXVIII). — On sait que, légalement, les différentes administrations publiques, organes du pouvoir central, doivent verser aux Archives nationales, dans certaines conditions déterminées, les papiers qui ne sont plus utiles à la marche des affaires courantes; c'est par cette voie ordinaire que s'enrichit de temps en temps le dépôt de l'hôtel de Soubise. Mais il existe aussi des voies extraordinaires : dons, achats, échanges, etc., qui contribuent à cet accroissement. C'est ainsi qu'entrèrent aux Archives par exemple (en 1876) les papiers de la troisième Compagnie des Indes, fondée en 1785, qui ont été déposés, sur l'avis des actionnaires, par le liquidateur judiciaire de cette Compagnie, un choix des archives de la principauté de Montbéliard, opéré en 1839 par ordre des pouvoirs publics, des papiers relatifs à la famille Bonaparte, donnés par l'empereur Napoléon III, de nombreux documents échangés par les Archives avec la bibliothèque Mazarine ou la Bibliothèque nationale, etc. Depuis 1856, ces acquisitions nouvelles doivent alimenter une sous-série cotée AB XIX; mais cette disposition n'a pas toujours été observée et beaucoup de documents, après comme avant cette date, ont été dispersés, parfois au hasard, dans les séries existantes. Le respect des fonds a été trop souvent violé. L'*État sommaire* dressé par le directeur actuel des Archives permettra de remettre un peu d'ordre dans ce chaos; il contient, distribué suivant l'ordre alphabétique des rubriques, l'inventaire de tous ces documents, avec la cote des séries où ils sont aujourd'hui classés, soit dans AB XIX, soit en dehors. Utile complément à l'*État des inventaires des Archives nationales au 1^{er} janvier 1914*. Ch. B.

— Raoul ALLIER. *Anthologie protestante française. XVI^e et XVII^e siècles* (Paris, Crès; Genève, Atar; 1918, in-16, xvi-324 p.; prix : 3 fr. 50). — Les auteurs de ce recueil, qui a été publié sous la

direction de M. Raoul Allier, ne se sont pas proposé de faire une œuvre scientifique destinée aux érudits, mais simplement de présenter au public lettré des extraits de nos vieux auteurs protestants, dont les uns, comme Marot et Calvin, nous sont familiers, alors que d'autres, ceux du XVII^e siècle principalement, ne sont guère fréquentés que par les historiens des sciences religieuses. C'est avec plaisir que nous écoutons certains de ces pasteurs qui, au temps de Louis XIV, ont essayé de détourner la menace de la Révocation, qui ont protesté contre les persécutions et qui, comme Jurieu, ont formulé la théorie de la souveraineté nationale. Littérature de combat où les énergies spirituelles sont tendues vers la lutte et vers l'idéal de la liberté de conscience.

C'est par cette inspiration que ces œuvres se rattachent aux circonstances présentes : leurs auteurs avaient tout sacrifié à cette vérité qu'ils croyaient posséder et ils ont, en l'exprimant, montré toutes les qualités de l'esprit français. Art et pensée, tout en eux tient à notre tradition nationale, et nous estimons, avec M. Allier, qu'il n'était pas inopportun de fortifier par cette publication les liens qui rattachent à cette tradition tout un groupe de croyants de notre époque. R. D.

— Pierre DE NOLHAC. *Fragonard, 1732-1806* (Paris, Manzi-Joyant, 1918, in-8°, 226 p.; illustré). — M. Pierre de Nolhac avait déjà publié, à la même librairie d'art, un volume luxueusement édité sur Fragonard. Il en a fait une réduction pour le grand public, parfaite au point de vue typographique et riche d'illustrations. Le contenu est à peu près identique à celui de la première édition. Il est peu d'écrivains qui connaissent aussi bien que M. de Nolhac la période artistique et mondaine qui va du début du XVIII^e siècle à la Révolution. Les charmants livres sur Marie Leczinscka et sur M^{me} de Pompadour ont en partie renouvelé l'histoire de cette époque si confuse, où il est si difficile de peser les responsabilités de chacun. Un des peintres les plus aimés de cette société insouciante et aimable a été Fragonard. Il avait été déjà étudié en détail par le baron Roger Portalis, dont le livre est resté fondamental. M. de Nolhac reconnaît lui-même tout ce qu'il lui doit; mais, ayant entre les mains des documents qu'ignorait M. Portalis, il a pu présenter de plus originale façon bien des moments de la carrière de l'artiste. Il a fourni la preuve d'un voyage en Hollande. Ayant établi, d'autre part, les origines italiennes de la famille de Fragonard, il a su finement analyser la place qu'occupaient l'Italie et l'art italien dans la formation de son tempérament artistique. Il est permis en effet d'avoir, en toute son œuvre, un faible pour les évocations émouvantes d'une campagne romaine, dont les artistes français n'avaient pas jusqu'alors soupçonné l'existence. La belle esquisse d'un Romain assis près de son « fiasco » (ancienne collection Doucet) n'est-elle pas l'indice d'un art tout nouveau et d'une compréhension profonde de la beauté pittoresque? M. de Nolhac a eu raison d'insister sur les origines du talent de « Frago »; c'est peut-être le chapitre

le plus intéressant et le plus suggestif d'un livre qui se recommande en outre à notre attention par d'heureuses qualités de forme. — J. A.

— Victor CAMBON. *Où allons-nous?* (Paris, Payot et C^{ie}, in-16, 304 p.; prix : 4 fr. 50). — Ingénieur connaissant à fond l'organisation des grandes nations industrielles contemporaines, M. Cambon se préoccupe dans ce livre de l'avenir de notre industrie : il l'aperçoit sous un jour inquiétant. Pour lui, nous ne nous sommes jamais suffisamment souciés du bien-être physique de nos ouvriers qui s'étiolaient dans des usines et des habitations vermoulues et malsaines; il faut mettre à leur disposition des demeures propres, saines et bien aérées, les soustraire aux tentations de l'alcoolisme et ne pas craindre de leur payer des salaires équitables et proportionnés au rendement de leur travail afin de les amener à renoncer à leurs rêveries utopiques.

L'industrie dépend souvent des administrations publiques qui, par exemple, mettent neuf mois à donner à un négociant l'autorisation d'installer à ses frais sur un quai une grue de déchargement et font précéder la simple décision à prendre pour une entreprise de travaux publics d'une série de quarante et une formalités et démarches qu'il énumère en détail. Le Métropolitain parisien facilite sans doute la circulation dans l'intérieur de l'enceinte; néanmoins, comme il ne lui est pas permis de franchir les limites de l'octroi, il ne contribue guère à désencombrer les quartiers surpeuplés de la capitale, où les familles grouillent dans des logements insalubres et d'un loyer exorbitant.

À la plupart de nos industriels, l'auteur reproche leur empirisme, leur routine immobile et leur individualisme outré; chacun tend à se cantonner dans son coin, à faire comme il a toujours fait et à s'éloigner autant que possible de ses confrères qu'il surveille toutefois d'un œil volontiers jaloux. Trop généralisée, la peinture serait poussée au noir, mais elle ne manque cependant pas de vérité. Souvent, dans un pays de moyenne et de petite industrie comme la France, les petits patrons ne disposent en effet à leurs débuts que d'un capital insuffisant et ne parviennent à vivre qu'à l'aide d'une parcimonie constante qui fatalement tend à engendrer cet état d'esprit. Pour M. Cambon, la plupart de ces petits établissements seront incapables de soutenir la concurrence des grandes industries étrangères bien outillées et richement pourvues de tous les moyens de renseignement scientifique et sont irrévocablement condamnés à disparaître. Il n'aperçoit de salut que dans l'expansion de la grande industrie fabriquant par séries et sachant appliquer les procédés les plus perfectionnés et les bonnes méthodes qui ont fait la fortune de l'industrie allemande et américaine; au besoin, il accepterait un vigoureux coup d'épaule américain. Au surplus, les hommes capables d'intelligente organisation et direction ne nous font pas défaut, et il cite comme exemple le général Lyautey et sa merveilleuse œuvre de colonisation au Maroc. — E. C.

— Jules ROCHE. *Quand serons-nous en République?* (Paris, Payot et C^{ie}, in-16, 249 p.; prix : 4 fr. 50). — Louis DE LAUNAY. Qua-

lités à acquérir (Paris, Payot et C^{ie}, in-16, 248 p.; prix : 4 fr. 50). — Après les grandes crises politiques ou sociales, les esprits réfléchis sont naturellement portés à interroger le passé, à se demander quelles ont été les erreurs commises et quels seraient les remèdes à recommander. C'est à un examen de ce genre que se sont livrés MM. Jules Roche et de Launay.

Député et ancien ministre, homme politique par conséquent, M. Jules Roche se cantonne dans le domaine politique et s'attache à démontrer que les lois constitutionnelles qui nous régissent depuis près d'un demi-siècle n'ont de républicain et de démocratique que le nom. Elles passent sous silence les droits du citoyen, expressément garantis par les constitutions des autres états républicains et même de plusieurs états monarchiques; elles ont négligé d'établir une séparation nette entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif et assigné au Président de la République une situation effacée, qui lui enlève toute liberté d'agir; en un mot, « elles ont livré les Français et la France, sans la moindre défense, au plus complet arbitraire représenté par les Chambres... Les citoyens ne jouissent pas des droits qui leur sont indispensables, leur appartiennent naturellement, leur seraient reconnus partout ailleurs ». Ces droits essentiels et naturels étaient pourtant inscrits dans la *Déclaration des Droits de l'homme* proclamés par la Révolution française. Aussi a-t-on abouti, au bout de quarante-deux ans, à « un profond désordre financier et à une anarchie générale également menaçante pour la sûreté des personnes et des biens ». M. Jules Roche ne voit qu'un moyen d'en sortir; c'est que le pouvoir exécutif soit délégué par le peuple français à un Président de la République nommant et révoquant seul ses ministres; que le pouvoir législatif soit délégué par les électeurs des divisions administratives à une ou deux assemblées; qu'une Cour suprême soit chargée de la garantie des droits de l'homme et du citoyen et que l'initiative financière, en matière de dépenses de l'État, soit réservée au gouvernement. « Alors, enfin, » conclut-il, « nous serons en République. »

M. de Launay est un réformateur moins entier; puisque nous vivons sous un régime de République parlementaire, il est d'avis de le conserver, mais en lui faisant subir certaines retouches. Il est d'ailleurs naturaliste et l'étude de l'action lente de l'évolution lui a appris qu'il faut surtout s'attacher à agir sur le milieu, c'est-à-dire sur la mentalité publique; encore conseille-t-il de procéder avec circonspection. A cette mentalité imbue de vanité, d'égalitarisme et de légèreté, il prêche le culte de la persévérance, de la discipline et de la stabilité, trois qualités également indispensables pour la bonne direction des affaires économiques. Il la met en garde contre l'éloquence sonore et vide et contre les préjugés et les illusions dont elle se repaît volontiers; ayons un idéal, mais ne versons pas dans l'idéologie stérile. Chemin faisant, sa plume alerte se plaît à tracer quelques croquis qui dénotent un vrai talent de satirique à la fois pénétrant et enjoué. Son livre est de ceux

qu'il est difficile de résumer, mais qu'il y a grand profit à lire avec attention. Toutefois, ni M. Lebureau, ni les oracles de cafés ne seront, et pour cause, de cet avis.

E. C.

— *LYSIS. L'erreur française* (Paris, Payot et C^{ie}, in-16, 290 p.; prix : 4 fr. 50). — C'est un implacable réquisitoire contre nos errements d'avant-guerre, nos moyens de gouvernement surannés, nos habitudes d'un autre âge, nos opinions routinières, notre optimisme béat. L'auteur ne craint pas de mettre la plaie à nu et, en le lisant, loin d'être froissé par la dure vérité, on ne peut que se rendre à l'évidence. Pour Lysis, le pays ne peut se sauver que s'il abjure l'idéologie politicienne, si désormais l'industrie, le commerce, l'agriculture comptent pour autre chose que zéro, si la discipline et le mérite de l'individu revêtent leur valeur propre, si les consciences s'éveillent de leur torpeur, si les préoccupations morales reprennent enfin la place qui leur est due.

Ch. D.

— *La vie catholique dans la France contemporaine*. Préface de Mgr H. BAUDRILLART (Paris, Bloud et Gay, in-8°, xvi-529 p.; prix : 5 fr.). — Aux neutres qui reprochent à la France d'être une nation sans religion et sans morale, le Comité catholique de propagande française à l'étranger répond par ce volume qui est dû à la collaboration de quelques-uns des membres les plus éminents du catholicisme français. Mgr TISSIER, évêque de Châlons, dans un article qui compte plus de cent pages et intitulé « La vie religieuse », célèbre le renouveau de la foi, la fréquence des fidèles dans les églises, le développement des ordres religieux, les pèlerinages, les grandes dévotions françaises qui sont le Sacré-Cœur, l'Eucharistie, la Vierge immaculée, les œuvres d'enseignement et les œuvres catéchétiques, celles de prévoyance et d'études sociales, les missions : c'est un tableau complet du catholicisme en France au début du *xx*^e siècle et pendant la présente guerre. M. Étienne LAMY traite de « la famille » chrétienne et recherche les causes de la dépopulation. Il attribue la diminution des naissances surtout à des causes morales. Les départements où la population décroît le plus, dit-il, sont ceux « où l'irréligion des habitants a pour preuves l'abandon général des pratiques religieuses et où les églises sont des solitudes ». Les départements où la race se maintient sont ceux « où se sont le moins effacées les croyances chrétiennes ». Peut-être le problème est-il plus complexe et peut-être aussi y a-t-il une contradiction entre la description que nous faisons tout à l'heure Mgr Tissier des églises « regorgeant de monde » et de la « solitude » que constate M. Lamy dans beaucoup de départements; mais rendons justice au zèle, à la générosité, au talent et à l'éloquence que M. Lamy met au service de la cause des familles nombreuses. M. Henri JOLY énumère, dans son étude sur le « mouvement social catholique », les nombreuses œuvres de bienfaisance créées; il insiste sur les cercles ouvriers que fonda M. de Mun, nous donne des renseignements sur le

Sillon de Marc Sangnier et nous explique pourquoi le pape Pie X le condamna en 1910; il signale l'importance des « Semaines sociales » qui, de 1905 à 1914, ont réuni chaque année, dans l'une des grandes villes de France, sept à huit cents travailleurs catholiques pour y discuter les questions sociales posées. Le R. P. Léonce DE GRANDMAISON, directeur des *Études*, expose ce qu'ont été en ces dernières années en France « les hautes études religieuses ». Il cite les grandes collections, les éditions, les traductions entreprises par les catholiques, les ouvrages d'exégèse, d'histoire, de littérature religieuse qu'ils ont fait paraître; il vante naturellement ceux des auteurs dont l'orthodoxie est irréprochable, fait des réserves sur les autres. Il écrit : « On peut espérer que Mgr Duchesne saura, par de judicieuses corrections, rendre irréprochable et plus digne de son talent l'*Histoire ancienne de l'Église*, dont le dernier volume reste à paraître », et il est sévère envers les écrivains se rattachant à ce « libéralisme doctrinal à base immanentiste, d'origine protestante, qu'on appela le *modernisme* ». La bibliographie très exacte qu'il a établie rend service. Le 4 août 1879, peu de mois après son élévation au Saint-Siège, le pape Léon XIII, par l'encyclique *Aeterni patris*, recommanda l'étude dans les écoles chrétiennes de la philosophie de saint Thomas. M. l'abbé Georges MICHELET, professeur à l'Institut catholique de Toulouse, dans son article « La philosophie chrétienne en France » nous dit quels ont été, depuis cette date, les ouvriers de la restauration de la philosophie scolastique; et il rend aussi hommage aux philosophes qu'anime l'esprit chrétien, Ollé-Laprune, de Margerie, Charaux, Georges Dumesnil. M. Fortunat STROWSKI, professeur à la Sorbonne, est l'auteur du chapitre sur « la littérature » chrétienne contemporaine. Les précurseurs ont été Vuilliot, Barbey d'Aurevilly, Hello et, en une certaine mesure, Verlaine lui-même. Les rénovateurs sont Huysmans, Teodor de Wysewa, mort récemment, Paul Bourget, Brunetière; et ces aînés ont passé le flambeau à un grand nombre de « jeunes », parmi lesquels Paul Claudel, Francis Jammes, à d'autres qui sont tombés sur les champs de bataille, Péguy, André Lafon, Ernest Psichari. De tous ces écrivains, M. Strowski trace le portrait fidèle; sur la plupart d'entre eux, il raconte, de la façon la plus aimable, des souvenirs personnels. Enfin, M. Henry COCHIN, député du Nord, s'est chargé de présenter « l'art chrétien en France sur les confins du XIX^e et du XX^e siècle ». Sans doute, il doit reconnaître que beaucoup d'églises récentes, le Sacré-Cœur de Montmartre, la basilique de Fourvières ne sont pas des œuvres incontestables; il passe assez vite sur la sculpture et la peinture, louant surtout l'inspiration chrétienne d'un Bartholomé et d'un Puvis de Chavannes; il insiste davantage sur la musique et les magnifiques résultats atteints par la *Schola cantorum* et l'association des chanteurs de Saint-Gervais.

Tout le volume nous démontre, comme l'écrivit Mgr Baudrillart dans son éloquente préface, qu'il n'est point un pays au monde où la vie catholique soit aussi intense, aussi riche et aussi féconde qu'en France.

Nous sommes d'accord; mais il est bien entendu que ce n'est pas la France tout entière qui nous est représentée et qu'il n'est pas exact de dire avec M. Strowski : *ubi Gallia, ibi crux*. La France possède d'autres philosophes, d'autres écrivains ou artistes que ceux qui sont mentionnés ici, quelques-uns d'un génie plus puissant. Elle se compose de plusieurs familles intellectuelles, animées toutes d'un même patriotisme et dont les fils ont également donné, d'un libre consentement, leur vie pour sauver cette belle œuvre collective, la civilisation. Les écrivains à qui nous devons ce volume n'ont eu d'autre ambition que de détacher de cette œuvre la part du catholicisme.

C. Pr.

— Joseph REINACH. *Mes comptes-rendus, discours, propositions et rapports*, t. IV, 1912-1914 (Paris, Félix Alcan, 1918, in-12, 459 p.). — Ce quatrième volume clôt la série des discours prononcés et des rapports déposés par M. Joseph Reinach pendant les quatre années de législation où il siégea au Palais-Bourbon de 1909 à 1914. On y remarquera la campagne vigoureuse qu'il a menée contre l'alcoolisme, sans d'ailleurs réussir à faire voter par la Chambre les mesures réclamées; ses rapports sur les propositions de lois ayant pour objet d'assurer le secret et la liberté du vote, ainsi que la sincérité des opérations électorales; mais surtout ses discours sur les questions militaires qui ont préoccupé si profondément la précédente Chambre. M. Reinach, connaissant bien les armements continuels de l'Allemagne, était un partisan résolu du service de trois ans; il aurait seulement voulu que la France favorisât les rengagements et les engagements volontaires, de manière à ce qu'au bout de deux ans ou trente mois de service les soutiens de famille pussent être renvoyés dans leurs foyers. Il s'expliqua très nettement à ce sujet dans la profession de foi qu'il adressa le 10 avril 1914 à ses électeurs de l'arrondissement de Digne : « Plutôt perdre mon mandat que de risquer, par une lâcheté pareille à une trahison, de compromettre pour ma part les destinées de la France. » Joseph Reinach perdit en effet son mandat, et, en vérité, il est bien dommage que Polybe ne fasse point partie de la présente Chambre, à qui ses connaissances des affaires militaires eussent été bien précieuses. Par une véritable coquetterie, il a recueilli dans le volume cette profession de foi, après ses rapports et ses discours.

C. Pr.

— Voici trois brochures de l'abbé L. RICAUD, chanoine honoraire, parues toutes trois à Tarbes, aux bureaux du « Semeur » : 1° *Sulpice Sévère et sa villa de Primuliac à Saint-Sever-de-Rustan* (in-16, 389 p.; prix : 3 fr. 50). — L'auteur de la *Vita Martini Turonensis* est certainement originaire de l'Aquitaine et non du Languedoc. La seule villa qu'il eût conservée après son veuvage, Primuliacum, n'est ni à Vendres, dans le Biterrois, ni à Lauzun, dans l'Agenais, mais sur les bords de l'Arros, aux confins de la Bigorre et de la Gascogne. A peine installé dans le Rustan, Sulpice Sévère transforma en abbaye sa maison de campagne et plus tard un couvent bénédictin se dressa

sur les ruines du monastère saccagé par les Vandales. Les « légendes » de Grégoire de Tours sur saint Sévère, confesseur de Bigorre, et, semble-t-il, sur le même Sévère martyr, permettent à l'abbé Ricaud de justifier ses hypothèses et d'admettre que le biographe du « patron » de la France est mort pendant la tourmente de 407, soit dans sa villa même, soit dans un autre lieu voisin, où il aurait cherché un refuge.

2° *Un régime qui commence. Étude sur dix années de la Révolution dans les Hautes-Pyrénées* (in-8°, 243 p.; prix : 3 fr.). — Excellente statistique, politique, administrative, judiciaire et religieuse du département des Hautes-Pyrénées, entre 1790 et 1802. Armand de Gontaud, maréchal des camps et armées du roi, Pierre de Fondeville-Labatut, maire de Tarbes, et Bertrand Barère, avocat en Parlement et notaire, organisent la nouvelle circonscription administrative en joignant à l'ancienne Bigorre les Quatre-Vallées, une partie du Nébouzan, du Comminges et de la Rivière-Verdun. Les 102 membres des premières assemblées départementales de tout ordre comprennent soixante et un hommes de loi, treize médecins, trois prêtres, sept négociants, trois cultivateurs, un artiste, sept « bourgeois » et sept nobles. D'après le « Journal d'un bourgeois de Tarbes », si les curés en majorité prêtent serment d'observer la « constitution civile », ils y mettent « toutes les restrictions convenables ». Les « réfractaires » sont au début uniquement des membres du haut clergé. Le décret abolissant la royauté provoque une telle stupéfaction que le Directoire du département ne le publie que le 12 octobre 1792, après avoir pris la certitude que « l'extrait du procès-verbal de la Convention » est bien authentique. Si les « Girondins de Tarbes » ne peuvent organiser des milices départementales et les conduire contre la Convention, ils réussissent du moins à se compromettre irrémédiablement aux yeux des Montagnards. Ainsi s'explique l'envoi de Monestier, du Puy-de-Dôme, qui établit le gouvernement révolutionnaire et épure les corps constitués. Les changements prévus par la Constitution de l'an III s'effectuent sans encombre; seules les élections de l'an VI provoquent deux assemblées électorales rivales; la loi du 22 floréal an VI donne raison aux scissionnaires. Une pièce annexe fait connaître la réorganisation religieuse de l'an XII. Les Hautes-Pyrénées comprenant l'ancien diocèse de Tarbes et parties du Comminges et du diocèse d'Auch, les trois prélats respectifs, réfugiés depuis 1792 à l'étranger, démissionnent, ainsi que Jean-Guillaume Molinier, l'évêque constitutionnel. Un décret du 14 novembre 1802 appelle Joseph-Jacques Loison à la tête de la circonscription ecclésiastique. D'accord avec le préfet et conformément aux avis de l'évêque de Bayonne, Mgr Loison divise son diocèse en vingt-six cures, « ayant chacune pour étendue et pour limites celle de la justice de paix dans l'arrondissement de laquelle elle sera placée ».

3° *Les reclus des Hautes-Pyrénées* (in-8°, 243 p.; prix : 3 fr.). — C'est une page d'histoire locale admirablement documentée. D'après

les archives des Hautes-Pyrénées, le registre des délibérations de Tarbes et de Bagnères et le « Journal de la Réclusion » du Père Las-pales, on voit que les maisons de détention : chapelles, couvents, séminaires, collèges, domiciles particuliers, s'ouvrent dans les premiers jours d'octobre 1793. Monestier, du Puy-de-Dôme, Monestier, de la Lozère, et Auguste Isoard internent plus de 400 « citoyens ou citoyennes » très pacifiques pour la plupart, qui souffrent sans se plaindre et ne songent pas à se venger après la chute de leurs géoliers, en novembre 1794.

Ch. D.

— Louis CADDAU, architecte des monuments historiques. *Mono-graphie de la cathédrale de Tarbes; la Sède, Sainte-Marie-d'Orre* (Paris, Champion, in-8°, 224 p.; prix : 5 fr.). — Au temps déjà lointain où les diligences et les chaises de poste sillonnaient encore les Pyrénées, le « Guide Joanne » déclarait que la cathédrale de Tarbes était, de l'avis de Cénac-Moncault, « l'édifice le plus laid et le plus disgracieux de tous ceux du même genre dans le Sud-Ouest ». Aujourd'hui, l'aspect de l'église a profondément changé; on l'a dégagée de l'enduit noirâtre qui la recouvrait et l'architecte, qui a le plus contribué « à faire de la chrysalide un papillon », révèle au public les résultats de ses découvertes archéologiques.

Élevée sur l'emplacement même du « *Castrum Bigorra* », la « Sède » a succédé au sanctuaire de la « Grande Déesse » et, jusqu'au IX^e siècle, c'est-à-dire jusqu'au moment où elle fut détruite par les Normands, elle a présenté l'aspect d'une basilique latine. L'église romane qui a remplacé celle-ci était basse, à peine éclairée et manquait de collatéraux. Le mariage illicite de Centulle, vicomte du Béarn, avec l'héritière de Bigorre, encouragé par l'évêque de Tarbes, permit à celui-ci de réparer sa cathédrale et, après les travaux poursuivis au XII^e et au XIII^e siècle, elle affecta la forme qu'elle présente aujourd'hui. L'édifice rappelle une croix latine assez courte avec abside circulaire et chapelles absidales curvilignes ouvrant sur les bras du transept. On n'a adopté la voûte d'arête que pour la nef et le dôme, dont les quatre doubleaux de support ont été encastrés dans la maçonnerie de la Sède romane primitive. Les parements brique et pierre de la cathédrale rappellent l'architecture de Saint-Sernin de Toulouse. Peut-être ce genre de construction fut-il importé en Bigorre par quelque moine languedocien, le chapitre de Tarbes étant soumis à la règle de saint Augustin. Une rose franchement romane, très simple dans sa construction, décore le pignon nord du transept, tandis que trois croisées, séparées par des tympans qui renferment chacun une petite rose antérieure au XII^e siècle, ornent le pignon sud. Après l'incendie de 1460, deux chapelles sont adossées au mur nord de la nef et tout contre le transept. Au XVIII^e siècle, l'évêque du Cambout refait l'autel, le surmonte d'un baldaquin, « oubliant », comme dit Larcher, « un emplacement pour le mettre et rappelant ainsi le pont magnifique de Madrid, où il ne manque que de l'eau ». Par l'adjoin-

tion malheureuse d'un porche à deux étages qui termine la nef à l'ouest, le prélat fait disparaître une façade romane, avec la porte principale, qui était ornée de statues.

Au cours de sa description, M. Caddau fait d'heureuses digressions historiques. Nous apprenons ainsi qu'en 1370 Tarbes, fidèle aux Anglais, résistait à Jean d'Armagnac, lieutenant du duc d'Anjou. Nous assistons au pillage, en 1569, de la ville et de ses églises par les soldats de Mongommery, qui, objectons-le discrètement, ne furent pas incités par Jeanne d'Albret à dépouiller les catholiques, puisque la reine de Navarre, menacée par Philippe II et Charles IX, s'était déjà réfugiée à La Rochelle.

L'auteur joint à sa monographie un certain nombre de pièces justificatives, notamment la bulle de Léon X ordonnant en 1514 la sécularisation des chanoines. Des plans, des photographies, des reproductions linéaires illustrent toujours heureusement un travail intéressant, indispensable, où tous les faits sont unis par une trame solide parce qu'ils sont présentés par un spécialiste compétent. Ch. D.

— Jacques MEURGEY. *Les armoiries du pays basque* (Paris, Champion, 1918, in-8°, 78 p.). — Le blason basque est de création récente, puisqu'il date seulement de 1897; mais il représente l'assemblage sur un seul pennon des écus anciennement adoptés par les sept provinces qui ont formé le pays basque. Haute-Navarre, Guipuzcoa, Biscaye et Alava (qui sont provinces espagnoles), Basse-Navarre, Labourd et Soule (qui sont régions de France) avaient chacune leurs armoiries qui rappelaient la lutte glorieuse contre les Maures, les exploits maritimes, la foi religieuse des ancêtres, l'amour de l'indépendance. M. J. Meurgey poursuit en six chapitres (Haute et Basse-Navarre étant réunies) l'étude historique, critique et anecdotique de ces éléments du blason basque, notant les particularités et les analogies qu'ils présentent, les légendes et les traditions qu'ils évoquent; puis il rassemble en trois chapitres les explications qu'il n'a pu donner ailleurs. Tout cela est très érudit, parfaitement clair, infiniment agréable. On notera d'intéressantes considérations sur l'orme et le chêne et sur le « culte » traditionnel des arbres. On verra (p. 23) que l'origine de la couleur rouge de notre drapeau est peut-être dans l'émail de gueules du blason navarrais. Signalons aussi (p. 24) un curieux fragment d'André Favyn, avocat parisien (1612), sur l'habitude des Goths et autres nations septentrionales d'enchaîner les soldats les uns aux autres par la ceinture « pour engarder les âmes poltronnes et couardes de rompre leur ranc ». Le lieutenant J. Meurgey, des chasseurs alpins, qui nous envoie ce livre du front des armées, peut parler avec une égale compétence des faits de guerre où s'illustra le courage français et des détails les plus minutieux de la science du blason. L. V.

— Jacques MEURGEY. *Les anciens symboles héraldiques des villes de France : Verdun* (Paris, Champion, 1918, in-8°, 50 p.,

avec des armoiries dessinées et gravées par Henry André). — Héraldiste éminent, M. J. Meurgey a de plus le souci de l'actualité. Soucieux de contribuer pour sa part à l'exaltation de l'« héroïque cité » de Verdun, il s'est efforcé de mettre en relief « ce qui est une part des gloires passées et présentes de la noble ville ». Cet hommage à Verdun se résume « en l'histoire de ses armoiries et des changements par lesquels elles ont passé à travers les âges », et voici une brève étude d'érudition solide et élégante. Le blason de l'ancienne capitale du Verdunois était « d'azur à une fleur de lis d'or surmontée d'une couronne royale de même ». Le 1^{er} août 1898, le Conseil municipal, délibérant sur une proposition de M. Maury, maire, rejeta ces meubles héraldiques, « peu propices à représenter une cité républicaine », et fixa son choix sur un ancien sceau qui reproduit la cathédrale avec ses quatre flèches et le beffroi de la commune. Choix heureux, car il s'agit du plus ancien sceau que l'on connaisse de Verdun : attaché à une charte du 19 octobre 1396, il est vraiment inhérent à l'individualité de la ville, « il est l'emblème de ces premiers affranchissements du moyen âge, dont les grands principes ont reçu leur complet développement en 1789 ». En appendice, M. J. Meurgey énumère, d'après l'*Armorial général* de d'Hozier, les armoiries des onze communautés et des trente-six corporations de la ville de Verdun. L. V.

— J.-A. BRUTAILS et Paul COURTEAULT. *Notions élémentaires d'histoire girondine, des origines à 1789*. Préface de M. Raymond THAMIN (Bordeaux, impr. Gounouilhoul, 1918, in-8°, 412 p.; prix : 1 fr. 75). — On peut proposer cette jolie plaquette comme modèle. Le texte est dû à la collaboration de deux érudits qui connaissent les documents de première main; ils ont prouvé qu'ils sont en outre capables de les mettre à la portée des enfants; les grandes personnes apprendront même à leur école plus d'un fait qu'elles ignorent. Le texte est orné de bonnes illustrations par un habile dessinateur, M. Oudot de Dainville, archiviste paléographe attaché aux archives départementales de la Gironde, et ces illustrations, choisies avec le goût le plus judicieux, sont accompagnées d'un sobre commentaire qui est encore une leçon de choses. Le passé n'est pas en effet écrit seulement dans les chartes, les chroniques et les livres; il continue de vivre dans les monuments. « Ayez surtout la piété des pierres », dit le recteur, M. Thamin, dans sa préface aux enfants des écoles de la Gironde, « elles ont ce privilège de durer plus que les hommes et de maintenir par cette durée un lien entre les générations. » L'heureuse association de l'archéologie et de l'histoire fait un des charmes du présent opuscule. Ch. B.

— Paul GAFFAREL. *Notre expansion coloniale en Afrique de 1870 à nos jours* (Paris, Félix Alcan, 1918, in-8°, 282 p.; prix : 5 fr. 50. « Bibliothèque d'histoire contemporaine »). — C'est par les armes que s'est constitué le domaine colonial de la France en Afrique; c'est donc exclusivement l'histoire militaire de cette expansion qu'a

résumée M. Gaffarel. De propos délibéré, il a écarté à peu près tout ce qui peut intéresser l'histoire politique, économique et sociale. L'exposé des faits est net, rapide, facile. Quoiqu'il n'indique nulle part ses sources, on peut être assuré qu'il a beaucoup lu; aussi le précis qu'il a rédigé rendra-t-il de réels services. Il y manque cependant deux choses : des cartes et un index des noms propres; mais en ce temps de restrictions nécessaires il faut savoir borner ses prétentions. Au moins M. Gaffarel nous a-t-il donné l'essentiel. Voici l'indication des dix chapitres dont se compose le volume : I. Algérie et Sahara. II. Le protectorat français en Tunisie. III. Le protectorat du Maroc. IV. Sénégal et Mauritanie. V. La conquête du Soudan. VI. Occupation de Tombouctou et de la boucle du Niger. VII. L'Afrique équatoriale. IX. Madagascar et ses dépendances. X. Obock, Djibouti, Cheik-Saïd. La conclusion est un hommage attendu au génie colonisateur des Français.

Ch. B.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

— J. Kestell FLOYER. *Studies in the history of english Church endowments* (Londres, Macmillan, 1917, in-8°, VIII-128 p.). — Brève et pénétrante dissertation sur l'origine des revenus dont fut dotée l'Église dès le début de l'introduction du christianisme en Angleterre, en particulier de la dime; sur la perception et la répartition de ces revenus; sur la distribution des prébendes aux chanoines et les traitements attribués aux membres du clergé paroissial; sur l'action considérable exercée par les laïcs (thanes de l'époque anglo-saxonne, seigneurs de l'époque féodale) dans la fondation et la dotation des églises; sur la grande spoliation dont la fortune immobilière de l'Église fut victime au XVI^e siècle. L'appareil critique est réduit à la mention sommaire des principaux textes; du moins sont-ils mentionnés avec assez de précision pour qu'on puisse les retrouver sans trop chercher. Chose extraordinaire pour un livre anglais d'érudition, il y a des fautes d'impression plusieurs fois répétées (« church shot » au lieu de scot). M. Floyer ignore-t-il l'article de l'*English historical Review* où M. Stevenson a prouvé qu'il faut écrire « trimoda et non trinoda necessitas »?

Ch. B.

— Dorothy HUGHES. *Illustrations of Chaucers England*. Avec une préface par A.-F. POLLARD (Londres, Longmans, 1918, in-8°, XIV-302 p.; prix : 7 sh. 6 d. « University of London intermediate source-books of history, n. 1 »). — Dans sa préface, l'actif professeur d'histoire d'Angleterre à l'Université de Londres explique l'objet qu'il se propose de réaliser; il veut mettre à la disposition des étudiants des recueils de textes où ils pussent apprendre à connaître les sources originales, sinon dans leur pureté, du moins dans leur variété. Pour le présent volume, consacré à l'histoire du XIV^e siècle, Miss Hughes a, conformément à ce plan, donné des extraits bien choisis de pièces

d'archives, de lettres particulières, de chroniques, d'œuvres littéraires, d'actes du Parlement, de pièces de procédure. Tous ces extraits sont en anglais et par conséquent on ne donne que la traduction des textes français et latins. Ils sont distribués en quatre livres : sur les guerres avec la France, l'histoire sociale, les affaires ecclésiastiques, l'histoire politique et constitutionnelle. Des notes très insuffisantes sur les principaux ouvrages à lire, sur les principales chroniques utilisées et sur les traductions terminent la préface; les étudiants auraient eu gré à l'auteur de leur marquer au moins la date et le lieu des publications annoncées (le nom de l'érudit qui a été chargé de continuer l'édition de Froissart commencée par Luce a été estropié; il faut lire Raynaud et non Raynouard). Il eût été bon aussi d'indiquer aux étudiants le moyen de trouver les livres et les documents qu'il doit connaître. A l'extrême rigueur, on aurait pu se limiter à mentionner les *Sources* de Gross et le *Guide* de Paetow. L'ensemble se lit avec agrément et non sans profit.

Ch. B.

— Frances-Helen RELF. *The petition of right* (Minneapolis, in-8°, 74 p.; prix : 75 cents. « Bulletin of the University of Minnesota, december 1917 »). — Ceci est le numéro 8 de la série publiée par l'Université de Minnesota sous le titre : « Studies in the social sciences. » Les six premiers concernent uniquement l'état de Minnesota. Le septième est une histoire des tarifs douaniers dans leurs rapports avec les colonies australiennes. Le numéro que nous annonçons traite un point particulièrement intéressant de la Constitution anglaise.

Tout le monde connaît la « Pétition de droit » présentée par les deux Chambres du Parlement au roi Charles I^{er} en 1628 et acceptée par lui le 27 mai; on sait généralement que l'objet de cette pétition était d'empêcher à l'avenir les arrestations arbitraires opérées par le gouvernement contre les citoyens qui avaient refusé de payer une imposition extraordinaire non consentie par le Parlement. L'histoire extérieure des débats soulevés par cette grosse question a été faite, il y a une quarantaine d'années, par S. R. Gardiner, et l'auteur de la présente dissertation déclare que ce récit ne demanderait aujourd'hui que des retouches de détail. Mais, si l'on va au fond des choses, si l'on veut savoir exactement comment la discussion fut menée dans le Parlement, notamment pourquoi la Chambre des Communes, au lieu de préparer un projet de loi (« bill »), préféra s'adresser au roi lui-même qu'elle combattait, il faut y regarder de plus près. C'est ce qu'a fait, avec un remarquable esprit critique, Miss Relf. Naturellement elle ne s'est pas contentée des documents utilisés déjà par Gardiner; elle en a découvert de nouveaux qui ont été publiés en appendice (A, B, C); dans la note bibliographique de l'appendice D, on trouvera en outre toutes les indications indispensables; notons en particulier ce que dit l'auteur sur la composition et la valeur officielle des journaux de la Chambre des lords et de la Chambre des Communes.

Le sujet étudié par l'auteur est avant tout une question de procédure parlementaire. La Grande Charte avait déclaré qu'aucun homme libre ne pouvait être détenu en prison que conformément à la loi, « nisi per legem terre » ; plusieurs statuts postérieurs avaient reproduit cette déclaration ; mais si cette loi traditionnelle entraînait en conflit avec la prérogative royale, comment le Parlement pourrait-il faire céder le roi ? Charles I^{er} et ses ministres ne cessaient de répéter qu'ils reconnaissent la Grande Charte et les statuts qui la confirmaient ; mais ils prétendaient que les arrestations n'en étaient pas moins légales. Dans ces conditions, présenter un projet de loi, ou « bill », que le roi eût certainement repoussé, c'était se fourvoyer dans une impasse. La Chambre, qui à cette date n'était nullement animée d'intentions révolutionnaires, usa d'un compromis : elle demanda au roi, par voie de pétition, de faire une déclaration publique sur le sens et la portée de la loi. Sa modération lui valut l'appui des lords, et le roi, en face d'un Parlement uni et résolu, céda. La déclaration royale, il est vrai, ne fixait le sens de la loi que dans quelques cas nettement délimités ; mais elle prit rapidement dans tout le pays une importance générale et fut considérée bientôt comme une des pierres angulaires de la Constitution.

Il est très instructif de suivre dans le détail la dissertation de Miss Relf ; le sujet était passablement aride ; mais son exposé est si net, si précis, qu'on le suit avec un intérêt véritable. On y apprend beaucoup sur l'organisation du pouvoir législatif ; on constate, non sans étonnement parfois, combien humble était encore à cette époque la place faite à la Chambre des Communes ; d'autant plus vive est l'admiration qu'on éprouve à voir lutter et vaincre les chefs du parti réformateur dans le Parlement.

Ch. B.

— The marquess of MILFORD HAVEN. *The royal Navy, 1815-1915* (Cambridge, at the University Press, 1918, in-8°, 48 p. ; prix : 2 sh. 6 d.).

— Conférence assez vide quant au fond et banale quant à la forme où sont résumés à très grands traits l'histoire des opérations navales auxquelles a pris part la marine de guerre anglaise depuis un siècle, les transformations imposées à la construction et à l'armement des grandes unités de combat par la vapeur, les torpilles et les sous-marins, etc.

Ch. B.

— Ce n'est pas sans regret que nous avons dû interrompre l'analyse de la revue anglaise *The Athenæum* ; l'échange qui depuis tant d'années existait entre cette publication et la nôtre a été brusquement interrompu sans que nous ayons pu en connaître la raison. Du moins avons-nous reçu et sommes-nous heureux d'annoncer une importante publication que ce journal vient de faire paraître à la demande du Conseil de l'association des bibliothèques. C'est un index des travaux concernant les langues et les littératures qui ont paru dans les périodiques anglais en 1916 : *The Athenæum ; Subject index to Periodicals, 1916*. Il est divisé en deux parties : 1° langues, littérature et archéologie classiques et orientales ; 2° langues modernes, plus la

bibliographie et l'aménagement des bibliothèques (Londres, The Athenaeum, août 1918, in-4° à deux colonnes, 46 p.; prix : 2 sh. 6 d.).

HISTOIRE D'ITALIE.

— Giuseppe LA MANTIA. *Messina e le sue prerogative dal regno di Ruggiero II, 1130-1154, alla coronazione di Federico II Aragonese, 1296* (Palerme, 1916, gr. in-8°, 48 p.). — Ce mémoire, qui a été d'abord publié dans l'*Archivio storico Siciliano* (nouvelle série, année XLI, fascicules III et IV), étudie l'histoire des privilèges dont a joui la ville de Messine pendant un siècle et demi, de 1130 à 1296. Il démontre les ambitions des habitants de cette cité qui, à travers les troubles intérieurs de leur pays, ne perdirent jamais la notion de leurs intérêts; le changement de dynastie ou toute autre révolution de ce genre n'étaient que prétextes pour faire améliorer leur condition au point de vue économique. M. La Mantia analyse avec précision tous les progrès de la prospérité de Messine pendant le XII^e et le XIII^e siècle jusqu'à l'édit de 1286, rendu par le roi Jacques d'Aragon, et jusqu'à celui de 1296, qui est l'œuvre de Frédéric II d'Aragon. L'auteur a reproduit le texte de ce dernier, en l'accompagnant d'un bon commentaire.

Du même M. La Mantia, signalons deux autres publications intéressantes : *La Segrezia o la dogana di Tripoli negli anni 1511 a 1521* (Palerme, 1917, 32 p.), qui est extraite des mêmes fascicules de l'*Archivio storico Siciliano* que le mémoire précédent, et une *Bibliografia dell' epoca del Re Vittorio Amedeo II in Sicilia*¹, 1713-1719 (Palerme, 1914, 32 p.).

J. A.

— Laudedeo TESTI. *Le baptistère de Parme. Son histoire, son architecture, ses sculptures, ses peintures*. Trad. par M. ROQUES (Florence, Sansoni, 1916, in-8°, 266 p.). — Cela peut sembler une exagération que de consacrer à un seul monument, qui n'est pas de très grandes dimensions, un volume de cette ampleur. Si les monographies semblables se multipliaient, le domaine de l'archéologie deviendrait presque impraticable. A vrai dire, on conçoit des études aussi minutieuses lorsqu'il s'agit de monuments aussi caractéristiques que le baptistère de Parme.

Après avoir étudié l'évolution du sacrement du baptême et les formes des premiers baptistères chrétiens, M. Laudedeo Testi nous présente le baptistère de Parme comme un des monuments les plus parfaits d'art roman qu'il y ait dans toute l'Italie. Ce n'est pas seulement la solidité de la construction architecturale qui en fait l'intérêt; c'est aussi sa valeur symbolique. Certaines cathédrales françaises semblent célébrer la vertu du nombre trois et, par là même, la gran-

1. Cette bibliographie est extraite du volume de M. Garau : *Rapporti diplomatici fra Filippo V e Vittorio Amedeo II di Savoia*.

deur de la Trinité; à Parme, le chiffre sacré est celui de quatre : les quatre fleuves qui prennent leur source dans l'Éden, ainsi que le veut la tradition biblique : les quatre éléments; les quatre saisons de l'année; les quatre grands prophètes; les quatre évangélistes. Pour expliquer toutes les variations de ce symbolisme, M. Testi s'est reporté aux œuvres des Pères et des Docteurs de l'Église, à la *Chiave* de saint Méiton, au *Formulaire* de Raban Maur et d'Eucherius, aux traités d'Hugues de Saint-Victor. A côté de ces considérations iconographiques, il y a celles d'ordre historique et technique. L'auteur établit d'abord qu'il est difficile de dire quel est l'auteur du baptistère de Parme; sur la foi d'une inscription qui se lit à la porte septentrionale, on a cru pouvoir affirmer que c'était Benedetto Antelami qui l'avait construit; rien n'est moins vrai, l'inscription ne se rapportant évidemment qu'à la décoration sculpturale de la porte elle-même, et d'ailleurs le « *Sculptor Benedictus* » dont elle parle ne peut pas être Benedetto Antelami; les deux techniques sont trop différentes l'une de l'autre.

On est mieux renseigné sur la date de construction : commencé en 1196, il fut achevé en 1270; le 25 mars de cette année-là, il fut solennellement consacré par l'évêque Obizzo Sanvitale, entouré de deux archevêques et de quatre autres évêques. Après avoir précisé ces dates, l'auteur définit les caractères généraux de l'architecture; ils sont nettement romans, mais d'un roman hardi, la coupole ayant un élan et une majesté qui font penser à la beauté de l'art gothique. Les sculptures de l'intérieur et de l'extérieur ressemblent par certains côtés aux œuvres de Saint-Gilles du Gard, de Saint-Trophime d'Arles, même de Chartres. Elles sont d'époque diverse, et c'est une preuve qu'Antelami n'en a pu faire qu'une partie. Dans la description minutieuse que nous présente M. Testi, on sent en même temps que la science de l'archéologue le goût de l'artiste : il montre combien les éléments les plus divers d'architecture et de sculpture se fondent dans un tout harmonieux; le Père Didron avait donc raison de dire « qu'il n'existe pas un autre baptistère, pas même celui de Florence, où les éléments soient si merveilleusement appropriés à leur destination ».

J. A.

— Filippo BALDINUCCI. *Dal Baroccio a Salvator Rosa. Vite di pittori italiani del Seicento, scelte e annotate da Guido BATTELLI* (Florence, Sansoni, 1914, in-16, VIII-210 p.). — M. Guido Battelli a eu une très bonne idée en publiant quelques-unes des biographies d'artistes que Filippo Baldinucci avait insérées dans ses « *Notizie dei professori del disegno da Cimabue in qua* ». On sait l'origine des « *Notizie* ». F. Baldinucci avait été chargé par le cardinal Léopold de Médicis de classer la collection de dessins originaux qui est aujourd'hui un des ornements les plus précieux du musée des Offices. Il se rendit compte de la difficulté de sa tâche et ne voulut pas l'entreprendre sans une consciencieuse préparation. Il étudia donc le mieux qu'il put la vie et

les œuvres des artistes dont il avait à classer les dessins. Ses recherches l'amènèrent à rectifier sur bien des points les affirmations de Vasari et de Raffaello Borghini; aujourd'hui encore, les « Notizie », qu'il commença de publier en 1681, sont une source importante pour l'histoire de l'art italien du xv^e et du xvi^e siècle. Elle est fondamentale pour le xviii^e siècle, puisque les renseignements que nous donne Baldinucci sont ceux d'un contemporain très bien informé. Maintenant que l'art du « Seicento » commence à être étudié de nouveau avec sympathie, le choix de vies de peintres de cette époque que vient d'éditer M. Guido Battelli a son prix. Ce volume fera mieux apprécier le talent d'artistes, jusqu'ici mal connus, comme Barocci, Giovanni da San Giovanni, Furini et Salvator Rosa.

J. A.

— Michelangelo SCHIPA. *Ideali d'indipendenza e partiti politici napoletani nel Seicento* (Naples, Atti R. Accademia Arch., lett., belle arti, Nuova serie, 1917, vol. VI, 25 p.). — C'est l'histoire d'une période en général peu connue : le xviii^e siècle napolitain. La domination espagnole put-elle étouffer toute manifestation d'indépendance chez le peuple de Naples? N'y eut-il pas un milieu intellectuel où se réfugia l'esprit de révolte? M. Schipa nous prouve son existence : il nous analyse les idées de ceux qui rêvaient alors de liberté et qui, pour réaliser leurs rêves, tournaient leurs regards vers la France, ennemie de l'Espagne, et vers le Piémont que le duc de Savoie, Victor-Amédée I^{er}, aurait pu échanger contre la couronne du royaume de Naples. Il analyse les principaux caractères de la « révolution de Masaniello », dont il dit tout l'intérêt. « Elle essaya d'assurer sa propre existence en recherchant l'appui de la France et du parti mazarinien; née au mois d'octobre 1647 et morte en avril 1648, elle dura juste cinq mois, autant que l'autre très fameuse révolution de 1799. » M. Schipa n'a fait qu'esquisser l'histoire de ce drame sanglant. Il nous fait souhaiter l'apparition prochaine du livre qu'il nous promet sur le même sujet et qui sera accompagné de toute la documentation nécessaire.

J. A.

— Luigi NEGRI. *Genesi storica e giuridica della costituzione napoletana del 1799* (Lucques, Baroni, 1916, in-8°, 88 p.). — L'introduction où M. Luigi Negri définit l'objet de son étude contient d'excellentes choses. Il est vrai de dire que de nos jours les historiens se sont laissés entraîner à considérer l'histoire comme « une exposition de sources d'archives »; ceux qui ne réagissent pas contre cette tendance « se trouvent dans l'impossibilité de reconstruire la vie, la pensée d'une époque »; on a le grand tort de ne pas assez se soucier de l'histoire du droit, fondamentale, dit M. Negri, quand il s'agit de comprendre l'évolution d'un peuple... Parti de ces principes, M. Negri a voulu considérer les vicissitudes de l'histoire napolitaine en 1799 au point de vue de « l'histoire civile »; en quatre-vingts pages, il nous a dit la genèse historique et juridique de la constitution napolitain.

taine à la fin du XVIII^e siècle. Tant de livres ont été déjà écrits sur ces événements remarquables de l'histoire d'Italie qu'il semblait difficile de dire quelque chose de nouveau, même sous un titre si prometteur. En effet, il n'y a rien de bien nouveau dans cette étude : les problèmes y sont à peine indiqués et non traités. Le chapitre qui est consacré aux constitutions de la Révolution française (14 p.) est à peu près insignifiant. Les indications qui se trouvent dans le chapitre III sont plus utiles; elles définissent assez bien la lutte que se livraient dans les milieux intellectuels de Naples les partisans de la philosophie de Vico et ceux de la philosophie cartésienne. Mais ce ne sont que des indications et cela ne suffit pas à faire un volume qui « reconstruise la vie et la pensée d'une époque ».

J. A.

— Pietro SILVA. *Il Sessantasei. Studi storici* (Milan, Trèves, 1917, in-16, 320 p.). — Les vicissitudes de la guerre entreprise par l'Italie ont engagé M. Pietro Silva à remonter aux événements de 1866 et à y chercher une leçon. Son livre est donc un peu un livre de circonstance : cela est si vrai que la substance en avait nourri une brochure de propagande parue à Milan dans les premiers mois de 1915. Mais c'est en même temps un bon livre d'histoire qui rendra des services à quiconque voudra évaluer l'importance du facteur italien dans la politique napoléonienne. M. Silva fait remarquer avec raison que sur la guerre et les négociations diplomatiques de 1866 il y a deux thèses en présence, qui toutes deux sont préjudiciables au bon renom de la diplomatie italienne : la thèse française et la thèse prussienne. M. de La Gorce soutient d'un côté que la politique de Napoléon III fut désintéressée, qu'elle voulut avant tout l'achèvement de l'unité italienne par l'incorporation de la Vénétie dans le royaume de Victor-Emmanuel : c'est ce qui l'aurait amené à laisser, même après Sadowa, la Prusse libre de ses mouvements pour ne pas compromettre le succès de sa politique vénitienne, qui était faite aux dépens de l'Autriche. Les historiens prussiens démontrent au contraire, en général, que Napoléon III aurait souhaité la défaite des Prussiens et que La Marmora n'aurait été que l'instrument des manœuvres hypocrites de l'empereur des Français, donnant à l'Autriche le temps, par une campagne militaire inefficace dans la vallée du Pô, de réunir toutes ses forces en Bohême pour essayer d'y battre l'armée prussienne. C'est la thèse germanique qui est la moins flatteuse pour l'Italie; la thèse française ne grandit pas non plus son rôle, bien qu'elle le présente sous un jour moins défavorable. Or, les écrivains italiens : La Marmora lui-même, Luigi Chiala, les études du général Pollio sur les événements militaires, de Guerrini et de Lumbroso sur la guerre navale ont défini ce rôle avec précision. La publication du ministère des Affaires étrangères de France sur « les Origines diplomatiques de la guerre de 1870-1871 » a souvent corroboré leurs affirmations; elle a mis en lumière la loyauté de la politique de La Marmora qui sut s'opposer à l'astuce implacable de Bismarck et aux lamentables tergiversations de Napoléon III.

C'est le mérite du livre de M. Pietro Silva d'avoir très clairement exposé les mobiles de chacun des négociateurs et de nous fournir de quoi redresser bien des jugements hâtifs portés par les historiens français sur la politique italienne de cette époque. J. A.

— Jules DESTRÉE, membre de la Chambre des représentants de Belgique. *Figures italiennes d'aujourd'hui* (Bruxelles et Paris, Van Oest et C^{ie}, in-12, 265 p.; prix : 3 fr. 50). — Quelques-unes de ces analyses ont été déjà publiées dans la *Revue de Paris*, la *Grande Revue* et la *Revue des nations latines*. Mais à ces « reproductions » l'auteur, qui connaît à merveille les hommes et les choses d'Italie, vient de joindre de nouvelles esquisses biographiques. En face de Sidney Sonnino, le « diplomate inamovible », anglophile toujours loyal et correct, en présence de Giolitti, l'homme de Bülow et le partisan d'une nouvelle « politique de pourboires », à côté de Luzzati, le vieil ami de la France et l'auteur de la réunion de Cernobbio, se dressent quelques autres personnalités qui ont mis leur talent au service de la patrie. L'« irrédentisme triestin » est représenté par Salvatore Barzilai, leader républicain. Cesare Battisti, député de Trente, assassiné par l'ordre des Habsbourg pour avoir servi dans le bataillon Vicenza, incarne désormais la protestation vengeresse du Tyrol. Si d'Annunzio et Ferrero ont acquis depuis longtemps une réputation mondiale, Bissolati, Corradini et Salvemini symbolisent respectivement le « socialisme réformiste », « l'impérialisme latin » et les revendications nationales du grand Mazzini. En précisant le jeu des partis politiques, leurs aspirations et leur programme, M. Destrée écrit une page d'histoire contemporaine, qui complète avec succès les études de Bolton King et de Pingaud. Ch. D.

HISTOIRE DES SLAVES DU SUD.

— Giuseppe PREZZOLINI. *La Dalmatie*. Traduit de l'italien par Ljubo RADIC (Genève, Imprimerie commerciale, 1917, in-8°, 60 p.; prix : 1 fr.). — Cette brochure arrive à l'heure opportune où le gouvernement italien, inspiré par une noble conception du droit international, fondée sur l'histoire et sur l'intérêt bien entendu autant que sur la raison, reconnaît les prétentions des Yougoslaves et s'apprête à leur faire la part qui leur appartient dans les Balkans et sur le littoral oriental de l'Adriatique. Écrite par un Italien, publiée d'abord à Florence en juin 1917, en un moment où l'exaltation guerrière enflait démesurément les espérances nationales, elle avait pour objet de montrer combien étaient faibles les arguments invoqués pour l'annexion future de la Dalmatie. La côte dalmate, peuplée d'abord par des habitants de langue latine, puis par des Slaves, n'a jamais été terre italienne; les Vénitiens y ont dominé seulement dans quelques villes, ne demandant d'ailleurs guère aux « Esclavons » que des bois pour leurs vaisseaux et des marins pour leurs flottes. Occupation purement mili-

taire et économique dont l'influence sur la population slave a toujours été très superficielle. Le légitime irrédentisme italien ne saurait étendre ses aspirations jusqu'à la Dalmatie. Ch. B.

— M. Jovan Cvijić nous adresse un très intéressant article : *Unité ethnique et nationale des Yougoslaves*, extrait de « *Scientia* » (juin 1918, p. 455-463). Il démontre que les langues parlées du Lubljana (Laibach) à Salonique, de l'Isonzo jusqu'à la mer Noire ne présentent que de légères différences. Pourtant, à l'est de l'Iskar, des caractères nouveaux se remarquent dans la langue; puis apparaissent des types mongoloïdes, qui deviennent de plus en plus nombreux à mesure qu'on avance vers l'Est. C'est que les Bulgares ne sont que des Mongols slavisés. Mais Serbes, Slovènes, Croates ne sont qu'un même peuple; ils sont tous résolus à s'unir en un seul État national indépendant. « Ce mouvement a pénétré dans les masses populaires les plus larges. Il s'est confondu avec le mouvement démocratique. Il ne peut plus être arrêté ni brisé. L'unité yougoslave est définitivement scellée dans cette guerre. » C. Pr.

HISTOIRE DU JAPON ET DE LA CHINE.

— Kokichi MORIMOTO. *The standard of living in Japan* (Baltimore, « the Johns Hopkins Press », 1918, in-8°, 150 p. « Johns Hopkins University studies in historical and political science », t. XXXVI, fasc. 1). — M. Morimoto, qui est professeur d'économie politique à l'Université de Sapporo, a entrepris de faire, en petit, pour le Japon, une étude économique et sociale sur le « niveau de la vie » analogue à celle que M. Booth a faite pour Londres et M. Chapin pour New York. Bien que cet ouvrage relève plutôt de la sociologie que de l'histoire, il n'est pas inutile de le signaler aux historiens. On y trouve de curieux renseignements sur la dualité de la civilisation japonaise actuelle, qui se traduit par le double salon, japonais et européen, et, au moins pour les hommes (car les femmes ont renoncé au costume européen), par une double dépense d'habillements qui pèse lourdement sur le budget familial. En revanche, le Japonais s'en tient encore, en général, au régime de nourriture végétarien que lui ont transmis ses ancêtres : la consommation de viande ne dépasse guère un kilo par tête et par an. M. Morimoto préconise de nombreuses réformes destinées à mettre la vie japonaise plus en harmonie avec les conditions industrielles du temps présent, mais sans sacrifier cependant ce qu'il y a de meilleur dans la civilisation nationale. D. P.

— Thoshiharu WATARAI. *Nationalization of railways in Japan* (New York, Columbia University, 1915. « Studies in history, economics and public law », vol. LXIII, n° 2). — Cette thèse de doctorat commencée en Allemagne a été achevée aux États-Unis par suite de la guerre universelle. L'auteur se borne à un exposé des faits, mais cet

exposé très détaillé et bien ordonné peut être utile à consulter. Après un historique de la construction des voies ferrées de 1872 à 1906, le rachat des chemins de fer est étudié dans ses raisons déterminantes et son exécution, dans ses effets relatifs aux finances publiques, aux tarifs de transports tant pour les marchandises que pour les voyageurs. M. Watarai approuve modérément l'exploitation par l'État, justifiée pourtant pendant de longues années par la difficulté pour les compagnies privées de trouver les fonds nécessaires : la constitution montagneuse du pays, le grand développement des côtes et du cabotage rendaient coûteuse la construction des voies ferrées et moindre leur utilité. Il est à remarquer qu'au Japon comme chez les premières puissances occidentales la création et l'extension des chemins de fer ont été une œuvre nationale : il en a été tout autrement sur le continent voisin. Un travail aussi objectif et aussi consciencieux que celui de M. Watarai ne pourrait guère être apprécié et discuté que par un technicien.

M. C.

— Chin CHU. *The tariff problem in China* (New York, Columbia University, 1916; « Studies in history, economics and public law », vol. LXXII, n° 2). — Le plan de ce travail manque un peu de netteté. L'auteur veut exposer, semble-t-il, le développement et le fonctionnement du tarif des douanes chinoises, mais de quel tarif? Ce tarif est-il unique comme son langage semble le poser? Il y a les tarifs anciens édictés par exemple pour le Tche-kyang, pour le Kwang-tong et encore appliqués aux vaisseaux à voiles; des publications officielles relatives à ces douanes, des tarifs, des rapports ont été gravés dès le XVII^e siècle et il s'en trouve en Europe des exemplaires. Il y a les anciens tarifs ou du moins les anciens règlements de la caravane russe de Péking et du commerce de Kyakhta. Il y a les tarifs conventionnels des douanes maritimes résultants des traités de Nanking et de Thyentsin et ceux du commerce par terre pour la Mantchourie, la Mongolie, le Yun-nan, le Kwang-si. M. Chu connaît ces faits et en étudie la plupart dans des sections spéciales de son ouvrage; mais il ne donne pas ces indications dès le début, de sorte qu'on ne sait pas bien où il tend. Au contraire, son introduction est décevante; elle est destinée, annonce-t-il, à donner une vue préliminaire de l'ensemble du sujet, et il classe ce tableau sous quatre chefs : commerce et administration financière, application du tarif, administration du tarif (il semble désigner ainsi l'administration des douanes), problèmes actuels. Mais il donne dans cette introduction des remarques détachées et non une vue d'ensemble et il suit dans le corps de l'ouvrage un ordre différent : histoire des tarifs de douanes, aspect politique du tarif, son aspect économique, son aspect fiscal, les taxes de circulation (inland taxation), douanes terrestres et douanes dites régulières appliquant les anciens tarifs, ce que devrait être la politique commerciale de la Chine, enfin trois chapitres sur l'organisation des douanes et leur marche pratique. De plus, dans l'introduction, dans les chapitres d'histoire, dans ceux d'exposé

théorique et ailleurs, l'auteur est ramené plusieurs fois aux mêmes questions et d'une fois à l'autre il n'est pas toujours d'accord avec lui-même.

Plus d'une erreur serait à relever, et plus d'une se trouve en fait corrigée par une assertion placée avant ou après. Ainsi, il est inexact qu'avant 1842 la Chine n'ait pas eu de relations commerciales avec l'étranger et n'ait connu ni importation ni exportation. Il est faux que les employés européens des douanes maritimes refusent d'apprendre le chinois. Il est faux que les premiers consuls en Chine, après le traité de Nanking, aient été non des fonctionnaires appointés, mais des aventuriers « far from honest » ; cette assertion revient plusieurs fois, sans aucune preuve. Ce ne sont pas les Yuen au ^{xiv}^e siècle qui ont institué les douanes maritimes, car il en existait déjà sous la dynastie précédente, celle des Song, et même dès les Thang au ^{viii}^e siècle. « Jusqu'en 1865 », dit encore M. Chu, « la Chine avait traité seulement avec la Grande-Bretagne ». C'est là une information un peu courte.

Bien des faits sont interprétés de manière partielle. Jusqu'en 1842, le gouvernement chinois fixait son tarif des douanes, mais alors, continue M. Chu, le droit souverain de la Chine fut considérablement réquis par la politique de coercition de la Grande-Bretagne. La Chine à cette date dut en effet remplacer par un tarif conventionnel les taxes jusqu'alors fixées par elle seule et appliquées sans règle, arbitrairement exagérées par les mandarins ; la Chine dut s'incliner parce qu'elle avait été vaincue et elle avait été attaquée pour mettre fin à l'arbitraire du hoppo, aux injustices, aux vexations de tous genres, à la juridiction inhumaine et vénale que les magistrats prétendaient exercer sur les étrangers : là est l'origine du conflit, et non pas dans la question de l'opium qui n'est qu'un symptôme ; de là découle la nécessité de l'exterritorialité, nécessité qui s'imposera tant que la Chine n'aura pas un Code et des magistrats acceptables pour les peuples de civilisation occidentale. Que la Chine ait souffert de cette situation et que les Chinois la déplorent, cela est logique et naturel. Mais il y a un remède : c'est que la Chine se réforme non pas en paroles, mais réellement comme a fait le Japon.

La question du likin (droits de circulation) et des passes de transit est traitée consciencieusement : mais M. Chu semble oublier que ces droits ont été édictés après la convention du tarif, qu'ils ne semblent donc pouvoir frapper les étrangers. La solution, l'auteur le dit bien, serait la révision du tarif et la suppression du likin ; mais est-ce possible avec l'indépendance provinciale de cet État presque fédératif ?

Ce volume renferme en somme beaucoup de faits, mais il doit être consulté avec critique.

M. C.

— Mongton Chih Hsu. *Railway problems in China* (New York, Columbia University, 1915 ; « Studies in history, economics and public law », vol. LXVI, n° 2). — En 1863, des maisons de commerce étrangères demandèrent la concession d'une voie ferrée à construire entre

Chang-hai et Sou-tcheou : Li Hong-tchang, alors gouverneur du Kyang-sou, refusa. En 1875, la maison Jardine, Matheson and Co construisit une route et posa des rails de Chang-hai à Wou-song : deux ans plus tard, le gouvernement chinois racheta ce tronçon de chemin de fer et en transporta le matériel à Formose. En 1882, le même Li Hong-tchang, déjà cité et devenu vice-roi du Tchi-li, adopta la voie ferrée pour l'exploitation des mines de charbon de Khai-phing. En 1889, plusieurs vice-rois et gouverneurs présentèrent au Trône des mémoriaux tendant à établir en Chine un réseau ferré. Tels sont les préliminaires rappelés rapidement dans un premier chapitre; quel développement ont reçu les chemins de fer jusqu'en 1914, voilà le sujet du livre fort bien ordonné de M. Hsu.

Les lignes étrangères, qu'on pourrait appeler aussi de pénétration, lignes russe de Mantchourie, allemande du Chan-tong, française du Yun-nan; les lignes construites avec des capitaux étrangers et exploitées par les étrangers, telles que le Péking Han-kheou, ou seulement projetées par eux, comme le Han-kheou Canton; les lignes provinciales entreprises par les Chinois dans la région côtière du sud et de Han-kheou au Seu-tchwan, les quelques lignes établies par le gouvernement sont successivement étudiées. L'auteur marque nettement l'importance politique des voies ferrées. Elles ont commencé de s'étendre pratiquement quand elles ont été imposées par les Puissances qui avaient appuyé la Chine contre le Japon en 1895; elles ont servi d'occasion pour marquer des sphères d'influence; elles ont été dirigées non par les Chinois réputés incompetents ou malhonnêtes, mais par les étrangers; elles ont introduit ceux-ci dans l'intérieur jusqu'aux mines, objet de tant de superstitions et de tant d'espoirs; elles ont accentué la rivalité économique et politique des nations occidentales; celles que des compagnies privées chinoises ont tenté de fonder, par leur échec à peu près général, ont posé le problème de la nationalisation et, par suite, des rapports entre la métropole et les provinces, occasion ou cause secondaire de la révolution. Toutes ces questions sont traitées très méthodiquement et avec beaucoup de précision. On voit combien la politique des chemins de fer diffère en Chine de ce qu'elle est au Japon, dans un pays mal adapté à la vie moderne de ce qu'elle est chez le peuple qui a su excellemment se mettre au niveau actuel et contemporain. Dans cette politique des voies ferrées, le livre de M. Hsu est un bon guide : on pourra utilement le rapprocher de ce qu'a écrit M. Cordier dans ses *Relations de la Chine avec les Puissances occidentales* et de ce qu'a publié en un bon nombre d'articles le *Bulletin de l'Asie française*.

M. C.

HISTOIRE DE POLOGNE.

— Robert-Joseph KERNER. *The Foundations of Slavic bibliography* (Chicago, the University Press, 39 p. « Published for the biblio-

graphical Society of America »). — Au moment où la guerre vient de poser tous les problèmes slaves — les problèmes russe, polonais, tchèque, yougoslave — M. Kerner réunit dans un article des *Papers of the bibliographical Society* des indications sommaires sur la bibliographie historique de ces problèmes. Il paraît connaître le russe. Les titres des ouvrages russes sont transcrits sans fautes. Ce n'est pas le cas de la bibliographie polonaise : elle est en réalité beaucoup plus riche qu'elle ne le semblerait d'après les quelques pages que lui accorde l'auteur ; la revue polonaise *Ateneum*, qu'il cite (p. 19), a cessé de paraître en 1901. M. Finkel est non seulement le directeur de la *Bibliographie de l'histoire de Pologne*, mais un professeur très estimé de l'Université de Léopol ; la revue bibliographique *Ksiazka* a pour éditeur non pas l'Académie polonaise de Cracovie, mais un libraire de Varsovie. — Les autres parties de la brochure paraissent être travaillées d'une façon plus soignée. St. P.

— Le *Manuel d'histoire moderne* de G. MONOD et É. DRIAULT vient de paraître, traduit en polonais par M^{me} JASTRZEBSKA, à Varsovie, sous l'occupation allemande. Adaptation symbolique digne d'être notée à cette place. St. P.

— Joseph FREJLICH. *La structure nationale de la Pologne. Étude statistique* (Neuchâtel, sans nom d'éditeur, 1918, 77 p., carte en couleur). — Cette étude nous prouve la force numérique de la nation polonaise. L'opinion publique en Europe est mal renseignée là-dessus. Ce qui est pis, elle a été depuis des années d'une façon méthodique induite en erreur. Les puissances qui avaient partagé la Pologne diminuaient avec préméditation le nombre des Polonais. En Prusse, un ennemi des Polonais, le professeur L. Bernhard, a été amené à avouer en 1914 que les données des recensements allemands sont faussées par les fonctionnaires (*Die Fehlerquellen in der Statistik der Nationalitaeten*). A cet effet, la Prusse introduit dans sa statistique des « nationalités » non polonaises, les Kachoubes et les Mazoures. Or les premiers parlent un dialecte polonais, les seconds ne sont que des frères protestants des Polonais Masoviens. Grâce à des subterfuges savamment combinés, le fonctionnaire allemand arrive à diminuer le nombre des Polonais de 10 à 15 % (p. 17). Les mêmes griefs peuvent être formulés contre la statistique russe qui escamotait de nombreux Polonais dans les provinces orientales de l'ancienne Pologne. Ainsi, dans le gouvernement de Wilno, le recensement de 1897 ne donna que 8,2 % de Polonais ; mais en 1907, lors d'une enquête, ce nombre monta jusqu'à 17,8 %. On falsifiait la statistique de la population protestante en la qualifiant en bloc d'allemande ou d'israélite ; on refusait de la considérer comme polonaise. En Autriche, on usait de procédés analogues en inscrivant les ouvriers ou paysans de la Silésie comme Allemands ou Tchèques pour dissimuler le nombre des Polonais. Toutes ces raisons ont déterminé l'auteur à chercher à rétablir la vérité, en ajoutant aux données

officielles le nombre des Polonais égarés par la mauvaise volonté des fonctionnaires. Il convient toutefois de dire que les chiffres dressés par M. Frejlich sont seulement approximatifs. Il faut espérer que la Pologne libre et indépendante, rétablie dans des frontières rapprochées le plus possible de ses limites historiques, nous donnera un recensement sur lequel on pourra fonder des considérations d'ordre général. Notons seulement que le nombre des Polonais, d'après les estimations de l'auteur — il ne nous renseigne pas sur les principes scientifiques de son procédé — est de vingt-deux millions. Les tableaux statistiques (p. 48-77), illustrant la structure nationale et confessionnelle de la population polonaise, sont très intéressants; le lecteur français saura gré à l'auteur de les avoir dressés dans une publication non polonaise avec une si grande abondance de détails. St. P.

— Joseph FREJLICH. *Les bases de l'indépendance économique de la Pologne* (Paris, 1917, sans nom d'éditeur, 79 p.). Dans une conférence sur « l'autonomie économique de la Pologne » (cf. *la Pologne d'hier et de demain*, Rev. histor., t. CXXVI, p. 164), j'ai essayé de donner un tableau de la vie économique de la Pologne, de son développement entravé par la politique antipolonaise des gouvernements russe, prussien et autrichien. M. Frejlich reprend le même thème et le développe d'une manière très intéressante, en s'appuyant sur les données les plus récentes de la statistique. Le lecteur français trouvera dans ce travail les éléments nécessaires pour se faire une opinion : voilà un pays déchiré, taillé, massacré pendant un siècle et demi qui, malgré les persécutions et les difficultés apportées à son évolution, a toujours pu surmonter les obstacles et se organiser sa vie économique sur des ruines ou dans la vaste prison de son existence. La vie est toujours la plus forte et les vexations douanières, les restrictions, les brutalités prussiennes ou moscovites, les fourberies autrichiennes (p. 15 et suiv.) ont pu ralentir le développement naturel des richesses du pays, sans éteindre le foyer du progrès économique et social. Vers 1910, la Pologne (les trois tronçons réunis) comptait de 22 à 25,000 établissements industriels, occupant plus de 900,000 ouvriers avec une production annuelle de 5 milliards de francs. L'industrie textile employait 163,000 ouvriers, l'industrie métallurgique 133,000, les mines 214,000 ouvriers. L'industrie textile produisait pour 946 millions, les mines et la métallurgie pour 928 millions, l'industrie chimique pour 210 millions. En 1913, l'extraction de la houille dans les trois parties de la Pologne se montait à 61 millions de tonnes (en 1890 24 millions seulement). La Pologne occupait de ce fait la troisième place parmi les pays producteurs de houille. Elle possède en plus des gisements de zinc, de plomb, de fer, de sel, de pétrole. Ces richesses constituent un des facteurs décisifs de son indépendance économique, un des facteurs seulement. Un autre est fourni par les grandes réserves d'énergie humaine. La Pologne compte parmi les pays ayant la popu-

lation la plus dense (en Pologne russe 101 habitants, en Galicie 102, en Silésie polonaise 196, en Silésie prussienne 167 par kilomètre carré). En considérant comme territoire polonais les provinces de l'ancienne république polonaise, voire 545,000 kilomètres carrés peuplés de 42 millions d'habitants, l'auteur obtient le chiffre moyen de 77 habitants par kilomètre carré qui correspond presque à la densité de la population française. Ce réservoir d'énergie dépassait les besoins de la Pologne, aussi chercha-t-elle des débouchés en dehors du pays. L'émigration saisonnière tout autant que l'émigration permanente devenaient avant la guerre de plus en plus considérables. La première exprimée par les chiffres donnait 300 à 400,000 ouvriers saisonniers polonais se rendant tous les ans à l'étranger (14,000 en France). La seconde réalisa des maxima en 1905 (102,000), en 1907 (138,000), en 1910 (128,000). Il y avait en Westphalie avant la guerre environ 500,000, aux États-Unis environ 3 millions de Polonais!

La Pologne réunie et libre, décidant elle-même de sa politique extérieure, indépendante dans sa politique industrielle, commerciale et agricole, ayant un accès à la mer et par la voie maritime aux marchés du monde entier, voilà comment se pose le problème de la renaissance économique de notre pays après la guerre. L'abolition des frontières qui séparaient les tronçons du même organisme économique et des barrières douanières qui isolaient les unes des autres les parties de la Pologne, la création d'un marché polonais unique, voilà ce que la Pologne attend de la paix victorieuse. Avec le travail de ses habitants et ses richesses naturelles, elle créera dans ses cadres nouveaux un foyer de civilisation qui sera en même temps un rempart!

St. P.

— Robert CHABRIÉ. *La Pologne et l'union franco-polonaise* (Paris, 1917, 66 p. N'est pas dans le commerce). — L'auteur de cette étude, Français né d'une mère polonaise, a voulu honorer « la mémoire des volontaires polonais morts au champ d'honneur » en leur offrant le résultat de ses méditations sur le sort tragique et immérité de la Pologne. Il porte lui-même « un amour fidèle et profond à l'immortelle Pologne » (p. 24). *Pectus facit disertum*. Reconnaissons que M. Chabrié nous a donné une apologie qui monte parfois à l'apothéose, un plaidoyer éloquent et émouvant de la Pologne. Il parle de la civilisation polonaise, de l'Eglise catholique, de la tolérance polonaise, des apports polonais à la civilisation mondiale. Il accuse l'Europe d'avoir laissé assassiner la Pologne par trois bandits. Il reproche aux dirigeants de son propre pays de n'avoir pas soutenu la Pologne d'une façon efficace dans sa lutte pour la revendication de ses droits. La Pologne prodigua son sang tout le long de l'épopée napoléonienne. Elle ne fut que tristement récompensée de ses sacrifices. Napoléon comptait une fois avec l'Autriche, une autre avec Alexandre I^{er}. La grande idée française d'une Pologne reconstituée dans ses limites historiques ne se trouve réalisée que dans une caricature du duché de Varsovie (qu'il ne faut pas appe-

ler grand-duché)... Je profite du peu de place dont je dispose pour transcrire ces quelques lignes qui résument la pensée et l'idéal moral de l'auteur : « Apôtre de la fraternité humaine, dont il travailla toujours à préparer l'avenir sur la terre par le bel exemple de son amour pour ses frères, le peuple polonais a confirmé, par son histoire, la vérité sublime des chants de Krasinski : « Celui qui meurt dans l'amour survit dans le sanctuaire du cœur humain et chaque jour, chaque heure, il grandit dans la tombe. » Cela est aussi pour vous, volontaires polonais, qui, fidèles à l'idéal de vos ancêtres, êtes accourus dès la première heure vous ranger à nos côtés et qui avez succombé pour la défense des libertés du monde et de la civilisation humaine. Votre sacrifice ne sera pas un vain sujet d'éphémères éloges. La France, cette fois, ne sera pas ingrate. Elle ne se bornera plus, à l'égard de la Pologne, à de méritoires initiatives d'assistance charitable ou à l'audition émue d'agréables causeries littéraires... »

St. P.

HISTOIRE DE SUISSE.

— Bien que la préhistoire ne rentre pas dans le cadre habituel de nos comptes-rendus, il convient de signaler ici le rapport annuel que publie depuis 1909 la Société suisse de préhistoire. Celle-ci, en effet, a choisi pour champ d'activité, non seulement les périodes préhistoriques proprement dites, mais aussi l'époque romaine et le temps des grandes invasions. La partie scientifique de ce rapport, fort bien rédigée par le secrétaire de la Société, M. le professeur E. TATARINOFF, de Soleure, contient une statistique méthodique et un commentaire des découvertes faites en Suisse et la bibliographie des travaux qui éclairent peu à peu d'un jour plus grand le passé lointain de notre pays (*IX. Jahresbericht der Schweizerischen Gesellschaft für Urgeschichte*, 1916. Zurich, Beer et C^{ie}, 1917, in-8°, iv-143 p., avec illustrations).

V. v. B.

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

FRANCE.

1. — **Annales de géographie.** 1918, 15 juillet-15 septembre. — Henri DAVID. Le vignoble bourguignon (histoire des régions viticoles; le commerce des vins, économie viticole; villages et vigneron). — A. DEMANGEON. Anvers (trafic du port depuis le milieu du XIX^e siècle; ses relations maritimes et continentales; le canal de l'Escaut au Rhin et le partage d'influence entre Anvers et Dunkerque). — L. GALLOIS. Les géographes américains et la guerre (« Topography and strategy in the war », par Douglas W. Johnson, et « Handbook of Northern France », par William M. Davis). — Henri HAUSER. Le Congrès de la Fédération régionaliste française (bref compte-rendu de ce Congrès, tenu à Paris les 21 et 22 mai 1918). — Raoul BLANCHARD. La distribution de la population en Corse, d'après G. Anfossi.

2. — **Annales révolutionnaires.** 1918, juillet-septembre. — Albert MATHIEZ. Les notes de Robespierre contre les dantonistes. Essai d'édition critique (le texte de ces notes est fourni par une édition imparfaite du libraire France publiée en 1841, et par un fragment manuscrit qui se trouve dans la collection d'autographes d'Alfred Morrison. Ces notes ont été rédigées par Robespierre d'après un premier rapport de Saint-Just demandant l'arrestation des dantonistes; Robespierre s'est contenté de revoir le travail déjà fait. A son tour, Saint-Just a établi un second rapport à l'aide de ces notes qui complétaient et rectifiaient le premier. Ce second rapport seul a été imprimé). — Léon DUBREUIL. L'idée régionaliste sous la Révolution. IV. Les municipalités des villes et des campagnes avant 1789. V. Les premières municipalités révolutionnaires. VI. Le municipalisme. — Henriette PERRIN. Le club de femmes de Besançon. III. Son œuvre politique. — Albert MATHIEZ. Servan et les premiers marchés d'Espagnac (ajoute une page nouvelle à l'histoire des grands fournisseurs militaires sous la Révolution). — G. ROUANET. La correspondance de Bretagne (analyse, d'après l'exemplaire imprimé que possède la Bibliothèque nationale, l'intéressante correspondance que les curés du diocèse de Rennes, députés aux États généraux, envoyèrent à un journal de Rennes, mai-juin 1789). — Albert MATHIEZ. Une lettre de Dumouriez à Danton (de Clichy, 20 janvier 1793; cette lettre montre que Dumouriez avait des droits sur Danton, son ami et complice). — C.-rendus : E. Seillière. Le péril mystique dans l'inspiration des

démocraties contemporaines (fâcheux essai d'apoloétique contre-révolutionnaire). — *M. Dussarp*. La contribution patriotique de 1789; le registre des dons à Dax (bon).

3. — *Bulletin de la Société de l'histoire du protestantisme français*. 1918, avril-juin. — *Guy DE POURTALÈS*. Odet de La Noue; I (fils de François de La Noue, dit Bras-de-Fer, Odet naquit vers 1560; sa biographie jusqu'en 1611; ses premières armes aux Pays-Bas; son rôle lors de la prise de Paris par Henri IV; il préside l'assemblée des protestants de Saumur en 1595, celle de Loudun en 1596; il se met au service de Genève contre le duc de Savoie en 1607 et 1611). — *Hippolyte AUBERT*. Une lettre inédite de Calvin à Farel (de Genève, 15 juillet 1544; lettre en latin). — *Marcel GODET*. Liste des Abbevilleois suspects de calvinisme entre 1560 et 1572; suite et fin (par ordre alphabétique, de *Nicolas Massue* à *Honoré Wartel*). — *E. RODOCANACHI*. L'attitude des autorités civiles et religieuses à l'égard de la Réformation en Piémont au XVI^e siècle (d'après la *Storia della Riforma in Piemonte* de *G. Jalle* et des documents inédits tirés des archives de Rome et de Turin). — Controverse entre *J. Paquier* et *N. Weiss*, à propos de l'ouvrage du premier : « Luther et l'Allemagne. »

4. — *Journal des savants*. 1918, mai-juin. — *G. LAFAYE*. Les cultes égypto-grecs à Délos (d'après la thèse de *Pierre Roussel*; le plus ancien sanctuaire de ce genre a dû être fondé vers l'an 220 av. J.-C.; toute trace de ces cultes disparut après l'an 88, où Délos fut saccagée par les soldats de Mithridate). — *J.-B. CHABOT*. Histoire de l'Éthiopie; II (du milieu du XVI^e siècle à 1797). — *Raymond LANTIER*. La civilisation quaternaire dans la péninsule ibérique; II (les deux courants de civilisation auxquels est soumise dès lors l'Espagne, l'un venant de l'Afrique du Nord, l'autre de France). — *Paul MONCEAUX*. Les gnostiques; III (la gnose eut au début sa grandeur, comme toute forte ambition; mais elle n'a rien laissé et très vite elle aboutit à des fantasmagories métaphysiques ou à des pratiques de sorciers). — *A. ERNOUT*. La Société Guillaume Budé (pour la publication de textes d'auteurs grecs et latins). — C. rendus : *Charles W. E. Leigh*. Catalogue of the Christie collection (à la bibliothèque de l'Université de Manchester; importance de ce fonds pour l'histoire de l'humanisme). — *A. H. Davenport*. The false decretals (exposé bref, clair, restreint aux idées générales; *M. Paul Fournier* fait quelques réserves sur la thèse). — *G. Lafenestre*, *P. Durrieu*, *R. Michel*, *L. Deshairs*. Le musée Jacquemart-André (catalogue excellent des peintures, des miniatures, des sculptures, des arts décoratifs de cet admirable musée).

5. — *Nouvelle revue historique de droit français et étranger*. 1917, août-décembre. — *É. CHÉNON*. L'hérésie à La Charité-sur-Loire et les débuts de l'inquisition monastique dans la France du Nord au XIII^e siècle (apparition de l'hérésie cathare à La Charité au

temps d'Innocent III, d'après les lettres de ce pape; en 1232, Grégoire IX, se rendant compte de l'insuffisance de l'inquisition épiscopale pour arrêter le fléau, se décida à avoir recours aux Dominicains et il désigna pour poursuivre les hérétiques en Bourgogne le prieur des Dominicains de Besançon et deux autres, les frères Guillaume et Robert, dit le Bougre; activité de Robert à la Charité, d'après les lettres du pape publiées par L. Auvray et dont jusqu'ici les historiens n'avaient pas encore fait usage). — H. STEIN. Conjectures sur l'auteur du « Livre de Jostice et de Pleit » (identifie tous les personnages ou officiers royaux dont les sentences sont rapportées dans le recueil à titre d'exemple et toutes les individualités qui sont mentionnées dans les jugements signalés; ils nous transportent dans le Gâtinais, l'Orléanais, le Clermontois, le Beauvaisis et le Vexin normand; or, dans ces pays, on ne trouve qu'un homme capable de compiler une pareille œuvre, Philippe de Remi, père de Beaumanoir, lequel Remi fut bailli du comte d'Artois en Gâtinais et possédait Beaumanoir, près de Clermont). — E. BLUM. Le mariage par procuration dans l'ancien droit (prouve que la loi du 4 avril 1915 n'est pas une nouveauté). — P.-F. GIRARD. Lettres inédites de Cujas et de Scaliger (la lettre de Cujas est de Valence, 19 février, sans doute 1570, et adressée à Pierre Pithou; la lettre de Scaliger, en latin, est des environs de Bourges, 27 mars, sans doute 1576; elle est adressée au médecin protestant Saint-Vertunien). — C.-rendus : Chartes et diplômes publiés par les soins de l'Académie des inscriptions : actes de Louis IV par Ph. Lauer, de Philippe I^{er} par M. Prou, de Philippe-Auguste par François Delaborde; actes de Henri II, roi d'Angleterre, concernant les affaires de France par Léopold Delisle et Élie Berger (importance de ces publications). — Kirchentliche Abhandlungen : n° 77. E. Schiller. Bürgerschaft und Geistlichkeit in Goslar, 1290-1365; n° 78. E. Jacobi. Patronate juristischer Personen; n° 79-80. E. Martens. Die hannoversche Kirchencommission : ihre Geschichte und ihr Recht; n° 81. K. Schmitz. Ursprung und Geschichte der Devotionsformel bis zu ihrer Aufnahme in die fränkische Königsurkunde; n° 82. J. Krieg. Der Kampf der Bischöfe gegen die Archidiacone im Bistum Würzburg (analyse de ces six fascicules par Ed. Meynial). — Siro Solazzi. Divers mémoires sur le droit romain écrits en italien.

6. — Polybiblion. 1918, juillet. — Publications relatives à la guerre européenne, parmi lesquelles : Henry Bordeaux. Le chevalier de l'air. Vie héroïque de Guynemer (aucun historien n'était mieux qualifié pour parler de tels exploits); Robert Dubarle. Lettres de guerre (député de l'Isère, capitaine au 68^e bataillon de chasseurs alpins, tué le 15 juin 1915 dans notre offensive sur Metzeral; lettres très belles); Sébastien Serbesco. La Roumanie et la guerre (très bien écrit et émouvant); Pierre Daye. Avec les vainqueurs de Tabora. Notes d'un colonial belge en Afrique orientale allemande (renseignements intéressants et précis). — Léon CLUNET. Publications sur les

peuples orientaux (Marcel Dunan, Henri Libermann, René Pinon, Eugène Griselle, etc.). — *Maurice Caullery*. Les universités et la vie scientifique aux États-Unis (suggestif). — *Comte de Caylus*. Voyage d'Italie, 1714-1715, publié pour la première fois, avec un essai sur le comte de Caylus par *Amilda-A. Pons* (le manuscrit est à la bibliothèque laurentienne de Florence; beaucoup de détails à prendre dans cette relation). — *Palladius*. Histoire lausique. Vies d'ascètes et des pères du désert, texte grec. Introduction et traduction, française par *A. Lucot* (le texte est celui de dom Cuthbert Butler; traduction fidèle et littérale). — *Barthélemy Pocquet*. Histoire de Bretagne. T. VI. La Bretagne province, 1715-1789 (clôt dignement un immense travail). — *P. Lemonnier*. Martyrologe de la déportation à Rochefort-sur-Mer (pourvu d'un bon index). — *Ph. Sagnac*. Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire (érudition sûre). — *Comte de Lort de Sérignan*. Grogards et héros de vingt ans (ces portraits se rapportent à peu près tous au premier Empire). — *Denys Cochin*. Louis-Philippe (trop indulgent pour le gouvernement de Juillet). — *Th. Mainage*. Les témoins du renouveau catholique (série de biographies de nouveaux convertis). — *Paul Meyer et Arthur Langfors*. Les incipit des poèmes français antérieurs au xvi^e siècle; t. I (appelé à rendre les plus grands services).

7. — **La Révolution de 1848.** — Nous nous excusons de n'avoir plus rendu compte de cette Revue depuis le n^o de janvier-février 1911 (*Rev. histor.*, t. CVIII, p. 195). Nous réparons cette lacune en signalant les articles essentiels; nous mentionnons d'ensemble les études qui ont paru morcelées dans la Revue. — Année 1911 (suite). — Assemblée générale du 23 février : *J.-F. JEANJEAN*. Deux lettres inédites de Pauline Rolland à Barbès (13 avril et 2 octobre 1852); *H. MONIN*. Les républicains français et l'unité italienne (d'après les lettres d'exil d'Edgar Quinet et les réponses inédites de Henri Martin); *A. MOYSET*. Un fragment du Mémorial d'Hippolyte CARNOT; l'idéal de 1848. — *V. CHAZELAS*. Un épisode de la lutte des classes à Limoges; fin (il s'agit du coup du 27 avril 1848). — *CHABOSEAU*. Les constituants de 1848; fin (statistique de leurs professions; ce qu'ils sont devenus après 1848). — *A. CRÉMIEUX*. La fusillade du boulevard des Capucines (23 février 1848; récits de témoins). — *R. LÉVY*. La Révolution de 1848 au Havre (elle y fut assez mal accueillie). — *Paul MULLER*. Le bonapartisme aux élections de 1850 dans le Bas-Rhin (les rouges triomphèrent, mais de peu). — *A. HOUTIN*. Le clergé et la noblesse d'Anjou aux élections de la Constituante de 1848 (rôle de M. de Falloux; il sauva les vieux partis d'un désastre probablement irréparable; ses combinaisons assurèrent l'union des légitimistes et des orléanistes). — *J.-F. JEANJEAN*. Barbès et Blanqui (examine la question de l'inimitié de ces deux « vétérans de l'émeute »). — *R. LÉVY*. Le négoce havrais et les menaces de guerre en 1840 (les Havrais ont cherché à calmer l'exaltation chauvine des foules). — *M. RIOUET*. Le

journal de Romain Bouquet (enregistre les événements saillants arrivés à La Tour-du-Pin du 1^{er} janvier 1848 au 19 avril 1853). — G. VAUTHIER. Rapport sur les journées de Février adressé à Villemain par le général Sébastiani (a été trouvé dans les papiers de Villemain; on ne sait pas pourquoi il a été adressé au secrétaire perpétuel de l'Académie française). — Paul MULLER. La crise financière de 1848 et l'administration des tabacs en Alsace (pétitions des habitants de Benfeld pour l'agrandissement de leur manufacture). — R. LÉVY. Le culte de Napoléon en Normandie sous la monarchie de Juillet (dix-neuf chansons composées entre 1834 et 1859, à Rouen pour fêter l'anniversaire du 15 août). — H. MONIN. Une lettre d'Arnold Scheffer à Edgar Quinet (15 août 1836, après la mort d'Armand Carrel). — Rapport sur les faits qui ont eu lieu à l'Hôtel-Dieu depuis l'insurrection du 23 juin jusqu'au 3 juillet 1848. — C.-rendus : Victor Fleury. Le poète Georges Herwegh, 1817-1875 (très solide). — Pietro Orsi. Histoire de l'Italie moderne, 1750-1910. Traduction de Henri Bergmann (ouvrage médiocre). — Henri Boucher. Souvenirs d'un Parisien pendant la seconde République, 1850-1852 (Intéressant). — 1912. A.-M. GOSSEZ. L'action révolutionnaire à Jersey en 1858-1859 (lettres adressées par Mazzini à un proscrit français de Jersey, sans doute Alavoine). — Paul MULLER. Les suites judiciaires du 13 juin 1849 (le représentant du peuple Charles König, de Colmar, condamné par contumace à la déportation, put rentrer en novembre 1853; l'administration de l'enregistrement lui réclama les frais du procès, mais fut déboutée en 1858 par la cour de Colmar). — R. LÉVY. Un polytechnicien réformateur (Justin André; analyse d'un pamphlet publié en 1848). — Ph. MORÈRE. L'Ariège avant le régime démocratique. Le paysan (situation de ce paysan sous le gouvernement de Juillet). — Wilfrid DE FONVIELLE. Le 13 juin 1849 (notes d'un témoin). — Assemblée générale du 24 février 1912 : H. MONIN. Théophile Dufour, représentant de l'Aisne en 1848 (bibliographie de ses œuvres); R. LÉVY. Un commissaire de police assassin en 1848 (Riancourt; au Havre); H. MOYSSÉT. Lettre de Michelet à Hippolyte Carnot (4 mars 1848; s'excuse de ne pouvoir faire partie d'une commission pour la réforme des études scientifiques et littéraires). — L.-G. PÉLISSIER. Souvenirs de Jean-Antoine Brès (transporté politique en Algérie, sous l'accusation de faire partie d'une société secrète; 1851-1859). — Émile DAGNAN. La réaction conservatrice dans le Gers en 1849 et 1850, d'après les rapports des commissaires de police (aux archives départementales). — Félix BLANC. Le Comité exécutif de Lyon en 1848 (membre de ce Comité, F. Blanc a voulu s'en faire l'historien; mais, de l'œuvre projetée, il n'a donné que des fragments dont M. V. CHAZELAS publie les plus importants). — Lettres inédites de et à Léon WALRAS; suite en 1913 et 1914 (Walras est l'économiste français qui a fondé l'école de Lausanne; les lettres publiées vont de 1858 à 1866). — G. MAGUELONCE. L'élection de Manuel en Vendée en 1818 (publie une lettre de

Lubin Impost où sont retracées les péripéties de cette élection). — R. LÉVY. La Révolution de 1830 jugée par un Suisse (H.-L. de Pradville, citoyen du canton de Vaud, dans une brochure de l'époque). — G. VAUTHIER. Notes de Villemain sur les journées de Février 1848 (il réservait sans doute ces pages comme suite à ses « Souvenirs contemporains »). — J.-F. JEANJEAN. La première consultation du suffrage universel dans le département de l'Aude; fin en 1913 (Barbès fut élu dans l'Aude par 36,703 voix; doit faire partie du second volume de l'auteur sur Barbès). — Abbé UZUREAU. Promulgation à Angers de la constitution de 1848 (d'après le procès-verbal rédigé par la municipalité). — R. LÉVY. Le milliard des émigrés et les quarante-cinq centimes (pétition faite en 1849 pour faire restituer à l'État le milliard d'indemnité et affecter les sommes recouvrées à rembourser les quarante-cinq centimes d'impôts extraordinaires payés en 1848). = C.-rendus : A. Crémieux. La Révolution de février 1848 (important). — *Adriano Colocci*. Paolo de Flotte, 1817-1860 (œuvre d'un Italien sur le député de Paris mort dans l'expédition des Mille; intéressante, utile et inégale). — A. Crémieux. La censure en 1820 et 1821 (d'après les procès-verbaux de la commission de censure). — Maurice Reclus. Jules Favre, 1809-1880 (intéressant, mais imite un peu trop le pieux fils de Noël). — *Id.* Ernest Picard (bon, mais se place trop au point de vue de la république conservatrice). = 1913. A. CALMETTE. Les carbonari en France sous la Restauration (bibliographie; formation du carbonarisme en 1821 et son histoire jusqu'en 1830; étude très fouillée d'après les Archives nationales). — P. MULLER. M^{me} Lafarge sous la seconde République (quelques lettres qu'elle écrivit en sa prison). — Abbé UZUREAU. La Révolution de 1848 à Angers (publie une lettre de Léon Boré, professeur d'histoire au lycée, parue dans « le Précurseur de l'Ouest » du 4 mars 1848). — Assemblée générale du 24 février 1913; compte-rendu. — P. RAPHAËL. La journée du 13 juin 1849 (publie un récit d'Aurélien de Sèze, vice-président de la Législative). — J.-F. JEANJEAN. Montalembert, les catholiques et l'Empire en 1859 (les documents publiés se rapportent à l'article contre Napoléon III que fit paraître Montalembert dans le *Correspondant* du 25 octobre 1859). — H. MONIN. Nicolas-Eugène-Paule Lafaurie (publie de lui un mémoire sur la réforme des collèges communaux; Lafaurie était alors professeur au collège de Blois). — Ph. MORÈRE. L'Ariège avant le régime démocratique. L'ouvrier; suite en 1915. I. Les mineurs de Rancié. II. Les forgerons (cf. *Rev. histor.*, t. CXXII, p. 400). — P. MULLER. M^{me} Lafarge après le coup d'État (elle fut graciée par Napoléon III et mourut peu après, le 7 septembre 1852). — P. BRAUN. L'exil épiscopal de Mgr de Forbin-Janson (après la Révolution de 1830, Forbin-Janson, évêque de Nancy, avait dû fuir en Prusse la colère des Lorrains, très mécontents de son intransigeance; il ne revit jamais Nancy; le diocèse fut gouverné jusqu'en 1839 par des vicaires généraux, puis par un coadjuteur, Mgr Menjaud; publie une série de lettres

sur les bruits qui coururent de la rentrée de Forbin-Janson et sur la nomination de Mgr Menjaud, 1832-1839). — G. LAURENT. La campagne de l'Algérie et la Révolution de 1848 (analyse ou publie les souvenirs et la correspondance d'un soldat, Louis-Antoine Beugé, originaire de Reims, incorporé à l'armée d'Afrique de 1844 à 1849). — L. DERIES. L'affaire du régent de rhétorique Canivet au collège de Valognes en 1849 (révoqué pour ses opinions socialistes, il fut réintégré grâce à l'intervention de M. de Tocqueville). — A.-M. GOSSEZ. Les professions de foi républicaines à la Constituante en Seine-Inférieure (publie le texte de ces professions, qui ont été imprimées sur feuilles volantes et sont aujourd'hui introuvables). = C.-rendus : G. VAUTHIER. Villemain, 1790-1870 (plein de renseignements précis). — Léon Jacques. Les partis politiques sous la troisième République (a écrit sur les partis en dehors de tout esprit de parti). — M^{lle} Suzanne Wassermann. Les clubs de Barbès et de Blanqui en 1848 (sérieux, mais trop impersonnel). = 1914-1915¹. G. VAUTHIER. Le Collège de France école d'administration, 1848-1849 (cette école fut créée par Hippolyte Carnot; on supprima cinq chaires au Collège de France pour en créer douze autres dont les titulaires devaient enseigner gratuitement; les élèves étaient recrutés par le concours; l'école n'eut qu'une existence éphémère). — J.-G. PROD'HOMME. La musique et les musiciens en 1848 (la section de musique de l'Académie des beaux-arts, le conservatoire, les théâtres lyriques, les principaux compositeurs; bibliographie des cantates et chants patriotiques de l'époque). — Assemblée générale du 26 février; compte-rendu. — H. MONIN. Blanqui et la police, 1847-1848 (Blanqui, prisonnier à Tours, est impliqué dans un complot communiste, mais acquitté; il vécut ensuite dix mois à Blois). — R. LÉVY. Une entreprise de séduction. Le voyage du président Bonaparte au Havre en 1849 (le 12 août; il sut endormir les défiances des Havrais qui avaient donné au général Cavaignac une forte majorité). — P. RAPHAËL. Deux lettres d'Hippolyte Carnot à Henri Martin (l'une de 1852, adressée de Belgique, où Carnot s'était exilé; l'autre de Paris, 17 avril 1867, à propos de l'affaire du Luxembourg). — J.-F. JEANJEAN. L'insurrection de Lyon en novembre 1831 (d'après divers documents des archives de l'Aude et de la bibliothèque de Carcassonne). — R. GOURVITCH. Le mouvement pour la réforme électorale, 1838-1841; suite en 1916 et 1917 (étude faite d'après les journaux et les documents conservés aux Archives nationales; il s'agit du premier mouvement de réforme; il commence à la fin de 1838 et se borne d'abord à un pétitionnement; à la fin de 1839 sont formés des comités et est organisée une campagne de banquets; après le rejet de la pétition par la Chambre en 1840, l'agitation devient plus intense : c'est l'époque de grandes manifestations populaires. Puis, à la fin de 1840, le mouvement se ralentit; il est arrêté en 1841). — Léon DERIES. Une élec-

1. La Revue cessa de paraître au début de la guerre (juillet 1914) pour ne reprendre qu'en juillet 1915.

tion dans l'arrondissement de Valognes sous la monarchie de Juillet (il s'agit de l'élection de 1837, où le comte Polydor Le Marois l'emporta sur Alexis de Tocqueville). — E. DAGNAN. Le coup d'État dans le Gers (d'après les archives départementales. L'offensive républicaine et son échec; on pouvait croire un moment à sa victoire, mais elle eût été sans lendemain). — F. DUTACQ. Carnet d'un soldat de l'expédition romaine (Thomas Rey, voltigeur au 20^e d'infanterie, sur les journées des 30 avril et 3 juin 1849). — F. UZUREAU. Physionomie morale, intellectuelle et politique d'un département en 1834 (réponse des sous-préfets de Baugé, Beaupréau, Saumur et Segré à un questionnaire du ministère de l'Intérieur). — R. LÉVY. Un imitateur de Béranger (A. Thourel, dans un recueil de chansons publié en 1827). — P. MULIER. Un constituant décoré par l'Empire (Frédéric Engelhardt, directeur des forges de Diétrich à Niederbronn). — 1916. H. DUVAL. Documents pour servir à l'histoire des sociétés populaires, 1830-1848 (la Société « Aide-toi, le ciel t'aidera »; dix lettres ou circulaires à son correspondant du Puy-de-Dôme, Édouard Albert). — A.-M. GOSSEZ. Trois lettres d'un mobile, décembre 1870-février 1871 (sur la campagne de Faidherbe). — Assemblée générale du 26 février 1916; compte-rendu. — P. RAPHAËL. Lettre de Victor Cousin au comte Balbo (6 juin 1848, félicitations à propos de la victoire piémontaise de Goito). — J.-F. JEANJEAN. Mahul, Louis-Philippe et Guizot en 1848 et 1849 (visite de Mahul à Guizot et Louis-Philippe en Angleterre; lettres de Guizot à Mahul, d'après les manuscrits de la bibliothèque de Carcassonne). — Victor FLEURY. Borne (sa vie d'après ses œuvres; la France et les Français d'après ses impressions lors de ses deux passages en France en 1819 et 1822; ses lettres parisiennes de 1830 à 1834; ses idées politiques. Borne mourut en 1839). — F. DUTACQ. Documents relatifs à la question scolaire dans l'agglomération lyonnaise de 1848 à 1852 (d'après les délibérations des conseils municipaux de Lyon et des communes « suburbaines » : Vaise, la Croix-Rousse et la Guillotière; écoles laïques et écoles des frères). — A.-M. GOSSEZ. Deux lettres d'Alphonse Bianchi, Lille, janvier 1874 (tableau de la ville vers la fin de la guerre). — A. FORTIER. Dupont de l'Eure; la Révolution de 1830 (chapitre d'une biographie de Dupont, en préparation). — Ph. MORÈRE. La Révolution de 1848 dans un pays forestier; fin en 1917 (dans le canton de Quérigut, Ariège; importance de la question forestière; comment les habitants, à la nouvelle de la Révolution, pillent les bois). — F. UZUREAU. La Révolution de 1830 et les Angevins (l'administration municipale provisoire; installation du nouveau maire, Joubert-Bonnaire). — 1917. Assemblée générale, 24 février; compte-rendu. — Paul RAPHAËL. Falloux, Sainte-Beuve et M^{me} Swetchine (les réserves qu'a faites Sainte-Beuve en parlant de M^{me} Swetchine sont en somme fondées). — Gabriel VAUTHIER. Le clergé et la fête de Louis-Philippe en 1831 (la fête fut célébrée officiellement, c'est-à-dire correctement et rien de plus). — André BLUM. Trois lettres inédites adressées à Thiers (par Duvergier de Hauranne,

22 février 1848; par Bugeaud, 24 février et 4 novembre 1848). — Paul MULLER. Les débuts électoraux de Lamartine (d'après les livres de Henry Cochin et de Louis Barthou). — F. UZUREAU. L'instruction primaire en Maine-et-Loire, 1840-1841 (publie le rapport général de M. Cretté, inspecteur des écoles primaires, sur l'instruction primaire pendant cette année scolaire). — Documents officiels sur l'émeute de Rouen, 27 et 28 avril 1848. — Victor FLEURY. Le Parlement de Francfort en 1848; fin en 1918 (signale les orateurs qui parlèrent en faveur d'une république). — Gabriel VAUTHIER. Le procès des ministres en 1848 (le 26 février, la Cour d'appel décréta de prise de corps Guizot et ses collègues. Deux conseillers sont chargés de procéder à l'information; dépositions faites devant eux). — Paul MULLER. M. Thiers. La vile multitude. La loi du 31 mai (1850; reproduit les passages du discours de Thiers, du 24 mai, où il se servit de ce mot malencontreux). — L. LADOIRE. Souvenirs de la guerre de Crimée (octobre 1855-janvier 1856). — Ph. MORÈRE. L'Ariège sous le gouvernement de la Défense nationale; suite en 1918 (Anglade, porté au pouvoir par le peuple, fut nommé préfet par le gouvernement; manifestations dans le département; proclamation de la République; à suivre). — André BLUM. La caricature politique en France sous la seconde République (renaissance de la caricature; Daumier et Cham; le type de Ratapoil). — 1918. Assemblée générale du 26 février; compte-rendu. — Gabriel VAUTHIER. Le château de Saint-Cloud en juillet 1830 (Maréchal, nommé gouverneur provisoire du palais, s'efforça d'y maintenir l'ordre; mais beaucoup d'objets disparurent). — R. LÉVY. Rouen et le Havre au secours de Paris en juin 1848 (volontaires qui se présentent dans les deux villes pour concourir, avec la garde nationale de Paris, « au rétablissement de l'ordre menacé »). — Paul RAPHAËL. Garibaldi parrain de son neveu (il devait venir à Nice pour la cérémonie en 1861, mais sans doute il ne vint pas; le ministre de l'Instruction publique, Rouland, et l'évêque, Mgr Mazenod, échangèrent à ce propos une correspondance).

8. — **La Révolution française.** 1918, mai-juin. — A. AULARD. La Révolution américaine et la Révolution française. Déclaration d'indépendance, constitutions (relations de la France avec les treize colonies anglaises de l'Amérique du Nord depuis les débuts de la guerre de Sept ans jusqu'à la déclaration de l'indépendance, 4 juillet 1776; constitutions que se donnèrent les diverses colonies; jugements portés en France sur elles et la déclaration). — E. CHAUDRON. La situation économique de Troyes pendant la Révolution; I (la crise industrielle de 1789 à 1800; paralysie de l'industrie textile; heureusement Troyes devint l'un des centres de fabrication d'équipements pour l'armée). — Léon DUBREUIL. La tête du cardinal de Richelieu (cette tête, arrachée au tombeau de l'église de la Sorbonne le 7 décembre 1793, fut acquise par la famille Armez de Saint-Brieuc; elle fut restituée en 1866 par Charles Armez et replacée sous le monument de Girardot. Intéressante

biographie de Nicolas Armez, vicaire général de l'évêque constitutionnel du Morbihan, qui devint détenteur de cette relique on ne sait pas exactement de quelle manière). — Hippolyte BUFFENOIR. L'image de J.-J. Rousseau dans les sociétés populaires à Genève (en 1793). — Discours prononcé au tribunal par CARNOT sur la motion relative au gouvernement héréditaire dans la séance du 11 floréal an X (réimpression). = C.-rendus : Correspondance du ministre de l'Intérieur relative au commerce, aux subsistances et à l'administration générale, 16 avril-14 octobre 1792 (édition faite avec un soin parfait). — Maurice Dussarp. La contribution patriotique de 1789; le registre des dons à Dax (intéressant). — Maurice Dommanget. La déchristianisation à Beauvais et dans l'Oise; I (instructif). — A. Périvier. Napoléon journaliste (vulgarisation à l'usage des gens du monde).

9. — *Revue archéologique*. 1918, janvier-avril. — Louis BRÉHIER. Byzance, l'Orient et l'Occident; l'iconographie chrétienne au moyen âge (d'après les « Recherches sur l'iconographie de l'Évangile » de G. Millet; cette magistrale étude a renouvelé l'histoire de l'art au moyen âge. « C'est désormais dans l'iconographie orientale qu'il faudra chercher la source profonde du courant d'art pathétique et mystique qui a transformé l'art de l'Europe occidentale au xv^e siècle. Ce sont des thèmes créés par des moines de Palestine et de Cappadoce qui, plus ou moins modifiés et élaborés, ont produit les chefs-d'œuvre de nos primitifs »). — Maurice VERNES. Le serpent d'airain fabriqué par Moïse et les serpents guérisseurs d'Esculape (on peut expliquer cet épisode par l'existence, aux confins de Moab et d'Edom, d'un sanctuaire consacré au dieu serpent guérisseur des Phéniciens, Eshmoun, assimilé à Asklépios-Esculape; il y avait là des serpents vivants et des serpents en bronze. Les *Nombres* ont fait des serpents vivants des êtres hostiles et leur ont opposé le serpent d'airain guérisseur). — F. DE MÉLY. Signatures de primitifs. Le retable de Roger van der Weyden au Louvre et l'inscription du turban de la Madeleine (sur le retable entré au Louvre en 1913 a remarqué une inscription hébraïque autour du turban qui entoure la tête de la Madeleine; croit qu'il faut y lire le nom de *Wiyden*; a retrouvé cette même signature sur la manche du grand-prêtre dans le *Mariage de la Vierge* du musée de Prado). — Georges SEURE. Archéologie thrace; suite (nos 152-157; ce sont surtout des inscriptions funéraires qui se trouvent au musée de Sofia). — J. et Ch. COTTE. Le kermès dans l'antiquité (en étudiant les objets provenant de la caverne énéolithique de l'Adaouste, Bouches-du-Rhône, MM. Cotte y ont trouvé des débris animaux de couleur rouge; ce sont des fibres musculaires de la cochenille du chêne-kermès, arbrisseau localisé dans la région méditerranéenne; étude technique sur le nom de cet insecte dans l'antiquité). — Maurice PILLET. Quelques documents inédits sur les fouilles de Victor Place en Assyrie; suite et fin (tentatives de sauvetage des objets naufragés dans le Chat-el-Arab; arrivée au Havre et au musée

du Louvre de ce qui restait de la découverte). — **L. ROBLOT-DELONDRE**. Les sujets antiques dans la tapisserie; suite (catalogue par ordre alphabétique des tapisseries à sujets mythologiques, de *Actéon à Vulcain*). — **Georges LAFAYE**. Un griffonnement du cabinet de Peiresc (croquis à la plume d'un sarcophage qui se trouvait jadis près d'Hyères et qui est aujourd'hui perdu). — **SEYMOUR DE RICCI**. Esquisse d'une bibliographie égyptologique; suite (muséographie par ordre alphabétique des collections; écriture et langue). = C.-rendus : **F. H. STERUS**. The paleoliths from the Eastern Desert (description d'une collection de silex trouvés en 1914 dans le désert oriental d'Égypte). — **C. et J. COTTE**. La caverne de l'Adaouste (important). — **L. FRANCHET**. Rapport sur une mission en Crète et en Égypte, 1912-1913 (série d'observations intéressantes sur la céramique ancienne). — **Pericle DUCAFI**. Saggio di studio sulla ceramica attica figurata del secolo IV av. Cr. (estimable travail de classification). — **George H. CHASE**. Catalogue of arretine pottery (catalogue bien illustré de la collection du musée de Boston). — **L. PARETI**. Storia di Sparta arcaica (bon; un peu touffu). — **Biagio PACE**. Arti ed artisti della Sicilia antica (exact et clair). — **M. CHAILLAN**. L'oppidum de la Teste-Nègre aux Pennes (oppidum ligure, à dix-huit kilomètres de Marseille, d'après les découvertes de G. Vasseur). — **Stéphane GSELL**. Textes relatifs à l'histoire de l'Afrique du Nord. Fasc. I : Hérodoté (excellent). — **J. COGGIN BROWN**. Catalogue of prehistoric antiquities in the Indian Museum (catalogue de la collection préhistorique du musée de Calcutta, précédé d'une notice instructive). — **Louis BRÉHIER**. L'art chrétien; son développement iconographique des origines jusqu'à nos jours (article très élogieux de Salomon Reinach). — **J.-A. BRUTAILS**. Pour comprendre les monuments de la France (« précieux petit livre que personnel ne trouvera trop élémentaire et dont l'équivalent n'existait encore dans aucune langue »).

10. — Revue critique d'histoire et de littérature. 1918, 15 juin. — **Marquis de CERRALLO**. Las necropolis ibéricas; t. II (simple résumé des très importantes découvertes opérées par l'auteur dans les nécropoles ibériques de l'âge du fer. La civilisation dont elles témoignent est originale, mais trahit l'influence des colonies helléniques de l'Italie méridionale). — **A. DEBIDOUR**. Recueil des actes du Directoire exécutif; t. IV (cinq pages d'errata colligées par A. Chuquet). — L'armée allemande à Louvain en août 1914 et le « Livre blanc » allemand du 10 mai 1915 (deux mémoires publiés par les soins du gouvernement belge en réponse au chapitre du « Livre blanc » relatif au prétendu soulèvement populaire de Louvain. Le gouvernement allemand rejette sur les Belges la responsabilité des massacres et incendies; le gouvernement belge démontre que l'armée allemande a tué 5,000 civils et incendié 20,000 maisons afin de jeter la terreur en Belgique. Étude critique des témoignages allégués par les Allemands; la prétendue attaque des francs-tireurs belges le 25 août ne repose sur

aucun fondement; il y a lieu de croire au contraire que ce fut un guet-apens organisé par l'autorité militaire allemande). = 1^{er} juillet. *Whitney Warren*. Le témoignage d'un citoyen américain (éloquent plaidoyer en faveur de la cause des Alliés et de l'intervention américaine). — *Terwagne*. Pour la défense du pays. Documents sur la guerre européenne, 1914-1915 (précieux recueil d'articles extraits de l'*Indépendance belge*). — *R. Vaucher*. Constantin détrôné. Les événements de Grèce, février-août 1917 (intéressant; *S. Reinach* signale des méprises graves concernant Agamemnon Schliemann et *Sp. Lambros*). — *J. Mélià*. L'Algérie et la guerre, 1914-1918 (excellent). — *E.-F. Julia*. La fatalité de la guerre. Scènes et propos du front (ne laisse que des impressions confuses). = 15 juillet. *W. How* et *J. Wells*. A commentary on Herodotus (excellent). — *H. Remsen Whitehouse*. Une princesse révolutionnaire (la princesse de Belgiojoso, 1808-1871; bonne biographie). — *Id.* L'effondrement du royaume de Naples, 1860 (bon résumé des travaux italiens). — Ouvrages sur la guerre; dans le nombre : baronne *J. Michaux*. Journal d'une Parisienne pendant la guerre. 2^e série : 1916-1917 (spirituel); *H. Dugard*. La conquête du Maroc; la colonne du Sous, janvier-juin 1917 (bon); *Pierre Daye*. Avec les vainqueurs de Tabora; notes d'un colonial belge en Afrique orientale allemande (relation animée et pittoresque). — *Dr Georges Veaux*. En suivant nos soldats de l'Ouest (très attachant). — *Paul Fromageot*. La rue du Cherche-Midi et ses habitants depuis ses origines jusqu'à nos jours (bonne page d'histoire et de topographie parisiennes). — Le Musée de l'Armée. Armes et armures anciennes et souvenirs historiques les plus précieux (album consacré à la Renaissance). = 1^{er} août. *Alph. Martin*. Quatrième centenaire du Havre. Origines du XII^e au XVI^e siècle (excellent). — *G. G. Coulton*. Social life in Britain from the Conquest to the Reformation (très intéressant). — *Sir Sidney Lee*. Shakespeare, sa vie et son œuvre. Édition française par *Firmin Roz* (« tous les contemporains qui ont parlé de Shakespeare lui ont attribué la paternité de ses œuvres. Ces témoins sont ou ses camarades : Heminge et Condell, ou les grands seigneurs ses protecteurs : Pembroke, Montgomery, ou ses confrères : Ben Jonson, Meres, ou ses éditeurs. La cause est entendue »). — *L. Cappelletti*. Austria e Toscana. Sette lustri di storia, 1834-1859 (minutieux exposé chronologique; il en ressort l'explication de ce fait que les Toscans, après avoir restauré en 1849 leur prince Léopold II, furent les premiers à le chasser en 1859, bien qu'il fût populaire). — *M^{me} Adam*. Guillaume II, 1890-1899 (recueil d'articles publiés autrefois dans la *Nouvelle Revue* et qui se lisent encore aujourd'hui avec intérêt). — *Marylie Markovitch*. La révolution russe vue par une Française (témoignage très instructif). — *M. Jastrow*. The war and the coming peace (important). — *K. Hænggi*. Die deutsche Propaganda in der Schweizer. Presse (beaucoup d'indications précises, notamment sur l'organisation des agences télégraphiques.

Jusqu'au début de 1917, le représentant de l'agence Havas était en Suisse le plus perfide ennemi de la France et de l'Entente).

11. — Revue des études historiques. 1918, juillet-septembre. — J. MATHOREZ. Les éléments de population orientale en France (s'occupe dans cette étude des Russes en France du XI^e au XVIII^e siècle; à vrai dire, l'étude ne commence qu'au début du XVIII^e siècle avec le voyage de Pierre le Grand; pour les périodes antérieures, ne peut guère signaler que le mariage de Henri I^{er}, en 1049, avec Anne de Russie; agents et étudiants russes à Paris au XVIII^e siècle; étudiants russes à Strasbourg; à consulter les matricules de l'Université publiées par G. Knod; les artisans russes à Paris; chapelle orthodoxe ouverte en 1762 près de l'ambassade russe; les visiteurs russes). — M. MARION. Un député condamné pour fraude dans les fournitures (Perrin, député de l'Aube à la Convention; il fut condamné le 19 octobre 1793 par le tribunal révolutionnaire à douze ans de fers et à six heures d'exposition publique). — Marius VACHON. Contre une invasion nouvelle des industries d'art allemandes. — Commandant WEIL. L'état des relations diplomatiques entre la France et la Sardaigne, 1835-1836; I (dans l'avant-propos, un portrait du roi Charles-Albert; publie ensuite les instructions du duc de Broglie au comte de Rumigny, notre ambassadeur à Turin, 2 novembre 1835). — J. DEPOIN. L'ancienne France (analyse du dernier volume de M. J. Flach). — C. rendus : E. Courbaud. Les procédés d'art de Tacite dans les « Histoires » (analyse). — Johannes Dierauer. Histoire de la Confédération suisse; trad. française (œuvre magistrale). — Ém. Sévestre. Les idées gallicanes et royalistes du haut clergé à la fin de l'Ancien régime (beaucoup des lettres de Mgr Belbeuf, d'Avranches, éditées dans ce volume, sont insignifiantes). — R. Dubois-Corneau. Jean Paris de Monmartel, banquier de la cour. Origine et vie des frères Paris (très documenté). — Cl. Perroud. La proscription des Girondins, 1793-1795 (l'un des meilleurs travaux sur la question). — Albert Pingaud. Bonaparte président de la République italienne (d'une lecture très attrayante). — Édouard Driaault. Napoléon et l'Europe (bon). — Louis Marchand. Les idées de Berriyér (très précis). — Ouvrages sur la guerre déjà signalés dans la *Revue historique*.

12. — Revue des sciences politiques. 1918, 15 février. — M. MARION. Les dangers du papier-monnaie; les leçons de l'histoire révolutionnaire (de 1,200 millions d'assignats, la Constituante eut bientôt fait de passer à 1,800, la Législative à 2,700 et la Convention éleva ce total au chiffre de 3,900 dès février 1793, donc avant les grandes luttes et les suprêmes périls. Les rentrées par le paiement des biens nationaux restaient des plus médiocres. L'assignat fut en outre compromis par quantité de petits billets qu'émirent des caisses soldant patriotiques; déplorables conséquences de ce système). — Achille VIALATE. Les États-Unis en guerre; l'effort financier (gran-

deur de cet effort; pour l'année 1917-1918, le Congrès a voté un ensemble de crédits s'élevant, y compris les avances autorisées aux Alliés, à 21 millions 1/2 de dollars). — Maurice DEWAVRIN. Le système fiscal de guerre de la Confédération helvétique (coût qu'entraîne la mobilisation : 762 millions de francs; par quelles sages mesures le Conseil fédéral et les Chambres ont fait face à cette énorme surcharge de dépenses). — F.-P. RENAUT. La politique des États-Unis dans l'Amérique du Nord espagnole sous le règne de Joseph Bonaparte, 1808-1814 (plan d'annexion des États-Unis; en 1814, le district de Mobile fut incorporé au territoire du Mississippi et cette mainmise faisait prévoir l'annexion prochaine des deux Florides). — Octave FESTY. Le Conseil d'encouragement pour les associations ouvrières, 1848-1849; suite (le décret du 5 juillet 1848 est le premier exemple du « subventionnisme »; les résultats furent assez médiocres). — D. D. Les Hellènes de Turquie, leur passé, leur présent, leur avenir (causes de la résistance de ces Hellènes; pourquoi jamais les Turcs ne les ont pu assimiler). — J. SILVESTRE. L'œuvre de la France en Indo-Chine (d'après le livre de Paul Doumer). = C.-rendus. Ouvrages sur la guerre, parmi lesquels : *Otfried Nippold*. Die Gestaltung des Völkerrechts nach dem Weltkrieg (fait honneur à l'auteur); *Émile Laloy*. La politique de Guillaume II (thèse trop sévère pour le souverain, trop indulgente pour les sujets). — *É. Driault*. Tilsit (excellent). — *P. Sagnac*. Le Rhin français pendant la Révolution et l'Empire (excellente méthode, grande conscience historique). — *John Spencer Bassett*. The life of Andrew Jackson (bon). — *François Bernard*. Le Maroc économique et agricole (très précis). = 15 avril (voir *Rev. histor.*, t. CXXVIII, p. 397). = 15 juin. Ch. LYON-CAEN. Louis Renault. — *Émile BOURGEOIS*. Paul Vidal de La Blache. — *Joseph REINACH*. Le dégagement de Verdun (fin de 1916; suite à l'étude sur la bataille de la Somme que nous avons publiée). — Dossiers d'information sur la guerre et la paix : III. M. DEWAVRIN. Régimes douaniers et courants commerciaux d'avant-guerre : France, Grande-Bretagne; IV. G. LECARPENTIER. Le commerce extérieur de la France pendant l'entre-deux guerres (la guerre de 1870-1871 et la guerre présente; de 1871 à 1914, nos importations et nos exportations ont augmenté, mais la France a été rejetée au quatrième rang des grandes puissances commerciales, puisque l'Allemagne et les États-Unis nous ont dépassés). — *Charles ROBERT-MÜLLER*. L'évolution économique de la France de l'Est (d'après l'ouvrage de Vidal de La Blache). — *Eugène-B. DUBERN*. Le vice des assignats, d'après une opinion du temps (celle de Boislandry, banquier et député à la Constituante). — *Comte DE CALAN*. Les projets politiques de Fouché et les élections de 1815 (comment Fouché voulait faire composer la Chambre qui allait être élue en août 1815; mais il crut la matière électorale plus malléable qu'elle ne l'était en réalité). = C.-rendus : Ouvrages sur la guerre. — Petite encyclopédie polonaise,

sous la direction d'Érasme Pilz (très nombreux renseignements). — M. Caullery. Les universités et la vie scientifique aux États-Unis (doit être médité). — Les origines diplomatiques de la guerre de 1870. T. X : 2 juin-10 juillet 1866 (de la veille au lendemain de Sadowa; documentation de première source). — A. Autin. L'échec de la Réforme en France au XVI^e siècle (simple essai).

13. — *Revue du seizième siècle*. T. V, 1917-1918, fasc. 1 et 2. — H. CHAMARD et G. RUDLER. La couleur historique dans la *Princesse de Clèves*; fin (l'étude conduit à des conclusions d'apparence assez contradictoire. On constate d'une part le travail très sérieux, très heureux que M^{me} de La Fayette a fait pour se documenter, et d'autre part son indifférence à peu près entière à l'esprit et à la couleur du siècle où elle a placé son roman). — Max PRINET. Changements de nom de famille autorisés par François I^{er} (sept exemples; beaucoup de personnes changèrent du reste de nom sans attendre une autorisation). — L. SAINÉAN. L'histoire naturelle dans l'œuvre de Rabelais; 4^e article (noms des poissons, des oiseaux et des végétaux empruntés à la nomenclature régionale; ainsi, pour les poissons, Rabelais a eu recours aux pêcheurs bretons et marseillais principalement, de la bouche desquels il a recueilli les noms provinciaux). — Henri Clouzot. Philibert de l'Orme, grand architecte du roi Mégiste; suite (se sert surtout des mentions relevées par M. Guiffrey dans les registres capitulaires de Notre-Dame de Paris et dans les registres des insinuations du Châtelet). — L. SAINÉAN, D^r DORVEAUX, A. TILLET. Notes pour le commentaire de Rabelais (explication de certains termes, particulièrement des noms de plantes). = C.-rendus : A. Renaudet. Préréforme et humanisme à Paris pendant les premières guerres d'Italie (tout à fait remarquable). — Id. Les sources de l'histoire de France aux Archives d'État de Florence (guide commode et sûr). — L.-H. Labande. Correspondance de Joachim de Matignon, lieutenant général du roi en Normandie, 1516-1548 (source précieuse pour le règne de François I^{er}). — H. Courteault. Le dossier Naples des archives Nicolay (contribution importante à l'histoire de la conquête de Naples sous Louis XII). — Jules Guiffrey. Artistes parisiens des XVI^e et XVII^e siècles (magistral répertoire avec un excellent index).

14. — *Revue générale du droit*. 1918, mai-juin. — J. FAUREY. La valeur et les réquisitions militaires. — W. S. HOLDSWORTH. Les origines du contrat d'assurance; suite (introduction et développement du contrat d'assurance maritime en Angleterre; la mention la plus ancienne d'une police est de 1547). — F. DE VISSCHER. Les actions noxales et le système de la noxalité d'après ses origines historiques et la loi des XII tables. = C.-rendus; Livres sur la guerre que nous avons signalés.

15. — *Le Correspondant*. 1918, 10 août. — Denys COCHIN. Marne

et Piave (à l'occasion d'une visite au champ de bataille où les Italiens arrêtaient et vainquirent les Austro-Hongrois; dans un voyage qu'il fit ensuite à Rome, l'auteur fut reçu par le pape; il note les impressions qu'il en rapporta : « Au Vatican, l'amitié pour la France n'a jamais cessé de régner. » Quant au pape, il a exprimé sa satisfaction que l'homme d'État français fût venu le voir « avec l'agrément de M. Clemenceau »; il a rappelé à M. Cochin la lettre qu'il avait écrite en juillet 1917 où il affirmait « que l'ancien royaume de Pologne doit être rétabli ». D'autre part, M. Cochin signale qu'en août 1917 une note du pape ayant paru presque en même temps qu'un manifeste du président Wilson, il avait comparé ces deux documents, « ne les trouvant pas très différents quant au fond, alors que l'opinion publique était portée à critiquer l'un et à admirer l'autre ». Il s'était permis de prétendre « que le Président nous offrait une encyclique et le pape un protocole ». Ces nuances dans la pensée d'un auteur aussi intelligent et bien informé doivent être notées avec soin).

— MILES. Silhouettes de guerre. Le général Bliss (biographie du général qui représente les États-Unis au Conseil de guerre permanent interallié de Versailles). — L. D'ANFREVILLE DE LA SALLE. Le nouveau Maroc. Le Sébou et Kénitra (progrès considérables accomplis par l'occupation française sur le cours inférieur du Sébou). — Georges GOYAU. Un initiateur catholique : Arthur Verlaegen (expose l'œuvre sociale accomplie par ce catholique démocrate, un des organisateurs de la « Ligue ouvrière antisociale », que les Allemands trouvèrent moyen en 1915 de faire condamner à dix ans de travaux forcés; libéré en 1917 avec défense néanmoins de rentrer chez lui à Gand, il mourut à Bruxelles le 11 septembre). — Henriette CELARIÉ. L'occupation allemande à Saint-Quentin, août 1914-mars 1917, d'après le journal de Lucie B. (à verser au dossier, déjà si lourd, des atrocités et des saletés allemandes). — Henri CORDIER. La France, la Chine et le Vatican (les missions françaises en Chine depuis le XVII^e siècle et conventions passées avec ce pays depuis 1860; intervention allemande dans l'affaire du protectorat français depuis 1882; nécessité pour la France de gérer le lointain patrimoine que lui ont légué les générations précédentes et, pour cela, de rétablir les relations avec le Vatican). — Maurice SOURIAU. Les vraies « Contemplations » (quand on relit les pièces qui constituent le volume des « Contemplations », non avec la date que leur a donnée V. Hugo dans les éditions imprimées, mais avec celle que contient le manuscrit, on se fait de lui une assez piètre idée; on constate en particulier la grande, la néfaste influence exercée sur lui par sa maîtresse Juliette Drouet). — ***. La préparation de la lutte économique par l'Allemagne. I. Vers le socialisme d'État. = 25 août. ***. La réforme de la Chambre des lords. Le rapport du vicomte Bryce (analyse du rapport adressé par Lord Bryce au premier ministre en avril 1918 et où sont résumées les discussions de la Commission chargée d'élaborer cette réforme. Cette Commission

propose de créer une « seconde chambre » composée de 246 députés élus par des membres de la Chambre des Communes groupés en circonscriptions territoriales et de 81 membres élus par un Comité mixte permanent des deux chambres. Les choix seront faits pour une période de douze ans, un tiers dans chaque section se retirant tous les quatre ans). — MILES. Silhouettes de guerre. M. Baker (secrétaire d'État pour la Guerre aux États-Unis, autrefois pacifiste déclaré et qui maintenant consacre toute son intelligence et sa force de travail à créer une armée formidable. Né à Martinsburg, dans la Virginie occidentale, le 3 décembre 1871). — Paul LE FAIVRE. L'heure des États-Unis dans la guerre. — Henri DE NOUSSANNE. La reconstruction de la France. La presse après la guerre. — ***. La préparation de la lutte économique par l'Allemagne. I. Vers le socialisme d'État; suite. — André FRIBOURG. La femme d'Alsace-Lorraine et l'Allemand depuis 1914 (d'après les journaux allemands et les comptes-rendus des jugements en conseil de guerre). — Maurice SOURIAU. Les vraies « Contemplations »; fin (Victor Hugo en 1854 et 1855. « M^{me} Drouet, avec tout ce qu'elle a fait pour prolonger son règne sur l'homme, a été le mauvais génie du poète. » M^{me} Victor Hugo fut « le bon génie de son mari »; comparez ce qu'en dit L. Barthou dans la *Revue de Paris*). — Henriette CELARIÉ. L'occupation allemande à Saint-Quentin, d'après le journal de Lucie B.; fin (perquisitions et réquisitions; séjours du Kaiser à Saint-Quentin; joie des Saint-Quentinoises lors des visites aériennes des avions français; l'enlèvement des pastels de Latour. Évacuation de la ville, le 8 mars 1917). — 10 septembre. SAGOT DU VAUROY, évêque d'Agen. Pour la philosophie de demain. — MILES. Silhouettes de guerre. Le général March (chef de l'État-Major général de l'armée des États-Unis). — Vice-amiral BESSON. La propagande maritime en Allemagne et en France (« 100,000 Français pénétrés de cette idée que, sans puissance maritime, la France sera une nation languissante, c'est bien. En face des 1,500,000 Allemands affiliés au Deutscher Flottenverein, c'est trop peu. Combien de temps serons-nous encore un contre cinq? »). — ***. La préparation de la lutte économique par l'Allemagne. II. La chasse aux matières premières. L'effort technique : les succédanés. — Lieutenant-colonel X. La cavalerie agissante. — André FRIBOURG. La femme d'Alsace-Lorraine et l'Allemand depuis 1914; suite et fin (Conclusion : l'Allemand, étonné, se trouve en présence d'un immense effort collectif de résistance poursuivi chaque jour par des centaines de milliers de femmes, ses prisonnières »). — Prince Vladimir GHKA. A la lumière de Louvain, 26 août 1914-26 août 1918; fragment de journal (conte la solennité du 26 août 1918 au Havre et résume la philosophie des discours qu'on y a prononcés). — L. DE LANZAC DE LABORIE. Les éphémérides d'un commandant de compagnie (analyse très élogieuse du livre publié par le capitaine Delvert : la Main de Massiges-Verdun). — 25 septembre. Maurice HAURIU. Le droit naturel et l'Allemagne

(histoire et développement de la notion du droit naturel depuis le moyen âge : doctrines de saint Thomas et de Suarez, théories élaborées par les réformateurs surtout allemands du XVI^e et du XVII^e siècle; depuis la fin de l'empire napoléonien, les juristes et les historiens de l'Allemagne ont bouleversé les principes du droit qui n'a plus pour base la justice humaine, mais la Force mise au service de l'État). — MILES. Silhouettes de guerre. M. Robert Lansing (secrétaire d'État pour les Affaires étrangères dans le cabinet formé par M. Wilson. Grande importance de son action diplomatique). — L. DE LANZAC DE LABORIE. Le Congrès de Vienne et la police autrichienne, 1814-1815 (d'après les « Dessous du Congrès de Vienne », 2 vol. publiés par le commandant Weil). — ***. La préparation de la lutte économique par l'Allemagne. III. L'organisation de la production et de l'expansion commerciale; la recherche des marchés. — André MAUREL. La protection des œuvres d'art en Italie pendant la guerre. — Fortunat STROWSKI. La formation d'un homme de lettres avant la Révolution : la jeunesse de Joseph Joubert (d'après l'étude publiée récemment par André Beaunier). — Éliane BOTS. Une infirmière française dans un camp de prisonniers en Allemagne (d'après les notes qu'elle prit à Wetzlar de décembre 1914 à mai 1915). — René BRANCOUR. Les poètes américains et la grande guerre. — Oscar HAVARD. La cathédrale de Lisieux (d'après l'ouvrage de M. l'abbé V. Hardy).

16. — Études. Revue fondée par des Pères de la Compagnie de Jésus. 1918, 20 juillet. — LÉON DAVROUT. Les États-Unis et la guerre. II. L'effort américain (les États-Unis nous ont donné leur argent, leur matériel, leurs hommes; ils ont équipé des vaisseaux pour transporter les munitions et les hommes; étude avec chiffres à l'appui). — Lucien ROURE. Le Père Gratry. I. La flamme (la jeunesse du P. Gratry; l'école polytechnique; séjour à Strasbourg; la prêtrise; Gratry directeur du collège Stanislas, puis aumônier de l'École normale; le groupe oratorien; les ouvrages de 1852 à 1861). — Louis JALABERT. La propagande allemande en Suède (pourquoi la Suède, dont les journaux parurent encadrés de noir après Sedan, a montré dans la guerre présente des sentiments germanophiles). — Adhémar D'ALÈS. Le saint cœur de Marie (signale l'ouvrage de J.-V. Bainvel, qui, au lieu d'écrire l'histoire de cette dévotion, étudie en elle-même la vie intime de la Vierge). — Impressions de guerre. LXVII. Impressions de l'enseigne de vaisseau BEGOUËN-DEMEAUX, alors qu'il commandait un petit groupe d'artillerie de marine au bois de Vadonville, près de Malaumont, dans la Meuse, fin de 1914, et de Joseph D*** sur la grande offensive d'avril 1917. — « Rome sans Canossa », polémique entre M. DE MONZIE et Yves de LA BRIÈRE. = C.-rendus : Jacques Zeiller. Les origines chrétiennes dans les provinces danubiennes de l'empire romain (très fouillé). — Louis Madelin. L'expansion française (livre instructif et chaud). = 5 août. Benoit

ÉMONET. Pourquoi se bat-on ? A l'entrée de la cinquième année de la guerre (on se bat pour la France et parce que Dieu le veut). — Gustave NEYRON. Le gouvernement de l'Église et la vie des âmes (conclusion d'un ouvrage qui doit paraître prochainement). — Paul DUDON. La première confrérie romaine en l'honneur du cœur de Jésus (elle fut installée à Rome en 1729 dans l'église Saint-Théodore). — Lucien ROURE. Le Père Gratry. II. La marche vers Dieu (le P. Gratry s'est surtout attaché à mettre en valeur la notion de Dieu). — Louis DES BRANDES. L'argot de la guerre (d'après le livre d'Albert Dauzat). = C.-rendu : J. Paquier. Luther et l'Allemagne (aboutit aux mêmes conclusions que le R. P. Bernard, à savoir que Luther est le représentant des tendances les plus profondes de l'âme allemande). = 20 août. Lucien ROURE. Le Père Gratry. III. Le « misereor super turbam » (analyse le dernier ouvrage du P. Gratry, « la Morale et la loi de l'histoire », publié en 1868). — Louis DERVILLE. Taza la mystérieuse (description de cette ville où nos troupes sont entrées le 5 mai 1914). — Augustin NOYON. Un miracle du diacre Paris. La guérison de l'abbé de Bécherand (venu de Montpellier, l'abbé aurait été guéri d'une paralysie de la jambe sur le tombeau du diacre, au début de 1732; il fut enfermé à Saint-Lazare au quartier des fous et, après deux mois d'internement, exilé à Pont-Saint-Esprit; l'évêque de Montpellier, Colbert de Croissy, fils du secrétaire des Affaires étrangères de Louis XIV, prit fait et cause pour lui). — Jean RIMAUD. La retraite de l'Aisne, 27 mai-7 juin 1918. — Louis DES BRANDES. Le maréchal Foch (d'après le livre de René Puaux). — Pedro DESCOQS. La philosophie de Descartes et le temps présent (d'après le livre de L. Dimier). — H. C. Avec les Américains dans un secteur calme. = C.-rendus : R. P. Sixte Scaglia. Manuel d'archéologie chrétienne (lacunes considérables). — Jacques Delebecque. La première Restauration et les « fourgons de l'étranger » (veut prouver que la restauration des Bourbons n'a été ni provoquée ni même désirée avant l'événement par la coalition). — Geneviève Durtelle de Saint-Sauveur. Le collège de Rennes depuis sa fondation jusqu'au départ des Jésuites, 1536-1762 (excellent mémoire). = 5 septembre. Pierre GUILLOUX. Trois études sur Ernest Renan. I. « Ma sœur Henriette » et son influence (la vie de Henriette; son influence sur son frère; lui applique le mot de la Bible : Qu'as-tu fait de ton frère?). — Léonce DE GRANDMAISON. La guerre et les Canadiens français. Le point de vue des nationalistes (tendances vers une autonomie nationale, compatible toutefois avec l'union fédérale canadienne et l'unité de l'Empire britannique; met les Canadiens en garde contre une paix prématurée). — ***. Avec les Bretons dans la bataille de France, 14-23 juillet 1918 (récit d'un aumônier; émouvant). — Paul DUDON. La Réforme à Montpellier (d'après le livre de M^{lle} Guiraud; loue les sentiments catholiques de l'auteur). — Louis LAURAND. Les armées de Carthage (d'après le tome II de l'« Histoire ancienne de l'Afrique du Nord », de Gsell). — Impressions de guerre.

LXVIII. Dans les Kommandos de la Pologne russe (juin-juillet 1916; notes prises par un prisonnier français). — Alexandre BROU. Bulletin des missions (en Afrique et en Asie). = C.-rendus : *Léon Mirof*. La formation et le démembrement de l'hôtel Saint-Pol (excellent). — *Louis Bertrand*. Les pays méditerranéens et la guerre (dispositions à notre égard de l'Espagne, de l'Italie et de la Grèce). — *Albert Garenne*. La forêt tragique (expéditions dans la partie sud de Madagascar, automne 1917).

17. — *Mercur de France*. 1918, 16 juin. — Raymond LENOIR. Émile Durkheim et la conscience moderne (analyse la méthode sociologique appliquée par Durkheim et en montre les résultats). — Louis NARQUET. La transformation de la mentalité française (c'est-à-dire comment la mentalité française doit se transformer pour reconstruire la France de demain, pour lui donner une « technique nationale »). — Joseph SCHWÆBEL. Un précurseur de Raspoutine; le mage Philippe (biographie de Philippe Nizier-Anthelme, qui s'acquit à Lyon, vers 1872, la réputation d'opérer des cures miraculeuses et qui fut plus tard introduit par le Dr Encausse à la cour du tsar Nicolas II. Il paraît s'y être livré à des pratiques spirites qui faillirent compromettre la santé de la tsarine et il fut congédié en 1902. Né à Loisieux, Savoie, le 25 avril 1849, il mourut vers le milieu de l'année 1905). = 1^{er} juillet. Aurélien DIGEON. Emerson et le caractère anglais (d'après les *English traits* écrit par Emerson en 1856). — X. Quelques points de vue espagnols sur la guerre (extraits fort intéressants d'ouvrages concernant la germanophilie, plus apparente que réelle, de l'Espagne. Il faut y voir surtout un résultat de la propagande allemande, bien que l'Allemagne ait peu contribué au développement économique de l'Espagne). = 16 juillet. J.-H. ROSNY aîné. L'évolution des conflits ethniques et sociaux. — André M. DE PONCHEVILLE. L'amitié d'Amérique et de France (choix de poésies françaises composées par Stuart Merrill, Anglo-Écossais né à Long-Island, près de New York, officier interprète dans la guerre actuelle et mort récemment). — Albert DAUZAT. Les faux bruits et les légendes de la guerre (traite la question au point de vue purement psychologique). — Charles MERKI. Près du beffroi de Comines (description et histoire de la ville; à la recherche du château construit en 1388 et dont il ne reste plus qu'un débris informe dans une usine). = 1^{er} août. Arthur LÂNGFORS. La révolution rouge en Finlande, janvier-mai 1918 (utilise largement le journal de route tenu par M. Henry Laporte et que nous avons analysé dans le *Correspondant* de mai à juillet 1918). — Ernest RAYNAUD. La préfecture de police; suite (les commissaires de police du XVIII^e siècle à nos jours). = 16 août. Louis PROAL. Les prédictions de Diderot, J.-J. Rousseau, Condillac sur la Russie (ces prédictions se sont réalisées; les philosophes avaient vu juste). — Henry-D. DAVRAY. Sir Charles Dilke et la France (instructive analyse des Mémoires de Sir Charles et de sa biographie par Stephen Gwynn et Gertrude M. Tuck-

well). — Edmond PILON. La guerre jadis et de nos jours. Canons monstres et chimie meurtrière (d'après les littérateurs, de Rabelais à Victor Hugo). = 1^{er} septembre. Georges HOUARD. Les bombardements par avions à grande distance et l'aviation américaine. = 16 septembre. Paul LOUIS. Les courants politiques en Allemagne (durant l'été de 1918. « Entre les pangermanistes et le groupe de l'industrie lourde d'une part, et les socialistes indépendants, de l'autre, dont les positions sont également irréductibles, apparaissent des formations importantes par le nombre, par la puissance économique, intellectuelle, et sur l'attitude desquelles les incidents, non seulement militaires, mais aussi diplomatiques, peuvent exercer des influences décisives. L'action des classes ouvrières, pour être encore mal définie, a chance d'être primordiale »). — Roger MAURICE. L'évolution des méthodes d'offensive, de 1915 à 1918. — Georges PRÉVÔT. Remy de Gourmont et la guerre. — Émile LALOY. Le Livre jaune sur l'alliance franco-russe (analyse les documents publiés par le gouvernement français sur l'alliance franco-russe, en réponse aux révélations apportées par les Bolcheviks. Ces documents prouvent que la « Duplice » a été une alliance de paix; « pas un mot dans les 107 documents de ce Livre jaune qui ne montre le désir sincère des deux gouvernements de maintenir la paix et leur crainte presque anxieuse de la guerre »).

18. — *La Revue de Paris*. 1918, 15 août. — Louis BARTHOUL. Les amours d'un poète. III. Les fautes du mari (c'est après avoir constaté l'infidélité de sa femme, plus ou moins séduite par Sainte-Beuve, que Victor Hugo fut infidèle à son tour à la femme jusqu'alors uniquement aimée. Son amour pour Juliette Gauvain, plus connue sous le nom de Drouet, qui était celui d'un oncle). — René MILAN. Les Vagabonds de la gloire. Un front terrestre, maritime, aérien; suite (vie d'un marin à bord d'un dirigeable en croisière contre les sous-marins allemands dans la Manche). — Jules CHOPIN. Tchecoslovaques en Russie (expose comment les Slaves de la monarchie austro-hongroise passèrent à l'ennemi quand on voulut les mener contre les Russes; comment, malgré le mauvais vouloir du gouvernement russe, ils formèrent une légion « hussite » qui combattit avec bravoure et succès les Allemands; comment cette légion, vue d'un très mauvais œil par les Bolcheviks inféodés à l'Allemagne, obtint d'aller à travers la Sibérie rejoindre leurs frères qui s'organisaient en France et comment ils réussirent à sortir de l'Ukraine après avoir infligé une sanglante défaite aux Allemands près de Bakhmatch, le 9 mars 1918, et malgré les pièges dressés à chaque pas contre eux par les Soviets locaux. Les maîtres de l'anarchie russe les traitent de « contre-révolutionnaires »; en réalité, ils n'ont qu'un désir : celui de rentrer chez eux après la défaite de l'Allemand exécré et d'y créer un État tchécoslovaque enfin libre et indépendant). — Julia GENTIL-HOMME-KOUTYRINE. Une journée de Moscou (lugubre peinture de la vie russe à Moscou sous le régime bolchevik). — Lieutenant-colo-

nel E. MAYER. Le général Jean Colin (montre ce qu'il y a d'original et aussi d'un peu étroit dans l'œuvre historique de ce général). — L. DUMONT-WILDEN. Les Flamands et l'Allemagne (malgré les efforts de l'Allemagne, les Flamands ont déclaré leur volonté formelle de rester Belges; le parti des « Activistes » qui s'est formé dans leur sein avec l'appui de l'Allemagne ne pourra rien contre la quasi-unanimité du peuple dont les souffrances ont renforcé l'unité). = 1^{er} septembre. ***. L'odyssée de trois régiments au Chemin des Dames (exposé minutieux des combats livrés en mai 1918 par trois régiments composés en partie de Bretons; leur résistance héroïque a permis de ralentir la formidable poussée ennemie et a donné au commandement suprême le temps d'amener des réserves aux points les plus menacés). — Louis BARTHOU. Les amours d'un poète. Documents inédits sur Victor Hugo; IV (tout en restant attaché de cœur à sa femme, V. Hugo noue avec sa maîtresse des liens que le temps ne devait pas briser. Auprès d'elle, il trouvait, entre autres satisfactions, celle d'être compris et admiré comme il le désirait. Ces amours, d'ailleurs très discrètes, causèrent au poète des soucis et lui imposèrent des charges pénibles à supporter. Mais c'est alors aussi qu'il produisit quelques-uns de ses plus beaux poèmes). — D^r SIMON. Une campagne au Hedjaz (notes fort intéressantes prises par un médecin-major, du 16 novembre 1916 au 15 mai 1917). — A. IVANOV. A travers la Russie démente (souvenirs d'une dame roumaine, infirmière en Russie, qui vit d'assez près la Révolution, la dictature de Kerensky et le triomphe des bolcheviks). — René MILAN. Les Vagabonds de la gloire. Flandre et Portugal; fin. — Maurice LANGE. Villars en Flandre, 1709-1712 (résumé de faits bien connus. La constance des soldats de Louis XIV et leur valeur rendirent possible la victoire définitive de Villars. Si l'histoire se répétait, les mêmes vertus de nos soldats mériteraient de leur donner un nouveau Denain). — A. T. La guerre économique (comment il faut la mener pour contraindre les Allemands à la paix). = 15 septembre. Louis BARTHOU. Les amours d'un poète; V (jalousie de Juliette Drouet, justifiée d'ailleurs; tout en conservant son estime pour sa femme et son amour pour sa maîtresse, Victor Hugo ne s'interdisait pas d'autres distractions, dont une au moins aurait pu le mener loin s'il n'avait été protégé par M^{me} Adélaïde et la famille royale. Quand la Révolution de 1848 eut éclaté, le poète se jeta dans la politique pour prêcher la concorde et s'opposer aux violents. Pendant les journées de décembre 1851, où il alla derrière les barricades continuer ce qu'il considérait comme un apostolat, il dut son salut personnel au dévouement ingénieux de Juliette. Celle-ci le suivit dans l'exil, mais à distance, quoique leurs relations fussent toujours aussi affectueuses). — Jules ISAAC. La dixième bataille de la Marne (ce n'est pas un récit, mais un commentaire explicatif. La défaite allemande a pour cause fondamentale la présomption de l'Etat-Major allemand qui se croyait sûr de la victoire d'abord par la confiance

qu'il avait dans l'énormité des moyens mis en œuvre et surtout par le dédain qu'il avait pour ses adversaires. Il était convaincu que, si les armées alliées se tenaient sur la défensive, c'est qu'elles étaient hors d'état de reprendre l'initiative des opérations; il tenait Foch pour un chef timoré, incapable. Le 18 juillet encore, jour où la contre-offensive française enfonçait le flanc droit des Allemands, certains journaux prophétisaient l'imminente victoire de l'Allemagne : les Français, surpris une fois de plus, allaient être rejetés sur Paris. Dans leur outrecuidance, ces gens ne pouvaient admettre la pensée qu'ils allaient être les premières victimes de la surprise ménagée par les Français). — René MAUBLANC. Épernay, 16 avril 1917 (l'auteur, professeur de troisième au collège d'Épernay, eut l'idée ingénieuse de donner à ses élèves, le 21 avril 1917, le sujet suivant de devoir français : « Vous écrirez à un de vos amis pour lui raconter ce que vous avez vu et su de l'offensive française en Champagne et lui communiquer vos réflexions à ce sujet. » Il publie le résumé de ces devoirs, qui sont le témoignage direct et naïf d'enfants de quinze à seize ans; il en donne d'assez copieux extraits que l'histoire retiendra. Conclusion : « Avant l'offensive, une très longue préparation qui ne cherche aucunement à être secrète; un enthousiasme et une confiance parmi les soldats et les civils, que la lenteur des préparatifs finit par transformer en une légère impatience; aussitôt après le 16 avril, un arrêt subit et l'impression immédiate d'un échec; un découragement rapide et une brusque défaillance parmi les troupes et surtout parmi la population civile. » Remarques assez fines sur la formation et la valeur du témoignage). — C. BOUGLÉ. Le féminisme saint-simonien (Saint-Simon avait dit : « L'individu social, c'est l'homme et la femme. » Donc la femme était l'égal de l'homme. Après 1830, les saint-simoniens développèrent cette sentence. Enfantin en arriva jusqu'à proclamer, non seulement l'égalité des époux, mais leur indépendance réciproque, même à déclarer qu'à la femme revenait en définitive le rôle de prononcer les mots qui lient et qui délient. Cette glorification de la femme jeta le trouble et provoqua bientôt un schisme dans le petit monde saint-simonien; mais c'est de là que date le mouvement féministe et suffragiste). — Franck-L. SCHÖELL. Les paysans polonais vus par un des leurs (Ladislas-Stanislas Reymont, auteur des « Chopi » = les Paysans, en quatre volumes).

19. — *Revue des Deux Mondes*. 1918, 15 août. — Lieutenant SERS. Un parc d'aviation français en Russie bolchevique, mars 1917-mars 1918 (tableau très vivant et lamentable de la révolution russe et notamment de l'effondrement militaire). — Louis MADELIN. Les batailles de l'Aisne. II. La bataille de 1914 (après sa victoire sur la Marne, Joffre voulait porter tout son effort par la vallée de l'Oise afin de déborder l'aile droite ennemie. Dès le 12 septembre 1914, il donna les ordres les plus formels en conséquence. Son plan échoua cependant parce que les Allemands, renforcés par les corps d'armée libérés

par la chute de Maubeuge et par une armée nouvelle, celle de Heerlingen, purent organiser une puissante défense dans le massif de l'Aisne, qui avait déjà arrêté César et Napoléon. L'auteur déclare d'ailleurs nettement que cette organisation défensive n'avait nullement été prévue, encore moins préparée à l'avance par les Allemands. Si l'armée française fut incapable de pousser au delà de l'Aisne son offensive victorieuse sur la Marne, c'est, on peut le dire aujourd'hui, parce qu'elle était à bout de munitions; le 24 septembre, on constatait qu'elle n'en avait plus pour quinze jours, « si la consommation continuait au même taux ». Il fallut donc renoncer aux attaques générales et finalement le vainqueur dut se résigner à passer à la défensive comme le vaincu).

— André BEAUNIER. Une jeune fille au temps de la Fronde. M^{lle} de La Vergne, plus tard M^{me} de La Fayette; suite et fin (1653-1655). — Victor GIRAUD. Plaidoyers allemands (analyse un certain nombre de brochures en français qui ont été répandues en Suisse et ailleurs par les agents de la propagande allemande; elles ont pour but de prouver l'innocence des soldats allemands pendant la guerre, de rejeter sur d'autres, Français et Russes en particulier, la responsabilité des crimes commis, de montrer le pieux respect des Allemands pour les œuvres d'art sauvées par eux dans les pays envahis, etc. Le tout afin de convaincre les Français qu'ils devraient terminer le plus tôt possible la guerre par un arrangement qui ne laisserait pas de vaincus et qui permettrait de constituer une Europe nouvelle sur la base d'une entente franco-allemande!). — Contre-amiral DEGOUY. Sur la côte mourmane (montre l'importance de la lutte engagée entre les belligérants dans leur « course à la mer libre »).

— 1^{er} septembre. Étienne LAMY. L'Université de Louvain (rôle des universités au moyen âge; importance de celle de Louvain pour le maintien de la foi catholique et aussi pour le développement des études de pure science « qui ne paient pas ». De là son puissant rôle dans la vie nationale de la Belgique, dont elle a contribué à fonder l'unité. « Tandis que Louvain instruisait ses élèves à confier les plus précieux espoirs non à l'omnipotence du gouvernement, mais aux libertés des citoyens, en Allemagne l'hégémonie de la Prusse avait fait sans limites l'influence de l'État, et l'empire des Hohenzollern avait si bien confondu les domaines que, même aux catholiques, la volonté de l'empereur paraissait celle de Dieu »).

— Gabriel HANOTAUX. La bataille de Guise-Saint-Quentin, 28-30 août 1914; 1^{re} partie (l'auteur ne parle ici que de la bataille « pour Saint-Quentin » livrée dans des circonstances qui avaient permis au général Klück d'amener à temps ses réserves. Sur ce point, les troupes françaises, engagées seules, ne purent exécuter les ordres donnés qui tendaient à reprendre Saint-Quentin).

— G. LENÔTRE. Réveries d'après guerre sur des thèmes anciens. VI. Le paradis des voyageurs (c'était la France en général et aussi Paris; comment on y vivait, quels plaisirs les étrangers y venaient chercher et y trouvaient).

— Baron BEYENS. L'avenir des petits États. VI. Comment garantir leur indépendance

(critique le principe même de la Société des nations, très noble, mais peu réalisable en pratique; très dangereux en théorie si l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie parvenaient à s'y faire admettre. La première mesure que les Alliés devront prendre est de ne pas se séparer après la victoire, car pendant longtemps la paix ne pourra être encore qu'une paix armée). — André FRIBOURG. Les paysans d'Alsace-Lorraine devant les conseils de guerre allemands (les débats qui eurent lieu devant ces conseils, les punitions qui furent infligées aux Alsaciens et aux Lorrains convaincus ou simplement soupçonnés de sentiments français montrent à la fois l'attachement invincible du paysan au pays dont il a été séparé violemment par le traité de Francfort et la haine des Allemands pour leurs prétendus frères des pays annexés. Dès le début des hostilités, les troupes allemandes entrant en Alsace furent averties qu'elles étaient en pays ennemi et purent se livrer impunément à tous les excès). — Vicomte G. D'AVENEL. Le transport des marchandises depuis sept siècles. — René PICHON. Une nouvelle Anabase. La campagne des Tchécoslovaques en Sibérie (dispositions des Tchèques en faveur du peuple russe et du gouvernement tsariste avant la guerre. Prisonniers tchèques faits par les Russes; la plupart d'entre eux s'empressent de servir dans l'armée russe par haine pour les Allemands et les Autrichiens. Au milieu de 1917, ils forment au cœur de la Russie une armée nombreuse et bien commandée. Quand les Bolcheviks eurent « déclaré la paix » à l'Allemagne, les Tchécoslovaques demandèrent l'autorisation de quitter la Russie; après l'avoir obtenue non sans peine, il leur fallut s'ouvrir le chemin à travers un pays terrorisé par les Soviets hostiles et surveillé par les Allemands. Ils passèrent cependant par la voie du Transsibérien, mais en combattant sans cesse; d'autres prirent la route d'Arkangel. Établis à Samara, à Kazan, ils n'ont pu encore se frayer le passage. De la place qu'ils occupent dans les forces de l'Entente: ils ne veulent pas s'immiscer dans les affaires intérieures de la Russie; ils veulent revenir en Europe pour combattre leurs ennemis jurés, Allemands et Autrichiens, et conquérir leur indépendance nationale). — André BEAUNIER. Les prophéties d'Emerson. = 15 septembre. Henri WELSCHINGER. Le premier maire constitutionnel de Strasbourg: Frédéric de Dietrich, 1748-1793 (utilise un certain nombre de documents nouveaux). — G. HANOTAUX. La bataille de Guise-Saint-Quentin; II (c'est maintenant « la bataille pour Guise », 29 août 1914. Cette bataille fut gagnée par Franchet d'Espèrey; elle favorisa le repli un peu précipité des Anglais; mais l'échec de la marche sur Saint-Quentin avait placé le vainqueur dans une position critique et Joffre dut ordonner la retraite. Cette défaite des Allemands devant Guise était grosse de conséquences, car c'est elle qui finalement décida von Klück à renoncer à la marche enveloppante sur Paris. Il s'était engagé avec une telle témérité à la poursuite de l'ennemi qu'il était maintenant en danger d'être enveloppé à son tour; pour y échapper, il décida de raccourcir sa ligne pour la rendre plus forte).

— Marie-Louise PAILLERON. François Buloz et ses amis. VIII. Prosper Mérimée, Victor Cousin, Henri Heine. — L. DE LAUNAY. Problèmes économiques d'après-guerre. III. Les transports. — X. Les étapes d'une victoire (expose les tentatives diverses de percée faites par les armées en présence depuis au moins deux ans, l'expérience qu'elles ont acquise à la suite des grandes batailles livrées en 1916 et 1917; insiste sur le rôle joué par la surprise, exploité d'abord par les Allemands, puis, à partir du 18 juillet 1918, par les Français).

20. — Académie des inscriptions et belles-lettres. Comptes-rendus des séances et travaux. 1917, novembre-décembre. — Charles DIEHL. La destruction de Saint-Démétrius de Salonique (lors de l'incendie de Salonique, le 18-19 août 1917; les autres églises sont intactes). — Ed. CHAVANNES. Rapport sur les travaux de l'École française d'Extrême-Orient en 1916-1917. — Séance publique annuelle du 23 novembre 1917: Paul GIRARD. Au tombeau d'Édipe (à Colonne: description du paysage; la chapelle de Haghia Éléousa construite sur l'emplacement); R. CAGNAT. Notice sur la vie et les travaux de Gaston Maspero. — A. DE LABORDE. De quelques manuscrits à peintures des bibliothèques de Petrograd (signale vingt de ces manuscrits tant de la bibliothèque publique que du musée de l'Ermitage et du musée Stieglitz). — R. P. A.-L. DELATTRE. Une grande basilique voisine de Sainte-Monique à Carthage (plan de la basilique; texte de dix-sept inscriptions; sur le sol naturel, quelques antiquités antérieures à l'ère chrétienne). — É. CHATELAIN. Rapport sur les travaux des Écoles françaises d'Athènes et de Rome en 1916-1917. — Paul DURRIEU. Un barbier, de nom français, membre de la corporation des libraires et enlumineurs de Bruges en 1472 (il se nommait Philibert Poitevin, barbier de Jacques de Bourbon, seigneur de Montferrant, qui était un ami de George Chastellain et de Jean Robertet et l'auteur des « Douze Dames de rhétorique »). — J.-B. CHABOT. Note sur l'alphabet libyque. — 1918, janvier-février. Gustave MENDEL. Les travaux du service archéologique de l'armée française en Orient (les recherches ont porté sur les établissements préhistoriques de la région de Salonique et sur les monuments byzantins de la ville). — R. CAGNAT. Rapport sur la situation des publications de l'Académie pendant le second semestre de 1917 (aucune publication nouvelle n'a paru). — Marcel DIEULAFOY. Le Maroc et les Croisades (lutte des Edrissides et des Almoravides contre les Fatimites qui oblige ceux-ci de laisser une partie de leurs forces en Afrique au lieu de les employer contre les Chrétiens; rôle des dynasties marocaines en Espagne). — P. PARIS. Fouilles à Bologne en mai-juin 1917 (dans la province de Cadix; théâtre, usine pour la salaison du poisson, tombeaux de l'époque romaine). — Dr CARTON. Notes sur des chapiteaux chrétiens de Tozeur (en Tunisie). — Ch.-V. LANGLOIS. Notice sur la vie et les travaux de M. Noël Valois (bibliographie de ses travaux qui comprend 121 numéros; remarquable analyse de son œuvre). — Antoine THOMAS. L'identité de maître Jean

de Meun, étudiant à l'Université de Bologne en 1265-1269 (ce Jean de Meun n'est pas l'auteur de la seconde partie du *Roman de la Rose*, mais un archidiacre de Beauce en l'église d'Orléans). — A. MORET. Un nomarque d'Edfou au début de la VI^e dynastie (sous les trois premiers rois de cette dynastie, vers 2520-2480 av. J.-C.).

21. — Académie des sciences morales et politiques. Comptendu des séances et travaux. 1918, juillet. — Arthur CHUQUET. Un aide-major de 1870 (le Dr Challan de Belval, d'après son *carnet* qu'il a publié en 1902). — Henri WELSCHINGER. Le Congrès de Vienne et le retour de Napoléon (d'après le livre du commandant Weil; impression causée à Vienne au cours du Congrès par le retour de Napoléon, évadé de l'île d'Elbe le 26 février 1815). — Arthur RAFFALOVICH. Réalités socialistes (analyse le *factum* que publia en 1891 l'un des chefs du parti radical allemand, Eugène Richter, en imaginant ce qui se passerait si l'on faisait entrer les programmes socialistes dans le monde des réalités; les maximalistes russes ont prouvé que Richter avait vu juste, au moins d'une façon générale). — Août. La réforme administrative après la guerre. Les fonctionnaires (discussion sur le mémoire de Jean Imbart de La Tour à laquelle ont pris part MM. Lépine, Colson, Delatour, Morizot-Thibault). — Jacques FLACH. Guillaume II et Hammourabi (influence profonde qu'eurent sur Guillaume II les deux conférences faites par l'assyriologue Frédéric Delitzsch le 13 janvier 1902 et le 12 janvier 1903, cette dernière après la découverte du code d'Hammourabi; la lettre théologique de l'empereur du 15 février 1903 où il essaya de sauver la version biblique: comment il en arriva à prendre Hammourabi pour modèle, à se croire comme lui inspiré de Dieu. « Et ainsi prend-il sa soif de domination, ses bouffées d'orgueil, son adoration de la force pour des inspirations célestes et se croit-il investi de la mission de réaliser par la force et la *Kultur* l'unité du monde moderne, comme Hammourabi avait réalisé l'unité du monde antique »). — Henri WELSCHINGER. Les princes et les rois au Congrès de Vienne (d'après les rapports de la police secrète et les caricatures). — Henri LORIN. Les répercussions économiques de la guerre dans les États de l'Amérique latine (progrès agricoles et industriels de ces États; malgré tout, l'Amérique latine souffre de la guerre, car elle a beaucoup plus à vendre qu'elle ne peut expédier; la question du fret. Essai d'entente entre ces États; rôle de la France dans l'organisation future de l'Amérique du Sud).

22. — Annuaire du Comité d'études historiques et scientifiques de l'Afrique occidentale française. 1916 et 1917. — Bulletin du même Comité, 1918, janvier-mars. — Sur l'initiative de M. Clozel, gouverneur général de l'Afrique occidentale française, il s'est créé pendant cette guerre un *Comité d'études historiques et scientifiques* chargé de coordonner toutes les recherches entreprises au sujet de cette colonie et d'en centraliser les résultats. Ce

B
Comité a publié pendant les années 1916 et 1917 un annuaire contenant de très intéressants travaux sur la géologie, la minéralogie, l'hydrologie, la zoologie, la linguistique, le folklore de cette vaste région (Gorée, imprimerie du gouvernement général). Nous signalons à nos lecteurs les mémoires qui concernent spécialement l'archéologie et l'histoire : Dr JOUENNE. Les monuments mégalithiques au Sénégal (séries de cromlechs fouillés; ces cromlechs sont des tombeaux). — A. COINDARD. Notes sur les indigènes du Tamgué dans le Fouta-Diallon, en Guinée française (Baillo et Peul fétichistes, Tenda qui ont subi l'influence de l'Islam; Foula représentant la race dominante). — CHATELAIN. Traditions relatives à l'établissement des Bornouans dans le Dallol Maouri et le pays Djerma (cet établissement date du milieu du XVIII^e siècle). — (J. MONTEILHET. Les finances et le commerce du Sénégal pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire) par suite de la domination britannique sur l'océan, le Sénégal fut pendant près de quinze années séparé de la France; il fut contraint par suite à s'organiser lui-même et à se procurer de l'argent par le commerce extérieur). — Georges HARDY. L'affaire Duranton, 1828-1838 (Duranton est l'explorateur du Haut-Sénégal, celui qui fit de Médine la capitale politique; vivement attaqué à son époque, il est réhabilité par M. Hardy). — On trouve ensuite dans les deux volumes un compte-rendu de tous les ouvrages parus sur l'Afrique occidentale française : signalons ceux de G. Angoulvant. La pacification de la côte d'Ivoire, 1908-1915 (très beau volume); de G. Hardy. Une conquête morale. L'enseignement en Afrique occidentale française (fort intéressant). = L'Annuaire est remplacé depuis 1918 par un Bulletin trimestriel. Signalons dans celui de 1918, janvier-mars, les articles suivants : P. LOUISE. Considérations sur le littoral des environs de Saint-Louis du Sénégal. — Dr JOUENNE. Les monuments mégalithiques du Sénégal (nouvelles explorations; avec une carte de la région des menhirs). — Colonel MANGEOT. Les Touaregs de la boucle du Niger. — J. MONTEILHET. Au seuil d'un empire colonial (la seconde histoire de la colonie du Sénégal commence le 25 janvier 1817 où le drapeau français fut hissé sur le fort Saint-Louis; mais entre la domination anglaise et la domination française du 8 juillet 1816 au 25 janvier 1817 s'intercale une période où la colonie eut deux gouverneurs, un anglais et un français; histoire de cette période et de la « reprise de possession » des établissements français. Rôle du colonel Schmalz).

23. — **Revue de l'Anjou.** 1918, mars-avril. — DE VILLEBOIS-MAREUIL. Au pays des Templiers. Un problème architectural (ce pays des Templiers est le Gâtinais et la région voisine autour du camp de Milly, où les Templiers avaient de nombreuses commanderies; croit voir dans les églises formées de deux nefs juxtaposées avec un autel à l'extrémité de chaque nef une méthode de construction propre aux Templiers et la rattache à l'hérésie de Photius; le sous-lieutenant

Villebois a été tué le 23 octobre 1917). — Yves CHAUMET. La nouvelle armée polonaise. — E.-G. LEDOS. Joseph Denais, écrivain et journaliste angevin; suite (de 1888 à 1914). — G. GRASSIN. Angers et l'Anjou pendant la guerre (du 16 au 31 octobre 1917).

24. — Revue de Saintonge et d'Aunis. 1918, juillet. — Ch. DANGIBEAUD. Navrante histoire d'un Saintais à l'étranger (son nom est Élie Angibaud; on le trouve à Dublin en 1717, à Londres en 1723, à Copenhague en 1729, à Londres de 1733 à 1755 dans une situation très misérable; série de lettres de lui). — Jules SOTTAS. François d'Espinau-Saint-Luc et le complot ligueur à Brouage, 1583-1585; suite (les chefs du complot : Guy de Saint-Gelais, seigneur de Lussac; Jean-Paul d'Esparbès de Lussan; leur biographie). — J. DEPOIN. Introduction à l'histoire des évêques de Saintes; suite (chronologie des évêques du VII^e siècle depuis Audebert, 608-614, jusqu'à Arnual, 681-694). — Ed.-Jear GUÉRIN. Les Vanderquand (famille saintongaise dont les traces remontent au XVII^e siècle). — Ch. DANGIBEAUD. Minutes de notaires (suite de la lettre L).

25. — Revue du Vivarais. T. XXIII, 1915-1916. — Ch. AURENCHÉ. Mémoires d'Isaac Meissonier, ci-devant ministre à Saint-Sauveur-en-Vivarais, 1630-1709, suivis d'extraits de son Livre de Raison, 1661-1674 (intéressante publication sur la vie privée d'un ancien pasteur à la veille et au lendemain de la révocation de l'Édit de Nantes). — J. RÉGNÉ. Histoire locale de la guerre (exhortations à tenir note des répercussions villageoises de la guerre actuelle. Reproduction du plan universitaire et du plan ecclésiastique). — Les tambours du régiment de Vivarais (lettre du 3 septembre 1763, par laquelle le major de ce régiment demande au syndic du Vivarais les armes de ce pays pour les faire peindre sur les caisses des tambours). — A. BENOÎT D'ENTREVAUX. Excursion à Pourchères (la paroisse, les curés, le prophétisme cévenol, la mairie, les écoles, les productions, les légendes). — Note sur la seigneurie de Grospierres (qui fit partie depuis 1546 de la baronnie de Joyeuse). — A. ROCHE. Correspondance administrative du citoyen Robert, commissaire du gouvernement dans l'Ardèche, 8 messidor an VII-12 prairial an VIII (suite et à suivre). — J. RÉGNÉ. M^e Louis Buffin (collaborateur de la Revue du Vivarais, tué le 13 juillet 1915). — E. N. M. Michel de Chazotte (généalogiste et collectionneur, mort le 22 mars 1916). — Le général DE CHALENDAR. Le notariat en Vivarais (actes passés en 1482 et 1564 dans la cuisine, dans la boutique du barbier, sous l'orme, en bateau; maximes, recettes, événements historiques insérés par les notaires dans leurs registres; accession du notariat à la noblesse). — A. LE SOURD. Henri IV a-t-il été un roi populaire? (en Vivarais, la mort du pacificateur fait craindre la reprise des guerres religieuses; le chanoine de Banne traite Ravailac de « monstre infernal »). — A. BENOÎT D'ENTREVAUX. Le château de Sibleyras et ses possesseurs (pour le corps de logis, ne date que

de la fin du XVIII^e siècle; la ferme, la tour carrée et la tour cylindrique paraissent remonter au XV^e siècle; filiation des châtelains depuis 1351 jusqu'en 1785). — A.-L. S. L'an de malheur 1586. Guerre, famine, mortalité (enquête ouverte à Largentière le 24 mai 1586 devant le lieutenant du bailli de Vivarais). — E. N. Petites commissions, 1724 (objets apportés de Paris par Mathieu Chomel à Serrières et à Peyraud). — Le Dr JULLIEN. M. Marc Ollier de Marichard (collaborateur de la Revue, mort au champ d'honneur le 14 avril 1916). — B. E. M. Léon Rostaing (historien de la famille de Montgolfier, décédé le 13 avril 1916). — E. N. Don de créances confisquées sur les habitants de Privas en 1627 (en représailles de la rébellion privadoise). — A.-L. S. Communiqués de jadis (lettres circulaires adressées de 1702 à 1746 aux consuls de Tournon pour leur apprendre les victoires et leur prescrire d'allumer des feux de joie). — A.-L. S. Le bon vin de l'Olivet (lettres de 1655 et 1656 adressées au prieur des Carmes de Tournon). — La Société historique et archéologique des Vans (fondée en 1875, mais ne vécut guère plus de cinq à six ans). — R. LABRÉLY. L'imprimerie au Bourg-Saint-Andéol au XVIII^e siècle (ne date que de 1725, en suite d'un vœu des États du Vivarais; à côté du premier atelier Chappuis et Guillet, Guiremand en installa un autre vers 1756; cette concurrence engendra des querelles et des procès. Le 30 octobre 1776, un arrêt du Conseil d'État supprima l'imprimerie de Guiremand; lorsque éclata la Révolution, les imprimeurs du Bourg s'établirent à Privas. Liste des ouvrages imprimés au Bourg et pièces justificatives). — A. LE SOURD. Mémoires de Jacques de Banne, chanoine de Viviers (chroniqueur bienévolé de la cité épiscopale pour la première moitié du XVII^e siècle). — J. BELLEUDY. Notes biographiques sur le général Reymond (né à Saint-Alban-sous-Sampzon le 8 octobre 1860, tombé glorieusement à la tête de ses troupes le 27 décembre 1914; portrait). — A. LE SOURD. Baix de 1619 à 1622. Petite chronique du temps des guerres civiles (exposé précis et intéressant de l'histoire d'une petite place, qui dut aux circonstances et à sa position sur les bords du Rhône de jouer un rôle important au commencement du règne de Louis XIII. Renseignements curieux sur l'aspect de la petite ville, l'organisation consulaire, les principales familles; à suivre). — E. N. M. H. de Souteyran de Saint-Prix (collaborateur de la Revue, décédé le 2 octobre 1916).

26. — Revue historique de Bordeaux. 1918, avril-juin. — A. CHAULIAC. L'ancienneté du culte de saint Fort à Bordeaux. Réponse à M. Brutails (cette réponse ne paraît pas résoudre la question de savoir si saint Fort a jamais existé; la preuve n'en est pas faite). — Paul COURTEAULT. Les arbres des allées de Tourny (histoire de l'établissement des allées de Tourny, imaginées par l'architecte Gabriel en 1729, créées par l'intendant Tourny en 1744; d'abord cette promenade fut plantée d'ormes, mais ces arbres furent mal entretenus, surtout après la création des Quinconces. Arrachés en 1830, ils ne furent pas remplacés). — A. VOVARD. Une lettre de l'évêque constitutionnel Paca-

reau (au roi Louis XVI, 19 mars 1791; l'évêque lui exprime ses vœux de respectueux dévouement). — ID. Notes sur Souffrain, historien de Libourne.

27. — La Revue savoisienn. 1918, 2^e trimestre. — MARTEAUX. Études sur les villas gallo-romaines du Chablais. I. Thonon et ses environs (monnaies et poteries romaines trouvées). — CH. GORCEIX, M. LE ROUX et L. MORET. Histoire géologique de la formation des gorges du Fier; fin. — G. LETONNELIER. Voltaire et la Savoie; II (ce qu'il dit des Savoyards; s'il parle avec irrévérence de François de Sales, il parle avec éloge de Vaugelas et de Saint-Réal). — FR. MIQUET. En Savoie avant la Révolution (la douane; la gabelle du sel et la voiture du sel de Tarentaise; routes royales et chemins publics). — G. LETONNELIER. La première imprimerie d'Annecy (celle de Gabriel Pomar, qui s'établit à Annecy en 1535). — C.-rendus : Ed. Payen. La neutralisation de la Suisse et de la Savoie (concis et clair). — Marc-Claude de Buttet. La victoire de très haut et magnanime prince Emmanuel-Philibert, duc de Savoie, réimpression par le chevalier d'Arcollières (de ce poème imprimé en 1561, il ne subsistait plus qu'un exemplaire).

ALLEMAGNE.

28. — Historische Zeitschrift. T. CXVI, 1916, n^o 2. — Richard REITZENSTEIN. L'origine de la formule « Foi, Espérance, Charité » (se défend contre les reproches que lui a adressés Harnack, *Preussische Jahrbücher*, t. CLXIV, pour avoir attribué à cette formule une origine extra-chrétienne). — ALFRED DOVE. La discussion sur le moyen âge (extrait des œuvres inédites de Dove qu'on se propose de publier. La division tripartite introduite en histoire par Cellarius est un produit de l'humanisme; le concept du moyen âge ne peut scientifiquement s'appliquer qu'à une sous-division de l'histoire moderne, valable seulement pour l'Occident). — SIEGFRIED KOEHLER. Guillaume et Alexandre de Humboldt à l'époque de la crise napoléonienne (étudie comment les événements de 1815 à 1820 provoquèrent entre les deux frères, profondément unis jusque-là, une séparation d'idées radicale; utilise essentiellement la correspondance de Guillaume de Humboldt et de sa femme publiée en 1906, 7 vol.). — J. LOSERTH. Les ouvrages récents sur Wiclif et Huss (revue bibliographique). — HERMANN KANTOROWICZ. L'importance d'Alfred Dove comme écrivain. — C.-rendus : Frederick Adams Woods. The influence of Monarchs. Step in a new science of history (curieux). — OTTO HINTZE. Die Hohenzollern und ihr Werk (écrit sur l'invitation du gouvernement prussien). — J. SUNDWALL. Weströmische Studien (érudition parfois sommaire). — Monumenta Germaniæ historica, Poetarum Latinorum mediæ ævi tomi IV pars II, 1, hrg. von K. Strecker (précieuse édition de textes jusqu'ici dispersés). — Deutschrechtliche Beiträge, hrg. von Konrad Beyerle (recueil

d'articles). — *Rudolph Wachernagel*. Geschichte der Stadt Basel; 2 Bd., 1 Teil (excellent). — *Olga Dobiache Rodjestvensky*. La vie paroissiale en France au XIII^e siècle d'après les actes épiscopaux (ignorance totale des travaux allemands; œuvre plus littéraire que pénétrante). — Documenti delle relazioni tra Carlo I d'Angiò e la Toscana, editi par cura di *Sergio Terlizzi*; parte I (importants documents, la plupart inédits). — *Spiridione Gopcevic*. Geschichte von Montenegro und Albanien (confus et sans critique). — *C. F. Lehmann-Haupt*. Armenien einst und jetzt, Reisen und Forschungen (abondante moisson de documents ethnographiques et linguistiques). — *Kurt Simon*. Spanien und Portugal, als See- und Kolonialmächte (constructions fantaisistes). — N^o 3. Georg von BELOW. Les causes de la Réforme (elles sont essentiellement religieuses. Ce ne sont pas les vices de l'Église ni les conditions politiques ou sociales qui expliquent Luther, mais le développement de sa vie intérieure sous la triple influence de la mystique du moyen âge, de la scolastique et de l'humanisme). — *Heinrich ULMANN*. Sur l'origine de la note des vingt-neuf petits États, du 16 novembre 1814 (au Congrès de Vienne, les représentants des petites cours, exclus de la discussion sur la constitution de l'Allemagne et inquiets des projets avoués de la Prusse, se concertent pour une action commune qui aboutit à la note du 16 novembre. A côté de Gagern, le baron de Türckheim, représentant de la Hesse-Darmstadt, joua dans leurs discussions un rôle important; ce sont ses rapports, extraits des archives de Darmstadt, qui sont utilisés ici. En appendice, un projet de pacte d'amitié entre les vingt-neuf États, non ratifié). — *Carl NEUMANN*. Zur Theorie der Geschichte und Kunstgeschichte (à propos du livre de *Hans Tietze*, Die Methode der Kunstgeschichte). — C.-rendus : *Emil Hammacher*. Hauptfragen der modernen Kultur (n'a qu'une valeur documentaire). — *E. Berteaux*. Études d'histoire et d'art (idées contestables, rien de nouveau). — *J. G. van Dillen*. Het economisch Karakter der middeleeuwschen stad. I. De theorie der gesloten stad-huishouding (connaissance approfondie du sujet; remarquable). — *E. P. Reimann*. Das Tabaksmonopol Friedrichs des Grossen (instructif). — *Bernhard Rosenmöller*. Schulenburg-Kehnert unter Friedrich dem Grossen (purement biographique). — Origines diplomatiques de la guerre de 1870; vol. I à IX (œuvre de bonne foi, malgré des lacunes inévitables). — *Hans Barth*. Bibliographie der Schweizer Geschichte. Bd. I-III (utile). — *H. Wartmann*. B. Zollikofers und D. Studers Gesandtschaftsberichte 1608-1609 und 1634-1635 (suite d'une importante publication). — *Hans Gerhard Ringeling*. Pragmatismus in Edward Gibbons Geschichte vom Verfall und Untergang des römischen Reiches (dissertation sans intérêt). — T. CXVII, 1917, n^o 1. *Karl Johannes NEUMANN*. Les États clients de Rome (Rome s'inspirait uniquement de considérations pratiques pour transformer les pays conquis en provinces ou les laisser à des rois clients). — *Adolf BAUER*. Le coup d'État d'Octave en 32 av. J.-C.

(soutient contre Mommsen que les pouvoirs de triumvir conférés à Octave en 43 expiraient au 1^{er} janvier 32 et que c'est en violation de la loi qu'il les conserva). — S. HELLMANN. La France et l'Égypte, de Leibniz jusqu'à Napoléon (passe en revue les divers écrivains ou hommes d'État qui au XVIII^e siècle ont pensé à établir la France en Égypte; retient surtout les noms de l'ambassadeur Saint-Priest et de Magallon). — Friedrich MEINECKE. Les « Considérations sur l'état présent du corps politique de l'Europe » du kronprinz Frédéric (quand l'auteur rédigea cet écrit, à la fin de 1737, c'était à l'adresse des princes allemands; il voulait les avertir des dangers d'un rapprochement avec la France et l'Autriche, au moment où dans l'affaire de Berg et de Juliers la politique franco-autrichienne cherchait à gagner certains d'entre eux pour faire pièce à la Prusse. Quelques mois après, quand il connut l'adhésion des puissances maritimes, Angleterre et Hollande, à l'intrigue antiprussienne, il dut remanier, mais incomplètement, son œuvre, dans l'idée d'agir sur l'opinion de ces deux pays). = C. rendus : Biographisches Jahrbuch und Deutscher Nekrolog, hrg. von Anton Bettelheim. — Alfred Stern. Reden, Vorträge und Abhandlungen (quelques morceaux inédits). — N. Jorga. Notes et extraits pour servir à l'histoire des Croisades au XV^e siècle; 4^e et 5^e séries (important; nombreuses erreurs dans la transcription des noms propres et dans la datation). — M. Springer. Die Coccegische Justizreform (œuvre d'un débutant; les conclusions, conformes à l'opinion admise, sont discutables). — Ernst Freiherr von Plener. Erinnerungen. 1 Bd. Jugend (instructifs mémoires d'un attaché autrichien à Paris et à Londres de 1865 à 1873). — François Charles-Roux. Alexandre II, Gortschakoff et Napoléon III (peu de nouveau). — Sophie Charlotte von Sell. Fürst Bismarcks Frau (quelques lettres inédites de la princesse; à part cela ouvrage de seconde main). — Fürst von Bülow. Deutsche Politik (livre d'un homme d'État qui défend son œuvre et en tire des leçons pour l'avenir; on ne souscrira pas sans réserves à cette apologie, notamment en ce qui concerne la politique marocaine). — Januarius Pater. Die bischöfliche visitatio liminum sanctorum apostolorum. Eine historisch-kanonistische Studie (complément nécessaire au travail de Sägmüller; le ton n'est pas toujours d'un historien). — Beati Petri Canisii, S. J., epistolæ et acta, collegit et adnotationibus illustravit Otto Braunsberger. Volumen VI : 1567-1571 (important). — Hans Hirsch. Die Klosterimmunität seit dem Investiturstreit. Heinrich Pauen. Die Klostergrundherrschaft Heisterbach. Studien zur Geschichte ihrer Wirtschaft, Verwaltung und Verfassung (contributions utiles à l'histoire politique et économique). — Alex. Schnütgen. Das Elsass und die Erneuerung des katholischen Lebens in Deutschland von 1814 bis 1848 (abondante documentation, empruntée notamment aux archives pontificales). — Zur Jahrhundertfeier der Vereinigung der Rheinlande mit Preussen. Eine Denkschrift herausgegeben im Auftrage eines Kreises rheini-

scher-Freunde von *Jul. Bachem* (mémoires de plusieurs auteurs représentant tous, à des degrés divers, le point de vue catholique). — *Walter Sohm*. Territorium und Reformation in der Hessischen Geschichte 1526 bis 1555 (remarquable; il manque seulement une table). — *Wilhelm Kratz*. Landgraf Ernst von Hessen-Rheinfeld und die deutschen Jesuiten (pas toujours impartial). — *Wilhelm Rothert*. Im alten Königreich Hannover, 1814-1866 (quarante-trois biographies de Hanovriens). — *Julius Richter*. Das Erziehungswesen am Hofe der Wettiner Albertinischen Hauptlinie (bonne utilisation des archives saxonnes). — *Paul Wappler*. Die Täuferbewegung in Thüringen von 1526 bis 1584 (forte documentation d'archives; trop purement narratif; pas de jugements d'ensemble). — *Rudolph Sieghart*. Zolltrennung und Zolleinheit. Die Geschichte der österreichisch-ungarischen Zwischenzolllinie (œuvre estimable due à un spécialiste de l'administration financière). — *Joseph Lampel*. Quellen zur Geschichte der Stadt Wien; Bd. 8 (la troisième partie laisse à désirer). — *Edmond Esmonin*. La taille en Normandie au temps de Colbert, 1661-1683 (instructif). — *Franz Guttman*. Das französische Geldwesen im Kriege 1870-1878 (pénible à lire à cause de l'abus des termes techniques). — *Veit Valentin*. Kolonialgeschichte der Neuzeit (bon essai d'ensemble). — *Kurt Wolzendorff*. Der Gedanke des Volksheeres im deutschen Staatsrecht (bref et suggestif aperçu). — *G. Lehmann*. Die Ritter des Ordens « Pour le Mérite » (historique de l'ordre et catalogue de tous ceux qui l'ont reçu). — *W. von Unger*. Gneisenau (peu de nouveau; étude surtout militaire). — *J. L. Pagels*. Einführung in die Geschichte der Medizin. In zweiter Auflage hrg. von *K. Sudhoff* (très instructif). — *Fr. von Müller*. Spekulation und Mystik in der Heilkunde (bonne dissertation). = N° 2. *Walter Otto*. Les Hittites (à propos du livre d'Eduard Meyer : « Reich und Kultur der Chetiter. » Étude critique des problèmes posés par les découvertes récentes de Bogazkoi et de Karkemisch. Par leur type physique, les Hittites paraissent apparentés aux peuples anciens de l'Asie Mineure (Kleinasiaten) avec lesquels on les englobe généralement, et à tort, sous la même dénomination. L'étude de leur langue, à laquelle se consacre *Fr. Hrosny*, révèle par contre une parenté indo-européenne : il faut réserver son jugement et attendre. *Meyer* fait arriver les Hittites en Asie par le Caucase, *Hrosny* par le Bosphore; certaines analogies entre leurs procédés de construction et ceux de la seconde Troie sont en faveur de la seconde hypothèse. Les limites de leur extension ne peuvent être tracées avec certitude tant qu'on ne saura pas reconnaître les caractères distinctifs des monuments proprement hittites. Leur premier État important en Asie Mineure date d'entre 2000 et 1500, le grand empire hittite de 1400 environ. Des peuples venus du Nord mettent fin à leur puissance vers l'an 1200. Leur civilisation pose le même problème que

leurs origines : les caractères indo-européens sont-ils ou non prédominants?). — Max BÄR. Une description inconnue de la Russie par Heinrich von Staden (analyse, accompagnée de nombreux extraits, d'un manuscrit tiré des archives de Hanovre, écrit par un Allemand qui vécut en Russie de 1558 à 1572, puis fut chargé de missions par le comte palatin Georges-Jean. C'est pour servir les plans de ce comte contre la Russie qu'il adressa à l'empereur un mémoire où, faisant état de sa connaissance des choses russes, il préconisait une guerre de conquête à l'Est et en indiquait les moyens). — G. WEISE. L'archéologie du moyen âge primitif; publications de l'année 1914 (revue bibliographique). — C.-rendus : M. Hoernes. Urgeschichte der bildenden Kunst in Europa von den Anfängen bis um 500 v. Chr.; 2^e Auflage (livre excellent à tous égards, presque complètement refait depuis la première édition). — Otto Hirschfeld. Kleine Schriften (recueil d'articles, dont le plus important traite du culte des empereurs romains). — Bruno Archibald Fuchs. Der Geist der bürgerlich-kapitalistischen Gesellschaft. Eine Untersuchung über seine Grundlagen und Voraussetzungen (traite surtout du rôle et de l'esprit du christianisme; intéressant, trop systématique). — Ludwig Hauff. Die unterseeische Schifffahrt erfunden und ausgeführt von W. Bauer (réédition d'une brochure parue en 1859 décrivant le premier sous-marin inventé en Allemagne). — Die Elementereignisse vom Beginn unserer Zeitrechnung bis zum Jahre 900. Gesammelt und mit Erläuterungen versehen von Jacob Weiss (premier volume d'une collection où seront relatés, avec indication des sources, tous les phénomènes naturels, physiques, géographiques, atmosphériques, etc., dont le souvenir a été conservé en pays allemand). — Gunther Roeder. Urkunden zur Religion des alten Agyptens (recueil de documents avec une bonne introduction). — Theodor Gottlieb. Mittelalterliche Bibliothekskataloge Oesterreichs. 1 Bd. Niederösterreich (très bon). — Hans E. Rohde. Der Kampf um Sizilien in den Jahren 1291-1302 (instructif travail où ont été utilisées les archives de Paris et de Barcelone). — Hermann Joseph Kirsch. Die Fugger und der Schmalkaldische Krieg (forte documentation; a cependant négligé certaines sources imprimées très importantes). — Pierre Marc. Au seuil du 17 octobre 1905. Historique du mouvement des esprits en Russie de 1899 au 17 octobre 1905 (étude d'une série de questions plutôt que d'une évolution des idées; au surplus bien documentée). — Karl Mehrmann. Der diplomatische Krieg in Vorderasien, unter besonderer Berücksichtigung der Bagdadbahn (le côté économique et financier est négligé). — Politische Korrespondenz Karl Friedrichs von Baden, hrsg. von B. Erdmannsdörffer und K. Obser. Ergänzungsband, 1783-1806 (dernier volume d'une précieuse publication). — Heinrich Schrohe. Mainz in seinen Beziehungen zu den deutschen Königen und den Erzbischöfen der Stadt bis zum Untergange der Stadtfreiheit 1462 (des matériaux utiles;

mais le sujet n'est pas dominé). — *Fritz Hartung*. Deutsche Verfassungsgeschichte vom 15. Jahrhundert bis zur Gegenwart (excellent manuel, clair et concis). — Deutsche Dialektgeographie. Berichte und Studien über Wenckers Sprachatlas des deutschen Reichs, hrg. von *F. Wrede*. Hefte 4 und 8 (très érudit). — *Hermann Petrich*. Paul Gerhardt. Ein Beitrag zur Geschichte des deutschen Geistes (excellente biographie littéraire). — Die Matrikel der Universität Rostock, hrg. von *Adolf Hofmeister*; Bd. V., bearb. von *Ernst Schäfer*. — Die Matrikel der Universität Dillingen, hrg. von *Thomas Specht*. Registerband, bearb. von *Alfred Schröder*; Lief. 17. — Von Kieler Professoren. Briefe aus drei Jahrhunderten zur Geschichte der Universität Kiel, hrg. von *M. Liepmann* (lettres, entre autres, de Dahlmann, de Waitz, de Droysen). — Baltische Studien zur Archäologie und Geschichte. Arbeiten des Baltischen vorbereitenden Komitees für den XVI archäologischen Kongress in Pleskau (série d'études luxueusement éditées). — *Eduard Meyer*. England. Seine staatliche und politische Entwicklung und der Krieg gegen Deutschland. Volksausgabe (l'intention patriotique de l'auteur le fait parfois manquer de sérénité et de clairvoyance). = N° 3. *Karl Johannes Neumann*. Des périodes dans l'histoire de l'empire romain (propose deux grandes périodes principales : 1° d'Auguste à Antonin le Pieux, période de grandeur; 2° d'Antonin à Constantin le Grand, décadence, ruine, puis régénération de l'empire. L'époque proprement romaine est close par la victoire du christianisme). — *Walter Möllenbergs*. Eike von Repgow. Essai (recherche ce qu'on peut savoir sur l'auteur mal connu du « Miroir des Saxons » et de la « Chronique saxonne »; ce ne serait point un ecclésiastique, mais un laïque, un homme vivant dans la compagnie des grands; des documents le nomment *vir illustris* ou *nobilis*). — *Heinrich Marczali*. *Vitam et sanguinem!* (explique le revirement des Hongrois en faveur du monarque commun lors de l'avènement de Marie-Thérèse. La formule de loyalisme — *vitam et sanguinem profundere* — employée dans la séance mémorable du 11 septembre 1741 à Presbourg, se trouve déjà dans une adresse de la noblesse hongroise à la reine du 18 juin et dans la réponse de la diète au discours du trône, le 21 juin). — *Eduard Wilhelm Mayer*. Expériences et idées politiques de Theodor von Schön après 1815 (surtout pendant les années où il administra la Prusse orientale comme Oberpräsident; une partie des papiers utilisés sont inédits). — *Walter Otto*. Du nouveau sur la question des Hittites (à propos du livre d'*Ernst Weidner*: Studien zur hethitischen Sprachwissenschaft, 1 Teil. Contrairement à Hrozný, Weidner voit dans la langue hittite une langue caucasienne (altkaukasisch). Otto estime que cela confirme son hypothèse d'un peuple mélangé et d'une langue mixte). = C. rendus: *H. Maier*. Sokrates. Sein Werk und seine geschichtliche Stellung (interprétation originale, mais très contestable; la figure de Socrate est modernisée). — *Georg Grupp*. Kulturgeschichte des Mittelalters;

4 Bd. (nouvelle édition, aussi insuffisante que la première; l'auteur n'est pas à la taille de son œuvre). — *Hansisches Urkundenbuch*. 11 Bd. : 1486-1500. Bearbeitet von *Walter Stein* (bon). — *Vatikanische Quellen zur Geschichte der päpstlichen Hof- und Finanzverwaltung, 1316-1376*. 2 Bd. Die Ausgaben der Apostolischen Kammer unter *Johann XXII* nebst den Jahresbilanzen von 1316-1375, hrg. von *K. H. Schäfer* (précieux pour l'histoire économique). — *Christian Friedrich Weiser*. Shaftesbury und das deutsche Geistesleben (un peu confus, mais plein d'intérêt). — *Erich Marks*. Otto von Bismarck. Ein Lebensbild (alerte biographie). — *Otto Baumgarten*. Bismarcks Glaube (œuvre d'un théologien, novice en histoire). — *Acta et epistolæ relationum Transylvaniae Hungariaeque cum Moldavia et Valachia*; collegit et edidit *D. Andreas Veress*. T. I : 1468-1540 (très bon). — *Albany F. Major*. Early wars of Wessex, being studies from England's school of arms in the West (très médiocre). — *Felix Salomon*. Der britische Imperialismus. Ein geschichtlicher Ueberblick über den Werdegang des britischen Reiches vom Mittelalter bis zur Gegenwart (vral livre d'histoire; objectif et bien informé). — *Friedrich Brie*. Imperialistische Strömungen in der englischen Litteratur (capital pour l'histoire de l'impérialisme).

CHRONIQUE.

France. — Un très laborieux érudit bourguignon, M. Ernest PETIT (de Vausse), est mort le 15 juillet dernier. On lui doit une *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne* (9 vol., 1885-1905) qui lui valut le premier prix Gobert, et la suite, dont le tome I seul a paru sous le titre *Ducs de Bourgogne de la maison des Valois. I, 1^{re} partie : Philippe le Hardi, 1363-1380* (1909); *l'Itinéraire de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur, ducs de Bourgogne, 1363-1419, d'après les comptes de dépense de leur hôtel* (collection des « Documents inédits », 1888), et divers itinéraires analogues publiés dans le Bulletin du Comité des travaux historiques sous le titre de *Séjours de Jean II, 1350-1356* (1896), de *Charles V, 1364-1380* (1893), de *Charles VI, 1380-1400* (1893), de *Charles VIII, 1483-1498* (1896); une biographie du *Maréchal de Noyers, grand bouteiller de France, 1291-1350* (1874); une étude sur le *Tonnerrois sous Charles VI et la Bourgogne sous Jean sans Peur* (1892); un inventaire de la *Collection de Bourgogne à la Bibliothèque nationale* (1896), etc. — Ch. B.

— La mort de M. Charles BAYET nous a douloureusement surpris au milieu du mois de septembre dernier. Il était né en Belgique, à Liège, le 25 mai 1849; mais il se fit naturaliser Français et il eut, pour obtenir ce titre, le meilleur argument à invoquer : entré à l'École normale supérieure, après de brillantes études secondaires, dans la promotion de 1868, il y fut surpris par la guerre de 1870; il s'engagea, se battit et gagna le grade de sous-lieutenant au 6^e bataillon de la légion étrangère. Il acheva le cours des études à l'École normale après la suspension des hostilités, conquist le titre d'agrégé d'histoire et, le 1^{er} octobre 1873, il était nommé membre de l'École française d'Athènes avec ses camarades de promotion, Maxime Collignon et Gustave Bloch. Un décret venait d'être rendu, portant que les membres de l'École d'Athènes devaient, avant de se rendre en Grèce, séjourner une année en Italie, recevoir l'hospitalité à la villa Médicis et suivre à Rome un cours d'archéologie selon un programme arrêté par l'Académie des inscriptions et belles-lettres. Albert Dumont fut chargé de ce cours et nos trois jeunes gens le retrouveront en 1875 à la tête de l'École d'Athènes. Dès son séjour à Rome, M. Bayet commença la série de ses voyages archéologiques; accompagné de l'abbé Duchesne, il visita le mont Athos et Salonique de février à juin 1874, au moment même où l'on démolissait les remparts de la ville basse, et nos voyageurs purent sauver de la destruction un grand

nombre de textes. Au mont Athos et à Salonique, où dominent les souvenirs byzantins en même temps que les antiquités classiques, Bayet étudiait les mosaïques et les peintures des églises; il découvrit ainsi le champ d'études dans lequel il allait s'engager. Le compte-rendu de cette *Mission au mont Athos*, dû à la collaboration des deux explorateurs, est une œuvre solide, très intéressante; bientôt M. l'abbé Duchesne concentrera ses études sur la Rome papale et sur l'histoire générale de l'Eglise, tandis que M. Bayet deviendra avant tout un historien de la civilisation byzantine. A la sortie de l'Ecole d'Athènes, M. Bayet fut chargé, à la Faculté des lettres de Lyon, d'un enseignement des antiquités chrétiennes et c'est là qu'il acheva la préparation de ses deux thèses de doctorat, soutenues en 1879 : *De titulis Atticae christianis antiquissimis commentatio historica et epigraphica* et *Recherches pour servir à l'histoire de la peinture et de la sculpture chrétiennes en Orient avant la querelle des iconoclastes*. Un peu plus tard (1883) il publia, dans la *Bibliothèque de l'enseignement des beaux-arts*, un joli volume sur *l'Art byzantin*. Dans ces deux derniers ouvrages, il a réuni et coordonné des éléments épars qu'il avait découverts au cours de ses voyages; il a su débrouiller la question des origines, comprendre et faire comprendre le charme spécial de cet art si injustement négligé, comparer les monuments de l'Orient à ceux de l'Occident. Depuis, des matériaux nouveaux ont été mis à jour et des œuvres plus approfondies ont paru sur l'art byzantin; mais le mérite de M. Bayet est d'avoir établi des principes sur lesquels se sont appuyés les auteurs des plus récentes études. Il a été un initiateur.

On créa bientôt pour lui à la Faculté de Lyon une chaire d'archéologie et d'histoire du moyen âge; il l'honora grandement. Il étudia avec ses élèves les grandes questions qui étaient inscrites comme thèses au programme d'agrégation et qu'il possédait à fond quand il venait siéger parmi les juges du concours. De ces études sont sortis des articles très étudiés que la *Revue historique* a eu l'avantage de publier. Citons parmi eux : *Y a-t-il eu des états généraux en 1313?* (*Rev. histor.*, t. XVII, p. 327); *Remarques sur le caractère et les conséquences du voyage d'Étienne III en France* (t. XX, p. 88); *les Élections pontificales sous les Carolingiens au VIII^e et au IX^e siècle* (t. XXIV, p. 49). En même temps, il donnait dans l'*Annuaire de la Faculté des lettres de Lyon* d'autres travaux sur l'époque carolingienne : *l'Élection de Léon III. La révolte des Romains en 799* (t. I, 1883); *la Fausse donation de Constantin* (t. II, 1884). Sous sa direction, trois de ses élèves, MM. Bardot, Pouzet et Breyton, ont rédigé trois très bonnes études parues sous le titre de *Mélanges carolingiens* dans la *Bibliothèque* de la même Faculté (1890). Mentionnons pour mémoire ses nombreux comptes-rendus dans la *Revue critique* et dans notre *Revue*. En même temps qu'à l'Université, il enseignait à l'École nationale des beaux-arts, et à cet enseignement se

rattachent son joli *Précis de l'histoire de l'art*, chez Quentin, en 1886; son *Précis élémentaire d'histoire de l'art* (1893) pour l'enseignement secondaire des jeunes filles et son étude sur *Giotto*, qu'il donna en 1907 dans la collection « les Maîtres de l'art ».

Son séjour à Lyon a été la période scientifique de son existence; il le quitta en 1891 pour entrer dans l'administration; il fut nommé recteur à Lille et, quelque temps après, directeur de l'enseignement primaire, puis, quand M. Liard eut été appelé à la tête de l'Académie de Paris (1912), directeur de l'enseignement supérieur. Il se donna tout entier à ces fonctions qu'il remplit avec une rare conscience, ayant le sentiment très vif de son devoir, bon et indulgent à ses subordonnés, mais sachant, quand il était nécessaire, lui le timide, montrer une ferme énergie. Mais, au milieu de ses préoccupations administratives, il regrettait ses livres, ses recherches historiques, son enseignement. Toutefois, en 1903, il rédigea pour l'*Histoire de France* de M. Lavissee quelques chapitres sur le christianisme en Gaule, sur les invasions des barbares, sur l'Église et sur la civilisation franques à l'époque mérovingienne, et il est sans doute dommage qu'il n'ait pas eu le loisir nécessaire pour écrire entièrement le volume sur les Mérovingiens et les Carolingiens.

Au mois de juillet 1914, Bayet se décida à demander sa retraite. Il espérait consacrer la fin de son existence à quelque savant travail. Quelques jours après qu'eut paru le décret qui le rendait libre éclatait la guerre. Alors on vit ce beau spectacle : Bayet, l'ancien sous-lieutenant de 1870-1871, s'engagea, reprit son grade, fut nommé bientôt lieutenant; il combattit avec ses fils dans les tranchées autour de Pont-à-Mousson. Il fit ensuite partie de l'armée d'Orient, séjourna à Salonique qu'il avait explorée alors qu'il était membre de l'École d'Athènes. Il eut la profonde douleur de perdre l'un de ses fils, puis il ne supporta pas les fatigues de la campagne; il dut se faire évacuer; quand le vaisseau l'emporta des rivages de la Macédoine sur les bords de notre Côte d'Azur, il était bien malade. Il est mort à Toulon à l'hôpital Saint-Mandrier, soldat de la France à l'âge de soixante-neuf ans.

C. PF.

— M. Alexandre TUETEV, qui vient de mourir le 4 août 1918, était né à Saint-Petersbourg le 11 septembre 1842. Il était d'origine montbéliardaise et c'est à cette région de l'Est que se rapportent ses premiers travaux : *De l'affranchissement des communes de Franche-Comté* (thèse de sortie de l'École des chartes, 1863); *Étude sur le droit municipal au XIII^e et au XIV^e siècle en Franche-Comté et en particulier à Montbéliard* (1864); *les Écorcheurs sous Charles VII* (2 vol., 1874); *les Allemands en France et l'invasion du comté de Montbéliard par les Lorrains, 1537-1588* (1883); *la Sorcellerie dans le pays de Montbéliard au XVII^e siècle*, d'après des documents inédits (1886). Archiviste aux Archives de l'Empire depuis 1864, il ne quitta plus ce grand établissement où il franchit

successivement les différents degrés de la hiérarchie jusqu'à devenir chef de section, ou, comme on dit aujourd'hui, conservateur, et il fut un archiviste modèle; les registres du Parlement, ceux du Châtelet, d'une lecture souvent si difficile, n'eurent bientôt plus de secrets pour lui. On lui doit *l'Inventaire de la série C*, contenant les papiers des assemblées de la Révolution; *l'Inventaire analytique des livres de couleur et bannières du Châtelet de Paris* (2 fasc., 1899, 1907); *l'Inventaire des registres des insinuations du Châtelet de Paris*, règnes de François I^{er} et de Henri II (en collaboration avec E. Campardon, 1906); un recueil de *Testaments enregistrés au Parlement de Paris sous le règne de Charles VI* comprenant 236 documents annotés au moyen de pièces d'archives (collection des « Documents inédits », 1880). Pour la « Société de l'histoire de Paris », il a édité le *Journal d'un bourgeois de Paris, 1405-1449* (il a cru pouvoir identifier ce bourgeois avec Jean Chuffart, chanoine de Notre-Dame, 1881), et un bref *Journal parisien des années 1412 et 1413*, œuvre anonyme d'un bourgeois hostile aux Armagnacs (1917); à la « Société de l'histoire de France », il a donné l'important *Journal de Clément de Fauquembergue, greffier du Parlement de Paris*, trois volumes publiés avec la collaboration de M. Henri Lacaille (1903-1915). Pour les *Registres des délibérations du bureau de la Ville de Paris*, qui figurent dans la collection des « Livres verts », il a édité les tomes II, 1527-1539 (1886); V, 1558-1567 (1892), et XI, 1594-1598 (1902). On lui doit en outre une œuvre bibliographique considérable : le *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, onze volumes (1890-1914). Ch. B.

— M. Ernest DUPUY, inspecteur général honoraire de l'instruction publique, est mort le 5 septembre 1918 après une longue et douloureuse maladie. Il était né à Lectoure le 20 février 1849. Professeur agrégé des lettres à sa sortie de l'École normale supérieure, il occupa la classe de rhétorique dans divers lycées de province, puis à Paris, au lycée Henri IV, où il fut collègue de son ancien camarade Chantavoine, que l'Université a perdu aussi il y a quelques mois. Après avoir été chef de cabinet d'E. Lockroy, ministre de l'Instruction publique (1888-1889), il devint inspecteur de l'Académie de Paris (1890), puis inspecteur général (1895) et, dans ces fonctions délicates, il a laissé un renom particulier de conscience, de droiture et de courtoisie. Esprit fin, âme sensible, il a touché à la poésie (*les Parques*, 1883; *Poèmes*, 1907), mais c'est surtout l'histoire littéraire qui l'attira et qui fut la joie de ses dernières années. Outre un volume d'essais sur Gogol, Tourguénief et Tolstoï (*les Grands maîtres de la littérature russe*, 1884), on lui doit de charmants volumes sur Victor Hugo et Alfred de Vigny (entre autres la *Jeunesse des romantiques*, 1907). Les érudits se rappelleront son étude sur Bernard Palissy; *l'homme, l'artiste, le savant* (1894) et l'édition critique qu'il a donnée du *Paradoxe sur le Comédien* (1902). Cet ouvrage figure, comme on sait, parmi les œuvres

de Denis Diderot; Dupuy crut pouvoir en attribuer la paternité à Naigeon, accommodant à sa façon deux lettres de Diderot sur l'art dramatique qui se trouvent dans la correspondance de Grimm. Si cette attribution a été contestée, il n'en reste pas moins que la mémoire de Naigeon est désormais fortement discréditée. Pour les lettres comme pour ses amis, la mort d'Ernest Dupuy est une perte très douloureuse.

Ch. B.

— M. Auguste-Émile PICOT, membre libre de l'Académie des inscriptions et belles-lettres, est mort le 24 septembre 1918. Il était né à Paris le 13 septembre 1844. Licencié en droit en 1863, il se fit inscrire au tableau des avocats à la Cour d'appel en 1866, mais il ne plaida point. Secrétaire (1866-1867) du prince Charles de Hohenzollern, qui devait être plus tard le roi Carol I^{er} de Roumanie, il quitta ces fonctions pour entrer dans le service consulaire. Agent vice-consul de France à Hermannstadt, où il ne fut pas installé (1868), puis à Temesvar (1869), ville de Hongrie placée sur la limite même des langues serbe et roumaine, il apprit à connaître, non seulement ces langues, mais la littérature et l'histoire de régions alors mal connues, sinon méprisées, de l'Europe occidentale, et il a été parmi nous un des précurseurs les mieux renseignés de la renaissance roumaine. Rentré en France en 1870, il fut d'abord autorisé à faire un cours gratuit à l'École des langues orientales vivantes sur la langue roumaine; il y devint ensuite successivement chargé de cours (1881), puis professeur titulaire (1888). A cette branche de son activité se rapportent plusieurs ouvrages : *les Serbes de Hongrie* (sans nom d'auteur, 2 fasc., 1873, 1874), dont un bon juge a fait cet éloge : « Livre durable que l'on consulte toujours avec fruit et qui est indispensable à qui veut connaître les Yougoslaves » (E. Denis, *le Monde slave*, t. I, p. 966); *les Roumains de Macédoine* (1875); *Chronique de Moldavie depuis le milieu du XIV^e siècle jusqu'à l'an 1594* par G. Urechi, texte roumain avec une traduction française et des notes historiques (1878); *la Bessarabie; ses origines, son histoire, sa civilisation* (dans les « Mélanges de linguistique et d'anthropologie » publiés par Abel Hovelacque, Émile Picot et Julien Vinson, 1880); une biographie d'*Alexandre le Bon, prince de Moldavie, 1401-1433*, en collaboration avec Georges Bengesco (1882); une *Notice biographique et bibliographique sur Nicolas Spatar Milescu, ambassadeur du tsar Alexis Michajlovic en Chine* (« Mélanges orientaux publiés à l'occasion du sixième Congrès international des Orientalistes », 1883); un *Coup d'œil sur l'histoire de la typographie dans les pays roumains au XVI^e siècle* (1890); enfin un recueil de *Chants populaires des Roumains de Serbie* (1899). Les derniers ouvrages révèlent la passion d'Émile Picot pour la bibliographie, les littératures populaires et l'histoire littéraire. Passion à la fois de collectionneur et d'érudit. Formé aux bonnes méthodes par l'excellent Anatole de Montaiglon, il prodigua dans des travaux de bibliographie pure les trésors de ses

connaissances dans les langues et les littératures de l'Europe, à commencer par la France. On lui doit le *Catalogue des livres composant la bibliothèque de feu M. le baron James de Rothschild* (4 vol., 1884-1892; le t. V, en cours d'impression, contient un supplément, ainsi qu'une table générale alphabétique qui est entièrement rédigée et mise au point), le *Catalogue des livres rares et précieux, manuscrits et imprimés composant la bibliothèque de feu M. le comte de Lignerolles* (3 vol., 1894). Sur l'ancienne littérature française des *xv^e* et *xvi^e* siècles, il a constitué un répertoire comprenant près de 300,000 fiches qui, selon ses intentions formelles, a été déposé au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale. Pour son propre compte, il a édité les *Continueurs de Loret, 1665-1689*, recueil de 419 lettres historiques formé par James de Rothschild (1881-1899); les *Chants historiques français du XVI^e siècle*, tome I relatif aux règnes de Louis XII et de François I^{er} (1903, tirés à part de la « Revue d'histoire littéraire de la France »). Depuis quelques années, il avait entrepris de publier, en collaboration avec M. Paul Lacombe, un *Recueil de pièces historiques imprimées sous le règne de Louis XI*, reproduites en fac-similé, avec des notices bibliographiques et critiques. Ce recueil, dont l'exécution est assez avancée pour que l'un des auteurs puisse espérer le mener à bonne fin sans le secours de son éminent collaborateur, sera publié par la « Société des bibliophiles français », dont il était membre depuis 1898 et dont, à sa mort, il était président. Pour la « Société des anciens textes français », dont il était trésorier depuis de longues années, il publia avec Arthur Piaget les *Œuvres poétiques de Guillaume Alexis*, prieur de Bucy (3 vol., 1896-1908); il termina l'édition du *Mistère du Viel testament*, commencée par James de Rothschild (6 vol., 1878-1891); édita un *Recueil général des soties* (2 vol., 1904). Ce n'est pas tout encore : il poursuivit des recherches très étendues sur la question des rapports littéraires de la France et de l'Italie surtout au *xv^e* et au *xvi^e* siècle : les *Italiens en France au XVI^e siècle* (1902); les *Français italianisants au XVI^e siècle* (2 vol., 1906-1907); les *Professeurs et les étudiants de langue française à l'Université de Pavie au XV^e et au XVI^e siècle* (1915); la *Querelle des dames de Paris, de Rouen, de Milan et de Lyon au commencement du XVI^e siècle* (1917), édité dans le tome XLIV des *Mémoires de la Société de l'histoire de Paris*, etc.

Émile Picot avait, en 1905, acquis le château du Mesnil, près de Laigle (Orne), domaine patrimonial des Bérault; dans ses titres de propriété, il trouva les éléments d'une de ces notices où il excellait, pleine de renseignements inédits ou piquants, sur *Josias Bérault, continuateur de la coutume de Normandie* (1911). C'est dans ce château qu'il est mort après une brève maladie. Au moment où il avait pris sa retraite comme professeur à l'École des langues orientales, ses amis et élèves lui avaient offert deux volumes de *Mélanges*

(1913); en tête figure une bibliographie de ses travaux par son intime ami, M. Paul Lacombe; elle ne comprend pas moins de 221 numéros. Ce nombre atteste l'énorme labeur fourni par Émile Picot, mais il ne dit ni l'extrême variété des œuvres ni leur rare valeur, et ce qui vient d'être dit n'en donnera qu'une faible idée. Ch. B.

— Le 1^{er} octobre est mort M. Gaston MILHAUD, ancien élève de l'École normale, de la promotion de 1878. Il appartenait à la section des sciences et passa l'agrégation de mathématiques; mais il se prit un goût très vif pour la philosophie et l'histoire des sciences et soutint ses thèses de doctorat devant la Faculté des lettres de Paris (1894). Il fut appelé à la chaire de philosophie de l'Université de Montpellier, puis, en 1909, à la Sorbonne. Outre des ouvrages de philosophie que nous n'avons pas à mentionner ici, il publia des *Leçons sur les origines de la science grecque* (1893); un gros travail sur les *Philosophes géomètres de la Grèce : Platon et ses prédécesseurs* (1901), qui fut couronné par l'Académie des sciences morales et politiques; des *Études sur la pensée scientifique chez les Grecs et chez les modernes* (1906); des *Nouvelles études sur l'histoire de la pensée scientifique* (1911). Il estimait que les savants grecs du vi^e et du v^e siècle av. J.-C. ont élaboré les notions essentielles de la science moderne. Il était d'une nature délicate et charmante, et sa mort a causé de vifs regrets à ses collègues. Il était dans sa soixantième année. Ch. B.

— Nous apprenons la mort de Roger GLOTZ, décédé le 2 novembre dans sa vingt-huitième année. Il était licencié ès lettres et avait obtenu son diplôme d'études supérieures d'histoire et de géographie avec un excellent mémoire sur l'assemblée provinciale de Lorraine. Il était membre de l'École française du Caire. Nous adressons à son père, M. Gustave Glotz, notre collaborateur, nos condoléances émues. C. Pr.

— M^{lle} Marie BOBILLIER, plus connue sous le pseudonyme de Michel BRENET, vient de mourir à l'âge de soixante ans. Elle était née à Lunéville le 12 avril 1858. On lui doit sur l'histoire de la musique des ouvrages estimés et des documents inédits : *Histoire de la symphonie à orchestre depuis ses origines jusqu'à Beethoven inclus* (1882); *les Concerts en France sous l'ancien régime* (1900); des études bio-bibliographiques sur Sébastien de Brossard, prêtre, compositeur et bibliophile, 165.-1730 (1876), sur Claude Goudimel (1898); un livre sur la *Musique et les musiciens de la vieille France* (1911), où elle a réuni plusieurs écrits relatifs aux musiciens de Philippe le Hardi, à Jean de Ockeghem, maître de la chapelle des rois Charles VII et Louis XI, à Jacques Mauduit, aux origines de la musique descriptive; des essais biographiques sur Grétry (1884), Palestrina (1906), Haydn (1909), Hændel (1918), etc.

— L'Académie des sciences morales et politiques a récompensé sur

les fonds du prix Thorel les deux ouvrages de MM. HUVELIN : *la Deuxième guerre punique*, et Pierre VILLEY : *l'Influence de Montaigne sur les idées pédagogiques de Locke et de Rousseau*. Elle a décerné le prix Fréville à M. Joannès TRAMOND, pour son *Manuel d'histoire maritime de la France*.

— Signalons l'apparition, depuis le 25 mai 1918, de la *Revue France*, qui a été créée en plein bombardement de Paris. Elle se propose de publier des œuvres d'actualité dues à nos meilleurs écrivains français et, dans les numéros déjà parus, nous trouvons en effet les noms de Daniel Halévy, d'André Lichtenberger, de Benjamin Vallotton, du capitaine Christian Frogé. A côté d'eux, des écrivains appartenant aux nations alliées ou neutres exposent leurs vues sur les problèmes présents et font connaître leur réaction personnelle en face des réalités. La *Revue France*, pour se faire lire des Alliés comme des Français, pour être une vraie Revue d'action, paraît simultanément en deux éditions, anglaise et française, chez Berger-Levrault, 5-7, rue des Beaux-Arts, à Paris. Le prix de l'abonnement est de 20 fr. par an pour la France, de 24 fr. pour l'étranger. C. PF.

— *La Vie urbaine*, Revue de l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines de la Ville de Paris. — Cette Revue, créée à la suite d'une délibération du Conseil municipal en date du 26 décembre 1916, sera consacrée, comme l'Institut dont elle sera l'organe, à l'étude des conditions et des manifestations d'existence et de développement des villes en général et de Paris en particulier. Comme le porte le mémoire préfectoral du 21 novembre 1916, à la suite duquel a été fondé l'Institut d'histoire, de géographie et d'économie urbaines, cette cité « est arrivée à un point de sa croissance nécessitant une conception nouvelle de ce que doit être l'agglomération parisienne ». Le développement de la population, les progrès de la science et du bien-être, les divers problèmes que soulèvent les grandes villes parvenues à ce stade de leur évolution, joints à toutes les conséquences de la guerre actuelle, font de l'époque présente une grande date dans la longue vie de Paris, comme le fut le milieu du XIX^e siècle, qui vit s'effectuer la transformation moderne de cette cité. Or, l'Institut dont il s'agit et sa Revue ont été créés à l'effet d'aider à constituer pour ainsi dire la base sur laquelle doit s'élever ce nouveau Paris.

La Revue nouvelle prendra sa part du commun labeur qui fera la France de demain. Elle paraîtra à partir de 1919 à la Société des éditions Ernest Leroux, 28, rue Bonaparte, quatre fois par an, en fascicules d'environ huit feuilles in-8°, avec illustrations dans le texte et hors texte. Elle contiendra des articles de fond, des mélanges, des revues relatives à des points particuliers, enfin une chronique. Un fascicule distinct se rapportera chaque année à la bibliographie.

Danemark. — En une seule année, le Danemark a perdu trois de ses meilleurs historiens.

Anders THISET, qui, jusqu'en 1915, a rempli les fonctions d'archiviste aux Archives nationales, est décédé le 14 juillet 1917 à l'âge de soixante-sept ans. C'était un vrai maître dans plusieurs domaines de l'histoire et de ses sciences auxiliaires. Il a connu comme nul autre l'histoire de la noblesse danoise depuis le moyen âge jusqu'à nos jours. Il nous a donné de nombreuses et précieuses études généalogiques sur les familles nobles; il a publié, en collaboration avec Hiort-Lorenzen, un « Annuaire de la noblesse du Danemark » en trente volumes ornés de portraits et d'armoiries, avec de nombreux tableaux généalogiques, et il en a formé un recueil en neuf volumes (*Stamtavler over danske Adelsslægter*). Il a traité souvent des sujets de grande importance, ainsi la formation de la plus ancienne noblesse et les changements qu'elle a subis à la fin du moyen âge et sous le régime absolu, le nombre des familles nobles à diverses époques, leur position sociale et la portée de leurs privilèges. Il faut mentionner encore ses publications sur les sceaux du Danemark. Après le décès de Henry Petersen, il a continué l'œuvre de ce dernier sur les sceaux des nobles et publié un gros volume in-folio intitulé : *Danske adelige Sigiller fra det 15, 16 og 17 Aarhundrede* (1905). Henry Petersen avait préparé aussi un recueil de sceaux des rois danois et des princes qui leur étaient subordonnés; Thiset en avait à peu près terminé la publication quand la mort l'a frappé; ce volume vient de paraître avec le titre : *Danske kongelige Sigiller samt sønderjydske Hertugers og andre til Danmark knyttede Fyrsters Sigiller, 1085-1559* (1917). Nous devons aussi à Thiset l'édition de divers cadastres et registres du *xv^e* siècle et un grand nombre de biographies. Les érudits regretteront de ne pouvoir plus recourir à son savoir unique ni à la grande obligeance avec laquelle il le mettait à leur disposition.

A l'âge de quatre-vingts ans est mort le pasteur et prévôt honoraire Ludvig KOCH. La Faculté de théologie à l'Université de Copenhague avait, à propos du quatrième centenaire de la Réforme luthérienne en novembre 1917, résolu de lui décerner le titre de docteur honoraire en théologie, mais il mourut quelques jours auparavant, le 19 octobre. Koch a publié des ouvrages de valeur sur l'histoire de l'Église et de l'École en Danemark pendant les deux siècles derniers, un livre sur le roi Christian VI et plusieurs biographies d'hommes d'État (Schack-Rathlou, Ersted). Tous ces livres attestent une connaissance approfondie des besoins qui se manifestèrent à ces différentes époques et de l'esprit qui les anima. On y constate aussi un jugement sobre et sûr; l'auteur, qui n'est partisan ni du piétisme ni du rationalisme, en a vu les défauts d'un œil clairvoyant, mais il en a aussi reconnu les mérites.

Le 6 août 1918 est mort Camillus NYROP. Il naquit en 1843; fils d'un éminent fabricant d'instruments, il ne fut pas un artisan comme son père; mais on peut dire qu'il a consacré toute sa vie à l'industrie.

Non content de remplir en effet des fonctions administratives, de diriger des établissements industriels, il a élucidé, dans de nombreuses publications, l'histoire des métiers en Danemark : maçonnerie, charpente, orfèvrerie, etc., et cela d'une manière sans doute plus profonde et plus détaillée qu'il n'a été fait dans aucun autre pays; il a publié un important « Recueil des statuts de métier au moyen âge » (2 vol.); il a exposé comment se faisait l'instruction des artisans, commenté les usages et les procédés dont ils usèrent dans leurs organisations et montré le rapport de celles-ci avec le gouvernement à diverses époques; il a publié des biographies de nos grands industriels (Clasen, J.-E. Jacobsen, Carl Jacobsen) comme aussi de quelques marchands. Mais Nyrop ne s'est pas confiné dans la technique industrielle; dans la centaine de volumes qu'il a produits, il a fait œuvre aussi d'érudit connaissant admirablement les documents de nos archives; enfin il a bien su montrer les rapports de ses études spéciales avec les grandes questions des anciens âges ou du temps actuel, de même qu'avec la culture générale du peuple. — Joh. STP.

États-Unis. — *The pedagogical Seminary* de juin 1918 fournit quelques indications sur la bibliothèque de guerre organisée à l'Université américaine Clark. La collection comprend à l'heure actuelle 5,500 livres et brochures, 2,400 affiches et proclamations, 2,820 cartes et tableaux. L'Institut bibliographique américain s'est, d'autre part, préoccupé, dans sa réunion de février dernier, d'établir à Washington une bibliothèque-musée nationale de guerre et il paraît que cette idée a été favorablement accueillie par le président Wilson. G. BN.

Grande-Bretagne. — L'énigme de Shakespeare a tenté M. Abel LEFRANC, professeur au Collège de France; il croit l'avoir résolue. Appliquant à Shakespeare la méthode féconde qui lui a déjà si bien réussi pour Rabelais, et qui consiste simplement à demander aux œuvres d'un écrivain célèbre le secret de ses pensées et de sa vie, il croit être en mesure de démontrer que le théâtre shakespearien a été composé par William Stanley, sixième comte de Derby. Appuyée sur un grand nombre de rapprochements ingénieux et de surprenantes constatations, cette thèse ne peut manquer d'exciter l'attention des érudits et de passionner le grand public. Le tome I, qui vient de paraître (Paris, Payot : *Sous le masque de William Shakespeare, William Stanley, VI^e comte de Derby*, in-8°, xvi-355 p.; prix : 6 fr.), sera très prochainement suivi du tome II.

Italie. — Le décret du 16 février 1918, rendu sur la proposition du ministre des Transports, M. Bianchi, institue un concours à l'effet de célébrer le premier centenaire de la navigation à vapeur en Italie. C'est en effet le 27 septembre 1818 que, pour la première fois, Marseille et Naples furent unies par un service régulier à vapeur au moyen du *Ferdinando I*. Le sujet du concours est l'histoire de la marine napolitaine de 1818 à 1860. G. BN.

— La *Società Reale* de Naples a ouvert un concours pour le prix

quinquennal 1918-1922 sur ce sujet : « La pensée politique napolitaine dans ses diverses phases et manifestations du début du XVIII^e siècle jusqu'à la fin du royaume (1860). » Les mémoires peuvent être écrits en italien, en latin ou en français et adressés à la Société avant la fin de février 1923. Le montant du prix est de 3,500 l. D'autre part, à l'occasion du sixième centenaire de la mort de Dante, elle ouvre un autre concours sur la « philosophie politique de Dante dans la *De monarchia* ». G. BN.

— On signale l'apparition en Italie de trois revues d'un caractère très général et qui peuvent remédier aux défauts d'une culture nationale trop régionalisée. La première, trimestrielle, est l'*Intesa intellettuale*, éditée par Zanichelli à Bologne et qui a pour but de coopérer au rapprochement intellectuel des pays de l'Entente. La seconde, intitulée *I libri d'oggi*, est éditée par Treves frères à Milan et, comme la troisième, l'*Italia che scrive*, publiée par Formiggini à Rome, a un caractère spécialement bibliographique.

Signalons à cette occasion l'heureuse transformation de la *Rivista d'Italia*, devenue un organe d'un intérêt très général et où le jeune historien M. P. Silva tient la rubrique historique. La *Rassegna d'Italia*, dirigée par M. Tommaso Sillani, défend une partie du programme revendiqué depuis quelques années par la *Vita italiana* de Preziosi. La *Rivista di Milano*, dirigée par MM. P. Nobile et A. Raimondi, voudrait être le *Mercure de France* de la péninsule. Il faut rapprocher de cette dernière publication le *Bollettino municipale* de Milan, fondé en 1917, et où deux rubriques intéressent les historiens (*Rievocazioni storiche*; *Musei ed archivi municipali*). Nous mentionnerons en outre la *Columbia, rivista italo-spagnola e italico-ispano-americana*, publiée par la Société d'éditions Dante Alighieri.

En dehors de ces revues d'un caractère général, nous noterons la résurrection du *Bollettino storico per la provincia di Novara*; la création d'un *Archivio storico pratese*, organe de la « Società pratese di storia patria »; du *Museum*, bulletin de la bibliothèque et du musée de la république de Saint-Marin; du *Bollettino della Società piemontese di archeologia e belle arti*; de l'*Archivum Romanicum*; du *Bollettino della Società calabria di storia patria*. Ce mouvement indique assez le goût des Italiens pour les études historiques qui se révèle également dans la fondation ou dans les projets de fondation de sociétés historiques nouvelles à Savone, à Reggio de Calabre, à Lecce, à Naples pour la Basilicate et les Calabres. Avec plus d'un érudit italien, nous regretterons cependant la dispersion des efforts qu'impliquent ces créations nouvelles et l'accroissement de travail qu'elles apportent aux historiens soucieux d'être complets.

Le nouveau Conseil de direction de la *Rivista italiana di sociologia*, dont les études historiques et les dépouillements bibliographiques ont le plus grand mérite, comprend les professeurs Bonfanti, De Sanctis, Fiamingo, Graziani, Niceforo et Sergi. G. BN.

— Nous avons indiqué il y a quelque temps dans la *Revue Bleue* (n° du 20-27 avril 1918 : *l'Antigermanisme et la méthodologie historique en Italie*) le courant qui portait un certain nombre d'historiens et d'érudits italiens à secouer le joug écrasant de la méthode allemande et l'opposition que leur faisaient plus ou moins nettement quelques savants attachés à cette méthode. Le procès est toujours pendant et l'on en trouvera les éléments dans le recueil récemment publié, *Per l'italianità della coltura nostra* (Milan, Rome, Naples, Società Dante Alighieri di Albrighi, Segati e C^{ia}, 1918, in-16), qui groupe des écrits polémiques de MM. Barbagallo, E. Bignone, E. Cicotti, A. Ferrari, G. Fraccaroli, F. Guglielmino, R. Mondolfo, E. Pancrazio, A. Sogliano, P. Terruzzi. Joignons-y les publications de MM. D. GUERRINI, *Le edizioni tedesche di scrittori latini* (Milan, s. l., 1917, in-16), et G. GUGLIELMINO, *Ardimenti classici e aberrazioni futuristiche* (Napoli, Pezzella, 1918, in-16); la polémique entre M. Barbagallo, l'auteur savoureux du *Scimmione*, et les philologues florentins est également étudiée par M. Guglielmino dans le fascicule 1 de la *Nuova Rivista storica* de 1918.

A cette polémique se rattache directement la curieuse affaire universitaire qui vient de mettre en conflit, à propos de la succession ouverte à la Faculté des lettres de Rome par le départ du professeur allemand Bloch, deux savants d'un mérite considérable, mais qui ont des tendances opposées en ce qui touche la méthodologie allemande, MM. de Sanctis, germaniste, et Pais, nationaliste. Le premier, dans un premier scrutin, obtint quatre voix contre onze au second; comme il fallait douze voix pour l'élection, on dut procéder à un nouveau scrutin où M. Pais, par un singulier renversement, obtint quatre voix, M. de Sanctis onze voix. M. Berenini, ministre de l'Instruction publique, résolut la question en nommant, après avis du Conseil supérieur de l'Instruction publique, M. Pais à la chaire d'histoire ancienne. La Faculté des lettres romaines a protesté, mais un peu tard et sans avoir démontré, ni que le ministre n'avait pas outrepassé ses droits ni qu'elle-même n'eût pas justifié, par ses hésitations, la mesure prise.

G. BN.

— Une convention a été signée en juillet dernier entre le Saint-Siège et le gouvernement italien touchant les archives romaines. En 1870, les documents qui se trouvaient dans ces archives en dehors des palais apostoliques et des locaux occupés par les congrégations tombèrent en possession du gouvernement italien. Un certain nombre de ces documents ne possédaient qu'un intérêt administratif et, d'autre part, les archives du Vatican renfermaient des pièces offrant un intérêt du même ordre pour le gouvernement. La convention en question règle réciproquement leur sort. Elle est l'aboutissement de longues négociations où le Vatican avait tout d'abord introduit des préoccupations d'ordre politique qui ne pouvaient que les retarder. — G. BN.

— Le jugement qui clôt l'affaire compliquée des archives Médicis,

transportées et vendues en Angleterre, a été récemment rendu (*Times*, 1^{er} août 1918). Il fait une distinction entre les papiers d'État, qui doivent être restitués au gouvernement italien, et les documents historiques, auxquels, une fois qu'ils sont sortis d'Italie, ne peuvent plus s'appliquer les prescriptions de la loi italienne de 1909 qui prohibe l'exportation de documents et d'objets offrant un intérêt pour l'histoire du pays, à moins que le gouvernement ne parvienne, par une nouvelle action, à établir ses droits.

G. BN.

— Trois publications intéressantes à divers degrés sont consacrées aux archives italiennes : 1^o l'*Inventario del R. Archivio di stato in Siena*, 2^e partie (Siena, Tip. Sordomuti, 1915, in-8^o), donne la description des registres des délibérations du Conseil municipal de Sienne (de décembre 1248 à 1808), des mémoriaux depuis 1399, des registres de nominations et d'élections et des répertoires; c'est un travail qui fait honneur à M. LISINI; 2^o M. Antonino CUTRERA consacre une étude sérieuse à l'*Archivio del Senato di Trapani del secolo XIV al XVIII* (Trapani, Modica, 1917, in-4^o); 3^o pour les archives de Milan, l'*Annuario del regio Archivio* fournit des renseignements sur les fonds classés et répertoriés. Les *Atti di Governo* concernant les divers organismes administratifs depuis 1814 jusqu'à 1848 et de 1849 à 1859, sans compter les divers comités institués par le gouvernement provisoire de Lombardie en 1848, sont étudiés de façon détaillée dans l'*Annuario* de 1916.

G. BN.

— M. Silvio Pivano, de l'Université de Parme, a été chargé d'établir un *Annuario degli Istituti scientifici italiani* (Rome, Athenaeum, 1918, in-16, XIV-516 p.) qui groupe les renseignements nécessaires, et jusqu'ici difficiles à se procurer, sur les instituts italiens, leur histoire, leurs conditions présentes, leur but, et fournit des notions précises sur les archives, les bibliothèques, les sociétés scientifiques des provinces italiennes. C'est une *Minerva* nationale qui rendra les plus grands services.

G. BN.

— Sebastiano RUMOR. *Bibliografia storica della città e provincia di Vicenza* (Vicenza, S. Giuseppe, 1916, in-8^o, 813 p.). — Cet ouvrage est la nouvelle édition, très augmentée et améliorée, d'un travail paru en 1899. Il comprend la liste alphabétique des auteurs qui ont écrit sur Vicence, les listes des anonymes, des journaux et périodiques, des cartes et des tables alphabétiques très copieuses des noms propres et des matières.

G. BN.

— La Commission royale de Léonard de Vinci avait décidé de publier un *Corpus Vincianum* sous la forme d'un album de fac-similés reproduisant tous les papiers de Vinci avec leur transcription paléographique et leur traduction moderne. Le sous-secrétaire d'État Cermenati ayant montré, à l'une des séances de la Commission, l'intérêt des travaux dont ils pourraient être la base, les grands industriels de Milan lui ont adressé près d'un million et la Commission a pris le titre

d' « Istituto vinciano ». Il est à souhaiter que les érudits français participent à la nouvelle organisation pour faire connaître à l'Italie les richesses « vinciennes » de nos bibliothèques. G. BN.

— On s'est préoccupé, en Italie comme en France, de prendre des mesures pour préserver le patrimoine scientifique des régions menacées par les incursions de gothas. Le bibliothécaire en chef de la « Marciana » de Venise a été chargé de donner une direction d'ensemble à toutes ces mesures. La plupart des bibliothèques vénitiennes ont ainsi évacué la majeure partie de leurs richesses. De même, on a enlevé à Cividale les objets les plus importants du musée et ses raretés bibliographiques, à San Daniele du Frioul les parchemins de la bibliothèque communale, à Udine les manuscrits littéraires, la série des annales et des actes municipaux, les parchemins Bianchi, Pironi, Zoppi, à Bassano les collections Canova, Remondini, Parolini et les documents des archives communales, à Vicence et à Vérone les parties les plus importantes des archives et des bibliothèques, en particulier, pour Vérone, les manuscrits de Gaius, Tite-Live et Virgile, conservés à la bibliothèque capitulaire, à Padoue les articles les plus précieux de la bibliothèque universitaire et des bibliothèques ecclésiastiques, à Trévise, à Ferrare, à Mantoue, à Rovigo, à Brescia des collections, des pièces, des livres rares. Dans l'ensemble, les évacuations opérées ont donné plus de 2,000 caisses dont le contenu va maintenant, grâce à la victoire, reprendre sa place primitive. — G. BN.

— La propagande anglo-italienne, qui, au cours de la guerre, a toujours été extrêmement active, est entrée dans une nouvelle voie qui mérite d'être signalée à la *Revue historique*. En très peu de temps, en effet, ont été fondées quatre revues où l'histoire n'est pas négligée : *The Anglo-Italian Review*, dirigée par M. E. Hutton et publiée à Londres par l'éditeur Constable (25 fr.). Le premier fascicule renferme un article de M. A. Crespi sur la fonction historique de l'empire britannique (cf. du même : *la Funzione storica dell' Impero britannico*. Milan, Treves, 1918); l'initiative de cette publication est due au sous-secrétaire d'État pour la propagande, M. Gallenga. La *Vita britannica*, bimestrielle, éditée à Florence par l'Institut britannique (Via dei Conti, 3; 10 fr., 8 fr. pour 1918). M. G. Salvemini aborde dans son premier numéro les origines de l'alliance anglo-italienne. La *Rassegna Italo-Britannica*, publiée à Milan sous la direction du publiciste Mario Borsa, spécialiste des choses anglaises (Via Covasso, 4; 25 fr.). Dans le premier numéro, M. Rennel Rodd, ambassadeur d'Angleterre à Rome, étudie les poètes anglais du Risorgimento, M. A. Loria les rapports entre les économistes des deux pays, M. G. Prezzolini la question italo-yougoslave au point de vue anglais, et, tout récemment, M. Berenini a insisté, dans cette Revue, sur l'utilité des échanges intellectuels entre le Royaume-Uni et l'Italie. Plusieurs articles sont écrits à la fois en anglais et en français. Enfin, la *Lega Italo-Britannica*, fondée en novembre 1914 et qui a pour président le député

De Viti de Marco, publie depuis six mois un bulletin mensuel.

Il est bien regrettable que les amis français de l'Italie ne se soient pas senti le courage d'organiser la publication d'une revue franco-italienne sérieuse¹. On avait parlé d'une transformation du *Bulletin italien*, qui serait devenu une publication d'un caractère plus large. Nous applaudirions, pour notre part, à cette transformation et à toute initiative de même espèce.

A cette question de la propagande par les revues se rattache celle de la propagande par l'enseignement. On affirmait il y a quelques mois que M. Sonnino, d'accord avec M. Berenini, ministre de l'Instruction publique, avait l'intention de rétablir à la Consulte un organe créé jadis par Crispi, la « Direction centrale des écoles royales à l'étranger ». Nous ignorons où en est ce projet, mais nous savons que le Comité italien de la « Modern Languages Association » a récemment décidé un échange de professeurs entre l'Italie et l'Angleterre, qu'une mission de professeurs italiens a été envoyée en mai-juin en Angleterre et en Écosse afin de jeter les bases, dans ces pays, d'une entente intellectuelle et morale avec l'Italie, qu'à l'Université de Leeds, imitant l'Université de Manchester et aiguillé par sa chambre de commerce, le corps académique a présenté une demande de crédits de 375,000 fr. pour la fondation d'une chaire d'italien, que le vice-chancelier de l'Université de Glasgow a reconnu publiquement la nécessité d'un pareil enseignement en Écosse, que M. Serena a offert 500,000 fr. pour la création de chaires italiennes à Oxford et à Cambridge. Nous savons également que le gouvernement tessinois vient de fonder une Haute-École de culture italienne. En même temps, en Italie, avec le concours financier des Universités d'Oxford et de Cambridge, est créé à Florence un Institut britannique qui doit s'appliquer à l'étude des questions littéraires, techniques, industrielles et commerciales, organiser des cours, des bourses, une bibliothèque, tandis que le représentant à Rome de l'Université d'Illinois, M. Kenneth Mackenzie, essaie, au nom de l'Union universitaire américaine, d'organiser des échanges de professeurs entre l'Italie et les États-Unis. M. Berenini paraît d'autre part disposé à créer huit chaires de littérature italienne dans les universités de la péninsule. Les autorités françaises devraient profiter de la nature actuelle de nos relations avec l'Italie et des bonnes dispositions de M. Berenini pour entrer dans une voie analogue à celle que suivent l'Angleterre, la Suisse et les États-Unis. On sait qu'à l'heure actuelle l'enseignement de la langue française est officiel dans 253 gymnases, 26 lycées, 282 écoles techniques, 67 instituts techniques, 94 écoles complémentaires, que cet enseignement, ainsi que celui de la littérature française, a été officiellement institué dans les Facultés des lettres de Bologne,

1. Pouvons-nous citer, à cet égard, le *Bulletin de la ligue latine et du mouvement interlatin*, dont le premier numéro a paru à Florence chez l'éditeur Vallecchi en mars 1918?

Florence, Milan, Rome et Turin et qu'il est question de l'étendre à toutes les autres Facultés italiennes (Catane, Gênes, Messine, Naples, Padoue, Palerme, Pavie, Pise), où déjà, comme dans les autres, des examens peuvent être passés tous les ans pour obtenir l'habilitation à l'enseignement du français. Ne profiterons-nous pas de cet ensemble de conditions pour resserrer entre la France et l'Italie des liens qui seraient utiles à l'avenir des deux nations, à la réalisation et au maintien de la paix internationale? G. BN.

Orient. — Le programme sioniste (XI^e Congrès) comportait l'institution à Jérusalem d'une université juive. Voici qui est chose faite. A la fin du mois de juillet dernier, le général Allenby a posé la première pierre d'une université qui sera construite au mont Scopus, près de Jérusalem; des officiers italiens et français, des représentants des Israélites de Palestine et d'Égypte assistaient à la cérémonie. — G. BN.

Pays-Bas. — On a institué deux chaires d'histoire à l'Université libre d'Amsterdam, l'une pour la période antérieure, l'autre pour la période postérieure à 1640. M. le Dr GOSLINGA, nommé à la chaire d'histoire moderne, a consacré sa leçon d'ouverture au roi Guillaume I^{er}. Elle a été publiée à part sous le titre : *Koning Willem I als verlicht despoot* (Baarn, E.-J. Bosch, 1918). N. J.

Pologne. — M. Louis (Ludwik) KUBALA, historien polonais, né en 1838, est mort à Lemberg (Lwow) le 5 octobre 1918. Il prit part, en 1863, à l'insurrection nationale et passa cinq ans dans les geôles autrichiennes. Sa fortune ayant été confisquée, il devint professeur au lycée de Lemberg. L'Académie de Cracovie le nomma membre titulaire en 1903. Ses écrits sont nombreux. Il fut un des plus autorisés spécialistes pour l'époque du xvii^e siècle. Il commença à publier en 1880 des « Essais historiques » (*Szkice Historyczne*) qui eurent un grand succès (4^e édition en 1901, 2 vol. de 323 et 332 p.). C'est là que Henri Sienkiewicz puisa l'idée de son épopée *Par le fer et par le feu*. Une érudition nourrie, un sens critique développé, un talent littéraire éminent ont fait de ces deux volumes la lecture favorite de toute une génération. Encouragé par le succès, Kubala continua ses recherches dans les archives. A l'aide d'actes officiels, de mémoires inédits, il raconta dans deux volumes la *Vie du chancelier Georges Ossolinski* (Lwow, 1883, 366 et 411 p.) et en quatre volumes l'histoire des guerres de la Pologne avec la Moscovie (1654), avec la Suède (1655), avec le Brandebourg (1655-1657), pour finir par la « Paix d'Olive ». Ces gros volumes épuisent le sujet d'une façon presque complète (Varsovie, 1910-1918). Kubala s'occupa aussi de l'histoire de la Réforme en Pologne en écrivant la biographie de Stanislas Orzechowski (1870, 2^e éd., 1900). Cf. *Rev. histor.*, t. XXXIII, p. 374. S. P.

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

HISTOIRE GÉNÉRALE.

- Alaux (L.-P.)*, Voir *Hill (David Jayne)*.
Athenæum (the). Subject index to periodicals, 1916, 354.
Beer (George Louis). The english-speaking peoples. Their future relations and joint international obligations, 331.
Cunningham (W). The common weal, 169.
Danjon (Daniel). Traité de droit maritime, 128.
Douin (G.). La Méditerranée de 1803 à 1805. Pirates et corsaires aux îles ioniennes, 141.
Driaull (E.). Voir *Monod (G.)*.
Forest (Louis). On peut prévoir l'avenir; mais comment? 332.
Froidevaux (Henri). La grande route de l'ancien monde. Ambitions allemandes, revendications françaises, 141.
Grey de Fallodon (viscount). The league of nations, 332.
Hill (David Jayne). La reconstruction de l'Europe, trad. par *L.-P. Alaux*, 331.
Jastrzebska (M^{me} J.). Voir *Monod (G.)*.
Monod (G.) et *Driaull (E.)*. Manuel d'histoire moderne, traduit en polonais par *M^{me} Jastrzebska*, 364.
Pollard (A. F.). The league of nations in history, 332.
Sainte Bible (la). Traduction nouvelle. Livr. 1 et 2, 312.
Solari (Arturo). Gli Unni e Attila, 89.

HISTOIRE DE L'ANTIQUITÉ.

- Courbaud (Edmond)*. Les procédés d'art de Tacite dans les « Histoires », 142.
Crivellucci (Amedeo). Voir *Pauli Diaconi*.
Pauli Diaconi. Historia romana, publ. par *Amedeo Crivellucci*, 111.

HISTOIRE DE LA GUERRE.

- Albert-Petit (A.)*. La France et la guerre. T. I, 144.

- Baulu (Marguerite)*. La bataille de l'Yser, 149.
Bocquet (Léon) et *Hosten (Ernest)*. Un fragment de l'épopée sénégalaise; les tirailleurs noirs sur l'Yser, 150.
Celarié (Henriette). En esclavage. Journal de deux déportées, 149.
Combes (Fernand) et *Roussel-Lépine (José)*. La terre sacrée, 335.
Delfolie (V.). Dictionnaire militaire italien-français et français-italien à l'usage des armées française et italienne, 336.
Delvert (capitaine). Histoire d'une compagnie : Main de Massiges, Verdun, 1915-1916, 147.
Franconi (Gabriel-Tristan). Un tel, de l'armée française, 148.
Henches (commandant J.-E.). A l'école de guerre. Lettres d'un artilleur, août 1914-octobre 1916, 334.
Hosten (Ernest). Voir *Bocquet (Léon)*.
Hourticq (Louis). Récits et réflexions d'un combattant : Aisne, Champagne, Verdun, 1915-1917, 147.
Lacroix (Francq). En plein ciel; impressions d'aviateur, 152.
Lafont (Bernard). Au ciel de Verdun. Notes d'un aviateur, 334.
Lichnowsky (Fürst). Meine Londoner Mission, 1912-1914, 339.
Offensives (les) de 1917-1918, au 250.000^e, 336.
Pages actuelles, 1914-1918, n^o 119, 121-122, 333.
Pages d'histoire, 1914-1918, n^o 146-150, 143.
Péricard (lieutenant Jacques). Debout les morts! II. Paques rouges, 148.
Puaux (René). Foch; sa vie, sa doctrine, son œuvre, la foi en la victoire, 145.
Rocheblave (Samuel). Chez les neutres du Nord : Hollande et Scandinavie, 335.
Roussel-Lépine (José). Voir *Combes (Fernand)*.
Tout le front de la mer du Nord à la Suisse, 336.
Vaincre, 146.

HISTOIRE D'ALLEMAGNE.

- Alaux (L.-P.)*. Voir *Souvenirs de guerre*.
Blondel (Georges). Pour mieux juger les Allemands, 153.
 — La mentalité des Allemands, 153.
 — La rive gauche du Rhin, 154.
 — L'intervention américaine, 154.
Bois (Henri). Kant et l'Allemagne, 152.
Bourdon (Georges). L'énigme allemande, 18^e édition, 337.
Huberich (Charles Henry) et *King (Richard)*. The development of german prize law, 154.
King (Richard). Voir *Huberich (Charles Henry)*.
Lacour-Gayet (G.). Bismarck, 337.
Souvenirs de guerre d'un sous-officier allemand, 1914-1915, publ. par *Louis-Paul Alaux*, 151.
Ysiad. L'Allemagne et son enfant terrible, Maximilien Harden, 338.

HISTOIRE D'ALSACE-LORRAINE.

- Batiffol (Louis)*. Les anciennes républiques alsaciennes, 319.
Delachache (Georges). Petite histoire de l'Alsace-Lorraine, 339.
Ebersolt (P.). Le génie alsacien, 340.
Wagner (Charles). Les Alsaciens sous le joug allemand, 154.

HISTOIRE DE BELGIQUE.

- Breton (commandant Willy)*. La réurrection d'une armée, 155.
Crokaert (Paul). Un précurseur. Le général Brialmont, 156.
Des Ombiaux (Maurice). La littérature belge; son rôle dans la résistance de la Belgique, 155.
Miles. Le baron de Broqueville et la défense nationale, 157.
Wallex (Norbert). La Belgique et les régions rhénanes, 156.

HISTOIRE DE FRANCE.

- Allenou (Jean)*. Histoire féodale des marais, territoire et église de Dol. Enquête par tourbe ordonnée par Henri II, roi d'Angleterre, 109.
Allier (Raoul). Anthologie protestante française, xvi^e et xvii^e siècles, 341.
 — La compagnie du Très-Saint-Sacrement-de-l'Autel à Toulouse, 308.
Alphand (Gabriel). La France pendant la guerre, 1914-1918, 144.
André (Louis). Voir *Bourgeois (Émile)*.
Barbéry (P.). L'œuvre de la propagation de la foi à Grenoble et à Lyon, 301.

- Baudrillart (Mgr)*. Voir *Lettres du duc de Bourgogne*.
Bertran de Marseille. La vie de sainte Enlme, publ. par *Clovis Brunel*, 113.
Besson (Maurice). Voir *Perreau-Pra-dier (Pierre)*.
Blanchard (Raoul). Lyon, Marseille et Nice, 166.
Blum (Edgar). Les essais de réforme hypothécaire sous l'Ancien régime, 302.
Bonnefon (Paul). Voir *Loménie, comte de Brienne*.
Bonnenfant (G.). Les séminaires normands du xvi^e au xviii^e siècle, 301.
Bourgeois (Émile) et *André (Louis)*. Les sources de l'histoire de France. xvii^e siècle. Fasc. 1 et 2, 303.
Brunel (Clovis). Voir *Bertran de Marseille*.
Brutails (J.-A.). Pour comprendre les monuments de la France, 158.
 — et *Courteault (Paul)*. Notions élémentaires d'histoire girondine, 351.
Caddau (Louis). Monographie de la cathédrale de Tarbes, 349.
Calendini (abbé Louis). Histoire de l'Eglise du Mans, 114.
Cambon (Victor). Où allons-nous? 343.
Chevalier (chanoine Ulysse). Gallia christiana novissima. T. V : Toulon; t. VI : Orange, 104.
Chinard (Albert). L'exotisme américain dans l'œuvre de Chateaubriand, 162.
Cochin (Denys). Louis-Philippe, 325.
 Commémoration du IV^e centenaire de la fondation du Havre, 1517-1917, 165.
Coroëne (J.). Montesquiou d'Artagnan, vainqueur de Denain, 311.
Courteault (Paul). La vie des foires bordelaises, 165.
 — Voir *Brutails (J.-A.)*.
Dangibeaud (Charles). Registres paroissiaux des communes de Saintonge et d'Aunis, 300.
Davillé (L.). Bar-le-Duc à la fin du xvi^e siècle, 1559-1598, 119.
Duine (abbé F.). Memento des sources hagiographiques de l'histoire de Bretagne. 1^{re} partie : les fondateurs et les primitifs, 107.
Fage (René). La propriété rurale en Bas-Limousin pendant le moyen âge, 102.
Flach (Jacques). Les origines de l'ancienne France. IV. Les nationalités régionales, 90.
Gaffarel (Paul). Notre expansion coloniale en Afrique de 1870 à nos jours, 351.
Grand (Roger). Contribution à l'histoire du régime des terres. Le con-

- trat de complant depuis les origines jusqu'à nos jours, 104, 130.
- Haskins (Charles H.)*. Norman institutions, 96.
- Hubert (Lucien)*. Une politique coloniale. Le salut par les colonies, 165.
- Jaurgain (Jean de)*. L'évêché de Bayonne et les légendes de saint Léon, 107.
- Jeanroy (A.)*. Bibliographie sommaire des chansonniers provençaux, 113.
- Langlois (Ch.-V.)*. Registres perdus des archives de la Chambre des comptes de Paris, 101.
- État sommaire des documents entrés aux Archives nationales par des voies extraordinaires, 341.
- Lanson (Gustave)*. Voir *Voltaire*.
- Launay (Louis de)*. Qualités à acquérir, 344.
- Lecestre (Léon)*. Voir *Saint-Hilaire*. Lettres du duc de Bourgogne.
- Leroux (Alfred)*. Les portails commémoratifs de Bordeaux. Essai d'interprétation par l'histoire locale, 117.
- Lettres du duc de Bourgogne au roi d'Espagne Philippe V. T. II, publ. par *Mgr Baudrillart et Léon Lecestre*, 306.
- Loménie, comte de Brienne (Louis-Henri de)*. Mémoires, publ. par *Bonnefon (Paul)*, 305.
- Lysis*. L'erreur française, 345.
- Madelin (Louis)*. L'expansion française. De la Syrie au Rhin, 163.
- Malo (Henri)*. Les corsaires dunkerquois et Jean Bart. II : 1662-1707, 311.
- Marguet* (lieutenant de vaisseau). Histoire de la longitude à la mer au XVIII^e siècle en France, 123.
- Mathiez (Albert)*. La Révolution et les étrangers, 160.
- Meurgey (Jacques)*. Les armoiries du pays basque, 350.
- Les anciens symboles héraldiques des villes de France : Verdun, 350.
- Morand (Edmond)*. La vie de saint Amable attribuée à l'archiprêtre Juste, 159.
- Mourret (abbé Fernand)*. Le mouvement catholique en France de 1830 à 1850, 162.
- Navatel (L.)*. Fénelon. La confrérie secrète du pur amour, 309.
- Nolhac (Pierre de)*. Fragonard, 1732-1806, 342.
- Notes du premier président Pellot sur la Normandie, 1670-1683, publ. par *G.-A. Prévost*, 307.
- Oheix (André)*. Essai sur les sénéchaux de Bretagne des origines au XIV^e siècle, 99.
- Pandin de Lussaudière*. Le registre paroissial d'Angliers, 300.
- Pérouse (Gabriel)*. Les paroisses rurales d'un diocèse de Savoie au XVII^e siècle. L'archevêché de Tarentaise, 307.
- Perreau-Pradier (Pierre)* et *Besson (Maurice)*. L'Afrique du Nord et la guerre, 164.
- Prévost (G.-A.)*. Voir Notes du premier président Pellot.
- Puauz (Frank)*. Les défenseurs de la souveraineté du peuple sous le règne de Louis XIV, 159.
- Reinach (Joseph)*. Mes comptes-rendus, discours, propositions et rapports, 347.
- Ricaud (abbé L.)*. Les reclus des Hautes-Pyrénées, 348.
- Un régime qui commence. Étude sur dix années de la Révolution dans les Pyrénées, 348.
- Sulpice Sévère et sa villa de Primuliac à Saint-Sauveur-de-Rustan, 347.
- Roche (Jules)*. Quand serons-nous en république? 343.
- Saillens (E.)*. Facts about France. Brief answers to recurring questions, 340.
- Saint-Hilaire*. Mémoires, publ. par *Léon Lecestre*. T. V et VI, 304.
- Vie (la) catholique dans la France contemporaine, 345.
- Voltaire*. Lettres philosophiques, publ. par *G. Lanson*. Additions et corrections, 162.
- Wilmotte (Maurice)*. Le Français à la tête épique, 111.
- Yché (J.)*. Étude historique sur Gruissan, 115.

HISTOIRE DE GRANDE-BRETAGNE.

- Coullon (G. G.)*. The case for compulsory military service, 167.
- Floyer (J. Kestell)*. Studies in the history of english Church endowments, 352.
- Hammond (J. L.)* et *Hammond (Barbara)*. The town labourer, 1760-1832, 169.
- Hannay (Robert Kerr)*. Voir *Herkless (John)*.
- Herkless (John)* et *Hannay (Robert Kerr)*. The archbishops of St Andrews, 121.
- Hugues (Dorothy)*. Illustrations of Chaucer's England, 352.
- Lucas (Sir C. P.)*. The beginnings of english overseas enterprise. A prelude to the empire, 166.
- Milford Haven (the Marquess of)*. The royal Navy, 1815-1915, 324.
- Relf (Frances Helen)*. The petition of right, 353.

HISTOIRE DE GRÈCE.

Macças (Léon). Voir *Venizelos (E.)*.
Venizelos (E.), *Politis (N.)*, *Repoulis (E.)* et *Cafandaris (G.)*. Cinq ans d'histoire grecque, 1912-1917, trad. par *Léon Macças*, 171.

HISTOIRE DE LA PAPAUTÉ
ET DE L'ÉGLISE.

D'Angelo (D' Maria). Luigi XIV e la Santa Sede, 1689-1693, 310.
Davenport (E. H.). The false decretals, 110.

HISTOIRE DE SUISSE.

Bonnard (Albert). Le témoignage d'un citoyen. Étude de politique suisse, 328.
Borgeaud. Le drapeau suisse, 172.
Diesbach (Max de). La campagne du Sonderbund et l'affaire de Neuchâtel, 1856-1857, 172.
Hofer (C.). La Suisse souveraine et neutre, 173.
Merz (H.). Le tir en Suisse, 172.
Œchsli. Formation de l'unité politique suisse au XIX^e siècle, 172.
 — et *Schröter (C.)*. Paul Usteri, 173.
Schröter (C.). Voir *Œchsli (W.)*.
Tatarinoff (E.). ix Jahresbericht der Schweizerischen Gesellschaft für Urgeschichte, 367.
Tschokke (E.). La jeunesse suisse et la défense nationale, 172.

HISTOIRE DES ÉTATS-UNIS.

Putnam (Ruth). California; the name, 316.
Year-book of the Pennsylvania Society, 1917, 158.

HISTOIRE DES PEUPLES SLAVES.

Chabrié (Robert). La Pologne et l'union franco-polonaise, 366.

Čović (Jovan). Unité ethnique et nationale des Yougoslaves, 360.

Frejlich (Joseph). Les bases de l'indépendance économique de la Pologne, 365.

— La structure nationale de la Pologne, 364.

Kerner (Robert Joseph). The foundations of slavic bibliography, 363.

Prezzolini (Giuseppe). La Dalmatie, 359.

HISTOIRE D'ITALIE.

Baldinucci (Filippo). Dal Baroccio a Salvator Rosa. Vite di pittori italiani del Seicento, scelte e annotate da *Guido Battelli*, 356.

Battelli (Guido). Voir *Baldinucci (Filippo)*.

Destrée (Jules). Figures italiennes d'aujourd'hui, 359.

La Mantia (Giuseppe). Messina e le sue prerogative, 1130-1296, 355.

— La segreteria o la dogana di Tripoli, 1511-1521, 355.

Negri (Luigi). Genesi storica e giuridica della costituzione Napoletana del 1799, 357.

Pingaud (Albert). Bonaparte, président de la République italienne, 1796-1805, 134.

Schipa (Michelangelo). Ideali d'indipendenza e partiti politici napoletani nel Seicento, 357.

Silva (Pietro). Il Sessantasei. Studi storici, 358.

Testi (Laudedeo). Le baptistère de Parme, 355.

HISTOIRE DU JAPON ET DE LA CHINE.

Chu (Chin). The tariff problem in China, 361.

Hsu (Mongton Chih). Railway problems in China, 362.

Morimoto (Kokichi). The standard of living in Japan, 360.

Wathorai (Thoshiharu). Nationalization of railways in Japan, 361.

TABLE DES MATIÈRES.

ARTICLES DE FOND.

	Pages
GAFFAREL (Paul). Marseille et les Philhellènes en 1821 et 1822	244
MARION (M.). La question du papier-monnaie en 1790 : les premières fautes	22
PUAUX (Frank). Origines, causes et conséquences de la guerre des Camisards	1, 209

MÉLANGES ET DOCUMENTS.

BERGA (abbé A.). Un problème de bibliographie historique : l'auteur de <i>l'Essai politique sur la Pologne</i> (1764)	277
VAN DYKE (Paul). Les prétendus mémoires de Jeanne d'Albret	76

BULLETIN HISTORIQUE.

Histoire de France. Le moyen âge jusqu'aux Valois, par Louis HALPHEN.	89
— Histoire moderne, de 1660 à 1789, 1 ^{re} partie, par Georges PAGES	300

COMPTES-RENDUS CRITIQUES.

BATIFFOL (Louis). Les anciennes républiques alsaciennes (Chr. Pfister)	319
BONNARD (Albert). Le témoignage d'un citoyen. Études de politique suisse (Henri Hauser)	328
CALENDINI (abbé Louis). Histoire de l'Église du Mans (Louis Villat)	114
COCHIN (Denys). Louis-Philippe (Chr. Pfister)	325
DANJON (Daniel). Traité de droit maritime (Louis Villat)	128
DAVILLÉ (Louis). Bar-le-Duc à la fin du XVI ^e siècle (Chr. Pfister)	119

[SUPPLÉMENT AU NUMÉRO DE NOVEMBRE-DÉCEMBRE 1918.]

	Pages
GRAND (Roger). Le contrat de complant depuis les origines jusqu'à nos jours (P. Boissonnade)	130
HERKLESS (John) et HANNAY (Robert Kerr). The archbishops of St Andrews (Ch. Bémont)	121
LEROUX (Alfred). Les portails commémoratifs de Bordeaux (Louis Davillé)	117
MARGUET (lieutenant de vaisseau). Histoire de la longitude à la mer au XVIII ^e siècle (J. Tramond)	123
PINGAUD (Albert). Bonaparte, président de la République italienne (J. Gay).	134
PUTNAM (Ruth). California; the name (L. Gállois)	316
Sainte Bible (Ch. Guignebert)	312
YCHÉ (J.). Étude historique sur Gruissan (Jean Régné)	115

NOTES BIBLIOGRAPHIQUES.

Histoire d'Allemagne (Ch. BÉMONT, H. HAUSER, Chr. PFISTER)	152, 337
Histoire d'Alsace-Lorraine (Chr. PFISTER)	154, 339
Histoire de Belgique (Ch. DARTIGUE)	155
Histoire de France (J. ALAZARD, Ch. BÉMONT, Louis BRÉHIER, E. CASTELOT, Ch. DARTIGUE, D. PASQUET, R. DOUCET, R. LÉVY-GUENOT, Chr. PFISTER, Th. SCHOELL, L. VILLAT)	158, 340
Histoire de Grande-Bretagne (Ch. BÉMONT, E. CASTELOT, D. PASQUET)	166, 352
Histoire de Grèce (R. LÉVY-GUENOT)	171
Histoire de l'Antiquité (Chr. PFISTER)	142
Histoire de la Guerre (Ch. BÉMONT, Ch. DARTIGUE, R. DOUCET, R. LATOUCHE, H. MALO, Chr. PFISTER, Th. SCHOELL)	143, 333
Histoire de Pologne (Stan. POSNER)	363
Histoire de Suisse (V. VAN BERCHEM)	172, 367
Histoire des États-Unis (Ch. BÉMONT)	158
Histoire des Slaves du Sud (Ch. BÉMONT, Chr. PFISTER)	359
Histoire d'Italie (J. ALAZARD, Ch. DARTIGUE)	355
Histoire du Japon et de la Chine (M. COURANT, D. PASQUET)	360
Histoire générale (Ch. BÉMONT, G. BOURGIN, Ch. DARTIGUE, R. DOUCET, H. MALO, Chr. PFISTER, G. ZELLER)	144, 331

RECUEILS PÉRIODIQUES ET SOCIÉTÉS SAVANTES.

ALLEMAGNE.

	Pages
1. Historische Zeitschrift.	398

ÉTATS-UNIS.

1. American historical review (the)	194
2. Nation (the)	197

FRANCE.

1. Académie des inscriptions et belles-lettres.	393
2. Académie des sciences morales et politiques	191, 394
3. Anjou historique (l')	191
4. Annales de géographie.	368
5. Annales révolutionnaires.	174, 368
6. Annuaire du Comité d'études historiques et scienti- fiques de l'Afrique occidentale française	394
7. Archives historiques de la Saintonge et de l'Aunis	192
8. Bulletin de la Soc. de l'hist. du protestantisme français.	174, 369
9. Bulletin hispanique.	175
10. Bulletin italien	175
11. Correspondant (le)	180, 382
12. Études. Revue fondée par des PP. de la Cie de Jésus	182, 385
13. Grande Revue (la)	184
14. Journal des savants.	369
15. Mémoires de l'Académie des sciences et lettres de Caen.	192
16. Mercure de France	387
17. Nouvelle Revue historique de droit français et étranger.	369
18. Polybiblion	176, 370
19. Révolution de 1848 (la)	371
20. Révolution française (la)	376
21. Revue africaine	193
22. Revue archéologique	377
23. Revue critique d'histoire et de littérature	176, 378
24. Revue de l'Anjou	194, 395
25. Revue de l'histoire des colonies françaises.	177
26. Revue de Paris (la)	185, 388
27. Revue de Saintonge et d'Aunis.	396
28. Revue des Deux Mondes	189, 390
29. Revue des études anciennes.	177
30. Revue des études historiques	178, 380

	Pages
31. Revue des études napoléoniennes	179
32. Revue des sciences politiques	380
33. Revue du seizième siècle	382
34. Revue du Vivarais	396
35. Revue générale du droit	180, 382
36. Revue historique de Bordeaux	397
37. Revue historique de la Révolution française	179
38. Revue savoissienne (la)	398

GRANDE-BRETAGNE.

1. History	200
2. Quarterly Review	201

SUISSE.

1. Bibliothèque universelle et Revue suisse	203
2. Mitteilungen der antiquarischen Gesellschaft in Zurich.	204
3. Revue d'histoire ecclésiastique suisse	204

CHRONIQUE.

<i>Danemark</i>	412
<i>États-Unis</i>	414
<i>France</i>	206, 405
<i>Grande-Bretagne</i>	414
<i>Italie</i>	414
<i>Orient</i>	420
<i>Pays-Bas</i>	420
<i>Pologne</i>	420
INDEX BIBLIOGRAPHIQUE	421

Le gérant : R. LISBONNE.

